LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE

I.

L'INSURRECTION DE 1868 ET L'INTERRÈGNE.

Les révolutions se suivent et se ressemblent, surtout en Espagne. Elles se composent souvent d'un jour d'illusions et d'un lendemain assombri par les déceptions, prolongé à travers des incertitudes toujours renaissantes. Elles ne sont pas l'œuvre d'un hasard insolent ou de vulgaires trahisons, comme affectent de le croire ceux qui les ont rendues inévitables; elles procèdent d'un ensemble de causes bien simples, bien évidentes, et, malgré tout ce qui peut les expliquer ou les absoudre d'avance, elles ne sont pas plus faciles à dénouer; elles vont bientôt aboutir à toutes les impossibilités et à toutes les contradictions, qui font que ces grandes crises sont quelquefois sans issue. L'Espagne en est depuis quatre mois à se débattre dans les perplexités violentes d'une de ces révolutions qui la veille ont toute sorte de raisons d'être, et qui le lendemain se trouvent en face de toute sorte de difficultés, qui avant de naître semblent justes, et qui après avoir éclaté ne savent plus ce qu'elles deviendront. Depuis quatre mois, l'Espagne offre le spectacle d'un pays allant au hasard, flottant entre toutes les directions au risque de glisser chaque jour dans la guerre civile, hésitant visiblement à se croire fait pour la république et ne sachant qui placer sur un trône laissé vide par une reine en fuite, finissant par remettre sa

destinée à une assemblée constituante, et plus que jamais saisi de doute à mesure que s'est approché le moment de la réunion de cette assemblée, image de la confusion universelle.

Au seuil de ces événemens qui sont pour l'Espagne le point de départ d'une ère nouvelle et inconnue, qui du premier coup ont emporté une monarchie, un souvenir revient invinciblement à l'esprit. Il y a trente ans bientôt, un matin de 1839, deux généraux, les chefs de deux armées en présence, Espartero et Rafael Maroto, se trouvaient réunis sous un toit obscur, dans une campagne du pays basque, entre Durango et Elorrio. Ils se rencontraient clandestinement pour mettre fin à une effroyable guerre, pour débattre entre eux les conditions de ce qui allait s'appeler le *convenio* de Bergara. C'était en apparence une transaction, ou du moins celui qui agissait sans l'aveu de son maître, Maroto, fit ce qu'il put pour que ce fût une transaction; en réalité, c'était la défaite de la cause carliste par la soumission de tous ses chefs, Urbistondo, Fulgosio, Lasala, Lersundi, qui sont passés depuis sous les drapeaux de la reine; c'était la victoire définitive de la cause d'Isabelle II. Depuis six ans, on se battait à outrance dans toute une partie de l'Espagne, dans les vallées basques comme dans les montagnes de la Catalogne, dans le Maeztrazgo, du côté de Valence, comme dans la Navarre. L'Espagne s'épuisait dans cette guerre sans merci, toute pleine de représailles sanglantes. Deux choses survivaient à la lutte, l'autonomie des provinces basques, garantie par la paix, et la royauté d'Isabelle, pour laquelle tout ce qu'il y avait de jeune et de libéral au-delà des Pyrénées venait de se battre. C'était là ce dont il s'agissait dans cette entrevue d'Espartero et de Maroto, réunis un matin sous un toit inconnu pour décider par la paix ce que la guerre ne pouvait trancher.

Trente années sont passées, qu'est-il arrivé? Parmi tous ceux qui se battaient en ce temps-là pour la reine, parmi les défenseurs de la cause victorieuse, les uns sont morts, les autres ont vieilli. Il y en a eu de fusillés, il y en a eu de proscrits. O'Donnell s'est éteint dans une sorte d'exil. Narvaez est mort premier ministre à la veille d'une révolution nouvelle. Serrano, qui était un jeune et brillant colonel en 1839, et qui a joué bien d'autres rôles auprès d'Isabelle II, est le chef nominal d'un gouvernement provisoire qui a renversé la reine. Prim, qui n'était rien pendant la guerre civile ou qui n'était encore qu'un petit officier, est aujourd'hui une façon de dictateur, se demandant peut-être s'il sera le premier ministre d'un roi nouveau ou le chef d'une république. Le vieux négociateur de la paix de Bergara, Espartero, sur son déclin, va reparaître dans une assemblée constituante, où son nom ne

pourra être qu'un drapeau un peu usé pour ceux qui tenteraient de s'en servir. La reine Isabelle, au lieu d'être à Madrid, est à Paris, et pourrait assister à un nouveau souper de Candide, où il y aurait plus de convives que du temps de Voltaire. Tout est changé! Comment s'est accomplie cette tragédie qui n'a pas laissé d'être quelquefois une comédie? Comment a pu éclater cette rupture entre la royauté espagnole et le pays? Que va-t-il sortir enfin de cette vaste crise où tous les intérêts, toutes les ambitions, toutes les passions, s'agitent autour d'un trône vide? C'est assurément un des plus curieux épisodes de l'histoire des monarchies constitutionnelles en Europe.

Elle avait cependant, cette monarchie espagnole, toute sorte de raisons de vivre. Elle avait le prestige de la lutte libérale dans laquelle elle s'était retrempée et la consécration de la victoire. Vieille par les traditions, elle était jeune par les idées qu'elle représentait ou qu'elle devait représenter. Longtemps elle a eu pour elle et autour d'elle tout ce que l'Espagne de ce siècle a produit de vivace, d'énergique et d'intelligent, tout ce qui fait la popularité d'un régime politique. Sauf le parti carliste vaincu, impuissant et découragé, il n'y avait point au-delà des Pyrénées de partis anti-dynastiques pour lui disputer la vie et l'autorité. Elle a sombré pour n'avoir pas su ou pour n'avoir pas voulu être une monarchie constitutionnelle, et c'est lorsqu'elle n'avait plus ni impossibilités ni difficultés sérieuses à vaincre qu'elle s'est mise à se décomposer elle-même, de ses propres mains, avec un acharnement qui serait venu à bout d'une fortune plus prodigieuse encore. Je ne saurais aujourd'hui reprendre cette triste et humiliante histoire d'un suicide royal qui n'est pas d'ailleurs une affaire exclusivement politique. Ce qui est certain, ce que les événemens contemporains de l'Espagne ne font que confirmer une fois de plus, c'est que ce n'est point par leurs adversaires que les gouvernemens sont le plus menacés, c'est en eux-mêmes qu'ils portent le grand et dangereux ennemi; c'est par eux-mêmes qu'ils sont mis à mal et qu'ils périssent, décourageant successivement leurs amis et laissant à peine quelque chose à faire à leurs ennemis. La reine Isabelle II a mis près de vingt-cinq ans à jeter sa couronne par-dessus les moulins; elle a si bien réussi qu'elle a fini par ne plus retrouver cette couronne sur sa tête, et elle a été secondée dans cette œuvre étrange par la complicité des uns, par la faiblesse des autres, par tout un travail correspondant de dissolution dans les partis, de telle sorte que tout a marché du même pas, la déconsidération de la royauté et l'affaiblissement de l'organisme constitutionnel par la scission ou l'exaspération des partis.

La royauté d'Isabelle II n'avait presque rien à faire pour garder sa popularité, pour rester une médiatrice respectée entre les opinions. Elle a voulu se jeter dans la mêlée avec ses fantaisies et ses caprices : elle y a perdu son prestige d'abord, son autorité ensuite. Les partis qui la soutenaient se sont divisés et usés. Les ennemis se sont multipliés, s'exilant eux-mêmes d'une légalité sans garanties. Les questions dynastiques, qui n'existaient pas, se sont élevées peu à peu, et sont entrées comme un élément nouveau dans la politique espagnole. Un parti démocratique ou républicain s'est formé et a grandi dans la mesure même de la décadence morale de la monarchie, et c'est ainsi que la royauté en Espagne s'est trouvée conduite à cette situation où pour se défendre elle n'a plus eu qu'un système de réactions outrées en présence d'insurrections toujours menaçantes et toujours aggravées. Entre les partis poussés à bout, on le pressentait bien, il ne s'agissait plus d'un ministère; il s'agissait désormais de la dynastie elle-même, devenue l'enjeu de la première révolution qui éclaterait. Au-dessous de cette lutte engagée dans les sphères politiques, le pays restait impassible et sceptique, hésitant à sortir de son apathie, accoutumé d'ailleurs à voir des généraux venir trancher du bout de leur épée ces inextricables complications, et à ne jouer lui-même que le rôle de figurant dans les insurrections espagnoles.

Rien ne peint mieux cette aggravation croissante, cette décadence agitée de tout un régime, que quelques dates de l'histoire contemporaine de la péninsule. En 1848, au moment où l'incendie est partout en Europe, le feu pénètre aussi un instant en Espagne; une tentative est faite à Madrid, à Séville, mais elle est à peine sérieuse : elle se brise contre la royauté d'Isabelle, encore dans sa jeunesse et dans sa popularité. En 1854, nouvelle tentative, victorieuse cette fois, et née de la situation même de l'Espagne. Cette insurrection de 1854 était tout au moins un sévère et dramatique avertissement; elle montrait comment une révolution pouvait être faite par d'autres que des révolutionnaires, par des hommes qui la veille encore passaient pour des conservateurs, et qui maintenant mettaient sur leur drapeau les mots de liberté et de moralité. Cependant rien n'était perdu encore. La royauté était déjà visiblement compromise, il est vrai, elle était signalée tout haut comme entourée d'une « camarilla déshonorante; » elle gardait toujours néanmoins de profondes racines, elle avait des défenseurs énergiques, des ennemis trop peu nombreux ou trop peu puissans pour l'abattre, et elle sortait à peu près intacte d'une bourrasque où elle semblait d'abord près de disparaître. Quatorze ans s'écoulent encore; le 18 septembre 1868 éclate une révolution nouvelle, et cette

fois tout est emporté au premier souffle; de la reine et de la dynastie, il ne reste plus rien.

Ainsi dans cette carrière une sorte de fatalité semble conduire au dénoûment. La révolution de 1854 apparaît à la lumière des événemens comme une ébauche prématurée de celle de 1868, ou, si l'on veut, ce mouvement foudroyant de 1868 est une révolution de 1854 mieux réussie et allant jusqu'au bout. Et pourquoi l'insurrection de 1868 a-t-elle pu aller plus loin que la révolution de 1854, pourquoi a-t-elle été plus heureuse que toutes les insurrections qui se sont succédé dans ces dernières années? Parce que tout s'est progressivement compliqué dans l'intervalle, parce que la décomposition s'est poursuivie avec un redoublement d'intensité, parce qu'on n'a rien fait pour profiter de ce répit laissé à un pouvoir déjà ébranlé, de telle façon qu'à l'heure fatale de la crise la royauté a trouvé devant elle non plus seulement ses ennemis avoués et irréconciliables, mais encore ceux-là mêmes qui l'avaient sauvée une première fois des conséquences extrêmes de la révolution de 1854, ceux qui la soutenaient la veille, qui la défendaient contre les dernières insurrections. En réalité, ces quatorze années ont été employées, tristement employées à user le dernier prestige de la royauté bourbonnienne, à grossir autour d'elle le faisceau des hostilités, à familiariser les partis et la nation elle-même avec l'idée d'un inévitable changement dynastique.

Je voudrais résumer d'un trait le long et profond travail par lequel a été préparée la catastrophe suprême de cette monarchie, qui était le prix du sang de l'Espagne nouvelle, qui, pour rester fidèle à elle-même, pour garder sa force, sa popularité, ne devait être que libérale, constitutionnelle : on a tendu depuis longtemps à en faire une monarchie semi-absolutiste avec les formes décevantes d'un régime parlementaire sans vérité, et dans cette résurrection équivoque d'un absolutisme choquant ce n'est certes pas les souvenirs d'Isabelle la Catholique qu'on a fait revivre, c'est le règne d'un Charles II ou d'un Charles IV qu'on a recommencé, avec des nonnes, des confesseurs et des dévotions pour compenser ou voiler le reste. Il en est résulté ce régime attaqué à la fois dans son autorité politique et dans son autorité morale. Par son caractère même, Isabelle II n'a peut-être pas peu contribué à aggraver sa situation. Cette reine que dans son enfance, lorsqu'on se battait pour elle, on nommait *l'innocente*, qu'on a depuis appelée quelquefois Isabelle *la contrariée*, cette reine n'était pas dénuée de finesse dans l'esprit et d'un certain sentiment espagnol; malheureusement, comme bien d'autres, elle avait à la longue l'infatuation du pouvoir, une infatuation toute féminine.

Elle comptait trop sur cet ascendant naturel d'une reine, d'une femme ayant à traiter avec toutes les ambitions. Elle s'était trop accoutumée à jouer avec les choses et avec les hommes, sachant plier quand elle ne pouvait l'éviter, et se montrant tout aussi prompte à oublier les services qu'on lui rendait sans se demander si elle ne laissait pas une dangereuse amertume chez ceux qu'elle brisait ou qu'elle livrait aux représailles des partis. Deux fois, en 1856 et en 1866, après deux batailles sanglantes et décisives, elle renvoyait lestement O'Donnell du ministère, et en 1866 notamment elle laissait à peine quelques jours entre le formidable combat du 22 juin à Madrid et le congé presque brutal qu'elle donnait à un chef avec lequel il fallait compter. Serrano lui-même, le chef du gouvernement provisoire actuel, Serrano président du sénat, capitaine-général de l'armée, combattant, lui aussi, du 22 juin, était traité peu après comme un conspirateur vulgaire, et l'an dernier on l'expédiait encore aux Canaries. Je ne parle ni d'Espartero, tour à tour évincé ou invoqué dans les momens de crise, ni de ces scènes de 1843 qui ont fait de M. Olozaga un irréconciliable ennemi des Bourbons. La reine Isabelle tient de son père Ferdinand VII une certaine humeur moqueuse à laquelle n'ont pas échappé ses amis les plus fidèles, et, si elle était peu ménagère des faveurs royales, elle n'était pas moins prodigue de piqûres, même de blessures dont elle ne calculait pas toujours la portée. On prétend que le général Dulce, associé depuis 1854 à la fortune d'O'Donnell, mais peu aimé d'Isabelle, revenait un jour, il y a deux ans, de Cuba, où il avait été envoyé comme capitaine-général, et où il s'était marié avec une riche créole. Il rentrait à Madrid dégoûté de la politique et des conspirations, n'aspirant qu'à vivre tranquille. Il voulut présenter sa femme au palais, à un baisemain. Lorsque la nouvelle venue passa devant la reine, celle-ci retira sa main d'une façon presque injurieuse. Le général Dulce quitta le palais naturellement blessé et irrité. Il a depuis disposé, dit-on, d'une partie de sa fortune pour mener à bout la dernière révolution. La vérité est que la reine Isabelle a payé cher plus d'une de ces piqûres qui lui ont fait souvent des ennemis et qui ont quelquefois refroidi ses amis.

Qu'on réunisse toutes ces causes politiques, intimes, personnelles, sérieuses ou frivoles, agissant à la fois dans un règne livré à toutes les influences; on comprendra comment la monarchie espagnole se trouvait ébranlée et déjà plus qu'à demi compromise en 1868, au moment où elle allait être frappée d'un nouveau coup par la mort du général Narvaez, qui la couvrait encore de son épée comme chef militaire et comme président du conseil. Jusque-là, en 1867,

le duc de Valence avait fait bonne contenance, et avait gagné la dernière victoire de la royauté sur l'insurrection en Aragon et en Catalogne. Narvaez disparu, il ne restait pour porter le fardeau comme président du conseil que M. Gonzalez Bravo : ce n'était pas assez, quoique le nouveau premier ministre, avec une audace qui en imposait presque, se plût quelquefois à répéter qu'il montrerait ce que savait faire un chef de l'ordre civil pour tenir tête à l'orage. Un président du conseil civil, chose toujours grave et de mauvais augure en Espagne au moment du danger, — témoin M. Sartorius en 1854, témoin M. Gonzalez Bravo en 1868 ! En face du gouvernement reconstitué à la mort du général Narvaez, les progressistes conspiraient naturellement à Madrid ou dans l'émigration à Paris et à Londres. Le parti démocratique, qui avait assez grandi depuis quelque temps pour qu'on dût désormais rechercher son concours, restait à la disposition de tout mouvement révolutionnaire, ou, s'il avait l'air de résister aux avances des progressistes, c'était pour se faire compter un peu plus dans l'alliance. Les partisans de l'*union libérale*, qui venaient, eux aussi, de perdre leur capitaine, le général O'Donnell, mort quelques mois avant le général Narvaez, les *unionistes*, comme ils se sont appelés depuis, ne sortaient pas d'une certaine réserve; mais, s'ils hésitaient encore, ils ne se méprenaient pas sur les événemens qui se préparaient, et comme la plupart des chefs étaient des généraux, ils se tenaient prêts à jeter dans la balance le poids de leur épée et de leur importance. D'autres libéraux modérés ne conspiraient pas; ils voyaient le danger, ils sentaient que tout était perdu, si on ne s'arrêtait, et ils ne disaient rien parce qu'ils ne pouvaient rien, parce qu'ils auraient été aussi peu écoutés de ceux qui préparaient une révolution que de ceux qui la provoquaient étourdiment. A vrai dire, le mot de cette situation était partout, dans toutes les conversations, et ce mot, c'était que de jour en jour la crise définitive approchait pour la dynastie, que rien désormais ne pouvait sauver la reine.

Deux faits peu connus montrent à quel point cette idée était entrée dans tous les esprits et se mêlait comme un élément inévitable à toute la politique espagnole. Ce n'est plus un mystère aujourd'hui que depuis assez longtemps il y avait une singulière froideur entre le palais de Madrid et le palais de San-Telmo, à Séville, où habitaient le duc et la duchesse de Montpensier. Tout ce qui se faisait à Madrid était vivement blâmé à Séville, où l'on entrevoyait les périls croissans de la situation. Le duc avait parlé, on lui reprochait même de trop parler, de trop s'agiter. Chose plus sérieuse et infiniment plus délicate, la duchesse s'était rendue à Madrid pour je ne sais quel événement de famille, et là aurait eu lieu entre les deux sœurs

une grave, une étrange explication. L'infante doña Fernanda aurai dit plus ou moins ouvertement à Isabelle II que ni elle ni son mari ne pouvaient approuver la marche du gouvernement, qu'ils voyaient bien qu'on marchait à une catastrophe, qu'ils ne conspiraient pas, qu'ils ne feraient rien, qu'ils s'abstiendraient de toute démarche tant que la reine serait sur le trône, mais que, si par malheur la reine venait à être renversée, ils ne reconnaîtraient aucun héritier direct et qu'elle serait elle-même obligée alors de se souvenir qu'elle était infante d'Espagne. La confidence était étrange à coup sûr, et n'était pas propre à arranger les affaires entre les deux sœurs. La reine en fut naturellement froissée et embarrassée; elle fit part de cette conversation à un petit nombre de personnes, qui furent aussi embarrassées que la souveraine pour décider ce qu'il y avait à faire, et Isabelle finit par ne rien dire ou par dire à sa sœur qu'elle pouvait rester à Madrid tant qu'elle voudrait en s'abstenant désormais de lui parler d'affaires politiques. Ce n'était pas moins une singulière question qui venait de se poser dans l'ombre, qui caractérisait la situation, et le cabinet de Madrid s'en souvenait, je pense, lorsque quelques mois plus tard il exilait le duc et la duchesse de Montpensier, au risque de leur donner ostensiblement le caractère de prétendans.

D'un autre côté, sans chercher ses combinaisons dans le même ordre d'idées, le général O'Donnell, aux derniers momens de sa vie, s'était demandé plus d'une fois, lui aussi, ce qu'il y avait à faire. Ce n'était pas un grand libéral que le général O'Donnell, j'en conviens, ou du moins le libéral en lui se ressentait toujours un peu du soldat; mais c'était, même en politique, un homme de vigoureuse trempe, ayant du sang-froid, de l'autorité, capable de s'attacher à un dessein, et réalisant plus que tout autre peut-être en Espagne le type de chef de parti. Lorsque la reine l'avait si cavalièrement évincé du ministère en 1866, après la bataille de juin, il avait senti que, s'il restait à Madrid, le cabinet qui lui succédait aurait peut-être la tentation de se défaire de lui en l'envoyant aux Canaries, et il s'était retiré en France. Il n'était d'aucun complot, il ne se mêlait à aucune conspiration; il attendait, l'œil fixé sur l'Espagne, ne laissant ignorer à personne qu'il n'était point un émigré, qu'il serait là quand il le faudrait, et nourrissant déjà une idée qui dénotait un esprit politique de quelque vigueur.

Une révolution, à ses yeux, était inévitable, cela n'était pas douteux, et la reine serait emportée à la première bourrasque. Quant à lui, il déclarait tout haut qu'il n'accepterait plus le ministère des mains d'Isabelle II. Seulement il fallait se préparer à conduire cette crise le plus légalement possible, à faire en quelque sorte une révo-

lution défensive. Si on tentait ouvertement un coup d'état à Madrid, il n'y aurait plus sans contredit à hésiter : il ne resterait qu'à prendre les armes. Si on maintenait une ombre de gouvernement constitutionnel, il fallait aller aux élections, il fallait obtenir, sinon la majorité, du moins une de ces minorités qui en Espagne ont fini toujours par s'imposer. Cela fait, il arriverait de deux choses l'une : ou la reine se résignerait, et alors on s'établirait fortement sur le terrain parlementaire de façon à n'être plus à la merci d'un caprice, ou le gouvernement tenterait encore de se mettre au-dessus de la loi, briserait le parlement, et on se servirait des chambres dans ce cas pour résister, pour aller au besoin jusqu'à provoquer la déchéance de la reine en faisant passer la couronne sur la tête du prince des Asturies avec une régence. Je n'assure pas que tout cela eût réussi. Ce qu'il est trop aisé d'en conclure, c'est que, plus on allait, plus cette question dynastique prenait le premier pas dans toutes les préoccupations. Les uns se flattaient de trouver un roi à Lisbonne. Déjà il y avait aussi des émissaires en Italie. O'Donnell s'arrêtait au fils de la reine, et peut-être pourrait-on dire maintenant que le jour où mourait le duc de Tetuan la royauté du prince des Asturies perdait sa meilleure chance. Le duc de Montpensier apparaissait de son côté. De toutes parts et sous toutes les formes la lutte s'engageait sourdement, et le gouvernement lui-même le sentait; mais il était plein de présomption, il allait comme un joueur imprévoyant et irrité qui épuise sa dernière fortune.

Il y avait cependant une chose qui pouvait laisser encore au gouvernement de la reine un reste de sécurité et de force, c'était la divergence incohérente de tous ces élémens d'hostilité. Seuls ou même avec leurs alliés du parti démocratique, les progressistes n'avaient que peu de chances. Ils ne pouvaient songer à un soulèvement populaire dans un pays où le peuple ne met pas la main aux révolutions, et reste le plus souvent spectateur des destinées qu'on lui fait. Ils n'avaient pas assez d'intelligences dans l'armée pour l'entraîner, et les tentatives qui s'étaient renouvelées depuis deux ans prouvaient que Prim, tout général qu'il fût, se faisait de grandes illusions sur son ascendant. L'armée n'avait pas été sérieusement entamée, et l'armée, c'est tout en Espagne. Les progressistes ne se dissimulaient pas qu'à rouvrir la lutte dans ces conditions ils s'exposaient à être battus encore une fois même par le pouvoir décrié qu'ils attaquaient. Livrés à leurs propres forces, ils étaient insuffisans, ils le sentaient, et en réalité le succès d'une révolution dépendait de ce groupe de l'*union libérale* où, depuis la mort d'O'Donnell, Serrano, le duc de La Torre, avait la première place, où Dulce prenait une certaine initiative, où comptaient aussi d'au-

tres officiers plus jeunes, plus ardens et ayant à leur tour l'ambition d'arriver. Par leurs opinions, par leurs relations, comme par leur passé, ces chefs de l'*union libérale* touchaient à tout, principalement à l'armée, sur laquelle ils avaient une grande influence, à une partie de la bourgeoisie, qui s'était montrée favorable à la politique d'O'Donnell, au libéralisme conservateur, et déjà, sans être encore de ceux qui conspiraient formellement, ils étaient eux-mêmes par leurs prévisions ou par leurs ressentimens sur le chemin de la révolution. La question était donc avant tout de rapprocher, de fondre ces hostilités diverses dans une action commune. C'est à nouer cette alliance que s'employaient pendant l'été de 1868 quelques progressistes modérés servant d'intermédiaires entre Londres, Paris et Madrid, c'est-à-dire entre Prim, Olozaga d'un côté, et de l'autre Serrano, Dulce. Une négociation véritable s'engageait et se poursuivait durant quelque temps. C'était déjà beaucoup qu'on en vînt à discuter ensemble les préliminaires d'une insurrection.

Un récit publié depuis sur la campagne de l'armée révolutionnaire d'Andalousie, et attribué au général Izquierdo, prouve que celui-ci et bien d'autres avec lui n'ignoraient pas ce qui se passait. Avant de partir vers la fin de juin pour Séville, où le gouvernement l'envoyait prendre un commandement, Izquierdo allait voir le duc de La Torre, les généraux Dulce et Cordova. Ces deux derniers l'entretenaient de l'état du pays, et de confidence en confidence ils allaient jusqu'à lui désigner les généraux, les régimens, les bataillons qui avaient promis leur concours à un soulèvement. Izquierdo les écoutait, et, sans s'informer ni du jour ni de l'heure, demandant simplement qu'on évitât toute communication avec lui, il promettait à son tour aux deux généraux d'être auprès d'eux lorsqu'un mouvement national éclaterait. Il partait ainsi pour Séville, où il trouvait les chefs de la garnison calmes, disciplinés, mais prêts à se lever au premier signal. Et voilà certes un gouvernement qui commençait à être bien défendu!

Ce n'était pas seulement d'ailleurs dans l'armée de terre que le mouvement pénétrait peu à peu. Sans que personne pût soupçonner encore la profondeur du mal, et pour la première fois en Espagne, la marine elle-même était déjà ébranlée. On aurait dit que le gouvernement de Madrid, accoutumé à voir l'armée de mer demeurer passive dans les agitations politiques, ne prenait nul souci ni de ses opinions, ni de ses intérêts, ni même de son amour-propre. Sous prétexte d'économies dans le budget et de réformes administratives, il avait jeté le trouble dans les services de la flotte, ce qui avait été un grief violemment ressenti. Chose plus grave, depuis quelque temps le ministère de la marine était livré à des

hommes assez obscurs de l'ordre civil : c'était tantôt M. Martin Belda, tantôt M. Severo Catalina, puis encore M. Belda. Toutes les susceptibilités de la marine se révoltaient. De là un mécontentement dont un des officiers les plus populaires, le brigadier Mendez Nuñez, qui servait dans l'Océan-Pacifique, avait donné le signal par une correspondance assez aigre avec le cabinet de Madrid, et ce mécontentement s'était rapidement propagé en se compliquant des excitations nouvelles de la politique. Il n'y avait pas de chefs supérieurs de la marine engagés dans cette dangereuse opposition; mais dans une partie de la flotte, notamment devant Cadix, il y avait des brigadiers, des capitaines de vaisseau, qui ne demandaient pas mieux que de laisser éclater leur ressentiment, et qu'on disait déjà en relations avec leur voisin de Séville, le duc de Montpensier. C'était une force jusqu'à un certain point indépendante, capable d'agir par elle-même et disposée aussi à se rallier à tout ce que feraient les hommes de l'*union libérale*, occupés en ce moment de leur négociation avec les meneurs de la conspiration progressiste.

Malgré tout, l'alliance qui se tramait mystérieusement et qui, si elle venait à se réaliser, allait évidemment disposer de ressources considérables, cette alliance n'était pas une œuvre des plus faciles. Entre les progressistes, ayant derrière eux les démocrates, et les généraux de l'*union libérale*, il y avait d'abord les souvenirs d'une série de luttes sanglantes dont la dernière datait à peine du 22 juin 1866. Ce n'était rien encore; ces souvenirs s'effacent vite en Espagne. La négociation rencontrait une difficulté plus sérieuse qui tenait au fond même des choses. Les chefs unionistes ne reculaient plus désormais devant l'insurrection, ils étaient prêts à s'engager de leur personne dans le mouvement, et ils considéraient la déchéance de la reine comme la première, l'inévitable conséquence de la levée de boucliers qui se préparait : sur ce point, leur parti était pris; mais en même temps ils n'entendaient certes pas détruire la monarchie en Espagne, et avant tout ils voulaient qu'on se mît d'accord sur le programme de la révolution, sur ce qu'on ferait le jour où le gouvernement de la reine serait abattu. Or ici les progressistes étaient assez embarrassés; ils se trouvaient placés entre les unionistes, dont ils partageaient l'opinion au moins sur la nécessité de maintenir la monarchie, et les démocrates, qui refusaient d'entrer dans un mouvement dont le but avoué et ostensible serait le remplacement d'un roi par un roi, d'une dynastie par une dynastie. Au fond, les progressistes comptaient sur la puissance des choses, sur la force des instincts et des traditions monarchiques de l'Espagne sans qu'il y eût rien à décider pour le moment. Ils pro-

posaient alors qu'on s'entendît simplement pour l'action, et qu'on écartât les questions qui pourraient diviser, en laissant au pays le soin de prononcer souverainement.

C'était tourner autour de la difficulté et tout livrer au hasard. En refusant d'entrer dans cette voie, les chefs de l'*union libérale*, il faut le dire, obéissaient à un sentiment de prévoyance patriotique; s'ils étaient prêts à accepter la grave responsabilité d'une révolution, ils ne voulaient pas lancer le pays dans une aventure indéfinie, sans direction et sans but. Ils hésitaient, et la négociation menaçait de se perdre dans ces débats intimes sans aboutir à rien. Certes dans ces quelques mois il n'y a pas eu beaucoup de momens où la reine aurait pu se sauver; il y en a eu pourtant deux. Je dirai tout à l'heure quel fut le dernier; celui-ci était l'avant-dernier. Si la reine, s'inspirant de la gravité de la situation et se mettant au-dessus des mesquines intrigues de cour, avait tout à coup changé de politique, elle eût probablement jeté le désordre dans toutes ces tentatives d'alliance, elle eût retenu les unionistes prêts à glisser dans l'insurrection. Bien au contraire, le gouvernement, comme s'il avait craint que les choses ne marchassent pas assez vite, frappait un de ces coups qui ne sauvent jamais rien. Dans un mouvement d'irritation, aux premiers jours de juillet, il expédiait brutalement Serrano, Dulce, Caballero de Rodas, aux Canaries, Echague, Zabala, Ros de Olano, Cordova, aux Baléares ou sur d'autres points éloignés. Il pensait disloquer ainsi l'état-major de l'*union libérale*, et par la même occasion, pour achever la déroute des conspirations qu'il voyait se lever devant lui, il exilait le duc et la duchesse de Montpensier.

Qu'y avait-il cependant de commun entre les infans et tous ceux qu'on exilait ou qu'on internait? Il n'y avait aucun complot, et c'est peut-être alors que s'établissaient des intelligences plus intimes; on a dit du moins que les officiers de la frégate chargée de transporter le duc à Lisbonne avaient offert au prince de se prononcer dès ce moment. Si rien ne fut tenté sous le coup de l'acte plus audacieux que prévoyant du ministère espagnol, c'est que la conspiration, justement à cause de ces perplexités dans lesquelles les chefs unionistes s'étaient laissé retenir, n'était pas aussi mûre qu'on le croyait; mais si l'alliance de toutes les hostilités qui menaçaient la reine n'était pas scellée encore, le gouvernement faisait tout ce qu'il fallait pour la précipiter. Par son défi, il ajoutait aux ressentimens des généraux, il les exaspérait, il les délivrait des derniers scrupules. Ces timides conspirateurs avaient hésité jusque-là, ils n'hésitèrent plus, et, puisqu'on les poussait à bout, ils acceptaient la lutte avec toutes ses chances. A partir de cet instant, les né-

gociations d'alliance avec les progressistes se renouaient avec une activité nouvelle pour ne plus s'interrompre. Entre les côtes d'Europe et les Canaries, il n'y avait pas si loin que des relations secrètes et assidues ne pussent être suivies, et peu s'en fallut que l'insurrection n'éclatât le 15 août. Le jour semblait indiqué, le bruit en courait partout, et le gouvernement y crut; mais il y avait encore des difficultés à vaincre, ne fût-ce que celle du retour des généraux, sévèrement gardés dans leur île; tout n'était pas prêt, quoique tout se disposât pour un événement inévitable et prochain dont la date seule restait incertaine.

Le sentiment du péril finissait-il par pénétrer dans les conseils de la royauté espagnole? On l'aurait dit. Toujours est-il qu'un certain ébranlement se faisait sentir dans l'entourage de la reine et dans le monde officiel aux approches du 15 août, au moment où la cour partait pour Lequeitio, dans les provinces basques, sans se douter qu'elle ne retournerait plus à Madrid. Des tiraillemens se laissaient voir dans les hautes régions politiques, comme si la lassitude commençait à naître. Le général Pavia, marquis de Novaliches, qui commandait à Barcelone, et le général Pezuela, comte de Cheste, qui commandait à Madrid, venaient d'être obligés de faire un chassé-croisé assez énigmatique en se remplaçant mutuellement pour des conflits médiocres, et l'un et l'autre avaient fini par donner leur démission; il y avait même cette particularité que le général Pezuela se démettait aussi d'un poste de confiance, celui de commandant des hallebardiers. M. Gonzalez Bravo n'avait plus son assurance superbe. Soit qu'il fût réellement fatigué, soit qu'il en vînt à s'émouvoir de l'orage qui grossissait, il parlait de quitter le pouvoir, il demandait à se retirer. La reine elle-même s'inquiétait par intervalles de l'état des affaires, et, à peine arrivée dans les provinces basques, elle faisait appeler le général Jose de La Concha; elle l'entretenait de la situation du pays, elle lui disait de se tenir prêt à entrer au ministère. Le général ne pouvait refuser, et à son tour il en parlait à ses amis, à ceux avec lesquels il avait l'intention de partager le pouvoir. Il croyait peut-être lui-même les choses plus avancées qu'elles ne l'étaient; il se voyait déjà premier ministre, et c'est justement ici la dernière occasion qu'a eue la reine Isabelle d'ajourner tout au moins, sinon de détourner complétement la crise qui s'approchait.

Il est certain que le général Concha, avec des amis de quelque autorité et de beaucoup de modération, avec son frère le marquis del Duero, aurait pu amener une trêve dans la situation de l'Espagne, en commençant, bien entendu, par rappeler les généraux exilés et par donner des gages d'une politique plus libérale. Au

point où l'on en était, les frères Concha représentaient un adoucissement. L'aîné, le marquis del Duero, avait été le compagnon de fortune d'O'Donnell, il était l'ami de tous les chefs de l'*union libérale*, l'adversaire peu actif, mais sincère des réactions violentes. Un ministère de ce genre venant à propos, recherchant l'appui des chambres, détendant à demi la situation, un tel ministère n'était pas absolument hors d'état de conjurer le danger, et dans tous les cas il donnait plus de force pour le combattre, s'il éclatait; mais la cour, quand elle n'était pas trop pressée, se flattait encore de se défendre sans faire de concessions, et puis elle croyait avoir du temps devant elle. Le 15 août était passé sans que l'insurrection se fût montrée, et on raillait presque les conspirateurs de leur impuissance. M. Gonzalez Bravo ne parlait plus de quitter le pouvoir, la reine ne songeait plus pour le moment au général Concha, qu'elle laissait se morfondre dans l'attente de sa présidence du conseil; elle ajournait toute résolution à l'époque de sa rentrée à Madrid, et cherchait à se faire des illusions en s'occupant de bien autre chose.

La reine jouait avec le feu, et un incident curieux, né d'une fantaisie, la mettait un jour en présence de cette situation singulière où tout la menaçait. C'était une petite scène de tragi-comédie à l'espagnole. La reine eut une envie, elle voulut se donner le passetemps de visiter une frégate cuirassée qu'on dut faire venir de Cadix dans les eaux de Saint-Sébastien. Cela tombait mal à Cadix, où l'escadre n'attendait que le moment de se *prononcer*, et il fut même question, à ce qu'on assure, de ne pas se rendre à l'ordre qu'on recevait, de précipiter le soulèvement; mais, comme on n'était pas encore complètement en mesure, il fallut obéir sous peine de se démasquer avant l'heure. La frégate la *Zaragoza* partit donc pour Saint-Sébastien en se fiant un peu au dieu hasard; elle était d'ailleurs commandée par un des officiers les plus engagés dans tout ce qui se préparait, homme de ressources et d'entrain, capable de se tirer d'affaire. Autour d'Isabelle, on ne voyait pas sans inquiétude cette fantaisie, car on soupçonnait déjà très fort la marine de trahison, et sans rien savoir on croyait à tout. On fit ce qu'on put pour effrayer la reine et pour la détourner d'aller à bord de la *Zaragoza*, où elle risquait d'être enlevée. La reine se moqua des donneurs de conseils, et non-seulement elle se rendit sur la frégate, mais, laissant de côté son ministre de la marine, qui l'accompagnait, elle n'eut d'attentions que pour le commandant du navire, qu'elle prenait seul pour guide et pour cavalier. La femme tout entière se montrait dans cette petite expédition, conduite avec hardiesse et avec bonne humeur. A un certain moment, le capitaine dit gaîment à la reine : « Mais votre majesté sait-elle que je n'ai qu'un ordre à don-

ner pour l'emporter loin des côtes d'Espagne? — Je le sais, répondit Isabelle. — Et votre majesté n'a pas hésité à venir ici? — Je n'ai pas hésité, reprit la reine avec bonne grâce, parce que je te sais un *caballero*, et je suis sûre que tu ne commettras pas un acte de déloyauté. — Allons, répliqua le capitaine, il ne sera pas dit que votre majesté se sera fiée à moi pour rien; mais elle ne sait pas ce que je fais en ce moment. » Et après ce court entretien la reine redoubla de grâce et d'amabilité, elle voulait combler l'officier de faveurs, cherchant partout une plaque pour le décorer. On a beau être un conspirateur, on n'est pas insensible à cette hardiesse d'une femme qui vient à votre bord en se sachant menacée et aux politesses d'une reine. Isabelle II, qui aurait bien pu effectivement être enlevée, si certains projets eussent été mis à exécution, Isabelle put revenir à terre toute joyeuse de sa visite, se moquant plus que jamais de ses conseillers effarés et croyant peut-être avoir reconquis la marine parce qu'elle venait d'échapper à un danger. Le capitaine de la *Zaragoza* avait été séduit. Il est vrai que peu après, reparti pour Cadix avec sa frégate, il n'était pas moins un des premiers à se prononcer. La reine avait eu là un bon billet.

Isabelle II, pour tout dire, se donnait le change par ces diversions, et il y en avait une en ce moment dont elle caressait la pensée avec un intérêt singulier. Elle attendait avec impatience l'arrivée de l'empereur et de l'impératrice des Français à Biarritz pour aller les voir. A d'autres époques, elle avait montré moins d'empressement. Elle n'avait jamais été particulièrement enthousiaste de ces visites impériales et royales, contre lesquelles plus d'une raison la mettait en garde, et en 1867, pendant l'exposition, elle avait cédé sans peine aux conseils de ceux qui la détournaient de venir à Paris grossir le cortége des royautés européennes. Cette fois il y avait plusieurs raisons qui la portaient à désirer une entrevue. La première, la plus apparente, c'était la brillante hospitalité que ses enfans, la comtesse et le comte de Girgenti, venaient de recevoir à Paris et à Fontainebleau. Isabelle s'en montrait reconnaissante et le témoignait avec effusion; mais il y avait un autre motif plus sérieux, tout politique. En définitive, la reine, même en ouvrant son esprit à bien des illusions, ne pouvait se méprendre entièrement sur sa situation; elle se sentait en danger, et elle en était venue à espérer beaucoup d'une entrevue avec l'empereur. Qu'en attendait-elle? C'est là la question. S'étourdissant sur toutes les autres causes de ses dangers, vivement et presque uniquement excitée depuis quelque temps contre le duc de Montpensier, elle ne voyait que son beau-frère dans tous les complots qui la menaçaient, et par ce côté elle croyait naïvement l'empereur intéressé à la soutenir, à la

défendre contre toutes les attaques. Elle ne doutait pas qu'il ne fît tout au monde pour combattre des événemens qui pourraient favoriser l'élévation du duc de Montpensier au trône d'Espagne. Elle pensait trouver chez l'empereur, quand elle pourrait le voir, une animosité égale à la sienne, la bonne volonté de servir une cause commune; elle ne voyait qu'en lui son salut, et elle avait si bien fini par se livrer à cette idée fixe, que son impatience prenait un caractère fébrile. Quelquefois, dans le même jour, plusieurs dépêches arrivaient à Paris pour savoir quand l'empereur partait, quand il devait arriver à Biarritz. Le télégraphe était aux abois, et aussi les agens de la reine à Paris, d'autant plus que ceux-ci ne pouvaient assaillir les Tuileries de leurs demandes d'informations, comme ils étaient assaillis eux-mêmes par le télégraphe.

Chose étrange, soixante ans après 1808, à Bayonne ou près de Bayonne, un Napoléon était encore une fois attiré, s'il le voulait, à se faire l'arbitre des affaires de l'Espagne, des dissensions intimes d'une famille royale qui reproduisait plus d'un trait de la cour de Charles IV. Il y a de bizarres fatalités. Seulement le Napoléon de 1868 n'était pas le Napoléon de 1808. L'empereur, et pour bien des raisons, évitait tout ce qui aurait pu l'engager; il voyait sans doute monter l'orage au-delà des Pyrénées, il savait probablement ce que tout le monde commençait à ne plus ignorer. Il avait peu de goût, il faut le croire, à trouver une autre aventure du Mexique à nos portes, et autant la reine montrait d'impatience, autant il paraissait peu pressé de partir pour Biarritz; il retardait jusqu'au dernier moment. Cette entrevue, qui n'a jamais eu lieu, a pourtant un rôle dans la révolution d'Espagne. Tant que l'éloignement de l'empereur la rendait impossible, la reine Isabelle la poursuivait de tous ses désirs; le jour où elle était devenue possible, il n'était plus temps. Une nouvelle foudroyante arrêtait la reine à Saint-Sébastien au moment où elle partait pour Biarritz. Ce jour-là même, le matin du 18 septembre, Cadix s'était réveillée au bruit des salves d'artillerie de l'escadre, qui se prononçait et entraînait la ville dans l'insurrection.

Ce qu'on ne savait encore que très incomplétement et ce qui était arrivé, le voici. Depuis quelques semaines, tous les fils de la conspiration s'étaient renoués et resserrés. Pour tous, l'heure de l'action avait sonné. Plusieurs tentatives avaient été faites afin d'aller chercher les généraux aux Canaries, elles avaient d'abord échoué. Une dernière avait réussi, elle avait été organisée par un homme qui ne se lassait pas de travailler à la révolution : c'était un poète dramatique qui a eu le succès le plus populaire, le plus retentissant, par sa comédie de *Tanto por ciento*, un orateur qui a pro-

noncé, il y a plus de dix ans, le discours le plus éloquent sur la liberté de la presse, un député qui avait été exilé de Madrid en 1867 pour avoir protesté contre la suspension de la constitution, M. Adelardo Lopez de Ayala. Un petit bâtiment à vapeur, le *Buenaventura*, avait été frété en secret. Le 14 septembre, il s'était présenté devant les Canaries; dans la nuit du 15, il avait reçu à bord le duc de La Torre, Caballero de Rodas, Serrano Bedoya, laissant Dulce, qui était malade, et il avait repris aussitôt le chemin de l'Europe. D'un autre côté, Prim, venant d'Angleterre, avait paru à Cadix le 17, devançant les autres généraux, qui ne purent arriver que le matin du 19. Dans l'intervalle, le 18, le brigadier Juan Bautista Topete, tenant sans doute à honneur d'assurer le premier rang à son escadre, avait donné le signal de l'insurrection, que les chefs unionistes, à leur arrivée le lendemain, trouvaient accomplie, et à la tête de laquelle se plaçait immédiatement le duc de La Torre. Au même instant, la garnison de Séville se prononçait le plus pacifiquement du monde à la voix du général Izquierdo, déjà informé de ce qui se passait à Cadix, et celui-ci, maître désormais du commandement supérieur, expédiait partout, au camp de Gibraltar, à Malaga, des ordres que tous les chefs militaires acceptaient sans hésitation.

Voilà ce qui était arrivé, de sorte qu'en naissant cette révolution avait ses chefs de toute sorte, une armée, des villes populeuses et riches, des places de guerre, une escadre, des arsenaux, et aussi, bien entendu, ses manifestes. Il y avait trois manifestes. Je veux, dès l'origine, noter dans ces proclamations quelques nuances de langage. Topete parlait de la nécessité « d'ouvrir à la nation une véritable ère de monarchie constitutionnelle. » Prim, en appelant de son côté les Espagnols aux armes, ne laissait pas de prendre quelques précautions contre les impatiences démocratiques; il ne prononçait pas le mot de royauté, mais il avait quelques phrases savamment obscures pour dire qu'il ne fallait pas « s'aventurer prématurément dans des solutions que les circonstances et les événemens peuvent rendre irréalisables... » Dans la proclamation collective signée par tous les généraux et rien que par des généraux, on disait sans rien préjuger : « Nous voulons qu'un *gouvernement provisoire* représentant toutes les forces du pays assure l'ordre, et que le *suffrage universel* pose les fondemens de notre régénération sociale et politique... » Le dernier mot de tout cela, c'était évidemment le renversement de la reine; mais c'était aussi, à travers toutes les précautions de langage, le maintien de la monarchie, d'une monarchie nouvelle et plus libérale. Il n'est pas inutile de marquer ce point de départ de Cadix au 18 et au 19 septembre.

Au premier bruit de cette insurrection dont on ne savait rien encore, mais dont on pressentait bien la gravité, l'émotion fut vive à Saint-Sébastien, et comme toujours, ce que la reine avait négligé de faire lorsqu'il était peut-être temps encore, elle se décidait enfin à le tenter quand il n'y avait plus de remède. Elle se hâtait alors d'appeler le général Jose de La Concha, qu'elle nommait président du conseil, et qu'elle envoyait à Madrid avec tous les pouvoirs possibles, en restant pour le moment elle-même dans les provinces basques. Quant au dernier cabinet, on ne peut dire ce qu'il devint. Une chausse-trape s'ouvrit, et il disparut. On n'en eut plus de nouvelles, si ce n'est qu'à l'arrivée du général Concha à Madrid, après une première entrevue, les ministres laissés en arrière par M. Gonzalez Bravo ne prirent même pas le temps de rentrer chez eux et allèrent droit au chemin de fer, partant pour la France. Au moins en 1854 M. Sartorius avait lutté pendant vingt jours; M. Gonzalez Bravo ne tint pas vingt minutes devant la nouvelle du mouvement de Cadix. Ce qu'il y avait de plus clair, c'est que dès ce moment tout se concentrait sur trois points, en Andalousie, où campaient les insurgés, — à Madrid, où était le général Concha, — à Saint-Sébastien, où restait la reine, attendant son destin.

L'insurrection, quant à elle, se déployait avec une vigueur croissante. Je ne parle pas du général Prim, qui, partant de Cadix avec quelques frégates, allait longer la côte et paraître à Carthagène, à Valence, à Barcelone, sans trouver l'occasion d'une action sérieuse. Dans l'Andalousie même, le général Serrano, resté du premier coup maître de Cadix et de Séville, n'avait pas d'abord de grandes difficultés à vaincre. Secondé par Caballero de Rodas, Izquierdo, Salazar et quelques autres, il organisait son armée, qui comptait une dizaine de mille hommes, et il la poussait sur Cordoue. En quelques jours, à vrai dire, l'Andalousie tout entière était à la révolution, une révolution qui avait pour elle non-seulement l'impulsion de tous les ressentimens coalisés, la complicité de tous les instincts comprimés, la séduisante apparence d'un mouvement libéral, mais encore des forces régulières assez sérieuses pour soutenir une campagne. Et pour faire face à cette révolution grandissante, dont le souffle commençait à remuer l'Espagne au nord comme au midi, que restait-il? Un gouvernement doutant de lui-même, usé par les excès de réaction et les caprices de cour, un pouvoir coupé en deux au moment du danger, n'étant ni tout à fait à Madrid ni tout à fait à Saint-Sébastien, une reine perdue dans l'opinion qui avait l'air de fuir le combat, et un premier ministre sans collègues, sans alliés, arrivant tardivement sur un terrain miné de toutes parts.

Rien certes n'était plus embarrassant que le rôle du général Concha. Pendant huit jours, le nouveau président du conseil fut tout à Madrid, dictateur, ministre universel. A son arrivée, sa première pensée avait été de chercher des collègues, de former une apparence de gouvernement; il avait songé au vieux marquis de Miraflorès, qui avait tout au moins de bonnes intentions. On n'eut pas de peine à lui faire comprendre que le temps du marquis de Miraflorès était passé, qu'en ces quelques jours tout avait changé de face, même à Madrid, où une junte révolutionnaire se tenait déjà prête, et il s'aperçut bien vite qu'il y avait moins à faire de la politique qu'à combattre. Il organisa le combat, distribuant de grands commandemens, plaçant son frère, le marquis del Duero, à Madrid, envoyant le général Eusebio Calonge du côté de Santander, qui s'insurgeait, Pezuela dans la Catalogne, où tout était à craindre, le marquis de Novaliches vers l'Andalousie avec une petite armée ramassée en toute hâte pour faire face au gros de l'insurrection. Le général Concha fit ce qu'il put, et son malheur était de ne rien pouvoir, parce qu'en réalité il ne tardait pas à sentir lui-même que tout s'en allait, qu'on serait bientôt peut-être trop heureux de faire la part du feu. Placé entre la reine, dont il tenait son autorité, et une insurrection dont il ne pouvait méconnaître la puissance, il se voyait réduit, pour ne pas laisser échapper un reste de pouvoir, pour maintenir Madrid, à entrer directement ou indirectement en pourparlers avec les chefs révolutionnaires, et son langage trahissait ses embarras. Son but unique paraissait être d'éviter une défaite trop signalée, et, selon une expression singulière de la *Gazette officielle* au sujet d'une tentative de la marine sur les côtes de Galice, de ne pas laisser *décider* isolément « des questions où devaient intervenir l'esprit du pays et la force de l'armée, » c'est-à-dire que par ces paroles le général Concha semblait se placer à moitié sur le terrain de l'insurrection.

A Saint-Sébastien, où la reine était restée, c'étaient d'autres agitations, d'autres incertitudes, où cette malheureuse royauté se perdait mille fois plus sûrement que dans un combat. La souveraine, surprise par une révolution dans un coin des provinces basques, ne savait plus ce qu'elle devait faire. Fallait-il partir? fallait-il rester? Deux ou trois fois par jour, le train royal chauffait ou éteignait ses feux, selon le langage du télégraphe. La reine ne pouvait se décider ni à partir pour Madrid, au risque d'avoir à plier devant une insurrection triomphante, ni à ramener toutes ses forces dans le nord pour reprendre une lutte à outrance et sans concessions. C'est qu'au fond il y avait là une de ces questions intimes qui ont joué un si grand rôle dans la révolution espagnole. Sans nul doute la reine

pouvait partir pour Madrid, rien ne s'y opposait, la route était encore libre devant elle; seulement, et c'était ici le sentiment de tous ceux qui s'intéressaient encore à l'avenir de sa couronne et de sa dynastie, c'était l'avis du général Concha, sinon une condition expresse posée par lui, Isabelle II devait revenir à Madrid seule, sans un entourage compromettant, surtout sans son intendant, un de ces personnages qui fleurissent tout exprès pour orner les décadences monarchiques, sur qui semblent se résoudre les orages de tout un passé. Voilà ce qui révoltait la reine. Elle ne voulait en vérité rien entendre, comme si M. Marfori eût été la monarchie. Un des hommes que le général Concha avait compté faire entrer au ministère avec lui, M. Alejandro Castro, se trouvant à Zaraus, non loin de Saint-Sébastien, se rendait auprès de la reine; lui aussi, il l'engageait à partir, mais à partir seule; Isabelle lui répondit brusquement, à ce qu'il paraît, qu'elle n'avait pas besoin de conseils. — « Alors, reprit le ministre en expectative, votre majesté n'a pas besoin de conseillers, et je puis retourner à Zaraus. » Cédant à un instinct de fierté, la souveraine espagnole ne voulait pas avoir l'air de confirmer les rumeurs publiques en se courbant devant elles et en partant seule, comme si elle ne les confirmait pas tout aussi bien en restant. Cela voulait dire qu'après l'heure des difficultés l'heure des impossibilités arrivait. Isabelle II ne se croyait pas encore en cette extrémité; elle espérait sortir de cette crise comme elle avait fait d'autres fois, et elle ne voyait pas même le changement de sa fortune dans la froideur des visages. « Que veut-on de moi? disait-elle à un personnage qui venait de Madrid; je ne puis pourtant pas céder devant des rebelles, je ne puis leur accorder ce qu'ils demandent. — Votre majesté se fait illusion, répliqua l'interlocuteur avec franchise; les rebelles ne lui demandent plus rien, ils ne lui demandent que de s'en aller. »

C'était caractériser d'un mot une situation que les événemens seuls pouvaient dénouer, et ces événemens, c'est en Andalousie qu'ils pouvaient éclater d'une heure à l'autre. Ce qui se passait dans le reste de l'Espagne n'avait pour le moment qu'une importance secondaire. Calonge reprenait Santander de vive force sans que cela décidât rien. Pezuela promettait de contenir la Catalogne; il le pouvait, il avait assez de troupes fidèles pour ne pas craindre de simples bandes. En Andalousie seulement, il y avait une armée sérieuse commandée par des chefs exercés et attendant à la hauteur de Cordoue le marquis de Novaliches, qui s'avançait à sa rencontre. Si Pavia gagnait une victoire, on n'était pas au bout sans doute, la reine elle-même avait peu de chances de garder sa couronne; mais la dynastie pouvait peut-être se sauver par quelque transaction. Si

Pavia était battu par Serrano et ses lieutenans, c'était la dernière espérance qui s'en allait. Le 28 septembre, les deux armées se heurtaient au pont d'Alcolea, sur le Guadalquivir, à quelques lieues de Cordoue. Le marquis de Novaliches fut battu, horriblement blessé au plus épais de la mêlée, et tout fut perdu, si bien perdu que ni à Madrid, ni à Saint-Sébastien, on ne songea plus à prolonger la lutte, quoique les partisans d'une résistance désespérée parlassent encore de s'enfermer à Pampelune. Tout était bien fini, la révolution l'emportait.

Un double spectacle aussi instructif que saisissant se déroulait alors en Espagne. D'un côté, une reine vaincue et humiliée se trouvait réduite après trente-quatre ans de règne à n'être plus en sûreté dans son dernier asile. Certainement elle avait été populaire autrefois, maintenant elle se voyait abandonnée, et autour d'elle les hostilités, enhardies par la victoire de l'insurrection, commençaient à murmurer. Elle n'était plus la reine que pour ses serviteurs. Il ne lui restait plus, si elle voulait échapper au réseau révolutionnaire qui pouvait l'envelopper, qu'à se hâter de gagner la France, et, en allant au chemin de fer qui allait l'emporter, elle pouvait voir encore les guirlandes et les fleurs dont on avait orné la gare quand elle avait dû partir pour Madrid, et qui s'étaient flétries comme sa royauté. On suivait cette souveraine en fuite avec plus de curiosité que d'intérêt sympathique. Elle-même, émue et troublée, elle semblait ne pas comprendre ce qui lui arrivait. Après avoir épuisé l'affection populaire, Isabelle ne prenait guère le moyen de la regagner dans son malheur : elle s'en allait entre son confesseur et son intendant! Je ne veux certes pas dire que la reine Isabelle n'eût fait tout ce qu'il fallait pour provoquer ces cruelles représailles de la fortune; mais enfin, parmi ceux qui, au temps de ses prospérités, l'avaient le plus aidée à se perdre par les complaisances ou les violences de leur politique, beaucoup n'étaient pas là à l'heure des grandes misères de la chute, et parmi ceux qui maintenant la précipitaient du trône, la poussaient dans l'exil, plus d'un avait aspiré à ses faveurs et serait resté son complice, si elle lui avait donné le pouvoir, même sans s'inquiéter de la constitution. Tous étaient absens ou ennemis. Par une étrange combinaison de plus, cette dernière royauté bourbonnienne survivant en Europe revenait chercher asile au berceau de sa famille, au château de Pau, et à la première étape de l'exil, à une petite station de chemin de fer, elle était reçue par un Napoléon!

D'un autre côté, c'était la révolution triomphant partout. La victoire d'Alcolea, retentissant à Madrid, ne laissait au général Concha que le temps de partir en remettant le pouvoir à une junte révo-

lutionnaire toute préparée. Des juntes révolutionnaires, il en naissait de toutes parts, dans toutes les villes, maintenant que la royauté était vaincue. Peu à peu les généraux arrivaient à Madrid, Prim après Serrano, puis Topete, Caballero de Rodas, et chacun avait ses ovations, surtout Prim. La ville se pavoisait, s'illuminait, s'emplissait de joies, de musiques, de programmes de la régénération nationale, de cris contre les Bourbons. *A bas les Bourbons!* c'était le mot d'ordre dans cette confusion à la fois comique et sérieuse d'où sortait enfin un gouvernement provisoire dont les chefs étaient naturellement ceux qui avaient combattu. L'interrègne commençait. Quatre mois sont passés, et où en est-on aujourd'hui? Que va-t-il sortir de cette vaste incohérence où tout a été possible?

C'est là précisément le problème de cette révolution, légitime assurément comme protestation contre un système politique qui ramenait l'Espagne à je ne sais quel capricieux absolutisme, — énigmatique dans son but et dans ses aspirations, irrésistible le jour où elle s'est ouvertement déclarée contre un régime énervé par ses propres excès, et à peu près impuissante jusqu'ici à s'organiser, à refaire un gouvernement. Aujourd'hui en effet, comme il y a quatre mois, bien plus qu'il y a quatre mois, tout est à reconstituer ou à régulariser; l'Espagne en est toujours à retrouver son chemin à travers l'obscurité qui s'épaissit. Elle a vécu, il est vrai; elle a eu sous forme de ministère un gouvernement provisoire qui a réussi avec beaucoup de bonne volonté à ne pas se décomposer chaque jour, qui a fait des généraux et distribué des décorations, qui a proclamé des libertés et promulgué des lois, qui a supprimé des impôts et ouvert des emprunts; elle n'a eu pendant ce temps que deux ou trois insurrections sanglantes, l'une à Cadix, l'autre à Malaga, sans parler de cette effroyable scène de la cathédrale de Burgos, où un gouverneur en train de mettre la main de l'état sur des richesses d'église a été déchiré, mis en lambeaux par le fanatisme populaire. L'Espagne, j'en conviens, a vécu au milieu du déploiement de toutes les passions, elle a pu gagner ainsi le moment de la réunion d'une assemblée constituante; en est-elle beaucoup plus avancée? Sait-elle ce qu'elle sera demain? Ce ne sont pas cependant les difficultés qui ont assailli la révolution espagnole à sa naissance; elle n'a eu presque qu'à paraître, elle n'a trouvé ni contestations méticuleuses au dehors, puisqu'elle a été reconnue tout de suite, même par le pape, ni résistances sérieuses à l'intérieur, où il y a eu au premier instant une de ces unanimités qui sont le miracle trompeur de ces heures de crise. Les difficultés qu'elle a rencontrées, qu'elle rencontre plus que jamais aujourd'hui, ne sont venues que d'elle-même, et elles devaient venir, parce qu'elles sont le résultat de toute

une politique qui était en germe dans le mouvement de septembre.

La révolution de 1868, avec ses apparences de force, portait en elle d'inévitables faiblesses. Et d'abord, qu'on le remarque bien, ce n'est pas le peuple qui l'a faite. Le peuple ne s'est montré réellement que quand tout a été fini. Depuis bien des années sans doute, il s'était détaché par degrés de la monarchie d'Isabelle II; à Madrid surtout, il se montrait glacial, si ce n'est hostile, sur le passage de la reine. Il avait perdu l'affection et le respect pour cette royauté dont il a regardé l'effondrement avec une placidité sceptique; mais il n'avait ni la passion ni la claire intelligence d'un autre régime: il est resté passif. C'est donc une révolution militaire accomplie par des généraux disposant un jour d'une partie de l'armée, et ce fait seul créait d'avance un péril permanent au nouvel ordre de choses en le livrant à la fatalité traditionnelle des prépondérances et des antagonismes militaires. Toutes les autres insurrections avaient fait des capitaines-généraux ou maréchaux, celle-ci a fait le sien, c'est Prim. Serrano et Prim étaient-ils de bonne intelligence? s'entendraient-ils longtemps? lequel des deux aurait le plus d'ascendant sur l'armée? C'était toute la question, comme au lendemain de 1854 on s'était demandé si Espartero et O'Donnell étaient d'accord. Il est bien certain en effet que sans Prim et Serrano la révolution n'aurait pas existé, et si depuis ils n'étaient pas restés ou s'ils n'avaient point paru rester unis, si leur union n'avait pas été la garantie de la fidélité de l'armée, il est telle circonstance où une simple sédition aurait pu devenir une révolution nouvelle.

Une autre des faiblesses originelles du mouvement de septembre, c'est qu'il était le résultat d'une coalition où des nuances d'opinion, des partis divers, mettaient en commun leurs ressentimens et s'alliaient pour renverser une monarchie sans être convenus de ce qu'ils feraient le lendemain, en gardant au contraire leurs arrière-pensées. Les chefs de l'*union libérale*, les progressistes, les démocrates, étaient également victorieux, et se disputaient naturellement la victoire. De là le caractère du gouvernement provisoire, curieuse image de cette situation. L'*union libérale* avait pour représentans Serrano, Topete, M. Adelardo Lopez de Ayala, M. Lorenzana, un publiciste distingué qui devenait ministre des affaires étrangères; les progressistes comptaient le général Prim au ministère de la guerre, M. Sagasta à l'intérieur, un ancien député, M. Ruiz Zorrilla, au *fomento*, un économiste un peu radical, M. Figuerola, aux finances. Le parti démocratique n'avait pas de place dans ce ministère dictatorial, mais on lui assurait sa part en faisant l'un de ses chefs les plus éminens, avocat et orateur passionné, M. Nicolas Rivero, le premier alcade de Madrid, et on lui donnait un gage bien plus grave encore

en écartant toute décision sur la forme de gouvernement, de sorte que l'Espagne se trouvait entre la monarchie qui venait de tomber, une monarchie nouvelle qu'elle ne connaissait pas, et la république, qui cherchait à se glisser entre les deux. C'était une combinaison merveilleuse fondée sur une neutralisation complète de toutes les idées et de toutes les forces avec des généraux pour arbitres ou pour dominateurs. Ces complications mêmes, il est vrai, auraient dû conduire à la seule solution décisive, à l'élection immédiate d'une assemblée par le suffrage universel, qu'on avait promis. Malheureusement les vainqueurs de septembre, au premier moment, n'avaient pas une confiance entière dans le suffrage universel. Les uns craignaient qu'il ne fût absolutiste, les autres craignaient qu'il ne fût républicain, et d'un commun accord on éloignait le plus possible les élections. A défaut de cette réunion immédiate des cortès, il y avait encore un moyen de trancher la première de toutes les questions, celle de la monarchie ou de la république, c'était d'appeler le pays à se prononcer directement par un plébiscite. Cette idée était venue à quelques esprits, et M. Olozaga en était, je crois, le partisan zélé; mais les démocrates s'indignaient aussitôt de ce qu'ils appelaient une surprise, ils menaçaient de rompre l'alliance. L'idée du plébiscite était abandonnée, et c'est ainsi que dès le premier jour on se trouvait lancé dans l'imprévu et dans l'indéfini avec un gouvernement qui pouvait tout, mais à la condition de laisser tout faire. C'est ainsi que cette révolution de 1868, puissante pour détruire, pour déchaîner toutes les questions, a gardé fatalement dans ses actes et dans ses allures la marque des confusions d'où elle est née. Elle a été à la fois audacieuse et incertaine.

Ce serait un soin inutile d'aller se perdre dans les détails de tout ce qu'a fait le gouvernement. Depuis quatre mois, l'Espagne a été livrée à l'expérimentation particulière du ministre de l'intérieur, M. Sagasta, — du ministre des finances, M. Figuerola, — du ministre de *fomento*, M. Ruiz Zorrilla, — hommes distingués, mais plus que novices, qui se sont agités de leur mieux, et ont remué les finances, l'administration, l'enseignement, les travaux publics, sans rien résoudre. Allons droit aux traits essentiels et aux conséquences de ce règne du provisoire.

La vie de l'Espagne pendant ces quatre mois, à vrai dire, se résume dans une question qui domine toutes les autres, celle de la république ou de la monarchie. Cette question existait-elle réellement lorsqu'on a fait la révolution? On n'en croit rien en Espagne, on est même persuadé, pour ne citer qu'un fait, que, si le soir du combat d'Alcolea le duc de Montpensier se fût trouvé là, il eût été proclamé roi instantanément par l'armée victorieuse, et il eût été

facilement accepté par le pays comme le chef désigné d'une monarchie libérale. L'erreur des chefs de la révolution, devenus bientôt les chefs du gouvernement, ce n'est pas sans doute de s'être abstenus d'enlever un dénoûment par surprise, comme ils le pouvaient, c'est de n'avoir pas eu dès le premier moment une pensée avouée, c'est d'avoir favorisé par leur attitude une confusion redoutable, c'est enfin d'avoir laissé s'étendre sur le fait même du maintien de la monarchie un doute qui n'existait réellement que sur le choix du prince qu'on appellerait à ceindre cette couronne momentanément tombée dans la poussière. Ils étaient certainement tous monarchistes au fond, ces hommes qui venaient de faire une révolution, et dans toutes les occasions, après comme avant leur entrée au gouvernement, ils le disaient. Ce n'était pas Serrano qui pouvait passer pour un fauteur de république, et Topete n'était pas un royaliste moins décidé que le duc de La Torre. M. Olozaga, à sa rentrée en Espagne, n'hésitait pas à proclamer hautement ses opinions monarchiques dans des réunions de Madrid et de Guadalajara. Prim lui-même, le plus suspect d'ambition personnelle, avait des idées absolument semblables, et ceux qui ne le croyaient pas ignoraient que pendant deux ans de conspiration il avait résisté toujours au parti démocratique, qui ne voulait pas que la monarchie figurât dans les programmes révolutionnaires. C'était lui qui l'un des premiers, dans une correspondance assez excentrique, écrivait en France que, « pour établir la république, il fallait des républicains, » et qu'il n'y en avait pas assez en Espagne. Il y a mieux, quelques-uns des démocrates les plus distingués, M. Rivero, M. Cristino Martos, M. Becerra, agissant en politiques plus qu'en théoriciens, se ralliaient à la monarchie comme à une nécessité du moment. Pour tous, la royauté, une royauté parlementaire et libérale bien entendu, sanctionnée par un vote national, ne répondait pas seulement à la situation intérieure de l'Espagne; elle était une garantie devant l'Europe. C'était le gage de l'affermissement des conquêtes légitimes de la révolution.

Où donc était la difficulté? Ils étaient tous d'accord sur la nécessité de la monarchie; mais ils ne s'entendaient plus sur les moyens de refaire cette monarchie et sur le prince qu'on choisirait. Dans le premier moment, toutes les candidatures éclataient à la fois : celle du roi dom Fernando de Portugal, dont M. Olozaga restait le promoteur persévérant, celle d'un prince italien ou du prince Alfred d'Angleterre, celle d'Espartero lui-même, que certains progressistes mettaient en avant, celle du duc de Montpensier, qui avait plus d'un partisan dans le gouvernement. Les unes étaient sérieuses, les autres n'étaient guère qu'une fantaisie d'imagination des chercheurs

de candidats. Et comme on n'était pas d'accord sur le choix d'un prince, comme on ne voulait pas, d'un autre côté, rompre avec les républicains par un appel immédiat à la nation, on prenait le parti, au sein du gouvernement, de ne rien faire, de s'engager à ne prononcer pour l'instant aucun nom, d'ajourner les décisions suprêmes, c'est-à-dire que, pour s'épargner d'aborder de front une difficulté épineuse par le choix d'un candidat, on livrait la question même de la monarchie à l'imprévu d'un provisoire indéfini, on abandonnait le pays à toutes les excitations, à une incertitude agitée au milieu d'une révolution qui soulevait à la fois tous les problèmes, qui mettait sur son programme toutes les libertés, et au premier rang la plus précieuse assurément, mais aussi la plus propre à émouvoir les passions, la liberté religieuse. Le résultat le plus clair de ce système évasif, qui a été la seule politique du gouvernement provisoire de Madrid, c'est que la porte restait ouverte à toutes les combinaisons, à toutes les prétentions, et par le fait il n'y avait que deux partis, fort opposés d'ailleurs, à qui pouvait profiter ce règne de l'ambiguïté dans toutes les affaires de l'Espagne.

C'est ce qui est arrivé en effet, et si l'Espagne n'a pas sombré dans la guerre civile, ce n'est pas en vérité qu'elle n'ait été plus d'une fois sur le bord. D'un côté le parti carliste, après une longue éclipse, a reparu de nouveau; il a retrouvé avec ses espérances un jeune chef qui ne demande pas mieux que d'aller chercher une couronne vainement disputée autrefois par son aïeul don Carlos. Le parti carliste n'a pas sans doute beaucoup de chances par lui-même, il a celles qu'on lui donnera par l'impuissance ou par l'excès des décevantes agitations, et dans tous les cas il a repris assez de vie pour devenir une menace, peut-être pour tenter le combat. Mais ce qu'il y a de plus sérieux et de plus significatif dans les conditions nouvelles créées par la révolution de septembre et par la politique du gouvernement provisoire espagnol, c'est l'importance croissante qu'a prise le parti démocratique depuis quatre mois.

Chose curieuse que le progrès soudain et retentissant de cette opinion nouvelle en Espagne! Il n'y a pas bien longtemps encore, le parti démocratique existait à peine, au moins comme parti politique, et même les gouvernemens, par une de ces puérilités qu'ils croient toujours efficaces, lui refusaient le droit de se dire démocratique, sous prétexte que la constitution ne le permettait pas. C'était par le fait moins un parti qu'un petit groupe réunissant quelques esprits jeunes et ardens nourris de l'histoire révolutionnaire française, des théories du radicalisme économique et des doctrines socialistes. Il se développait déjà obscurément, il se recrutait dans les universités, envahies depuis quelques années par la

philosophie allemande et devenues des foyers de propagande intellectuelle; il avait des journaux, *la Discussion*, *la Democracia*, où il soutenait des idées fort nouvelles en Espagne avec un éclat inattendu, et il commençait surtout à faire irruption dans la politique, à prendre l'allure d'un parti d'action. Sans se subordonner aux progressistes, qu'il dépassait par ses tendances, déjà il entrait avec eux dans l'insurrection de 1866; il apparaissait en un mot comme un élément nouveau dans la politique, comme un allié nécessaire dans les révolutions qui pourraient s'accomplir; mais enfin, au moment même de la dernière insurrection, c'était encore une petite minorité qui semblait peu en mesure d'exercer sur les événemens une influence décisive. Aujourd'hui, on n'en peut plus douter, il est devenu assez puissant pour tenir en échec le gouvernement, même pour lui livrer bataille, et il a pesé sérieusement sur les élections. Il a pris de toute façon une importance réelle. Est-ce par la popularité de ses idées, par suite du progrès des opinions républicaines en Espagne? Le parti démocratique s'est scindé, il est vrai, et une fraction conduite par M. Rivero est allée vers la monarchie; mais ce que je veux remarquer ici comme le phénomène caractéristique de ces derniers mois, c'est le progrès du groupe républicain pur, qui n'a pas suivi M. Rivero, qui est resté indépendant, poursuivant plus que jamais la réalisation de ses idées.

Le parti républicain a grandi tout à coup par un ensemble de circonstances qui devaient merveilleusement le servir, et la première de toutes ces circonstances a été la politique même suivie par le gouvernement. S'il n'a pas été l'acteur le plus décisif de l'insurrection de septembre, il était après tout le plus logique dans cette révolution qui commençait par renverser une monarchie sans avoir à offrir à l'Espagne une monarchie nouvelle représentant ses libérales aspirations. Rien ne pouvait lui être plus favorable que cet état d'incertitude où la royauté n'existait plus, où survivait seule une république de fait. La difficulté de choisir un prince, les antagonismes qui veillaient autour de ce trône vide, tout cela faisait sa force, et plus le provisoire se prolongeait, plus il avait le temps de remuer le pays, de faire briller à ses yeux tous ces programmes de république fédérale, de liberté universelle, de diminution des impôts, d'abolition du recrutement militaire. Le général Prim avait dit : « Pour faire une république, il faut des républicains... Dans notre situation actuelle, rien n'empêche cette fraction de l'Espagne de propager librement ses idées, et si elle arrive à convaincre la nation de l'excellence de ses doctrines, celle-ci satisfera ses aspirations... » Les républicains ont relevé ce défi, et ils ont répondu par l'agitation, par des manifestations auxquelles on n'avait à opposer qu'une volonté nationale problématique. Une

autre raison a fait le succès du parti républicain, c'est qu'en définitive, au milieu des anciennes opinions usées par bien des luttes, il a la jeunesse, la vitalité et les illusions de ceux qui n'ont pas passé au pouvoir; il a le talent aussi. Un de ses plus brillans adeptes, ancien professeur de l'université de Madrid, M. Emilio Castelar, avec sa fougueuse imagination, son esprit facile et ses dons aimables, est peut-être un des hommes les mieux faits pour entraîner les masses; il a l'éloquence la plus séduisante au service d'un vrai fanatisme pour la république. Un des jeunes démocrates les plus sérieux et les plus convaincus, M. Pi y Margall, est aussi un des plus remarquables publicistes de l'Espagne; il porte dans le développement des idées radicales une énergie contenue, une singulière fermeté d'esprit et une tranquille prévoyance. Je ne parle que des principaux; le talent aide à la fortune des partis.

Une dernière circonstance toute locale enfin a merveilleusement favorisé les propagandes républicaines dans deux des plus importantes provinces de l'Espagne, en Catalogne et en Andalousie. Les ouvriers catalans sont depuis longtemps acquis aux opinions démocratiques; ils sont intelligens et jaloux de leurs droits, qu'ils défendent par de nombreuses et fortes associations; mais jusqu'ici, renfermés uniquement dans la sphère industrielle, ils avaient résisté aux avances du parti républicain. Depuis la dernière révolution, ils n'ont plus hésité, et ils viennent de le prouver dans les élections. En Andalousie, c'est une tout autre cause. Ici, il ne faut pas l'oublier, la constitution sociale est très particulière. La grande propriété existe encore comme elle existait autrefois, et elle est organisée de telle façon que les paysans sont de véritables serfs. Plus d'une fois de grands propriétaires, et entre autres le duc d'Ossuna, ont essayé d'entrer dans une voie de réforme, ils ont voulu donner aux paysans des lots de terre moyennant une redevance. Les paysans andalous sont très avancés, ils veulent tout simplement qu'on leur donne la propriété des terres. De là des habitudes ou des instincts de socialisme tout pratique qui éclatent à chaque révolution et qui livrent les populations aux propagandes républicaines, parce qu'elles voient dans la république le partage des terres. Que le parti démocratique, servi par toutes ces circonstances, enhardi par l'indécision publique, un peu enivré aussi du bruit qu'il faisait, se soit cru un instant tout près de la victoire et qu'il ait tenté de l'emporter par un dernier effort, cela n'est plus douteux aujourd'hui. C'est lui qui au mois de décembre a fait les insurrections de Cadix et de Malaga. Il avait compté sans l'armée, il a été battu. Il n'est pas moins vrai qu'il avait fait acte de force, que le lendemain encore il obtenait près de quatre-vingts élections au scrutin d'où sortait l'assemblée constituante, et, dernier détail à noter, le chef

même de l'insurrection de Cadix, M. Fermin Salvochea, était élu. Le parti républicain a donc grandi singulièrement dans ces quatre mois. Il ne faudrait cependant rien exagérer : ces succès n'ont qu'une valeur relative, ils tiennent moins à la force intime du parti qu'à un état exceptionnel du pays, aux faiblesses d'un gouvernement divisé, à un embarras universel. Les républicains les plus sérieux ne se font pas trop d'illusions, ils comprennent ce que cette apparente extension a d'artificiel et de précaire, ils n'ignorent pas que ceux qui ont acclamé hier la république dans les élections acclameront aussi bien un roi demain. La république en Espagne a contre elle pour le moment une terrible chose : sans être assurée de vivre par elle-même, elle peut être le plus court chemin pour arriver à l'absolutisme à travers les agitations sanglantes d'une guerre civile qu'elle précipiterait probablement, et je me souviens de ce que me disait au mois d'octobre un des Espagnols les plus sensés, les plus judicieux. Il mesurait l'avenir de l'Espagne à un thermomètre singulier, quoique très sûr, celui de l'ordre et du désordre. « Si nous restons à une bonne température, nous pourrons choisir ce qui nous conviendra. Si le désordre chauffe la température, si le thermomètre monte, nous irons au duc de Montpensier; s'il monte encore, nous reviendrons peut-être au prince des Asturies, et s'il monte tout à fait, qui sait si nous n'irons pas jusqu'à don Carlos? »

Toute la question est là. La république est une expérience qui peut coûter cher et conduire loin. L'assemblée constituante espagnole a maintenant le problème devant elle, et la majorité sortie des élections, quelque bariolée qu'elle soit elle-même, ne laisse guère de doutes sur les préférences intimes du pays; mais ici reviennent toutes les difficultés du choix d'un roi, si on refait une monarchie. Ces difficultés sont grandes, il est vrai, elles n'ont pas diminué beaucoup depuis le premier jour; seulement sous ce rapport ces quatre mois ont produit un résultat d'une autre sorte. Ils ont un peu éclairci les situations, montré ce qui pouvait être possible et ce qui était impossible. Ainsi une des candidatures qui auraient eu le plus de chances, celle du roi dom Fernando de Portugal est passée désormais au nombre des rêves. Dom Fernando ne sera pas roi d'Espagne, on ne le croit plus du moins, parce qu'il ne le veut pas, parce que le roi son fils et le Portugal lui-même ne le veulent pas plus que lui, parce que cette candidature représente une idée qui se réalisera peut-être dans un avenir plus ou moins lointain, mais qui se heurte aujourd'hui contre toutes les incompatibilités. Que reste-t-il dès lors? Tout compte fait, il n'y a plus que deux candidatures possibles, celle d'un prince italien et celle du duc de Montpensier; mais en admettant même que le duc d'Aoste, puisqu'il s'agit de lui, pût accepter une couronne étrangère lorsque son frère, le prince Humbert,

n'a pas encore d'enfans, est-ce que la royauté d'un prince italien en Espagne ne serait pas une source de dangers pour les deux pays? L'Italie n'y gagnerait rien, la maison de Savoie elle-même n'y trouverait pas un avantage réel; elle s'exposerait uniquement à exciter ces ombrages, ces défiances, qui font l'embarras et souvent le péril des dynasties envahissantes. L'Espagne de son côté n'a rien à espérer d'une combinaison qui ne ferait que compliquer les relations des deux peuples en les plaçant tous les deux dans une position suspecte vis-à-vis de l'Europe. Et c'est ainsi que, par cette élimination qui s'accomplit lentement depuis quatre mois, on est ramené en face de la candidature qui semble avoir aujourd'hui le plus de chances au-delà des Pyrénées, celle du duc de Montpensier.

Elle est très vivement combattue, elle est très vivement soutenue aussi, cette candidature. Elle alimente depuis quelque temps toutes les polémiques, et elle va se présenter maintenant devant l'assemblée constituante avec la question même de la république ou de la monarchie. C'est après tout l'affaire de l'Espagne de se prononcer, de savoir à quel degré du thermomètre elle en est. Dans tous les cas, ce qui est pour elle une nécessité évidente, supérieure, c'est d'arriver enfin à clore ce provisoire où elle se débat depuis quatre mois, à constituer un gouvernement. On a parlé d'un directoire ou triumvirat, qui était particulièrement désiré par M. Rivero, parce que l'ancien chef du parti démocratique devait y figurer entre Prim et Serrano. Aujourd'hui ce triumvirat semble abandonné. Prim, qui avait d'abord caressé cette idée, ne se soucie plus de quitter le ministère de la guerre, et Serrano se soucie encore moins de se voir enfermé dans ce tête-à-tête avec Prim, fût-ce en ayant M. Rivero pour intermédiaire. C'est dire que les divisions intimes qui ont paralysé pendant quatre mois le gouvernement de Madrid sont loin d'avoir cessé; elles sont dans la nature des choses, et c'est pour cela que l'Espagne a un intérêt plus direct, plus pressant, à régler sa propre destinée. Le vrai danger serait que l'assemblée constituante, dans ces conditions exceptionnelles d'un interrègne où elle se trouve placée, passât six mois ou un an à voter une constitution avant de se prononcer sur le gouvernement définitif du pays. Pendant ce temps, tout s'aggraverait rapidement, et l'Espagne, au lieu de retrouver la paix dans des institutions libérales, n'aboutirait qu'à de nouvelles incertitudes qui feraient d'une révolution avortée le commencement de révolutions sanglantes.

Charles de Mazade.

LA SERBIE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

IV.

MILOSCH OBRENOVITCH, PRINCE DES SERBES.

« Oui, mon père a commis de grandes fautes pendant son règne de vingt-cinq ans. Il a des vices plus qu'un homme n'en a d'ordinaire : c'est possible;... mais le prince Milosch est un grand homme, il s'est placé au rang des plus célèbres héros de notre histoire ancienne et moderne, et il n'est pas moins habile politique qu'administrateur intelligent. » Ce jugement que le prince Michel publiait en 1850, c'est-à-dire du vivant même de son père, l'histoire impartiale ne peut que le confirmer. A vrai dire, c'est le programme des tableaux que nous avons encore à retracer. Lorsque le prince Michel parle des fautes que le prince Milosch a commises pendant un règne de vingt-cinq ans, il n'y a rien là qui nous surprenne; se croire infaillible, même sur un trône d'Orient, serait une prétention sotte que condamnerait la politique aussi bien que le bon goût. Il sied d'être modeste quand on est responsable, et partout de nos jours, proclamée ou non dans une charte, la responsabilité est de droit commun. Quant aux vices que le prince Michel consent à reconnaître chez son père sans croire pour cela manquer de respect à l'illustre vieillard, quant à ces vices plus grands ou plus nombreux qu'un homme n'en a d'ordinaire, j'imagine que le prince Michel n'avait pas exactement pesé la valeur de ses paroles; il voulait dire sans doute les emportemens d'un génie inculte obligé de recouri

aux ruses et aux violences du despotisme pour consolider l'affranchissement de son pays. Tel nous allons trouver Milosch, rusé, violent, tournant ou brisant les obstacles, procédant à une œuvre libératrice avec les allures d'un despote oriental, se faisant presque Turc pour arracher la Serbie aux Turcs, mais avec cela puisant dans sa patriotique ambition les conseils d'une politique profonde et les talens d'un organisateur consommé. Sur ce point même, nous pouvons en dire plus que le prince Michel. Quand le fils de Milosch écrivait les paroles que nous venons de citer, le fondateur de la dynastie des Obrenovitch avait été renversé du trône par une révolution; quelques années après, en 1858, une révolution nouvelle détrônait le fils de Kara-George, et la nation entière rappelait le libérateur de 1815. Cet élan unanime des Serbes ne contenait-il pas l'absolution de l'ancien despote et la reconnaissance éclatante des services qu'il avait rendus? Nous n'avons donc qu'à suivre les indications des événemens pour faire en toute sûreté la part du bien et celle du mal.

La carrière politique de Milosch se divise en quatre périodes. La première commence en 1813, au moment où Kara-George abandonne son poste, et finit en 1817, alors que la Serbie, sauvée de la ruine, arrachée à la mort par le dévoûment et le génie du vainqueur de Poscharévatz, lui décerne une sorte de principauté idéale, je veux dire une principauté qui n'existe que dans le cœur des Serbes, puisque la Turquie ne la reconnaît pas encore. De 1817 à 1830, c'est la seconde période. En 1817, les représentans de la Serbie ont donné à Milosch le titre de *kniaze;* en 1830, la Turquie confirme ce titre et le déclare héréditaire dans la famille des Obrenovitch. La troisième période, qui s'ouvre à cette date, se termine par la révolution de 1839; Milosch, précipité du trône, a pour successeur un de ses fils, le jeune prince Michel, qui bientôt lui-même, victime de ressentimens implacables et d'intrigues ténébreuses, est remplacé par le fils de Kara-George, Alexandre Kara-Georgevitch. Enfin, après les seize années du gouvernement du prince Alexandre, le vieux Milosch, à soixante dix-huit ans, est rappelé de l'exil en 1858; avouant ses fautes, promettant de meilleurs jours, il revient, au milieu des acclamations populaires, prendre en ses mains vigoureuses encore les affaires de la nation serbe, et meurt deux ans plus tard (1860) sur le trône qu'il a fondé.

C'est la seconde de ces périodes que nous avons à raconter aujourd'hui. Dans une étude précédente, on a vu, de 1813 à 1817, éclater la figure extraordinaire de l'ancien porcher de la Schoumadia (1). D'abord soumis aux vainqueurs, car son premier devoir est d'empê-

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

cher l'anéantissement de la patrie, il protége les Serbes en les contenant; puis, quand ce rôle est devenu impossible, quand il faut recommencer la lutte ou périr, il appelle la nation aux armes, se jette sur les Turcs, tantôt comme un chef de haïdouks, tantôt comme un général consommé, leur tue des milliers d'hommes, les frappe d'épouvante, les refoule dans les forteresses, finit par leur imposer la paix, et, dégageant le pays, obtient pour les Serbes le droit de vivre à leur guise, première condition de l'affranchissement complet qu'il ne cessera de poursuivre. Il y a désormais deux peuples en Serbie, — d'un côté les milices turques, occupant les principales villes et surtout les forteresses, — de l'autre la nation serbe, qui reprend possession d'elle-même du Danube aux Balkans et de la frontière bosniaque à la frontière bulgare. Les Turcs ont pour chef le pacha de Belgrade, vice-roi du sultan Mahmoud; le chef de la nation serbe est Milosch. Milosch n'était d'abord que le knèze d'une province, reconnu et même institué comme tel par le gouvernement turc; au mois de novembre 1817, les évêques, les knèzes, les kmètes, pour affermir son autorité dans la lutte qu'il soutient tous les jours contre le vice-roi de Belgrade, lui confèrent d'une voix unanime le titre de *kniaze*, c'est-à-dire de prince des Serbes. Ce vote du mois de novembre 1817 n'avait encore qu'une force morale, c'était une désignation et un vœu plutôt qu'une proclamation définitive; treize ans après, le titre idéal est devenu un titre réel, la principauté de Serbie est consacrée par un *hatti-chérif* de Mahmoud, la transmission du pouvoir est assurée aux héritiers de Milosch Théodorovitch Obrenovitch, et dans toutes les églises du pays serbe les cloches, condamnées au silence depuis la fuite de Kara-George, éclatent en joyeuses volées. Comment la principauté morale de 1817 est-elle devenue en 1830 une principauté effective? Tel est le sujet de notre étude.

I.

Si le vote du mois de novembre 1817 ne donnait qu'un titre moral à Milosch Obrenovitch, prince des Serbes, ce titre aux mains d'un tel homme devenait immédiatement une force. Maraschli-Ali, toujours occupé à reprendre aux Serbes les concessions qu'il avait été obligé de leur faire, savait désormais que Milosch avait derrière lui tout un peuple. Le *tendeur de piéges* (1) toutefois ne se découragea point; il y avait encore parmi les Serbes tant d'intérêts troublés, tant de causes de dissension, c'est-à-dire tant de moyens de

(1) C'était, on l'a vu précédemment, le nom que les Turcs donnaient au rusé Maraschli.

créer des embarras à Milosch et d'intervenir à propos pour tout bouleverser! C'est précisément sur ces désordres intérieurs que se porta tout d'abord l'activité du prince. D'énergiques et promptes mesures supprimèrent le brigandage. — Protéger les labeurs du paysan et empêcher les bandits de déshonorer ce nom de *haïdouk* illustré dans les guerres nationales, c'était d'un seul coup servir deux fois la Serbie. — D'autres abus qui semblaient consacrés aussi par une pratique séculaire furent déracinés avec la même vigueur. On cite au premier rang le vestige le plus odieux et le plus tenace de l'antique barbarie, le rapt des jeunes filles. Lorsqu'un jeune homme, désirant épouser une jeune fille riche, pressentait un refus des parens, il rassemblait ses compagnons, préparait une embuscade, et enlevait la malheureuse enfant quelquefois plus morte que vive. Souvent, pour s'assurer sa proie, le ravisseur ne reculait devant aucun attentat. On trouvait toujours des prêtres avilis qui prêtaient leur ministère à ces violences, et, dans une vue d'intérêt sordide, célébraient le mariage malgré les protestations de la victime. Milosch décida que tout auteur ou complice d'un tel crime serait puni de mort; quant au prêtre, il était suspendu de ses fonctions et condamné en outre à une peine corporelle. Cette législation nouvelle exigeait un changement dans l'administration de la justice. Pour la pleine efficacité des lois qui devaient réformer les Serbes, c'était au prince des Serbes, et non au pacha de Belgrade, d'en poursuivre l'application. Milosch s'attribua donc, au nom de l'intérêt commun, ce droit de prononcer la peine capitale que les traités récens avaient réservé au pacha. Il augmenta aussi les attributions du tribunal suprême, qui, sous le titre de *grand tribunal national* (*veliki-narodni-soud*), devint une sorte de conseil d'état. Du haut en bas de l'échelle, l'administration intérieure et l'administration judiciaire furent solidement organisées. Le pays, selon les traditions séculaires, avait été divisé de nouveau en provinces et en districts; dans chaque chef-lieu de province, Milosch établit un oberknèze et un tribunal provincial, dans chaque district un knèze, dans chaque village un kmète. En réprimant le brigandage et les rapts, il avait voulu enlever aux Turcs tout prétexte de s'immiscer dans les affaires du peuple serbe; en assurant par ses officiers civils l'équitable répartition de l'impôt et par ses magistrats le prompt règlement des procès, il délivrait ses compatriotes de la justice musulmane. Même dans les contestations entre chrétiens et Turcs, le mussélim n'avait plus de rôle à jouer; cité devant le tribunal ottoman, le chrétien faisait défaut, et le Turc était bien obligé de s'adresser au tribunal serbe. Enfin, grâce aux vigilantes mesures de Milosch, les Serbes n'avaient plus à subir aucun

joug, ni le joug de la loi turque, ni le joug des milices musulmanes. Spahis et janissaires, naguère encore accoutumés à piller les habitans des villages, n'obtenaient plus rien qu'en payant; à la moindre menace, un signal éclatait, et les Serbes accouraient de tous côtés. On vit parfois des populations entières, la faux ou le bâton à la main, conduire aux autorités turques des pillards déjà énergiquement châtiés, et comme ces autorités avaient ordre de ne pas provoquer de soulèvement, il fallait bien que la justice suivît son cours.

Ainsi, dès les premières années de ce gouvernement issu de la volonté populaire, le prince des Serbes, non reconnu par Mahmoud, avait assuré l'indépendance de la Serbie sous les yeux mêmes du lieutenant de Mahmoud. On devine aisément la fureur concentrée de Maraschli-Ali; sentant qu'il n'était pas de force à lutter contre Milosch, il méditait de sinistres desseins. Milosch au contraire, plus actif que jamais, poursuivant son but sans se cacher, concevait chaque jour des ambitions nouvelles. Il voulait que l'indépendance de fait acquise au pays serbe fût confirmée par une décision du sultan. L'article 8 du traité de Bucharest contenait sur ce point des promesses qui n'étaient pas encore réalisées; Milosch ne l'oubliait pas, et, sans se hâter d'invoquer un acte dont le souvenir irritait le sultan, il se réservait de faire retentir ce nom à l'heure décisive comme une menace vengeresse. Au printemps de l'année 1820, il envoya deux députés à Constantinople pour obtenir de la Porte la nomination d'un commissaire impérial chargé de régler définitivement l'indépendance des Serbes. Milosch était si confiant dans la justice de sa cause, qu'il fit demander au pacha de Belgrade des lettres de recommandation pour ses députés. « N'y compte pas, répondit Maraschli-Ali; je ne me mêle plus de tes affaires. C'est en vain d'ailleurs que tu t'adresses à Constantinople. Puisque nos concessions ne font qu'augmenter les exigences des Serbes, la Porte est résolue à ne plus se montrer si généreuse. » En même temps le pacha ourdissait une conspiration pour se débarrasser de Milosch : il annonça aux chefs des milices turques, janissaires et spahis, que le prince des Serbes, non content d'avoir obtenu tant de priviléges interdits aux raïas, avait formé le projet de leur enlever leurs fiefs militaires, de les dépouiller de tous leurs biens, de chasser tous les Turcs du pachalik de Belgrade. Était-on sûr qu'un tel homme n'arracherait pas au divan quelque faveur nouvelle? Le plus court était d'en finir avec lui. Les négociations pendantes devant amener Milosch à Belgrade, les spahis convinrent de l'assassiner le jour où il entrerait dans la ville. Les dispositions étaient prises, les rôles distribués; si le complot échoua, c'est que Milosch fut prévenu. Des Turcs plus ou moins initiés à la conspiration eurent peur des con-

séquences terribles qu'elle pouvait entraîner, et en donnèrent avis au prince des Serbes.

Le commissaire impérial qui apportait la réponse du divan venait d'arriver en Serbie. — Partout, sur l'ordre de Milosch, on lui fit un accueil empressé. Le prince lui-même courut à sa rencontre, l'accompagna une partie de la route, et promit de le rejoindre à Belgrade. C'était le moment que les spahis attendaient pour assassiner leur ennemi. Milosch, averti à temps, s'établit aux environs de la ville avec une petite armée; outre les knèzes et les kmètes qui l'escortaient par honneur, un grand nombre de Serbes étaient accourus en armes pour défendre sa vie, qu'on disait menacée. Maraschli, un peu inquiet, le fit prier de ne pas introduire une telle foule dans les murs de Belgrade; comment loger et nourrir un si grand nombre d'hôtes sur lesquels on ne comptait pas? Milosch répondit simplement : « J'entrerai avec mon escorte ou je n'entrerai point. » C'était dire au pacha que ses complots lui étaient connus. Alors le pacha eut peur, des rapports bien exagérés lui affirmaient que l'escorte de Milosch montait à 10,000 hommes, il craignit que les Serbes, irrités de ses mauvais desseins et y voyant une cause de guerre, ne vinssent mettre le feu à Belgrade. Maraschli n'était plus si pressé de voir arriver Milosch. On convint que son frère Jovan le remplacerait. Ce fut donc Jovan qui, accompagné de 200 knèzes, entendit chez le pacha la lecture du firman impérial. Aux regards sinistres des Turcs, à l'accueil équivoque du pacha, ils virent bien que le danger était sérieux pour Milosch, s'il fût entré sans défiance.

Les dispositions du firman se résumaient ainsi : 1° le commissaire impérial, d'accord avec les knèzes, fixera le tribut payable à la Porte; 2° il n'y aura plus de mussélims que dans les forteresses de la frontière autrichienne, tout le reste du pays sera enlevé à leur juridiction; 3° Milosch aura le titre de premier knèze, les Serbes demeureront comme leurs ancêtres les raïas du sultan, et seront tenus de fournir le nécessaire aux troupes impériales, soit qu'elles traversent le pays, soit qu'elles tiennent garnison dans les forteresses; 4° ce firman ne sera remis aux Serbes qu'à la condition pour eux de déclarer par écrit qu'ils sont satisfaits, et renoncent à toute autre prétention dans l'avenir. — Jovan et les knèzes n'ayant pas qualité pour accepter de telles conditions, il fallut que le commissaire turc vînt trouver Milosch à Topchidéré. Dès que le prince des Serbes eut entendu les dernières lignes, il dit sans hésiter : « Je remercie le sultan de ses concessions; quant à déclarer que nous sommes satisfaits, et que nous ne demanderons plus rien, je ne le puis. Un peuple a toujours le droit de faire connaître ses vœux à Dieu et à son souverain; il est étrange et cruel de vouloir qu'il y

renonce. » — Le commissaire turc ayant demandé alors quelles étaient les exigences des Serbes : « Ils supplient, répondit Milosch d'une voix ferme, qu'on leur accorde les droits stipulés par le traité de Bucharest. »

Le moment était venu où le traité de Bucharest, d'abord si fatal aux Serbes, allait leur rendre de grands services. En 1812, quand l'Europe entière était engagée en de gigantesques conflits, les Serbes avaient été comme livrés par les diplomates russes aux ressentimens de la Turquie. On a vu que les droits stipulés pour eux à cette époque n'étaient assurés par aucune garantie immédiate, et que l'interprétation d'une clause fort équivoque avait amené une lutte où la Serbie aurait pu disparaître. Maintenant le peuple serbe avait surmonté un tel péril grâce à l'énergie de Milosch, l'Europe était tranquille, la politique russe veillait sur les contrées du Danube, l'application des principes formulés à Bucharest n'était plus réservée comme en 1812 aux commissaires de Constantinople, et quand Milosch invoquait tout à coup ce traité dont la Turquie avait si longtemps violé les prescriptions, ce nom devait retentir comme une menace. Le commissaire turc en demeura immobile de stupeur; on eût dit que la foudre l'avait frappé. Un appel au traité de Bucharest! un appel à la protection de la Russie! C'était par un *ultimatum* de cette nature que Milosch répondait aux libéralités du sultan. Confondu, atterré, le diplomate ottoman remonta à cheval, et partit pour Belgrade sans même prendre congé de Milosch. Quelques jours après, affectant de craindre pour ses jours s'il traversait la Serbie, il descendit le Danube, et gagna Constantinople par la Mer-Noire.

Est-ce à dire que Milosch fût sérieusement disposé à invoquer le secours des Russes? On retrouve ici un trait singulier que nous avons déjà rencontré dans l'histoire des Serbes au moyen âge, et qui reparaît de nos jours dans leur politique. Comme tous les peuples qui ont subi de grands désastres et qui sont encore environnés de périls, les Serbes ont un rare instinct de ce qui convient à leur fortune. Qu'on l'appelle comme on voudra, esprit politique, esprit de ruse et de savoir-faire, c'est l'arme de ceux qui ont leur vie à défendre. Les Serbes au moyen âge se servaient des Byzantins contre les Occidentaux et des Occidentaux contre les Byzantins; au XIXe siècle, ils se servent des Russes contre les Turcs, comme ils se serviraient à l'occasion des Turcs eux-mêmes contre les Russes. Ils ont leur but et ils y marchent, prenant pour cela tous les secours que la destinée leur présente, s'appuyant à gauche, s'appuyant à droite, avançant toujours. Ils savent très bien que les sympathies des Russes pour la cause serbe ne sont pas des sympathies désintéressées; ils en profitent et ils s'en défient. Est-ce ingratitude? Nul-

lement, c'est prudence et désir de ne pas être dupes. Ces dispositions si curieuses, finesse, souplesse, circonspection et prévoyance continuelles, éclatent dans la politique étrangère de Milosch. A ce point de vue, le prince des Serbes était bien le représentant de sa race. Un an après les événemens que nous venons de raconter, la révolution grecque mettait l'Europe entière en émoi (1821). Quelle occasion pour Milosch d'arracher au sultan les concessions qu'on lui refuse! Quelle occasion aussi de complaire à la Russie, de reconnaître les services qu'elle a rendus aux Serbes dans la première guerre de l'indépendance, d'en mériter de nouveaux pour l'avenir! Les hétairies helléniques, sous l'influence de la diplomatie russe, pressaient Milosch de donner le signal; on voulait que la Serbie, la Valachie, la Moldavie, tout le nord de l'empire enfin entreprît une insurrection formidable pendant que la Grèce se lèverait. Milosch examina la question de sang-froid, pesa le pour et le contre, essaya de pénétrer l'avenir, cherchant quelles seraient les conséquences de sa résolution; le bon sens lui dit que la cause des Grecs n'était pas celle des Serbes. Chose digne de remarque, un paysan illettré, un homme qui ne savait l'histoire de son pays que par les traditions des moines et les chants des poètes populaires, arrivait d'instinct à certaines vues que confirme la science la plus exacte. Qu'étaient-ce que les Grecs aux yeux de Milosch? Les ennemis des Serbes. Si la révolution grecque réalisait ses espérances, on verrait renaître un empire d'Orient, un empire qui regarderait la Serbie comme une de ses provinces, et deviendrait pour elle plus redoutable que la Turquie elle-même. Les Grecs n'étaient-ils pas, il y a cinq cents ans, les adversaires opiniâtres, les surveillans jaloux de la famille serbe? N'est-ce pas les Cantacuzène qui ont arrêté l'œuvre civilisatrice de Douschan? N'est-ce pas eux qui, dès le XIVe siècle, quatre-vingts ans avant la prise de Constantinople, appelaient les Turcs sur le sol européen pour tenir en échec *le tsar de Macédoine aimant le Christ?* La différence de religion entre les Turcs et les Serbes, jadis cause de tant de malheurs pour les raïas foulés aux pieds du musulman, tourne aujourd'hui au profit des Serbes; mieux leur vaut, dans l'état actuel de l'Europe, avoir à s'entendre avec les Turcs qu'avec une puissance de même religion. La Turquie est obligée à des ménagemens envers ses sujets chrétiens; un empire grec n'aurait à leur égard que des prétentions hautaines. Est-ce que les Grecs n'ont pas toujours affecté de méconnaître les efforts des Serbes, de les mépriser comme des barbares? Il s'agit, bien entendu, des hommes du Fanar, de l'aristocratie brouillonne et intrigante; rien n'égale leur arrogance quand ils parlent des Serbes. Un Serbe, un Bulgare, c'est même chose à leurs yeux, et on sait quel est leur dédain pour ces rudes et honnêtes populations de la

Bulgarie. Serbes et Bulgares, en 1821, paraissaient aux Grecs des instrumens tout prêts pour l'accomplissement de leurs desseins. On lancerait ces barbares comme une avant-garde, puis on verrait à quoi se décider, selon la tournure que prendraient les choses. Tel était le plan de 1821, le plan de ces princes du Fanar qui représentaient les intérêts grecs et la politique russe dans les provinces roumaines du Danube. Quand la véritable révolution grecque sera conduite par des héros, les choses changeront d'aspect; dans la première phase, les intrigues russes dominent tout, et c'est au milieu de ces intrigues que le prince Ypsilanti écrivit à Milosch pour le pousser à la révolte. Que fit Milosch? Il resta fidèle au sultan.

Les historiens qui ont accusé Milosch d'avoir trahi en cette circonstance la cause de la civilisation chrétienne ne me semblent pas avoir une juste idée des complications sans nombre de la question orientale. Les défenseurs du prince des Serbes n'ont pas de peine à le justifier. Outre les raisons qu'on vient de voir, on doit rappeler encore deux choses décisives, d'un côté la situation particulière de l'Autriche, de l'autre les négociations engagées entre la Porte et le prince des Serbes. L'Autriche, Milosch ne l'ignorait point, était singulièrement inquiète du mouvement de la Grèce, derrière lequel elle voyait s'agiter l'ambition moscovite; le soulèvement des Serbes, si Milosch eût consenti à en donner le signal, aurait entraîné les Serbes autrichiens, et de là des conflits inextricables où la Serbie, ayant tout à craindre, alliés et adversaires, ne pouvait que recevoir de mortelles blessures. Quant aux négociations pendantes avec le divan, il y avait là aussi de graves avertissemens pour Milosch. Après son refus d'accepter comme définitives les concessions partielles de Mahmoud, après cette scène si curieuse où le prince des Serbes, avec autant de courtoisie que de fermeté, avait invoqué subitement les stipulations du traité de Bucharest, il avait dû envoyer à Constantinople une députation nombreuse composée des principaux knèzes et chargée d'exprimer au sultan les vœux unanimes du pays. Or, l'insurrection de la Grèce ayant éclaté pendant que les députés de Milosch étaient en instance auprès du divan, leur position était devenue terriblement critique. Un firman de Mahmoud venait d'opposer aux projets de l'hétairie hellénique toutes les passions du fanatisme turc; déchaînée, ivre de fureur, la populace de Constantinople ne respectait rien. Les hôtels des ambassadeurs étrangers n'étaient plus des refuges. Le Fanar surtout, résidence des princes grecs, se trouvait exposé aux derniers périls. C'est de ce côté que demeuraient les députés serbes. Attaqués dans leur logis, sauvés à grand'peine par des janissaires commis à leur garde, ils furent conduits au patriarcat grec, et, le patriarcat ayant été à son tour assailli par l'émeute, on finit par les enfermer dans le sérail. — Enfermer,

c'est le mot propre. Les députés de Milosch n'étaient plus les représentans de la nation serbe; captifs dans leur prison splendide, gardés comme des otages, ils apprenaient chaque jour les massacres des chrétiens, et se demandaient s'ils n'étaient pas condamnés au même sort. Que Milosch donnât la moindre preuve de connivence avec les hétairies, les députés serbes, élite de la nation, étaient immédiatement sacrifiés.

Voilà sans doute des considérations qui suffiraient à expliquer la conduite du prince des Serbes, son refus très net de participer à l'insurrection de la Grèce, sa politique non pas seulement de neutralité, mais de fidélité à la Turquie, pendant que l'Europe entière prenait feu pour les klephtes et les pallicares. Eh bien! il y avait chez Milosch un mobile qui prévalait sur tous les autres, et je ne mets pas en doute que les conceptions de son esprit ne fussent en cela parfaitement d'accord avec l'instinct populaire; ce mobile, c'était le désir de mener à bien les affaires de la Serbie par les moyens directs, de faire triompher sa cause sous son propre drapeau et non sous le drapeau d'une nation rivale. Son attachement à la Turquie ne signifiait pas autre chose. « La Turquie, semble dire le rusé politique, est notre sphère d'action; restons en Turquie pour profiter des fautes de la Turquie. Notre chemin est tracé, notre but est devant nous, le jour n'est pas loin où la Serbie aura reconquis son indépendance; ce serait folie de tout compromettre en allant courir les aventures. » Je ne sais s'il ajoutait dès lors que, la succession de l'empire ottoman pouvant s'ouvrir un jour, la Serbie n'avait qu'à grandir sur son propre terrain pour en recueillir sa légitime part. Il est certain du moins que ces idées lui sont venues par la suite, et nous croyons qu'aujourd'hui encore elles sont la préoccupation discrète, mais constante, de la politique serbe. Pourquoi donc Milosch en 1821 eût-il embrassé la cause de l'hellénisme? À chacun suffit sa tâche, comme à chaque jour suffit sa peine. L'Europe orientale est un vaste échiquier où sont engagées des parties très diverses; il faut jouer serré, si l'on ne veut pas être dupe. L'attitude que la Serbie a gardée dans cette crise mémorable me paraît faire honneur à la politique étrangère de celui que le vœu national appelait déjà Milosch Obrenovitch, prince des Serbes.

II.

Il est impossible d'accorder les mêmes éloges à sa politique intérieure. C'est le despotisme que Milosch a établi dans le pays serbe, et trop souvent un despotisme à la turque. La violence, l'arbitraire, d'incroyables excès de pouvoir, des monopoles révoltans, des exactions monstrueuses, voilà ce que présente à nos regards son

administration. Ces violences ont excité des insurrections redoutables, et l'Europe a retenti des clameurs que des témoins indignés proféraient contre le tyran. C'est à ces invectives que répondait le prince Michel lorsque, tombé du trône sous le poids des ressentimens soulevés par Milosch, et avant d'y remonter pour y périr d'une mort tragique, il écrivait du fond de l'exil en 1850 : « Oui, mon père a commis de grandes fautes. » Comment donc ces fautes, comment ces crimes, qu'il est impossible de dissimuler, ont-ils pu être supportés aussi longtemps par une nation généreuse et fière qui venait de se retremper dans les plus héroïques épreuves? Comment a-t-on pu les oublier plus tard, et comment expliquer l'enthousiasme de la Serbie lorsque le vieux despote, après vingt ans d'exil, fut rappelé au pouvoir par les acclamations populaires? C'est que le despotisme de Milosch, au moment même où il paraissait le plus intolérable, était, je ne dirai pas justifié (il n'y a pas de justification pour de telles violences), mais rendu moins odieux par la situation et les besoins du pays. Milosch était véritablement l'homme nécessaire, et dans ses plus âpres fureurs il n'a jamais failli au rôle que lui assignait la destinée de ses compatriotes. Tyran jaloux, emporté, intraitable, oui, assurément, mais toujours tyran au service de l'indépendance nationale, voilà Milosch. L'unité de commandement était une question de vie ou de mort pour un état que menaçaient encore tant de périls; il brisa d'une main de fer tous ceux qui lui disputaient une parcelle de son autorité. A la dynastie qu'il fondait comme la sauvegarde de la patrie, il fallait de grandes ressources en argent afin d'accomplir son œuvre; il s'empara du commerce et gagna des millions. Dieu nous préserve de chercher des excuses au despotisme! Il faut reconnaître pourtant que la puissance et les trésors de Milosch ne furent pour lui que des moyens de reconstituer la Serbie, de relever après cinq cents ans de servitude le royaume de Douschan et de Lazare. Ses ennemis même lui doivent cette louange, qu'il a toujours confondu son intérêt propre avec l'intérêt de la patrie. Diabolique habileté, disent les uns; loyale inspiration, disent les autres! Qu'on explique le fait comme on pourra, on ne saurait le révoquer en doute. Voilà pourquoi les Serbes ont tant pardonné au premier des Obrenovitch.

Pour nous, observateur attentif et désintéressé, au moment où nous résumons sur le prince Milosch tant de témoignages divers, nous ne pouvons nous empêcher de regretter que ce génie plein de ressources ait demandé à la terreur ce que lui eût accordé la confiance. Assurément ce serait chose puérile de porter nos délicatesses libérales dans l'histoire d'un peuple à peine échappé de la barbarie; cependant, si on se rappelle la beauté morale des poésies serbes, cet idéal de justice, cette fleur de dévoûment, tous ces

caractères d'une race pure et saine, on ne peut croire que le sentiment du droit ait fait défaut à cette société inculte. Puisque les Serbes ont oublié la tyrannie de Milosch en faveur de son patriotisme, avec quelle loyauté ils eussent soutenu le prince sorti de leurs rangs, s'il avait respecté les vieilles institutions communales! La grande faute de Milosch, c'est sa défiance de son peuple et de lui-même; il a cru qu'il avait besoin de confisquer toutes les franchises, de niveler tous les pouvoirs, afin d'asseoir plus solidement sa souveraineté, et il a manqué une merveilleuse occasion d'opposer la culture chrétienne à la tradition musulmane, c'est-à-dire la liberté à la servitude, la fécondité à l'inertie. Milosch à la tête de la Serbie telle qu'il l'a organisée ressemble trop à un pacha gouvernant son pachalik. D'abord, on l'a vu plus haut, voulant établir l'ordre au plus vite et enlever tout prétexte à l'intervention ottomane, il réorganise le pays sur le plan des coutumes séculaires. Il est le kniaze, le prince des Serbes; au-dessous de lui sont les oberknèzes, puis les knèzes, puis les kmètes, hiérarchie naturelle qui, du chef-lieu de province jusqu'au moindre village, maintient la justice et l'ordre, par conséquent la liberté. Bientôt cependant il trouve la distance trop faible entre le prince et les oberknèzes. Ce nom même de knèze lui déplaît, comme renfermant une idée de commandement distinct, de souveraineté indépendante; les knèzes ne seront plus que des agens rétribués par lui, qu'il institue ou révoque à sa guise. Il les appelle des capitaines, des surveillans. En un mot, les influences locales doivent disparaître pour ne laisser debout que la volonté du chef. Or, si la dictature offrait de réels avantages dans la situation incertaine que les événemens avaient faite au peuple serbe, combien de périls elle pouvait entraîner! La dictature, qui fournit le moyen de concentrer les forces matérielles, détruit souvent la première des forces, l'union des cœurs, le dévoûment de tous à une même cause. Qu'arriva-t-il en effet? Les knèzes, respectés par le prince, eussent été son plus ferme appui; inquiétés, menacés, ou plutôt dépossédés à demi, ils murmurèrent, et le pacha de Belgrade n'eut point de peine à les soulever contre l'usurpateur.

Maraschli-Ali surveillait toujours Milosch, attentif à profiter de ses fautes. Cette fois le *tendeur de piéges* n'eut pas à faire preuve d'invention, le piége avait été préparé par le kniaze en personne. Au printemps de l'année 1821, les deux hommes les plus puissans et les plus riches de la Serbie après Milosch, Marko Abdullah et Stéphan Dobrinjatz, ourdirent une conspiration dont le but était le renversement du prince des Serbes. Maraschli n'avait eu qu'à leur rappeler ce qu'ils étaient naguère encore et à leur montrer ce qu'ils pouvaient redevenir. « Est-ce bien vous, leur disait-il, qui vous

laissez dépouiller de la sorte? Levez-vous, réclamez vos droits les armes à la main, tous les knèzes vous suivront. » Il leur promettait aussi l'appui des Turcs et la bienveillance du sultan. Marko Abdullah était oberknèze de la province de Poscharevatz, Stéphan Dobrinjatz occupait le même rang dans la province de Poretch. Si la conspiration eût éclaté à temps, elle eût pu causer de grands embarras à Milosch et de grands périls à la Serbie; c'était la guerre civile en présence des Turcs, qui ne cessaient de guetter leur proie. Heureusement un jeune chef, Milko, au lieu de céder aux suggestions des deux oberknèzes, leur reprocha de tels desseins comme un parricide, puis, montant à cheval, partit au galop pour tout révéler au prince. Les conspirateurs essayèrent vainement de le faire assassiner sur la route; il essuya des coups de feu sans recevoir de blessures graves, dispersa les assaillans, et arriva bride abattue à Kragoujevatz, où demeurait Milosch. C'était le 25 mars 1821. Le lendemain, les conspirateurs entraient en campagne; en même temps le pacha de Belgrade faisait savoir à Milosch que le peuple s'était soulevé contre lui dans les provinces de Poscharevatz, et l'invitait à n'en concevoir aucune inquiétude; il se chargeait, lui, Maraschli-Ali, d'envoyer ses troupes contre les insurgés et de rétablir l'ordre. En réalité, c'était la garnison turque de Belgrade qui allait soutenir les oberknèzes contre le prince. « Toi-même, répondit simplement Milosch, ne prends aucun souci; je savais la conspiration avant toi, et je suffirai à tout. » La lutte ne fut pas longue; abandonnés de leurs soldats, repoussés par le peuple, qu'ils prétendaient soulever, les knèzes rebelles furent obligés de fuir sans avoir combattu. Il tombèrent plus tard aux mains de Milosch, et subirent un interrogatoire; on sut alors avec quelle adresse Maraschli avait exploité les fautes du gouvernement de Milosch pour jeter dans le peuple serbe un levain de divisions et de haines. Cette première insurrection n'offrait rien d'inquiétant en apparence, puisqu'elle avait fait éclater une fois de plus l'attachement de la nation au prince qu'elle s'était choisi. Le danger, c'était l'exemple, c'était l'avertissement donné aux mécontens et aux ambitieux qu'ils pourraient, un jour ou l'autre, trouver assistance chez les Turcs; c'était aussi, à un point de vue tout différent, l'espèce d'encouragement fourni à Milosch, qui, assuré de la sympathie populaire, allait poursuivre sans scrupule la transformation dictatoriale du pays.

Les écrivains qui essaient de justifier Milosch ne peuvent retenir les aveux les plus étranges au milieu de leurs apologies. On nous révélera, par exemple, que le prince des Serbes avait commandité le commerce des bestiaux, le commerce du sel, et qu'il y gagna des sommes immenses. Est-il croyable qu'il ait ignoré les ruses et la rapacité de ses agens? Peut-on admettre qu'il fût

simplement coupable d'incurie, alors que des plaintes si amères s'élevaient contre lui de toutes parts? Un voyageur très favorable aux Serbes et qui n'a jamais parlé des Obrenovitch qu'avec une sympathie respectueuse, le docte, le bienveillant M. Kanitz, a recueilli tout récemment une opinion bien grave sur les actes de déloyauté que Milosch, marchand de sel, imposait à Milosch, prince des Serbes. On a dit que l'habileté ou la vertu du kniaze avait été de confondre son intérêt particulier avec l'intérêt de son peuple; si ce qu'on rapporte est vrai, il se serait donné en cette circonstance un fâcheux démenti. Voici le fait : un savant géologue allemand, M. le baron de Herder, étant venu sur l'invitation du prince explorer le territoire montueux de la Serbie, y aurait découvert une mine de sel, et le prince aurait exigé que cette découverte fût tenue absolument secrète, que personne n'en sût rien, que le géologue l'oubliât lui-même. Pourquoi? Parce que le prince avait des capitaux considérables engagés dans l'exploitation de mines de sel en Moldavie, en Valachie, et que la découverte du baron de Herder, faisant baisser les prix, aurait compromis ses affaires. Singulier et prosaïque épisode! Faut-il donc que nous rencontrions les comédies de l'argent même dans ce monde à demi barbare! On aimerait mieux sans doute les passions héroïques, fussent-elles violentes et quelquefois sauvages. Défions-nous pourtant de ces vœux, il ne faut pas évoquer les tragédies dans une société où la passion est si forte, la loi si faible, où la vie de l'homme compte pour si peu.

Le mal engendre toujours le mal. Si le prince Milosch n'avait pas détruit au profit de son despotisme la juste et inoffensive autorité des knèzes, il n'aurait pas procuré à Maraschli-Ali le moyen de fomenter contre lui des conspirations, et ces conspirations à leur tour n'auraient pas fourni de nouveaux prétextes au despotisme de Milosch. Maraschli était mort peu de temps après l'échec de Marko Abdullah et de Stéphan Dobrinjatz; il était mort, assure-t-on, de douleur et de honte en voyant toutes ses manœuvres échouer, et ses rivaux d'influence à Constantinople triompher de ses déconvenues. Ce *tendeur de piéges*, pendant six années de luttes et d'intrigues, n'avait pas empêché Milosch d'affermir de plus en plus le pouvoir qu'il tenait des Serbes. Le successeur de Maraschli-Ali, Abd-ul-Rhaïm, était un homme intègre, absolument incapable des perfidies savantes de Maraschli, mais résolu à contenir Milosch. Que Milosch prît le titre de prince des Serbes, qu'il représentât les Serbes auprès du pacha de Belgrade, qu'il se chargeât de rassembler les contributions pour les lui remettre, rien de mieux; si le *prince des Serbes*, par un acte quelconque, prétendait consacrer cette principauté nominale que la Turquie ne reconnaissait point, Abd-ul-Rhaïm avait juré de ne pas le souffrir, et on pense

bien qu'alors le parti des mécontens pouvait lui fournir un point d'appui. La situation était donc singulièrement critique pour Milosch. Surveillé de près par les Turcs, exposé dans l'intérieur du pays à des inimitiés violentes, revêtu d'un titre de confiance que l'enthousiasme avait donné au libérateur, mais que des colères trop souvent justifiées pouvaient retirer au despote, Milosch, pendant les années qui suivent la mort de Maraschli, ne semble occupé qu'à fortifier son pouvoir et ses moyens d'action. C'est pour cela qu'il veut être riche sans cesser un instant de veiller sur les grands intérêts du pays et de le façonner à la civilisation. Pour faire exactement la part du bien et celle du mal dans l'œuvre si compliquée du politique barbare, il faudrait s'attacher à ses pas, entrer dans ses conseils, assister à ses études. Jusque-là, il avait surtout agi, soit par les armes, soit par la diplomatie et la ruse; condamné à une sorte d'immobilité par l'attitude d'Abd-ul-Rhaïm, il se mit à étudier avec passion. Le fils du valet de ferme, l'ancien gardeur de troupeaux, était absolument illettré; il se fit lire des livres d'histoire et de géographie, des traités d'économie politique, sans parler des meilleurs journaux de Paris, de Londres, de Vienne, de Berlin, de Saint-Pétersbourg, que des interprètes lui traduisaient chaque matin. Sa mémoire était prodigieuse. Il eut bientôt une idée exacte de l'Europe, de la force et de la richesse des diverses nations, de leurs relations politiques et commerciales. Kara-George n'avait été qu'un chef de clan; l'intelligence ardente et ambitieuse de Milosch s'accoutumait à concevoir le rôle d'un chef d'état. De savans voyageurs qui le visitèrent à cette date s'attendaient à voir un *prince-paysan*, comme dit M. Thouvenel; ils furent si étonnés de l'étendue de ses connaissances et de la justesse de ses raisonnemens sur les principaux événemens de l'Europe, qu'ils attribuèrent à une feinte, à une vue secrète de sa politique, sa réputation de personnage illettré. On ne voulait pas croire qu'un homme si bien instruit de tant de choses ne sût ni lire ni écrire. Voilà certes un bon emploi des loisirs que le pacha de Belgrade faisait au prince des Serbes. Le malheur, c'est que, son ambition augmentant avec son savoir, comme sa défiance grandissait avec ses dangers, le despotique patron de la cause nationale s'engageait de plus en plus dans un système funeste.

Il faut se rappeler tout cela, si l'on veut comprendre deux symptômes contradictoires qui se produisent, de 1817 à 1830, dans l'histoire de la Serbie : d'une part tant de conspirations, tant de révoltes des Serbes contre le prince qu'ils ont librement élu, de l'autre les victoires continuelles de Milosch sur ses *sujets* révoltés, l'affermissement toujours plus marqué de son pouvoir, enfin sa réélection, sa consécration par des plébiscites nouveaux en toute

circonstance décisive. Plusieurs de ces révoltes ressemblèrent à un commencement de guerre civile. Telle fut par exemple la levée d'armes de Miloé *le diacre*. Miloé était entré tout jeune dans les ordres, avait reçu le diaconat, puis s'était affranchi des liens du sacerdoce, avait pris part à toutes les guerres de Kara-George, à toutes les batailles de Milosch, et se livrait depuis 1815 au commerce des bestiaux. Ses affaires le mettant chaque jour en contact avec les gens de la campagne, il avait eu mainte occasion d'entendre leurs plaintes au sujet de l'impôt et des corvées. N'accusait-on pas Milosch de gagner tous les ans une somme considérable sur la collection du tribut qu'il était chargé de remettre au pacha (1)? Miloé crut que le peuple tout entier n'attendait qu'une occasion et un chef pour secouer un joug intolérable. Il organisa la révolte et en prit le commandement. Notons ici en passant, car ce fait explique bien des choses, que tous les adversaires de Milosch étaient obligés de s'adresser aux Turcs, de compter sur les Turcs, de faire alliance avec les hommes que Milosch espérait bien un jour ou l'autre expulser à jamais du pays serbe. Miloé le diacre vit le pacha de Belgrade et lui demanda son appui. Abd-ul-Rhaïm était trop avisé pour s'engager dans une telle affaire; l'offre du diacre n'était pas moins insensée qu'odieuse. La présence des Turcs parmi les soldats de Miloé eût aussitôt poussé sous les drapeaux de Milosch l'immense majorité des Serbes; c'était la guerre nationale qui recommençait, la guerre de la Serbie contre la Porte, au moment où l'insurrection de la Grèce causait de si vives inquiétudes à Constantinople. Quoi! Milosch avait refusé son concours au prince Ypsilanti, et le représentant de la Turquie à Belgrade aurait obligé le prince des Serbes à devenir malgré lui l'auxiliaire de la révolution hellénique! Abd-ul-Rhaïm n'avait qu'un rôle à jouer, rester neutre et observer les événemens. C'est ce qu'il fit. Le diacre avait réussi à rassembler une armée de 5,000 hommes. Ces bandes portèrent l'effroi sur plusieurs points; il y eut des actes de vengeance, des scènes de pillage; la maison de Jovan, le frère du prince, fut saccagée à Poscharevatz, et sa femme, poursuivie par les assassins, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Les insurgés croyaient que tout le pays allait se soulever au premier appel; dès qu'ils surent que Milosch arrivait avec ses knèzes et que la Serbie défendait son chef, l'armée du diacre se débanda en partie;

(1) Un des apologistes de Milosch, M. le docteur Cunibert, raconte expressément, sans toutefois en tirer un sujet de blâme, que Milosch obligeait les Serbes à lui payer en monnaie autrichienne l'impôt destiné à la Turquie, tandis qu'il avait bien soin de le payer, lui, en monnaie turque. Or, la monnaie turque valant un peu moins que la monnaie autrichienne correspondante, cette simple opération assurait à Milosch un bénéfice annuel de 300,000 francs.

le reste fut écrasé à Oplénatz. Les villages d'où étaient sortis les pillards eurent à subir de sanglantes représailles. Koussatka, la résidence du diacre, fut saccagée de fond en comble. Lui-même, on le cherchait partout, mais en vain. Était-il tombé dans quelque rencontre? avait-il réussi à passer la frontière? Enfin on le découvrit au fond d'une caverne où il se cachait misérablement, après s'être longtemps traîné dans les bois, blessé à la cuisse, dévoré par la fièvre et par la faim. Il fut conduit à Batotchina, où Milosch passait en revue les milices nationales qui venaient de châtier l'insurrection. Comme sa blessure l'empêchait de marcher, le prince le fit monter à cheval, et le présenta aux milices. Après avoir remercié les Serbes d'avoir si promptement répondu à son appel et si vigoureusement agi : « Voici l'homme, ajouta-t-il, qui m'a forcé de vous arracher à vos travaux. Je le remets en votre pouvoir. Traitez-le comme vous l'entendrez. Vous êtes libre de disposer de ses jours. » Un cri de vengeance s'éleva de tous les rangs, les fusils s'abaissèrent, et le diacre tomba foudroyé.

Aux mécontentemens que pouvait exciter l'administration de Milosch s'ajoutaient les colères des Grecs et de leurs partisans. De fanatiques esprits se persuadèrent que Milosch empêchait seul les Serbes de soutenir la révolution hellènique. Si un accident le faisait disparaître de la scène, quelle fortune pour les héros de la Morée! Cet accident heureux, on pouvait le préparer. Les pensées vont vite quand des passions, même généreuses et nobles, sont irritées par le sophisme en des âmes sans scrupule. Tuer le despote Milosch, n'était-ce pas servir la cause de la Grèce chrétienne, cette cause qui transportait d'enthousiasme toute l'Europe libérale? Les deux personnages qui s'attribuèrent ici le rôle d'Harmodius et d'Aristogiton étaient un Serbe et un Grec. Le Serbe, nommé George Tcharapitch, avait pris part à la révolte du diacre, et après la déroute d'Oplénatz s'était réfugié en Hongrie, dans le banat de Témesvar. Le Grec était un certain Mirko, neveu du métropolitain Agatangel, qui, venu en Serbie avec son oncle, y était demeuré après le départ du prélat, retenu, disent les chroniques, par la folle passion que lui inspirait la femme de l'un des juges du tribunal. Lié d'amitié avec un certain nombre de ses compatriotes établis comme lui à Belgrade, il tramait un complot contre Milosch quand la police du prince découvrit tout; Mirko s'enfuit aussitôt avec la femme qu'il avait séduite, et chercha un asile dans le banat, où il trouva George Tcharapitch. Les deux ennemis de Milosch s'empressèrent de mettre en commun leurs désirs de vengeance. Une conspiration fut bientôt organisée. Ils avaient laissé à Belgrade deux de leurs compagnons, partisans exaltés de la cause grecque, qui avaient juré une haine implacable au prince des Serbes; c'étaient Mi-

chel Vélisaliévitch et Pierre Radonatchitch, anciens maîtres d'école en Sirmie, qui faisaient maintenant le commerce de la charcuterie à Belgrade. Ils établirent secrètement des relations avec tous les partisans de la Grèce, avec tous les agens des hétairies; les affaires mêmes de leur négoce, ce commerce de la chair de porc qui tient une si grande place dans les contrées du Danube, leur donnaient pour cela mille occasions favorables. Ils rédigèrent des proclamations qui faisaient appel aux passions viles avec une violence sans égale. C'était une liste de proscription. Les têtes les plus hautes étaient mises à prix, et les promesses étaient de nature à tenter les sicaires : 50,000 sequins d'or en pension annuelle à qui apporterait la tête de Milosch, 20,000 pour celle de Jovan, 20,000 pour celle d'Éphrem, 5,000 pour Vouitza, beau-frère du prince, et les principaux knèzes.

La conspiration grandissait dans l'ombre. Au mois de mars 1826, George Tcharapitch crut les choses assez avancées pour que sa présence fût nécessaire en Serbie. Il y rentra avec son frère et un Grec ami de Mirko. Ils avaient donné rendez-vous à leurs partisans dans les ruines d'un vieux château-fort à la cime du mont Avala. La police autrichienne, très attentive à toutes les manœuvres des agens grecs, prévint aussitôt le pacha de Belgrade, lui signalant même les principaux affiliés de Mirko et de Tcharapitch. Le pacha, qui connaissait déjà par l'émeute précédente le caractère hellénique de ces agitations, découvrit tout à Milosch. Avec un homme tel que le prince des Serbes, la répression devait être prompte et terrible. Michel Vélisaliévitch fut arrêté à Belgrade et conduit à Kragoujevatz pour y être jugé; on avait trouvé chez lui les proclamations qui mettaient à prix la tête du prince. En même temps une escouade de pandours commandés par deux knèzes attaquait les conjurés dans les ruines d'Avala. Tcharapitch et son frère périrent en combattant, les autres furent pris et livrés à la justice serbe. On saisit en outre plusieurs affiliés sur divers points du territoire. Quelques semaines après, tous les complices, au nombre de vingt-trois, comparurent devant une sorte de cour martiale composée de knèzes et de kmètes. Vélisaliévitch, Radonatchitch, un troisième encore, échappèrent à la mort comme sujets étrangers; mais ils subirent une peine cruelle : ils eurent les mains et la langue coupées. Les autres furent condamnés au dernier supplice, avec cette circonstance infamante que leurs cadavres resteraient exposés sur la roue. L'exécution eut lieu sur la grande place de Kragoujevatz. Horrible souvenir! Kragoujevatz, la vraie ville serbe, qui est à Belgrade ce que Moscou est à Saint-Pétersbourg, Kragoujevatz, aujourd'hui célèbre par sa fonderie de canons, ses arsenaux, son activité militaire, a de sombres légendes en ses annales. C'est là, dans une merveilleuse

position stratégique, au milieu d'un vaste camp retranché que protége une ceinture de montagnes, c'est là que Milosch avait établi son centre d'action à l'époque où, considéré à l'étranger comme un vizir du sultan, il tendait sans relâche à réaliser son titre national, il voulait devenir véritablement le prince de la Serbie indépendante. C'est le berceau de la Serbie nouvelle, hélas! un berceau sanglant, autour duquel ont flotté longtemps de funèbres images. Comment oublier surtout les exécutions du mois d'avril 1826? Ces mutilés à qui les bourreaux avaient coupé la langue et les mains, les hétairistes les promenaient dans les contrées du Danube, en Autriche, à Vienne, étalant ce douloureux spectacle aux yeux des peuples et disant : Voilà comment Milosch traite les amis des Grecs! Il y avait là pourtant une équivoque et un mensonge. Mettez à part la barbarie du supplice, Milosch ne faisait que se défendre et défendre la cause, bien précieuse aussi, que lui avaient confiée les événemens. Ce n'étaient pas les amis des Grecs, c'étaient les ennemis des Serbes que la justice serbe avait frappés.

III.

Les conspirations dirigées contre Milosch ne l'empêchaient pas de poursuivre sa tâche. La question pendante depuis 1812 entre les Serbes et l'empire ottoman, c'est-à-dire l'application de l'article 8 du traité de Bucharest, cette question qui avait déjà traversé tant de phases diverses, fait couler tant de sang, causé tant de catastrophes, cette question qui avait assuré le pouvoir à Milosch et justifié même son despotisme aux yeux du plus grand nombre de ses compatriotes, était toujours l'objet de sa sollicitude. Les députés serbes envoyés à Constantinople en 1820 pour le règlement de cette affaire étaient toujours retenus au sérail : on a vu que Mahmoud, effrayé de l'insurrection hellénique, les gardait en otages afin de contenir Milosch. Milosch disait lui-même : « J'ai les bras liés tant que mes plus fidèles serviteurs, les premiers enfans de la Serbie, sont *dans la gueule du lion.* » On ne peut méconnaître l'action du prince des Serbes quand on voit, vers la fin de mars 1826, le représentant de la Russie à Constantinople adresser un ultimatum à la Turquie au sujet de l'application du traité de Bucharest. Il y avait eu un changement de règne en Russie; au doux et indolent Alexandre avait succédé un prince ambitieux, plein d'ardeur et d'énergie. Les démarches décisives que l'empereur Alexandre ajournait sans cesse, Nicolas les fit immédiatement. Dans la note émanée de son cabinet, le tsar menaçait la Turquie de cesser toute relation diplomatique et d'en venir aux hostilités, si l'on ne faisait droit aux réclamations

suivantes : 1° que les troupes turques eussent à évacuer immédiatement les principautés de Valachie et de Moldavie, et que l'on se hâtât de rétablir les choses comme elles étaient avant 1821; 2° qu'une commission turque fût envoyée dans un lieu du territoire russe qui serait fixé par la Russie, où l'on règlerait toutes les contestations qui avaient surgi sur l'interprétation du traité de Bucharest; 3° qu'on mît sans délai en liberté les députés serbes jusque-là gardés comme otages et retenus prisonniers dans l'enceinte du sérail.

Quelle que fût la fierté de Mahmoud, il consentit à tout; bien plus, malgré les habitudes temporisatrices de la diplomatie ottomane, le divan de Constantinople s'exécuta immédiatement. Les députés serbes, captifs depuis six ans sous les murs du sérail, furent mis en liberté; des commissaires turcs se rendirent à Akermann, lieu désigné par le cabinet russe pour la conférence qui devait fixer l'interprétation du traité de 1812 et régler le sort de la Serbie. On ne s'expliquerait point de la part du sultan Mahmoud ce prompt acquiescement, si l'on négligeait de dire dans quelles circonstances s'était produit l'ultimatum moscovite. C'était le moment où Mahmoud, accomplissant un projet conçu depuis le renversement et le meurtre de Sélim III, préparait la destruction des janissaires. Trois mois plus tard, en juin 1826, cette milice orgueilleuse était anéantie. Pour frapper un coup si hardi, le sultan avait besoin de la paix. C'est ainsi que dès les premiers jours d'avril le divan s'était empressé de donner satisfaction aux Russes. Les commissaires des deux gouvernemens, s'étant réunis à Akermann, signèrent, le 25 septembre 1826, une convention dont nous citerons seulement l'article 5, relatif au sujet qui nous occupe.

« La Sublime-Porte, désirant donner à la cour impériale de Russie une preuve de ses dispositions amicales et de zèle à la rigoureuse exécution du traité de Bucharest, remplira aussi les clauses indiquées par l'article 8 dudit traité concernant les Serbes, sujets *ab antiquo* de l'empire ottoman, auquel ils paient un tribut annuel qui leur donne droit aux faveurs du sultan et à sa magnanimité. La Sublime-Porte prendra, d'accord avec les députés serbes, les mesures nécessaires pour régulariser convenablement et confirmer la concession des priviléges principaux stipulés par ce traité, qui serviront à la Serbie de juste récompense pour sa fidélité passée, en même temps qu'ils seront un gage pour sa fidélité dans l'avenir envers l'empire ottoman.

« Les hautes parties contractantes, ainsi qu'il a été déclaré dans l'acte particulier annexé et conclu entre les plénipotentiaires respectifs, ont reconnu nécessaire de fixer un terme de dix-huit mois pour les conférences relatives à cet objet, après quoi les déterminations prises sur les points précités, d'accord avec la députation serbe à Constantinople, seront con-

signées en détail dans un firman confirmé par un hatti-chérif, qui sera prêt pour être mis à exécution dans le plus bref délai possible, et dans tous les cas pas au-delà du terme précité de dix-huit mois. Le firman devra être communiqué à la cour impériale de Russie, et alors il sera considéré comme partie intégrante de cette convention. »

On voit que cet article 5 promettait un acte particulier concernant la Serbie; c'était une stipulation de droits et de franchises qui devait être formulée d'accord avec les députés de Milosch, par conséquent sous l'influence du gouvernement national de Kragoujevatz, puis consacrée par un firman de Constantinople et communiquée à la Russie pour faire partie intégrante de la convention d'Akermann. Voici cet acte, une des premières victoires diplomatiques de Milosch, une victoire qui justifie bien sa politique à la fois circonspecte et résolue. A ceux qui lui reprochaient d'avoir trahi la cause chrétienne en Orient par son attitude dans la révolution hellénique, le prince des Serbes pouvait répondre, la convention d'Akermann à la main, qu'avant toute chose, comme c'était son devoir, il avait travaillé pour sa patrie. A ceux qui trouvaient l'autorité du dictateur trop jalouse et trop envahissante, il pouvait dire : « Voilà ce que j'ai fait! ne regrettez donc ni ce que vous m'avez donné, ni ce que je vous ai pris. Je vous le rends au centuple. » L'acte particulier de la convention d'Akermann était rédigé en ces termes :

« La Sublime-Porte, mue par le seul désir de remplir religieusement les conditions de l'article 8 du traité de Bucharest, et ayant déjà permis aux envoyés de la Serbie à Constantinople de présenter les demandes nécessaires pour établir le bien-être et la tranquillité de cette nation, ces députés ont manifesté dans leur pétition quelques désirs de leurs nationaux relativement à la liberté des cultes, au choix de leurs employés, à l'indépendance de leur administration intérieure, à la cession des districts qui ont été séparés de la Serbie, à la réunion en une seule somme des différentes contributions, à l'administration des fiefs militaires turcs et des biens que les musulmans possèdent en Serbie, sous condition d'en payer les revenus avec les charges respectives, à la liberté du commerce, à la permission à accorder à leurs négocians de voyager dans tout l'empire ottoman avec des passe-ports serbes, à la faculté d'instituer des hôpitaux, des écoles, des typographies, enfin à la défense aux musulmans de s'établir en Serbie, excepté dans les garnisons nécessaires à la garde des citadelles.

« Pendant que l'on discutait ces réclamations, des obstacles imprévus vinrent en empêcher la conclusion. Cependant la Sublime-Porte, ayant maintenant la ferme intention d'accorder à la nation serbe les concessions stipulées par l'article 8 du traité de Bucharest, s'occupera, d'accord avec les députés serbes, de régler les demandes précitées de cette fidèle

nation, comme toutes les autres qui pourront lui être faites par ladite députation, pourvu qu'elles ne soient pas en opposition avec les devoirs qui incombent aux sujets de l'empire ottoman. La Sublime-Porte communiquera à la cour impériale de Russie tout ce qu'elle aura fait pour l'exécution de l'article 8 du traité de Bucharest, ainsi que le firman décoré du hatti-chérif qui consacrera les priviléges précités.

« A cet effet, nous, soussignés, plénipotentiaires de l'empereur et padischah de toutes les Russies, en vertu de souverains pleins pouvoirs, et d'accord avec les plénipotentiaires musulmans, nous avons fixé et déterminé les conditions ci-dessus mentionnées relativement aux affaires de la nation serbe, en conséquence de l'article 5 de la convention signée en huit articles à Akermann par nous et les plénipotentiaires ottomans pour la garantie et la confirmation du traité de Bucharest. »

Les plénipotentiaires russes qui avaient signé cette stipulation en faveur des Serbes étaient M. de Ribeaupierre et M. de Voronzof. Trois semaines après, le 14 octobre 1826, le tsar Nicolas ratifiait la convention, et bientôt un courrier du cabinet de Saint-Pétersbourg portait à Milosch la nouvelle officielle de ce qui avait été conclu à Akermann. La joie publique fut immense. Le prince s'empressa de réunir l'assemblée nationale pour lui faire part d'un résultat si heureux. C'était en même temps une occasion de justifier sa dictature et d'apaiser les partis hostiles. Ne devait-il pas des explications à son peuple? La *skouptchina* eut lieu le 15 janvier 1827 dans l'église de Kragoujevatz. Les hauts dignitaires du clergé, l'évêque d'Ouschitzé, plusieurs archimandrites et archiprêtres, les knèzes des provinces et des districts, les kmètes principaux, un grand nombre de députés élus par le peuple, emplissaient la vaste nef. Après le service divin, Milosch prit place sur une espèce de trône. Il avait composé et dicté une allocution en vue de la solennité; comme il ne savait pas lire, ce fut son secrétaire Dimitri Davidovitch qui en donna lecture à l'assemblée. Le document est digne d'attention. Rien de plus curieux que ce mélange de formes parlementaires et de familiarité rustique, de hauteur et de candeur. Le prince sait ce qu'il a fait de grand, et il en parle avec fierté; il sait aussi que de plaintes il a soulevées, et, se justifiant d'après les nécessités de la situation, il promet naïvement un avenir meilleur à ses sujets. Un des écrivains qui nous ont conservé ce discours, M. Fedor Possart, dont les récits ont quelque chose de la simplicité des chroniques, nous a transmis en même temps les impressions de l'assemblée (1). Nous avons là toute une séance, une séance solennelle et populaire des *skouptchinas* de la nouvelle Serbie.

(1) *Das Leben des Fürsten Milosch und seine Kriege, nach serbischen original Quellen bearbeitet,* von P. A. Fedor Possart, 1 vol.; Stuttgart 1838.

Le prince s'adresse d'abord au *révérendissime* évêque d'Ouschitzé, aux *révérends* archimandrites et archiprêtres, aux *nobles* knèzes, aux *très vénérés* kmètes, aux députés du peuple qu'il appelle *mes chers frères*, puis il évoque en peu de mots les horribles souvenirs de 1813 et de 1814, alors que l'exécrable Soliman-Pacha, comme un vampire, suçait le sang de la Serbie, empalait les hommes, égorgeait les femmes et les enfans. Assurément résister à de telles violences était le premier, le plus urgent des devoirs; le second, qui ne pressait pas moins, était de rentrer en grâce auprès du sultan et de sauver la race serbe. « Les souverains d'Europe n'aiment pas les révoltés, ajoutait l'orateur; c'est pourquoi, ne voulant que le bien de notre peuple, ne visant qu'à lui procurer une organisation tutélaire, je me suis jeté aux genoux du sultan, et lui ai demandé grâce. Combien de fois dans nos réunions, quand nous mangions et buvions ensemble, combien de fois même dans nos batailles contre les Turcs, vous m'avez entendu prier Dieu d'adoucir le cœur du sultan, notre empereur, d'ouvrir son âme à la pitié!... Il y a six ans, nous avons envoyé à Constantinople une députation pour s'entendre avec notre empereur sur les droits que réclame notre pays; sur ces entrefaites éclata la révolution de Valachie et de Grèce, qui ajourna les négociations. L'empereur Alexandre avec le temps nous aurait obtenu satisfaction, si le Très-Haut ne l'eût appelé dans l'éternité. Il fit du moins ce qu'il put. Sur son lit de mort, dans son testament, le tsar magnanime recommanda expressément à son successeur et frère l'empereur Nicolas, aujourd'hui chef glorieux des Russes, de nous soutenir auprès du sultan, comme lui-même, l'auguste défunt (que sa mémoire soit éternelle!) nous avait soutenus pendant son règne. » Ici, dit le chroniqueur, toute l'assemblée cria par trois fois : « Que Dieu reçoive son âme! que sa mémoire soit éternelle! » L'orateur reprit ensuite : « Aussitôt que l'empereur Nicolas fut monté sur le puissant trône de Russie, il pressa le sultan de terminer nos affaires au plus vite, et aujourd'hui je m'estime heureux, chers frères, de vous apporter cette heureuse nouvelle : le sultan s'est laissé fléchir, le sultan a signé avec le tsar Nicolas le traité qui consacre les droits réclamés par nous et qui va placer la Serbie parmi les nations européennes. » Ici Davidovitch donna lecture des articles de la convention d'Akermann relatifs à la Serbie. « Vous voyez, frères, reprenait l'orateur, vous voyez que le temps est proche où notre pays aura sa place parmi les états, et jouira de tous les biens que procurent ces grandes choses, liberté religieuse (1), liberté commerciale, établissement

(1) La liberté religieuse, au point de vue serbe, signifiait alors deux choses très particulières et très-précises : 1° les évêques seraient non plus des Grecs envoyés de Constantinople par le patriarche, mais des Serbes choisis par l'église serbe et agréés du

d'une législation régulière, instruction et civilisation du peuple. Hier encore, le Serbe n'était qu'un esclave étranger au sein de l'empire ottoman; à dater d'aujourd'hui, il peut respirer à pleins poumons; sa tête, son avoir, sa maison, ses domestiques, ne dépendent plus d'un caprice, le voilà maître chez lui. Ce n'est pas là une conquête médiocre. »

Et comment, parti de si bas, est-on arrivé si haut? Milosch se rend ici un témoignage que l'histoire est obligée de confirmer. Cette victoire a coûté onze années d'efforts, de labeurs, de dépenses, d'anxiétés continuelles. Oui, que de frais et quelles craintes! Que de ressources à mettre en jeu, que d'insurrections à dompter! Au moment de toucher le but, il se sent tourmenté d'appréhensions nouvelles : il craint les désordres qui le forceront encore à sévir, il craint l'inexpérience de ce peuple, qui, n'ayant plus d'ennemis extérieurs à combattre, se tournera contre ses chefs, obéissant à son insu aux suggestions perfides de ceux qui veulent le perdre. « Avez-vous oublié ces jours sombres où nous n'avions pas même un semblant de liberté, où nous gémissions dans l'esclavage, où le peuple entier disait : Ah! s'il y avait ici quelqu'un pour arrêter cette effusion de sang et nous recommander à la clémence du padischah! Eh bien! même à cette époque, combien de gens fomentaient des troubles, semaient dans le peuple des discours séditieux, allaient criant partout que j'étais avide de domination, que mon gouvernement était despotique, que mes exigences au sujet des impôts étaient impitoyables! Que de fois aussi on m'a reproché d'avoir mis à mort les factieux! Dites pourtant, vous qui le savez, dites quel était le but de ces hommes! Voulaient-ils nous donner la paix et le bien-être ou nous précipiter dans l'abîme? Qu'est-ce que les émeutes de ces derniers temps ont valu au pays? Qu'ont produit l'insurrection du diacre, celle de Tcharapitch, celle d'Abdullah et de Dobrinjatz? La perte d'un grand nombre d'âmes, la guerre civile, des haines fratricides, des maisons incendiées, des familles détruites, une honte éternelle à notre nom. Ceux qui me reprochent les châtimens infligés aux factieux savent-ils ce qu'exigent de nous les deux cours impériales, Turquie et Russie? Savent-ils que ces deux cours exigent de nous l'ordre, la paix, et nous défendent toute révolte? Et ceux qui prétendent que nulle somme d'argent ne peut me rassasier ont-ils fait le compte de tout ce qui nous est nécessaire pour nous délivrer du joug des Turcs, pour payer nos employés et ceux de la Porte? Ont-ils songé à tout ce qu'il nous a fallu d'épar-

patriarche. On sait que ces évêques venus de Turquie étaient pour les Serbes des fonctionnaires ottomans beaucoup plus que des prélats chrétiens; 2° les églises feraient librement sonner leurs cloches, ces cloches odieuses aux musulmans, et que les Serbes depuis 1812 avaient dû enfouir sous terre pour les sauver du fanatisme turc.

gnes pour mener à bien nos négociations avec le sultan et revendiquer nos droits? Ont-ils compris que des millions n'y suffisaient pas? Si nous n'avions épargné depuis longtemps, il nous serait presque impossible aujourd'hui de poursuivre les négociations pendantes. »

Après cette apologie éloquente et habile, Milosch exhortait ses sujets à la concorde; il leur demandait aussi un supplément d'efforts et de patience jusqu'au jour où la Serbie aurait reconquis ses droits, car il serait honteux de tout perdre au moment de tout gagner. « Pour moi, disait-il, ma conscience me rend ce témoignage que j'ai rempli mon devoir dans la mesure de mes forces et selon ce qu'ordonnaient les circonstances publiques. J'ai offert ma vie en sacrifice, j'ai méprisé la mort, je me suis exposé à vos injustes reproches, j'en ai eu le cœur déchiré, et cependant je vous ai pardonné tout, ne songeant qu'à établir solidement les droits de mon pays, à les établir pour des siècles et à vous rendre heureux. J'ai réussi, je touche le but, et je remercie Dieu de cette grâce immense, de ce don inestimable. Voilà ce que j'ai fait; à vous désormais de maintenir mon œuvre... Un gouvernement faible et lâche remettrait tout en question et en péril; c'est en faisant régner une justice inflexible que le prince remplira son devoir, ce devoir dont il doit compte au peuple, aux deux empereurs, à Dieu et à sa conscience. Ma conscience et le témoignage de mes actions connues du monde entier, voilà le prix de mes labeurs et de mes peines. Le monde les connaît, et nos fils les connaîtront comme la génération présente. » Des acclamations éclatèrent, l'assemblée exprima ses remercîmens au prince, et les membres de la *skouptchina* se séparèrent aux cris de « vive le hospodar! vive le sultan! vive l'empereur de Russie! »

Le lendemain, 16 janvier 1827, les membres de la *skouptchina* rédigèrent une adresse au sultan pour le supplier de confirmer à Milosch Obrenovitch le titre de prince de Serbie, que les Serbes lui avaient décerné depuis dix ans. En même temps ils exprimaient le désir que le sultan permît désormais à un Serbe d'occuper dans l'église nationale le siége métropolitain. Le 17, le tribunal suprême, chargé de rédiger une nouvelle formule de serment de fidélité à Milosch Obrenovitch, convoqua l'assemblée devant la grande église de Kragoujevatz; la formule fut prononcée à haute voix, et chacun prêta serment. Elle se terminait par ces mots : « en renouvelant les sermens de 1817 et de 1826, tous, d'un même cœur et d'une seule voix, nous vous nommons notre hospodar, notre prince, pour nous et nos enfans de génération en génération; tous aussi, pour nous et pour ceux qui viendront après nous, nous vous jurons, à vous, à vos frères, à vos enfans, à toute votre famille, de vous res-

ter constamment et loyalement fidèles. » Ces divers actes, hommages de remercîment, sermens de fidélité, furent remis au prince par l'oberknèze de Poscharevatz; il les reçut, les plaça sur sa tête découverte, selon la coutume serbe, puis appela l'un après l'autre les membres de l'assemblée et les embrassa tous en tenant toujours à la main les actes qui consacraient une fois de plus sa mission souveraine.

On vient de voir le prince Milosch dans l'exercice de cette souveraineté particulière que nous avons essayé de décrire, on vient de le voir sur le théâtre de la vie publique et en face de son peuple; c'est le moment d'introduire ici des informations très précieuses qui achèvent la peinture du personnage. Après l'homme public, l'homme privé. N'êtes-vous pas curieux de savoir comment il a organisé sa vie de chaque jour, ce politique chargé de si grands intérêts, entouré de tant de périls, qui parle en chrétien et agit trop souvent comme un Turc? M. Thouvenel, après un voyage dans les contrées danubiennes, écrivait ici même en 1839 : « La Russie, l'Angleterre et l'Autriche ont depuis quelque temps placé des consuls à Belgrade; la France vient aussi d'y envoyer un agent: Milosch est donc enfin reconnu souverain par la diplomatie! J'ai vivement regretté de ne pouvoir pousser jusqu'à Kragoujevatz pour rendre une visite à ce prince paysan; j'aurais voulu me former une opinion sur les réformes qu'il a entreprises avec tant d'audace (1). » Dix ans plus tard, c'est-à-dire peu de temps après les scènes que nous venons de raconter, un officier prussien, M. Otto de Pirch, avait fait le voyage de Serbie pour étudier spécialement la transformation de ce pays entre les mains de Milosch. Il était bien décidé à voir le prince paysan, dans quelque endroit qu'il se trouvât. On lui avait donné à Semlin toutes les indications, on lui avait dit de s'adresser à Dimitri Davidovitch, le premier secrétaire, homme très affable, parlant plusieurs langues, et qui s'empresserait de l'introduire. Milosch avait deux résidences à cette date, Kragoujevatz, siége principal de son gouvernement, et Poscharevatz, où il passait l'automne avec sa famille. C'est à Poscharevatz qu'il était installé quand M. de Pirch alla lui rendre visite au mois d'octobre 1829. Voici la ville riante et bien tenue, la demeure du prince avec son toit couvert de tuiles rouges; les maisons des knèzes et de quelques négocians lui donnent tout d'abord une physionomie. On se sent en pays civilisé. Ce n'est plus la barbarie ottomane. A l'horizon, au-delà des forêts de la Morava, se dressent les montagnes de Roudnik, dont les cimes commencent à se couvrir de neige. Le voyageur se fait conduire à la chancellerie, chez M. Dimitri Davi-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mars 1839, *la Hongrie*, par M. Édouard Thouvenel, p. 801.

dovitch. Quelques heures après, il était présenté à Milosch ainsi qu'aux personnes de son entourage, ses compagnons d'armes et ses ministres; le lendemain, il dînait à sa table. Rien de plus simple que le *konak* du prince des Serbes: on appelle *konak* (du mot serbe *konakonati*, habiter, passer la nuit) toute demeure un peu considérable; mais c'est surtout aux demeures princières que ce terme est réservé. De hautes palissades entourent l'espace où s'élèvent les diverses constructions qui composent *la cour* du souverain; on touche ici à l'origine des locutions dont le sens a subi tant de métamorphoses. Dans la première cour est le bâtiment principal, le *palais*, construit en bois, avec un étage, où se trouve du côté de la façade la grande salle hospitalière (*tscherdake*), une des particularités de la maison serbe. C'est là véritablement le foyer, le centre de la vie commune. Derrière ce bâtiment s'élève une construction neuve, massive, distribuée à l'européenne et destinée au service. Dans une seconde cour sont placées la chancellerie (un simple rez-de-chaussée en bois), les écuries et la poudrière, tout cela très propre, très bien tenu, avec une double porte devant le *konak* et une sentinelle auprès de la poudrière. — Mais les présentations sont faites, l'heure du repas va sonner; laissons la parole à l'hôte du prince Milosch et de la princesse Lioubitza:

« La princesse Lioubitza, qui paraît avoir une quarantaine d'années, est encore d'une beauté rare. Ses traits expriment une grande résolution, mais sans aucune dureté. Son attitude est noble et naturelle. Ses vêtemens sont encore plus simples que ceux des autres femmes de la ville; une riche fourrure, un diamant dans ses cheveux, voilà les seules choses qui la distinguent. Tout son extérieur révèle une digne et active ménagère, sans dissimuler toutefois ni le haut rang qu'elle occupe, ni les indices d'une âme peu commune. C'est elle qui dirige tous les travaux domestiques, elle tisse, elle file, elle surveille la cuisine, elle prend aussi une grande part à l'éducation et à l'instruction de ses enfans, saisissant par ce moyen toutes les occasions de compléter la sienne propre. Elle est allée souvent à Semlin, où sa fille aînée est mariée à un négociant, et aux bains hongrois de Méhadia. C'est là qu'elle a vu les coutumes de la vie européenne sans renoncer à la simplicité de son existence antérieure.

« L'union du prince et de la princesse remonte au temps où Milosch faisait la guerre pour son frère aîné, Milan Obrenovitch. Elle lui fut une vaillante compagne en ces jours de terreur où les hommes étaient perpétuellement menacés des derniers supplices, les femmes des derniers outrages. Contrainte de changer de toit chaque jour, ayant à défendre sans cesse son honneur, c'est alors qu'elle apprit à guider un cheval et à manier des pistolets...

« Lorsque Davidovitch m'eut présenté à la princesse, elle me dit en langue serbe : « Soyez le bienvenu! nous sommes charmés que vous soyez venu visiter la Serbie. Avez-vous encore une mère, un père, qui se réjouiront de votre retour? » Ensuite je fus présenté à la fille cadette, Jelisaveta. C'est une jeune fille de dix-huit ans, bien élevée, avec un certain vernis d'éducation européenne; elle parle italien et joue du piano. On vante sa douceur, son esprit juste, son intelligence ouverte et prompte à mettre à profit les leçons de ses maîtres. Les deux fils du prince, Milan et Michel, étaient aussi de la fête, deux enfans encore, l'un de douze ans, l'autre de sept. L'aîné, dont une constitution maladive a retardé le développement, commence à peine à prendre son essor; le plus jeune est un bel enfant plein de grâce et de vivacité. Ils ont un précepteur qui leur apprend le latin et le serbe ainsi que les élémens des sciences. Leurs jeux sont ceux de tous les enfans; à la tête de leurs camarades de Poscharevatz, au son du tambour, ils imitent les exercices militaires qui ont eu lieu dernièrement dans la ville. Le prince a deux frères, le hospodar Jovan, oberknèze de Brousnitza, et le hospodar Ephrem, oberknèze de Schabatz.

« Vers onze heures, la cloche sonna le dîner. Tous les convives se rassemblèrent dans la *tscherdake;* c'est le vestibule du premier étage dans la partie principale de l'édifice. Les domestiques apportèrent de quoi se laver les mains, puis on passa dans une salle à manger très simple, où le couvert était mis à l'européenne. « Vous allez voir un repas tout patriarcal, » me dit Davidovitch au moment où nous passions le seuil de la pièce, et certes il disait vrai.

« Le prince se plaça debout à l'extrémité supérieure de la table. Chacun se découvrit, le petit Michel prononça la prière, puis la princesse présenta au prince un verre de rakija; alors le prince prononça une courte allocution, exprimant des vœux pour les personnes présentes et pour tout le peuple serbe. Après cela, on prit place. Le prince s'assit au bout de la table sur un haut siége en forme de trône; à ses côtés étaient les deux petits princes. J'étais à la droite de l'aîné et j'avais près de moi Davidovitch. A la gauche du plus jeune étaient l'archimandrite et le hospodar Vaso. Les autres convives venaient ensuite. La princesse et sa fille se tenaient debout, à droite et à gauche du prince; j'étais si surpris de les voir rester en dehors de la table que j'osais à peine m'asseoir. Pendant le repas, elles servirent le prince et ses deux fils; ainsi le veut la vieille coutume serbe. Depuis que la princesse est la femme de Milosch, elle n'a pas encore pris son repas une seule fois à la même table que son mari. Toutefois dans beaucoup de maisons serbes, notamment chez les frères du prince, cette coutume n'est plus observée si rigoureusement. Je compris alors ce que Davidovitch m'avait annoncé en entrant dans la salle à manger.

« Quand tous les convives furent assis, chacun d'eux tour à tour vida

un verre de rakija en prononçant quelques paroles en l'honneur du prince et de son peuple.

« Le linge de table est aussi beau que chez nous. On mange dans des assiettes de zinc, la porcelaine en cas d'accident étant difficile à remplacer; on se sert de couteaux et de fourchettes d'argent façonnés à Vienne qui portent le nom du prince. Chacun avait devant soi une coupe d'argent où étaient gravées les armes du prince et de beaux verres de cristal. Une seconde table était dressée dans le coin de la salle. On y apporta le potage. La princesse remplit les assiettes, puis servit elle-même le prince et envoya servir les autres convives. M[lle] Jelisaveta servait ses frères et l'archimandrite; elle servait aussi d'autres personnes, si quelque chose venait à manquer...

« La conversation fut vive et joyeuse. Tous y prirent part sans oublier un seul instant le rang du prince. Pendant le cours du dîner, la princesse s'approcha de la table et se mêla plus d'une fois à l'entretien. Le prince m'interrogea sur les institutions financières de mon pays, particulièrement sur l'organisation agricole, et à la manière dont il faisait ses questions on voyait combien ce sujet l'intéressait. Il parla ensuite de la guerre. On me demanda des détails sur quelques-unes des batailles de Napoléon; il y a des traductions serbes des livres qui racontent ces grandes luttes. Le prince était surtout curieux de connaître par mes descriptions la personne et l'extérieur du maréchal Blücher. On parla aussi des anciennes guerres entre la Prusse et l'Autriche. Je dis au prince qu'avant la bataille de Poscharevatz il avait employé pour électriser ses soldats le même moyen dont Frédéric le Grand s'était servi avant la bataille de Leuthen, en ordonnant à ceux qui n'auraient pas confiance en eux-mêmes de quitter l'armée avant le combat et de s'en retourner chez eux. Il répondit simplement : C'est la seule chose à faire. Il me fit ensuite le récit le plus attachant des fatigues, des privations de toute sorte qu'il avait endurées pendant ses guerres. Il n'y eut pas un seul instant du repas qui ne dût offrir à un étranger l'intérêt le plus vif. Et que tout cela était naturel! quelle simplicité! quelle franchise! On se sentait véritablement au milieu de ces hommes qui ont vu tant de choses, pris part à tant de combats, éprouvé tant de souffrances... (1). »

Cette image de la vie patriarcale de Milosch appartenait à notre tableau. Elle ajoute quelques traits indispensables à ceux que nous connaissons déjà, et nous permet de saisir avec plus de vérité cette physionomie complexe. M. de Pirch décrit ensuite la vie quotidienne du prince, ses habitudes de travail, ses rapports avec ses secrétaires, les règlemens de sa chancellerie, le rôle à la fois soumis et dévoué de la princesse Lioubitza auprès de son époux. Douze ans

(1) *Reise in Serbien im Spätherbst 1829*, von Otto von Pirch, premier-lieutenant im königlich preuszischen ersten Garde-Regiment; 2 vol. Berlin 1830, t. I[er], p. 145-155.

plus tard, un voyageur français visitera le *konak* de Milosch à Belgrade. Il n'y trouvera plus le prince des Serbes, renversé par une révolution; mais il y verra son fils, le prince Michel, et, auprès du jeune souverain entouré d'embûches, la mère vigilante, la compagne du héros exilé, qui, avec ses traits rigides, son expression rêveuse et austère, son regard où s'allume la flamme, ses cheveux gris tressés de rubans noirs, ses vêtemens sombres ornés de quelques dentelles, lui donnera l'idée d'une religieuse plutôt que d'une princesse régnante (1). A ces tableaux tracés en 1829 par M. de Pirch, en 1841 par M. Blanqui, faut-il ajouter quelques détails plus expressifs encore? La femme qui, selon la coutume orientale, servait si humblement son époux, la princesse qui ressemblait à une religieuse, a montré plus d'une fois en face de Milosch une énergie sauvage où se peint bien cette civilisation chrétienne tout imprégnée de barbarie. Il ne suffit pas de dire avec M. de Pirch que la princesse Lioubitza, obligée à se défendre des Turcs en des jours de terreur, avait appris à guider un cheval et à manier un pistolet; on raconte en Serbie que Lioubitza savait aussi défendre contre Milosch lui-même l'honneur du foyer conjugal. Milosch, comme Kara-George, avait d'ardentes passions; si la tradition est exacte, la princesse, en plus d'une circonstance, n'aurait point hésité à se faire justice elle-même. Elle montait à cheval, allait droit à la maîtresse de son mari, et lui brûlait la cervelle. Milosch, qui respectait sa femme comme une héroïne, ne se révoltait pas contre ce terrible rappel à l'ordre. Il était subjugué par le dévouement dont elle lui donnait tant de preuves, il jouissait de l'affection qu'elle inspirait au peuple serbe, et savait bien que sa présence était pour lui une protection. Au bout de quelque temps, assure-t-on, si le désordre reparaissait, la même justice se dressait aussitôt, toujours inflexible et sanglante.

IV.

On a vu la joie des Serbes en cette *skouptchina* de 1827 où Milosch fit connaître à son peuple les avantages que lui promettait la convention d'Akermann. Malheureusement, si en tout pays promettre et tenir sont deux, cela était surtout vrai de la Turquie aux prises avec ses sujets chrétiens. Dans ce travail de décomposition qui commençait dès lors à menacer la monarchie ottomane, on comprend que le gouvernement de Mahmoud ne se hâtait point de s'exécuter. Des circonstances nouvelles pouvaient modifier les engagemens. Gagner du temps, c'était immense. On en gagna si bien

(1) *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841*, par M. Blanqui, membre de l'Institut de France, 1 vol. Paris 1843, p. 69.

que rien n'était fait au bout d'un an. Tout était réglé cependant, les députés serbes et les diplomates russes avaient formulé les conditions que la Turquie acceptait, il n'y manquait plus que la signature de Mahmoud. Mahmoud demeurait sourd aux réquisitions les plus vives. Il fallut que le tsar Nicolas prît un parti décisif, sous peine de se résigner à un affront; ces perpétuels ajournemens indiquaient trop bien un mépris déclaré de la convention d'Akermann. La Russie avait en outre certains autres griefs plus ou moins fondés quand elle déclara la guerre à la Turquie. Les Serbes n'étaient pas seuls en cause; il s'agissait aussi de la Moldavie, de la Valachie, de la Grèce, des souffrances infligées aux sujets chrétiens du sultan, des entraves apportées à la navigation russe. Il faut avouer d'ailleurs que la Russie n'était pas fâchée d'avoir une cause de guerre contre les Turcs précisément en ce moment-là; elle se serait contentée d'un prétexte. Deux événemens très graves, la destruction des janissaires (15 juin 1826) et la destruction de la flotte égyptienne à Navarin (20 octobre 1827), avaient ébranlé les forces de l'empire ottoman. Les réformes de Mahmoud n'avaient pas encore porté leurs fruits, et, pour ne parler que du système militaire, l'armée nouvelle n'était point organisée.

C'est le 26 avril 1828 que la Russie déclara la guerre à la Turquie. L'extrême modération du manifeste du tsar fit ressortir plus vivement les violences de langage auxquelles se livra le sultan. Mahmoud jetait l'injure à toutes les puissances chrétiennes, surtout à l'Angleterre et à la France, qui avaient signé le protocole de Londres en faveur des Grecs et pris part à la bataille de Navarin. Toutes ces circonstances réunies favorisaient singulièrement la politique russe. Le tsar pourtant n'eut pas à se féliciter du début de la guerre. L'armée, qui sous le commandement du comte Wittgenstein avait franchi le Pruth le 7 mai, perdit un temps précieux dans les principautés roumaines. Le tsar était au quartier-général avec un brillant entourage d'hommes d'état et de ministres étrangers; on eût dit une expédition diplomatique. L'Europe surveillait l'adversaire de la monarchie ottomane, et de là peut-être les lenteurs de sa marche. Ajoutez à ces causes de retard l'insuffisance militaire du général en chef. Les Russes ne passèrent le Danube qu'au bout d'un mois, comme s'ils voulaient laisser aux Turcs le temps de rassembler toutes leurs forces. Ils prirent ensuite plusieurs des petites forteresses qui défendent le fleuve; mais, arrêtés devant Silistrie et Schumla, ils y essuyèrent des pertes considérables. Leur gain unique dans cette campagne fut la prise de Varna, qui, attaquée par terre et par mer, se rendit le 14 octobre avec une garnison de 7,000 hommes; il est vrai que la garnison était commandée par un traître, Joussouf-Pacha, et que l'or des Russes en cette circon-

stance fit plus que leurs canons. Le général Paskiévitch fut plus heureux en Perse, il s'empara de plusieurs forteresses importantes, et s'établit solidement sur les côtes orientales de la Mer-Noire. L'année suivante amena des résultats plus décisifs. Le tsar était resté à Saint-Pétersbourg, et le commandement en chef avait été donné au comte Diebitsch, général habile et résolu. Le 11 juin 1829, Diebitsch battit le grand-vizir Reschid-Pacha dans les plaines de Koulevtcha; le 29, Silistrie, assiégée depuis sept semaines, fut obligée de capituler; aussitôt les vainqueurs, laissant un corps d'observation devant Schumla, s'engagèrent hardiment dans les défilés des Balkans, franchirent l'énorme rempart qui les séparait de la Roumélie, débouchèrent le 20 août dans la plaine, et s'installèrent à Andrinople, dont la garnison venait de se rendre. Déjà les troupes de Diebitsch s'avançaient jusqu'à Tschorlu, jusqu'à Rodosto, et menaçaient Constantinople, tandis que l'escadre de l'amiral Greigh s'emparait des petits ports de guerre au sud de Varna. « Il semblait, dit un historien allemand, que les derniers jours de l'empire turc fussent arrivés. La diplomatie était en proie à de mortelles angoisses. On attendait à chaque instant la grande nouvelle, l'occupation de Constantinople par les Russes (1). »

Cependant Diebitsch pouvait payer cher sa témérité; il ne lui restait plus que 20,000 hommes, et il était menacé à dos par l'armée du grand-vizir, sur son flanc droit par le pacha de Scutari, Mustapha, qui, après de longs retards, se décidait enfin à marcher avec une trentaine de mille hommes. Et puis l'Angleterre était là, jalouse, défiante, toute prête à sauver la Turquie après avoir tendu la main aux Grecs : l'amiral Gordon avait l'ordre de forcer les Dardanelles avec la flotte anglaise dès que les Russes paraîtraient sous les murs de Constantinople. Encore quelques semaines, et tout pouvait changer de face. Si le grand-vizir ne perdait pas de temps, si le pacha de Scutari faisait son devoir, l'armée russe pouvait être anéantie. Diebitsch parla plus haut que jamais, et comme s'il avait 100,000 hommes sous ses drapeaux. Ce hardi langage, les efforts redoublés de la diplomatie, la crainte d'une catastrophe, firent reculer Mahmoud; les négociations s'ouvrirent à Andrinople, et la paix fut signée le 14 septembre. La Russie rendait aux Turcs toutes les forteresses qu'elle leur avait prises en Europe; elle restituait même en Asie la forteresse de Kars, et ne gardait qu'un petit nombre de points fortifiés sur la Mer-Noire; en échange, elle obtenait tout ce qu'elle avait exigé en Europe, l'indépendance presque complète des hospodars de Moldavie et de Valachie, leur investiture à vie, la liberté du commerce, l'entrée du Bosphore et du passage des Darda-

(1) Wilhelm Müller, *Geschichte der neuesten Zeit 1816-1866 mit besonderer Berücksichtigung Deutschlands*, 1 vol. Stuttgard 1867.

nelles, enfin l'adhésion de la Turquie au protocole de Londres en faveur de la Grèce. C'était un coup terrible porté au prestige du padischah; mais c'était en même temps le maintien de l'empire turc, protégé désormais par la diplomatie européenne contre l'ambition moscovite.

L'affaiblissement et le maintien de la Turquie, tel était aussi le programme de la politique de Milosch. Pendant ces deux années de lutte, Milosch, sans renoncer à la neutralité que sa situation particulière lui impose, rend aux Russes des services signalés. En 1828, il empêche les Bosniaques de traverser la Serbie pour aller rejoindre le théâtre de la guerre; en 1829, il se sert de l'amitié qu'il a inspirée au pacha de Scutari pour le déterminer à ne pas conduire trop tôt ses 30,000 Albanais au secours du grand-vizir (1). Est-ce à dire que Milosch désirât le triomphe complet des Turcs? Non, certes. M. de Pirch, qui a visité le prince des Serbes au moment où le traité d'Andrinople venait d'être signé, nous donne là-dessus des détails précis que confirment tous les témoignages. « Le prince, dit-il, me parla en termes excellens, avec circonspection et dignité, de la politique des grandes puissances, de la modération de la Russie, du noble rôle de la Prusse en cette affaire (2). C'est chose digne de remarque, comme les Serbes voient clair dans le traité d'Andrinople, le trouvant bien autrement utile à leur cause que ne l'eût été la prise de Constantinople. Le partage de la Turquie d'Europe entre les puissances chrétiennes eût été pour les Serbes l'événement le plus funeste, il eût ruiné leur indépendance (3). » Affaiblir assez la Turquie pour qu'elle ait besoin de ménager les Serbes, la maintenir assez pour que la Russie ne prenne point sa place; en d'autres termes, si l'empire ottoman est destiné à périr, prolonger du moins son existence jusqu'au jour où les Serbes pourront revendiquer leur part de l'héritage et reconstituer l'ancienne Serbie de l'Adriatique à la Mer-Noire, telle était la conception instinctive de Milosch, telle est encore la généreuse espérance du peuple serbe.

Dès qu'on sut en Serbie la conclusion de la paix d'Andrinople, il y eut une explosion de joie enthousiaste. On courait aux églises pour remercier Dieu. Tous les travaux furent suspendus pendant

(1) Mustapha, pacha de Scutari ou Skodra, était d'origine serbe. Il était le chef de la vieille famille des Bouchatli, issue, assure-t-on, des premiers souverains de la Serbie. On a déjà vu que certaines familles serbes, surtout dans l'aristocratie bosniaque et albanaise, acceptèrent la religion des vainqueurs pour conserver leur rang.

(2) M. de Pirch ne dit pas quel a été le rôle de la Prusse; Milosch fait allusion au général de Müffling, représentant du cabinet de Berlin au quartier-général d'Andrinople, qui s'entremit avec le plus grand zèle pour arrêter la guerre et empêcher les Russes d'entrer à Constantinople.

(3) *Reise in Serbien*, von Otto von Pirch, t. Ier, p. 155.

trois jours. Des banquets homériques réunissaient les habitans de chaque village; on buvait à la santé du prince Milosch, à la prospérité du tsar Nicolas, à l'avenir de la famille serbe. Et qu'on ne se représente pas ici cette joie équivoque et stérile qui est propre aux lendemains de certaines révolutions, c'était une joie féconde. Le travail, interrompu trois jours, prit tout à coup un merveilleux élan. La Serbie n'avait pas de routes praticables aux voitures, on n'y pouvait voyager qu'à pied ou à cheval; c'était une des principales causes de la misère du peuple, un des plus grands obstacles aux progrès de la civilisation. Les routes dont le pays serbe est aujourd'hui sillonné, les routes de village à village qui ont développé l'agriculture, facilité le commerce, donné l'aisance au paysan, datent presque toutes, chose touchante, de ce joyeux élan d'espérance qui salua le traité d'Andrinople (1).

Les Russes, qui se souvenaient de la convention d'Akermann, ne voulurent pas quitter Andrinople avant que certaines clauses du traité n'eussent été mises à exécution par la Porte. Au nombre de ces clauses était l'engagement pris par le sultan d'expédier aux Serbes le hatti-chérif qui consacrait leur émancipation. Le traité avait été signé le 14 septembre 1829, le 29 du même mois le hatti-chérif arriva en Serbie; mais cet acte si important qui constituait enfin une Serbie nouvelle avec toute sorte de droits et de franchises, une Serbie maîtresse chez elle à la condition de payer l'impôt, une Serbie libre de pratiquer sa religion, de construire des églises, de fonder des hôpitaux, des écoles, des typographies, des postes aux lettres, de choisir ses évêques, sauf l'obligation pour eux de recevoir leur investiture du patriarche grec de Constantinople, une Serbie enfin ayant le pouvoir de nommer, d'instituer elle-même tous ses fonctionnaires, — cet acte, dis-je, ne faisait pas mention du prince Milosch Obrenovitch. Était-ce un piége tendu au peuple serbe? voulait-on lui indiquer par là qu'il n'était attaché par aucun lien définitif au fondateur de son indépendance? avait-on l'espérance secrète de le rejeter un jour dans l'anarchie? Oui, tout porte à le croire, et, ce qu'il y a de plus triste à dire, c'est que la Russie et la Turquie, sans s'être concertées, étaient animées en cela de sentimens analogues. La Turquie ne voulait pas constituer une dynastie nationale à Belgrade, dans l'espoir qu'il lui serait possible un jour de reprendre pied chez les raïas; la Russie ne le voulait pas davantage, dans la crainte que les Serbes ne pussent un jour se suffire à eux-mêmes. On raconte que dans une discussion assez vive entre les députés serbes et les commissaires russes au sujet de la délimitation des frontières de la Serbie, un knèze ayant dit que les

(1) J'emprunte ces curieux détails au docteur Cunibert. — *Essai sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*. Leipzig 1855, t. Ier, p. 296.

Russes auraient bien pu profiter des négociations d'Andrinople pour assurer aux Serbes l'entière possession de leur pays, un diplomate russe ne put retenir ces paroles : « Eh! si les Serbes n'avaient plus rien à désirer, ils oublieraient bientôt qu'ils sont les sujets de la Porte et les obligés de la Russie. » Ce diplomate était M. de Kotzebue, le fils de l'écrivain allemand assassiné à Mannheim en 1819, qui était à Andrinople l'ami et le confident du général Diebitsch. C'était certainement un des principes de la politique russe que le jeune diplomate avait livrés en s'exprimant ainsi, et combien d'autres symptômes depuis quarante ans ont confirmé cet aveu!

Eh bien! Milosch dérangera les combinaisons équivoques de la Russie comme il triomphera du mauvais vouloir de la Porte. Malgré ses protecteurs comme malgré ses ennemis, il portera officiellement ce titre de prince des Serbes que lui a décerné le vœu de ses frères. Comment gagne-t-il cette victoire? Oh! d'une façon peu héroïque. Son secrétaire Dimitri, qui est allé à Constantinople avec la députation des knèzes pour régler les détails du traité, demande instamment que Milosch Obrenovitch, prince des Serbes, reçoive son investiture des mains du sultan Mahmoud. Les bonnes raisons ne manquent pas; l'indifférence ou plutôt l'hostilité secrète des Russes est un argument que le secrétaire du prince n'oublie point de faire valoir. Peine perdue! le divan s'obstine à ne rien entendre. Enfin, d'après certains indices, le négociateur comprend que l'heure est venue de produire l'argument irrésistible. Le trésor du prince des Serbes était assez bien pourvu. Les prix furent débattus et fixés. Le sultan exigea pour sa part un cadeau de cinq cent mille piastres en pièces d'or. On devine, dit un homme très initié aux affaires du prince Milosch (1), quelles sommes il fallut donner aux conseillers, aux ministres, aux ulémas, à tous ceux qui pouvaient faire réussir ou échouer l'entreprise. Le chef qui voulait conquérir à tout prix la liberté du peuple serbe savait bien à quels ennemis il avait affaire quand il se préoccupait de grossir son épargne. Il les avait vaincus par les armes, dominés par la ruse; il ne lui répugna point de leur payer la rançon de sa propre gloire et de l'indépendance de son pays.

Les députés étaient revenus de Constantinople le 25 septembre 1830 avec le hatti-chérif qui réglait les affaires de Serbie, et le *bérat* ou diplôme impérial qui donnait l'investiture au prince. Les deux pièces devaient être remises à Milosch par le pacha et le mollah de Belgrade après lecture publique. Milosch voulut que cette lecture fût une fête nationale; elle fut fixée au 30 novembre, « an-

(1) C'est encore le docteur Cunibert, médecin et confident de Milosch en de graves circonstances, qui nous fournit ce détail.

niversaire de la prise de Belgrade par Kara-George en 1806, et jour de Saint-André, protecteur de la Serbie sous ses anciens rois. » Des représentans de toutes les communes y furent convoqués. Le 29, Milosch, qui depuis dix ans n'avait pas mis le pied dans la ville, y fit son entrée avec un splendide cortége au milieu des acclamations populaires. Des soldats serbes occupaient les portes, gardées jusque-là par les musulmans. Le lieutenant du pacha était allé au-devant du prince jusqu'à une lieue de Belgrade; après l'avoir complimenté de la part de son maître, il l'accompagna jusqu'au palais, où le fils du vizir l'attendait, et lui tint l'étrier. Jamais pareils honneurs n'avaient été rendus par des fonctionnaires turcs à des raïas, excepté dans les héroïques légendes de *Marko le fils de roi*. Le lendemain, 30 novembre, une foule immense, accourue de tous les points de la Serbie, se pressait autour d'un vaste pavillon dressé dans la campagne. C'est là que le représentant de Mahmoud, Hussein-Pacha, escorté du mollah, des dignitaires turcs, de tous les musulmans notables, et le prince des Serbes au milieu de ses compagnons allaient entendre lire les pièces revêtues de la *signature sacrée* (1). La première commençait ainsi :

« Sultan Mahmoud-Khan, fils du sultan Abdul-Amid-Khan, toujours victorieux. Que le contenu soit exécuté !

« Le traité conclu à Andrinople entre ma Sublime-Porte et la Russie, portant l'exécution des clauses de la convention d'Akermann, laquelle stipule : que la Porte s'entendra avec la députation serbe à Constantinople pour s'occuper des intérêts de la Serbie, lui accorder la liberté du culte et de l'administration intérieure, l'incorporation des districts détachés, la fixation des impôts, l'administration des propriétés et des fiefs appartenant aux musulmans, la permission de voyager avec leurs propres passeports, la faculté de fonder des hôpitaux, des écoles, des typographies, la défense aux musulmans d'habiter la Serbie (les garnisons des forteresses exceptées), et enfin accorder aux Serbes la permission d'avoir une espèce de représentation à Constantinople, de telle sorte pourtant qu'elle ne porte aucune atteinte à leur qualité de sujet ;

« Vu que la nation serbe, ayant donné des preuves de sa fidélité à ma Sublime-Porte, est l'objet de mon impériale bienveillance, et que je veux faire droit à ses requêtes d'une manière juste et convenable afin d'augmenter les moyens de sûreté intérieure;

(1) On sait que ces mots *hatti-chérif* veulent dire *signature sacrée* ou *signature bienheureuse*; cette signature, c'est le nom du sultan tracé de sa propre main ainsi que la formule inscrite immédiatement après : *que le contenu soit exécuté!* Les actes revêtus de cette signature sont des *hattis-chérifs ;* les autres, portant le cachet, mais non l'autographe du sultan, s'appellent des *firmans*. Les *hattis-chérifs* sont réputés irrévocables; les *firmans*, qui émanent de la Sublime-Porte, c'est-à-dire du grand-vizir au nom du padischah, peuvent être révoqués.

« En conséquence, d'accord avec les députés serbes, a été arrêté ce qui suit :

« 1° Ladite nation aura l'entière liberté de culte dans les églises qui lui appartiennent.

« 2° Le kniaze Milosch Obrenovitch ici présent, en vertu du diplôme impérial dont il est porteur et en récompense de sa fidélité à ma Sublime-Porte, est confirmé dans la dignité de premier knèze de la nation serbe, et cette dignité restera héréditaire dans sa famille.

« 3° Il continuera au nom de ma Sublime-Porte à administrer les affaires intérieures du pays, d'accord avec l'assemblée des notables serbes... »

Le hatti-chérif de Mahmoud formulait en vingt-quatre articles les droits du peuple serbe, après quoi, s'adressant encore au pacha et au mollah de Belgrade, le sultan ajoutait : « Vous agirez comme je vous l'ordonne; puis, après avoir publié ce noble firman et l'avoir enregistré dans les actes du mékémé de Belgrade, vous le remettrez au kniaze Milosch Obrenovitch, qui doit le garder. » On lut ensuite le *bérat* qui donnait l'investiture à Milosch, *prince actuel de la nation serbe, vrai modèle des nobles chrétiens, dont la sagesse, la probité, le dévoûment à la Sublime-Porte, sont connus du monde entier.* Il y était dit que, conformément au hatti-chérif du 29 août 1830, cette dignité de prince des Serbes lui restait assurée à jamais. « Après sa mort, elle passera à son fils aîné, après lui à son petit-fils; elle demeurera perpétuellement dans sa famille. »

Tandis que le secrétaire du pacha lisait ces pièces dans le texte original, les Turcs étaient comme frappés de stupeur. Au contraire quelle joie, quelles clameurs du côté des Serbes, lorsque Dimitri Davidovitch en donna lecture dans la traduction serbe! Les acclamations redoublèrent au moment où Hussein-Pacha, représentant de Mahmoud, revêtit Milosch, en signe d'investiture, d'un riche manteau brodé d'or et attaché avec des agrafes de brillans. Étrange cérémonie, si glorieuse pour les uns, pour les autres si humiliante et si dure! Pendant que les Turcs, condamnés par le commandeur des croyans, par celui dont la parole est sacrée, s'en retournaient chez eux la tête basse, Milosch, au milieu des transports du peuple serbe, se rendait à l'église de la ville, où le métropolitain, entouré de tout son clergé, le sacrait prince régnant suivant le rituel orthodoxe. Le 30 novembre 1830 est une des dates mémorables de l'histoire d'Orient au XIXe siècle; le spectacle qu'on a vu ce jour-là, c'est la conquête de la Serbie par les Serbes proclamée dans Belgrade même, au nom du sultan Mahmoud, devant les Turcs soumis et consternés.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LE
ROYAUME DU CAMBODGE
ET
LE PROTECTORAT FRANÇAIS

S'il est facile aux théoriciens d'attaquer le système colonial en mettant ce qu'il rapporte en regard de ce qu'il coûte, les hommes appelés à diriger une grande nation, à quelque école économique qu'ils appartiennent, sont conduits par une pression irrésistible à commettre ces prodigalités généreuses qui honorent la jeunesse des peuples et profitent à leur maturité. La Grèce avait colonisé l'Asie-Mineure, la Sicile et l'Italie; Rome s'était assimilé le monde par les mœurs comme par les armes, et l'Angleterre ne serait aujourd'hui qu'une nation du troisième ordre, si l'intrépide race anglo-saxonne, qui couvre les deux continens, avait appliqué la récente et peu sérieuse théorie de l'isolement. La doctrine du chacun chez soi et du chacun pour soi est radicalement contraire au génie de la France, dont l'expansion est la loi. Si nombreux qu'aient été ses mécomptes en matière coloniale, sa foi a heureusement survécu à ses déceptions. C'est au bruit d'applaudissemens unanimes que le gouvernement français nous a ouvert par une victoire les portes du Céleste-Empire, et c'est en comptant avec raison sur l'approbation de tous les esprits politiques qu'il a planté le drapeau national entre l'Inde et le Japon à l'embouchure de l'un des plus grands cours d'eau de la Haute-Asie. Le Français qui arrive d'Europe après avoir

vu Perim et Malacca, touché à Aden, à Pointe de Galles, à Singapore, contemple avec une joie indicible le drapeau qui flotte au sommet du cap Saint-Jacques, abritant plus de 3 millions d'hommes, sujets ou protégés de la France, dont nous avons su respecter les droits, les mœurs et les intérêts en élargissant tous leurs horizons.

Je ne me propose ni d'exposer ici la situation de la Cochinchine française, ni d'en indiquer l'avenir tel qu'il apparaît à quiconque a connu et la fécondité de cette terre et les heureuses aptitudes de la race intelligente qui l'habite. C'est une œuvre déjà accomplie dans la *Revue* (1); mais nos possessions ont une annexe, le Cambodge, dont l'importance est beaucoup moins comprise. L'éclatant succès de l'amiral Rigault de Genouilly à Touranne, l'heureuse inspiration qui le conduisit à Saïgon, la victoire décisive remportée à Kihoa par l'amiral Charner, tous ces faits sont désormais consignés dans nos fastes militaires, et n'en constituent pas les pages les moins glorieuses; mais on ignore généralement comment nous avons acquis le Cambodge, ce complément nécessaire d'un territoire dont il pouvait seul assurer la sécurité. J'essaierai de le dire. Ce pays a été d'ailleurs le point de départ de la commission chargée d'explorer jusqu'à ses sources le fleuve immense qui le féconde; on ne s'étonnera donc pas si, admis à y séjourner avant le commencement de ce long voyage, je lui consacre une étude particulière.

I.

Les six provinces qui composent aujourd'hui notre colonie de Cochinchine faisaient autrefois partie du royaume du Cambodge. Il n'y a pas encore deux cents ans que l'empereur d'Annam, inquiet du caractère turbulent d'un grand nombre de Chinois qui fuyaient leur pays pour ne pas se soumettre aux Tsing, victorieux de la dynastie des Ming, leur assigna fort habilement au midi de ses états des terres qui ne lui appartenaient pas. Ils s'y établirent, et chassèrent les habitans. Plus tard, le gouvernement annamite ordonna de « lever et de réunir des gens du peuple, surtout parmi les vagabonds, depuis la province de Quang-Binh, au-dessus de Hué, jusqu'au Binthuan, et de les transporter comme colons dans ces nouvelles provinces (2). » Ces vagabonds ont fait souche d'honnêtes gens; ils se sont multipliés en moins de deux siècles sous l'influence de la législation chinoise, qui consacre et sauvegarde le

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre 1862, 1er mai 1864, 15 mars 1867 et 15 février 1868.

(2) *Histoire et Description de la Basse-Cochinchine*, traduction de M. Aubaret.

principe civilisateur par excellence, le principe de la propriété, et ils ont formé la population de 3 millions d'âmes qui nous paie aujourd'hui près de 8 millions d'impôts. Les Cambodgiens, refoulés vers l'ouest, ne forment plus en Basse-Cochinchine qu'une partie minime de la population. Pour étudier leur civilisation, si différente de celle qui fleurit en Annam, il faut donc aller les visiter chez eux. Je m'y suis déterminé, afin de mettre à profit le temps dont je pouvais disposer avant le départ de la commission préparée par le gouverneur de la Cochinchine et chargée d'explorer le bassin du Mékong.

Je quittai Saïgon au commencement de l'année 1866 sur une de ces petites canonnières si bien appropriées à la police des *arroyos*. A bord, près d'un missionnaire à longue barbe et de quelques officiers français, des Cambodgiens formaient un groupe à part, et causaient en fumant leur cigarette. C'étaient des parens du roi Norodom retournant chez eux après avoir assisté à l'exposition industrielle et agricole qui avait inauguré en Cochinchine l'ère des fêtes de la paix. Ils avaient l'esprit tout rempli du spectacle auquel ils venaient d'assister. Ce qu'ils avaient le plus de peine à comprendre, c'est que nous pussions à la fois distribuer des récompenses et laisser aux exposans la libre disposition des objets qu'ils avaient apportés. Tant de magnanimité les confondait et leur faisait faire des retours sur eux-mêmes. Ces mandarins, puissans et riches en dépit de l'exiguïté de leurs appointemens, qui ne s'élèvent guère, pour les mieux rétribués, à plus de 1,000 francs par an, se paient tous de leurs propres mains sur la bête populaire, livrée presque sans défense à une impitoyable exploitation. Leurs exigences n'ont d'autre limite légale que celle de leur intérêt même, qu'une rapacité trop arbitraire mettrait bientôt en souffrance, puisqu'elle provoquerait l'émigration dans une province voisine. Le neveu du roi, bambin de huit ans, a des bracelets d'or aux jambes et aux bras. Son cou est orné d'un collier bigarré composé de plaques d'or réunies par une ficelle à des morceaux de verre mêlés de quelques pierres plus ou moins précieuses. Il ne porte de cheveux que sur la partie antérieure de la tête, du côté droit seulement. L'occiput est complétement rasé à l'exception de deux tresses. Son costume se compose, comme celui de tous les Cambodgiens, d'une veste courte et d'un *langouti*. Ce dernier vêtement est une sorte de jupon en étoffe de coton ou de soie qui entoure le bas du corps jusqu'aux genoux, et dont une extrémité, relevée entre les jambes, vient se fixer par derrière à la ceinture, les mollets restant nus. Cela rappelle assez les braies celtiques et le pantalon large des Grecs ou des Albanais. Cette tenue, plus virile que la longue robe

des Annamites, est généralement adoptée par les Siamois et par les Laotiens.

Tout princes que sont mes compagnons de voyage, ce n'est pas sans quelque répugnance que je me vois contraint de m'étendre à côté d'eux, le soir venu, pour essayer de dormir. Après des siècles de luttes trop souvent sanglantes, les préjugés de caste et de classe ont à peu près, grâce à Dieu, disparu en France; mais pour un Européen, si dégagé qu'il puisse se croire de préjugés, le contact avec les représentans d'une race jaune, noire ou cuivrée est toujours une épreuve. Ce n'est qu'après de longs efforts qu'on arrive, sinon à comprimer tout à fait ces mouvemens intérieurs, du moins à dominer ce qu'ils ont de trop impérieux. A ce moment, nous quittions le Donnaï pour entrer dans le Soirap. Nous étions tout près de la mer, qui envoyait jusqu'à nous ses parfums vivifians et ses eaux agitées. Le vent venait du côté de la France avec la mousson de sud-ouest, et je l'ai aspiré longtemps avant de m'enfoncer de nouveau dans les terres. Nous franchîmes rapidement les deux *Vaïcos* pour tomber dans l'*arroyo* de la Poste, canal creusé en partie par la nature, en partie par la main de l'homme, et qui relie le grand fleuve du Mékong à la rivière de Saïgon. Il court comme une rivière de parc anglais entre deux rives couvertes d'aréquiers, de palmiers et de mille arbres et plantes aux fleurs multicolores, au feuillage varié. Ce ne sont plus ces éternels et monotones palétuviers des autres *arroyos* de la Cochinchine, arbustes amphibies, industrieux au point de conquérir sur l'eau de vastes provinces par l'enchevêtrement de leurs racines envahissantes. Les barques qui nous croisent sont, suivant la coutume, couvertes de pavois. On pourrait croire que l'équipage s'occupe de sécher son linge, si l'équipage portait du linge, et si l'on ne voyait flotter à la place d'honneur les trois couleurs françaises.

L'*arroyo* de la Poste est célèbre en Cochinchine, où le riz pousse à merveille, mais où le pittoresque fait absolument défaut. Voici Mytho, chef-lieu d'une de nos trois anciennes provinces. Cette petite ville, située au confluent de l'*arroyo* de la Poste et du Mékong, prenait une certaine importance; mais depuis l'annexion récente de Vinh-long, les Chinois l'ont un peu désertée, et son développement s'arrête. Au milieu des cases qui se pressent sur les quais, on remarque l'établissement des sœurs de la Sainte-Enfance, qui ne sauraient manquer d'attirer les enfans rien qu'en leur inspirant le désir d'être bien logés dès ce monde. La citadelle est une vaste enceinte construite par les Annamites, et dans laquelle se trouvent renfermées presque toutes les habitations des Européens résidant à Mytho. Celle du commandant de la marine est une ancienne case

transportée là et remontée à grands frais à l'époque où l'enthousiasme des premiers organisateurs de la conquête les portait à tout admirer sans réserve et à tout imiter sans discernement chez nos nouveaux sujets, leurs institutions comme leur architecture.

En s'éloignant de Mytho, on découvre un paysage superbe. Rival des plus grands cours d'eau de l'Asie, le Mékong s'étend à perte de vue, et ses eaux se confondent dans le lointain avec les nuages auxquels un ardent soleil les réunit par un rideau de vapeurs transparentes. Ce n'est pas sans une émotion profonde que je me sens porté par les eaux du Mékong. Je dois bientôt remonter ce fleuve et concourir pour ma part à recueillir des notions certaines sur ses sources; déjà je refoule son courant par la pensée, je suis brûlé par le soleil, et je serai peut-être un jour sur ses bords paralysé par le froid dans les montagnes du Thibet. Je n'ai jamais mieux compris l'idée de l'ancienne mythologie, qui donnait aux grands fleuves un dieu ou un génie pour père. A la vue du Mékong, l'image du Camoëns, qui composa sur ces rivages sa paraphrase du psaume *Super flumina Babylonis*, me traversa l'esprit; je partageai les tristesses du grand exilé tempérées par ses espérances viriles, et je me sentis fortifié par ce souvenir subitement évoqué.

Le Mékong coule à cet endroit entre la province de Dinh-Tuong et les trois provinces que le traité de 1862 avait laissées aux Annamites. Il est couvert d'une multitude de barques dont un grand nombre porte le pavillon français. Toutes n'ont pas droit de l'arborer; mais elles le hissent en fraude, parce qu'il couvre la marchandise. Les Annamites français sont en effet dispensés de payer des droits à la douane cambodgienne en vertu du traité du protectorat. Les eaux étaient très basses, et la navigation était difficile, même pour notre petite canonnière. J'arrivai enfin au lieu où le Mékong forme quatre bras, dont chacun a l'aspect d'un fleuve immense. C'est une position unique que nous dominons aujourd'hui par une concession de terrain habilement choisie sur la langue de terre qui sépare le grand fleuve descendant du Laos du bras qui conduit au lac. La ville de Pnom-Penh, où le roi venait de transporter sa capitale, s'annonce au loin par une grande pyramide construite sur un monticule, et qui fait espérer au voyageur qu'il va rencontrer une autre Bangkok reflétant dans un fleuve beaucoup plus beau que le Meïnam des monumens dont la bizarrerie n'exclut pas la grandeur. L'illusion dure peu : Pnom-Penh n'est qu'un amas de cases en planches et en bambous, la plupart élevées au-dessus du sol sur des poteaux autour desquels les chiens, les porcs et les poules vivent pêle-mêle dans une intimité qui entraîne pour les habitans des inconvéniens de plus d'une sorte. Une grande rue sinueuse tra-

verse d'un bout à l'autre cette ville relativement populeuse et la plus considérable du Cambodge. Ce fut jadis une cité de 50,000 âmes. Les guerres d'invasion, dont sa position dans le voisinage d'Hatien la faisait particulièrement souffrir, avaient réduit à 5 ou 6,000 environ le nombre des habitans. Depuis notre protectorat, la population a presque triplé. Les indigènes s'y entassent les uns sur les autres. Il y en avait près d'une centaine logés dans les trois maisons affectées par le roi à la résidence de l'officier français qui représente auprès de lui le gouverneur de la Cochinchine. Le roi, depuis qu'il est notre protégé, s'efforce d'imiter la France, et il a signifié à un grand nombre de ses sujets l'ordre d'abandonner leurs maisons pour les reconstruire sur un plan uniforme. Il veut que sa capitale soit digne de lui; c'est l'expropriation pour cause de caprice royal, sans qu'il soit, bien entendu, question d'indemnité. Norodom veut lui-même donner l'exemple, et il a fait marché avec un industriel français qui de sa vie ne fut architecte pour lui construire une villa en briques. Il n'y a pas à s'inquiéter des dépenses, ce sont les Cambodgiens qui paieront.

Je remis à un autre jour ma présentation au roi, et remontai le bras du lac jusqu'à Compon-Luon, gros village situé sur le rivage à 6 kilomètres environ de Houdon, la capitale qui venait d'être délaissée. Le résident français habitait là, ayant sa canonnière mouillée au pied de sa maison et assez près du roi pour le diriger et le surveiller. Au moment de mon arrivée, ce poste était confié à M. de Lagrée, capitaine de frégate. Secondant avec autant d'énergie que d'habileté les vues de l'amiral de La Grandière, il a planté et affermi le drapeau français au Cambodge; c'est sous ses ordres que j'ai remonté le grand fleuve dont il avait en vain, pendant plusieurs années, essayé de sonder les mystères; les renseignemens des indigènes demeuraient aussi obscurs que les flots troublés du Mékong, et, quand on lui offrit de déchirer de sa main tous les voiles, il accepta sans hésiter. J'ai séjourné chez lui en attendant que l'expédition fût complétement organisée, je lui dois sur le Cambodge, qu'il connaissait à fond, la plupart des détails que je vais extraire de mes notes de voyage. Sa maison était en bois, couverte de chaume; mais il en avait été lui-même l'architecte, et pas un mandarin ne pouvait se vanter d'avoir un palais plus élégant, plus coquet et surtout mieux tenu. A côté et dans la même enceinte, une infirmerie, un corps de garde, un magasin et quelques dépendances complétaient cette résidence, annoncée de loin par un mât de pavillon où flottaient nos couleurs. La construction de ce petit établissement français sur un terrain consacré par la présence d'un magnifique banyan, l'arbre sacré dont l'ombre ne couvre d'ordi-

naire que les bonzeries, les pagodes et les tombeaux, avait marqué le terme de la lutte entre les deux influences rivales qui aspiraient à prévaloir au Cambodge. Il m'a paru qu'il ne serait pas sans intérêt de rappeler les principaux incidens de cette longue bataille que nous avons souvent failli perdre, mais dont nous sommes enfin sortis victorieux. Aussi bien, puisque nous sommes désormais définitivement établis dans ces parages, il importe de bien connaître et nos amis et ceux qui sont destinés à demeurer longtemps encore nos adversaires.

Lorsque, par le traité signé à Hué en 1862, l'empereur d'Annam eut reconnu les droits de la France sur les trois provinces de la Basse-Cochinchine, le premier soin du gouverneur de notre nouvelle colonie fut d'assurer la tranquillité de nos frontières. Nous venions de couper en deux les domaines de Tu-Duc, qui conservait au sud-ouest de nos possessions les provinces de Vinh-long, Angiang et Hatien. Une des conditions du traité étant en effet la rétrocession de Vinh-long, nous ne pouvions songer à étendre immédiatement notre domination jusqu'au golfe de Siam, notre limite naturelle. La nécessité de posséder ces provinces, que nous avons été conduits à occuper depuis, n'avait pu d'ailleurs apparaître à l'auteur du traité de 1862 avec l'évidence que les événemens n'ont point tardé à lui donner. A l'est et au sud-est, nous étions bornés par le territoire annamite et par la mer; au nord-ouest, nous touchions au Cambodge, petit royaume alors fort ignoré. Les rares voyageurs qui l'avaient visité en passant ne nous avaient rien appris de son histoire. A la faveur de l'impénétrable mystère qui voilait, disait-on, le sens des inscriptions gravées sur les murailles des monumens en ruine, l'opinion s'était généralement répandue que l'histoire du Cambodge devait être écrite, à la façon des annales égyptiennes, sur les parois des temples, opinion désormais peu probable. J'ai vu le chef des bonzes du Cambodge lire devant moi, dans la grande pagode d'Angcor, quelques inscriptions choisies parmi celles qui semblaient, à en juger par la place qu'on leur avait assignée, devoir être les plus importantes. Il comprenait aisément les morceaux écrits dans l'ancienne langue cambodgienne alors qu'elle était encore pure de tout alliage, et tout cela était relatif à des pèlerinages, à des cérémonies religieuses, à des événemens fort confus de la légende bouddhique, et n'offrait que peu d'intérêt au point de vue de l'histoire. Sans doute il n'est pas impossible qu'un jour quelque inscription serve à jeter une certaine lumière sur le passé de ce royaume; mais il est permis de craindre que les événemens dont il a été le théâtre n'aient jamais été écrits. A moins que quelque couvent de bonzes ne garde le dépôt de ces problématiques annales, il faut renoncer à

l'espoir d'être complétement éclairé sur les temps auxquels remontent la grandeur et la prospérité du Cambodge. Vers le milieu du XVIe siècle, des Portugais vinrent se fixer dans ce pays, où l'on reconnaît encore chez leurs descendans quelques traits de leur race; ils avaient laissé des mémoires qui eussent été, au moins pour l'histoire de cette époque, une source précieuse d'informations; les Siamois les ont détruits. Ces Portugais, à leur arrivée dans le pays, demandèrent au roi un coin de terre. Celui-ci leur permit de déterminer eux-mêmes l'espace dont ils avaient besoin. Ils déclarèrent humblement qu'ils en voulaient grand comme la peau d'un buffle, puis, renouvelant l'escamotage des compagnons de Didon, ils s'approprièrent un terrain considérable. Depuis ce jour, les Cambodgiens disent volontiers d'un chrétien qu'il appartient au village de la peau qui s'étire.

Quelques passages des livres chinois font mention du Cambodge comme de l'un des nombreux royaumes tributaires du Céleste-Empire. Ils le font même dépendre, antérieurement au VIIe siècle de notre ère, de la province, alors chinoise, du Founan ou Tonkin. S'il faut en croire leur témoignage, en l'année 616 de l'ère chrétienne, sous le règne de Yongti, de la dynastie des Soui, le pays de Cambodge, qu'ils appellent Tchinla, commence à payer tribut et à envoyer des ambassadeurs au Fils du Ciel. Un des rois du Cambodge aurait secoué le joug du Tonkin, dont il se serait même emparé, ainsi que du royaume de Thsan-pan, en l'année 625. Ce dernier pays pourrait être l'ancien Ciampa, visité par Marco-Polo, compris aujourd'hui dans la province annamite du Binthuan, à laquelle nous touchons par celle de Bienhoa. Sous les Ming, les armées de Tchinla auraient soumis la Cochinchine tout entière. L'empereur de la Chine, dans ses luttes contre le Tonkin, ne dédaigne pas lui-même de rechercher l'appui du roi de Tchinla en 1076. Les rapports paraissent donc avoir été fréquens entre le grand empire et le puissant royaume. Le voyageur chinois dont Abel Rémusat a traduit la relation raconte que de son temps les habitans de Tchinla donnaient à leur pays le nom de Kamphoutchi, devenu bientôt Kamphoutche. Les Cambodgiens d'aujourd'hui s'appellent eux-mêmes Khmer, et disent, en parlant de leur patrie, Sroc-Khmer, pays des Kmer. On ne peut s'empêcher néanmoins de reconnaître dans le Kambodia des Portugais, dont nous avons fait Cambodge, une corruption évidente du mot Kamphoutche.

D'un autre côté, on lit dans les annales de Siam que le pays de Sajam a été longtemps sous la domination du roi de Kamphoxa, et lui payait tribut. Phra-Ruang, prince de Sajam, affranchit son pays, qui prit alors le nom de Thaï, c'est-à-dire libre, et modifia l'alpha-

bet cambodgien, exclusivement employé dans la suite pour écrire les livres de religion. Il résulterait de là que le Cambodge aurait, à certains momens de son histoire, englobé dans ses frontières élargies la plus grande partie de l'Indo-Chine. Je ne chercherai pas plus longtemps à remonter le cours ténébreux des âges. Une chose est certaine, le passé du Cambodge a été fort brillant. De gigantesques ruines en ont porté jusqu'à nous le glorieux témoignage, et nous n'avons pas tardé à en trouver la confirmation durant notre séjour au Laos. Dans un pays tributaire de la Birmanie et très voisin de la frontière de Chine, un vieux bonze nous interrogeait avec avidité sur le sort du Cambodge, qui portait dans ses livres le nom de Tepada-Lakhon, ou royaume des anges. Quant aux Cambodgiens eux-mêmes, ils ne savent rien de leurs origines et rien de leur histoire. Déchus comme ils le sont, ils n'imaginent pas que leurs pères aient été capables de construire les monumens dont les ruines couvrent le sol de leur pays. M. de Lagrée, qui les a constamment interrogés sur ce point durant un long séjour, finit par obtenir d'un bonze réputé très savant le nom du fondateur d'Angcor. Quand il voulut comparer ce nom avec ceux qu'il avait recueillis déjà, il s'aperçut qu'il n'avait d'autre valeur qu'une épithète de fantaisie signifiant en français architecte du ciel. Nous ignorions absolument nous-mêmes, au moment de notre arrivée en Cochinchine, non-seulement le passé, mais encore l'état présent du peuple cambodgien, et un premier examen de la situation du royaume conduisit à découvrir dans la nature de ses rapports avec ses voisins un obstacle sérieux à la légitime extension de notre influence dans l'Indo-Chine.

II.

Le Cambodge renferme aujourd'hui une population qui atteint à peine un million d'âmes. Encore faut-il comprendre dans ce chiffre 40,000 esclaves et 20,000 sauvages habitant les montagnes, où ils jouissent en fait d'une sorte d'indépendance. Ce petit royaume, moins peuplé que certains départemens français, ne pouvait par lui-même être pour nous un péril ou devenir même une cause de souci; mais le droit des gens tel qu'on le professe en Europe est chose fort peu connue en Orient, et le Cambodge confine à Siam, voisin relativement puissant qui lui a pris des provinces en employant tour à tour la force et la ruse. La cour de Bangkok et celle de Hué convoitaient toutes deux ce qui restait de ce royaume démembré. Dès 1795 en effet, le roi de Siam avait enlevé du Cambodge le jeune Ang-eng pour le soustraire aux violences de ses sujets révol-

tés, et il l'avait fait couronner plus tard à Houdon. Il avait pris pour se payer de ses services les provinces de Battambang et d'Angcor; l'empereur d'Annam de son côté n'avait pas déployé une activité moindre. Le gouvernement siamois dut même tout d'abord se réjouir de notre intervention, qui faisait échec à la politique ambitieuse des Annamites. Ceux-ci, appelés en 1810 par Ang-chan pour le secourir contre les Siamois, achevèrent la conquête des six provinces que nous possédons aujourd'hui sous le nom de Basse-Cochinchine, et s'établirent même à Pnom-Penh, d'où ils gouvernèrent directement le pays jusqu'en l'année 1834. Non contens de tenir sous leur joug les infortunés Cambodgiens, ils essayèrent encore de leur imposer leurs coutumes; l'historien de Gyadinh, avec son triple orgueil de vainqueur, de lettré et de Chinois, ne craint pas d'écrire que l'empereur d'Annam accorda aux différens mandarins civils et militaires du Cambodge un costume de cérémonie. « Ainsi, continue-t-il, disparaissent chaque jour et peu à peu ces habitudes barbares qui consistent à se couper les cheveux, à porter des habits non fendus sur les côtés, à se ceindre le corps d'un langouti, à manger avec les doigts et à se tenir accroupi. »

L'antipathie qui sépara toujours les deux races se changea d'un côté en haine inextinguible, de l'autre en mépris profond. Une loi cochinchinoise allait jusqu'à punir de la strangulation tout Annamite qui épouserait une Cambodgienne. L'intention de conquérir le royaume entier était bien évidente chez l'empereur d'Annam, et la déclaration du ministre d'état Phan-tan-gian (1), publiée par M. Aubaret, ne tient pas contre les faits. « En principe, dit-il, notre intention n'est point de nous emparer de ce pays; nous voulons, à l'exemple du ciel, laisser les hommes vivre et exister en paix; non, nous ne voulons pas la perte de ce petit royaume, comme le machinent d'autres personnes au cœur plein de fiel. » Ces hommes sont les Siamois. Non contens des deux provinces arrachées à Ang-eng, et sous le prétexte de soutenir les intérêts de Ong-duong, le roi légitime, ils s'avancèrent pour chasser les Annamites. La lutte dura plus de dix ans entre les deux rivaux. De quelque côté que se fût prononcée la victoire, le Cambodge était condamné à disparaître; mais la paix fut signée, chacun garda ce qu'il possédait avant la guerre, et le partage définitif fut ajourné. Ong-duong s'engageait à payer à ses deux voisins un tribut périodique, et à ce prix les Siamois le placèrent sur le trône du Cambodge, non sans lui avoir

(1) Phan-tan-gian a été ambassadeur à Paris. Il était gouverneur de Vinh-long. On sait qu'avec la résolution d'un héros de Plutarque il s'est empoisonné après la prise de cette province par la France pour ne pas survivre au serment qu'il avait fait à son maître de la lui conserver.

imposé l'obligation de laisser ses enfans à Bangkok, où ils devaient recevoir une éducation plus digne de leur naissance. En réalité, le roi de Siam voulait dans le présent s'assurer des otages et préparer pour l'avenir des instrumens à ses projets.

A la mort de son père, Norodom, grâce à l'appui de son protecteur intéressé, monta sur le trône. Si-vata, l'un de ses frères, se révolta sur-le-champ. Ce dernier prétendait au trône parce qu'il était le fils d'un roi couronné, tandis que Norodom, l'aîné, avait été conçu avant que leur père Ong-duong eût ceint la couronne dans une cérémonie solennelle considérée comme très importante d'après les rites cambodgiens. Un oncle des princes, Senong-sôo, soutint la cause de Si-vata, agita la province de Baphnum, voisine de Pnom-Penh, et le roi s'enfuit à Bangkok sans tenter de résister. Au mois de février 1862, il fut ramené dans ses états par les soldats du roi de Siam et rétabli à Houdon à la condition qu'il inaugurerait son règne par l'abandon des provinces de Compong-soaï et de Pursat, comme son père avait signalé le sien en se laissant dépouiller au profit du Laos de deux provinces limitrophes de ce pays, sur une partie duquel Siam exerce une souveraineté absolue. Pressé de posséder le pouvoir, Norodom souscrivit à tout, et le roi de Siam put être fier de son élève. A Bangkok, on prit acte de sa promesse, en déclarant toutefois qu'on n'en exigerait pas l'accomplissement, si le roi du Cambodge se montrait docile aux conseils de ses amis. Norodom n'était donc que trop bien disposé au rôle de roi vassal qu'on voulait lui faire jouer. L'arrivée des Français en Cochinchine enlevait définitivement aux Annamites, fort occupés à se défendre, toute idée de conquête, et le roi de Siam se mit en devoir de s'assimiler les restes d'une nation dont il avait en quelque sorte pétri le souverain de ses propres mains.

Les choses en étaient là au moment de la prise de Saïgon. Ce court exposé permet d'apercevoir l'intérêt qui devait nous contraindre à intervenir, et aussi de pressentir les difficultés qui nous ont arrêtés quelque temps. Le moment était décisif. Les Anglais, qui ne sont cependant pas à l'étroit dans les Indes, ont vu leurs desseins contrariés par notre présence dans l'empire d'Annam. La peur qu'ils inspiraient à la cour de Siam a longtemps empêché celle-ci d'accorder aux nations européennes le droit d'avoir un consul à Bangkok. Aujourd'hui ils ont gagné du terrain, et jouissent dans les conseils du gouvernement siamois d'une influence considérable. Ils eussent tenu pour un véritable succès politique d'amener le roi Phra-maha-mongkut, fort disposé à suivre ce conseil, à s'annexer purement et simplement le Cambodge. On sait trop bien ce que cache d'ordinaire la tendresse portée par l'Angleterre à ses cliens

pour ne pas douter un peu du désintéressement qu'elle affecte en témoignant à Siam tant de sollicitude. Ses éclatans succès dans le passé autorisent tous ses rêves d'avenir; elle s'irrite de rencontrer sur son chemin des rivaux qu'elle croyait avoir pour jamais expulsés de l'Asie. De Moulmein, elle guette déjà Bangkok, et, ne pouvant prendre elle-même le Cambodge, elle s'efforçait d'enrichir un ami dont elle se croyait assurée d'hériter. En attendant, on se ménageait la facilité de nous entourer d'ennemis dans notre nouvel établissement. Il y avait plus encore : le royaume du Cambodge commande la vallée inférieure du Mékong; une batterie placée sur la pointe de la douane fermerait au commerce le passage des quatre bras de ce fleuve, et nous ne pouvions admettre que la prospérité de notre colonie de Saïgon, appelée à réunir un jour dans son port tous les produits de l'intérieur, dépendît absolument d'une nation étrangère qui, conseillée comme elle l'était, devait nous être le plus souvent hostile. Ces considérations étaient décisives, et l'indépendance du Cambodge dut apparaître bientôt comme une condition essentielle au développement et presque à l'existence de la Cochinchine française. Dans l'état de faiblesse où se trouvait réduit le royaume, l'indépendance était impossible sans un protectorat. Les droits de suzeraineté de la France, substituée à Tu-Duc, étant dès le principe au moins égaux à ceux de Siam, nous pouvions les déclarer les uns et les autres éteints par compensation. Un traité nous créerait des droits nouveaux et exclusifs, Siam serait définitivement écarté. C'est vers ce but que durent se diriger tous les efforts des officiers français, devenus diplomates.

Un chef cambodgien, Senong-sôo, l'oncle du roi Norodom, avait cherché un refuge sur notre territoire pour échapper aux Siamois, et le premier ministre de Siam adressa immédiatement à l'amiral Bonard une demande d'extradition qui ne fut point accueillie. Cet acte dut faire réfléchir la cour de Bangkok sur nos intentions à l'égard du Cambodge; il ouvrit en quelque sorte les hostilités. Pour amener Norodom à traiter avec nous, il importait de marquer une différence entre la manière dont nous entendions user du protectorat qu'il nous accorderait et la façon oppressive dont le roi de Siam exerçait son humiliante suzeraineté. Il ne pouvait être question pour nous ni d'hommages ni de redevances; nous n'avions qu'un résultat à atteindre, l'autonomie du Cambodge. C'est selon cet esprit que furent dirigées toutes les négociations. Le roi d'ailleurs en désirait depuis longtemps l'ouverture; il avait l'instinct que Siam se relâcherait de ses exigences le jour où il lui faudrait compter avec nous. Pour les mêmes raisons, cette dernière puissance redoutait l'intervention française, et le général siamois Phnéa-rat, logé aux portes

du palais royal, redoubla de vigilance. Il mit à remplir ses fonctions de surveillant et de tuteur une conscience farouche; jamais la plus scrupuleuse des duègnes ne s'ingénia davantage pour sauver son précieux dépôt. Le roi ne disait pas un mot qui ne fût entendu, ne faisait pas un geste qui ne fût surveillé, et les lettres mêmes qu'il eut à écrire au commandant français de l'un des cercles frontières commençaient par ces mots : « le roi et le général siamois. » Il fallait éviter dans le début de nos relations avec la cour de Houdon toute manifestation éclatante, agir avec prudence pour arriver à soustraire le roi sans secousse à une sujétion aussi incompatible avec sa dignité qu'avec nos propres intérêts. Sous des prétextes divers, nos bâtimens sillonnèrent le Mékong. Les officiers évitaient de séjourner longtemps au même lieu pour ne pas soulever de défiances prématurées; ils entrèrent peu à peu en relations directes avec le roi. Leurs instructions leur défendaient de reconnaître en aucune façon la tutelle du Siamois et de souffrir un intermédiaire quelconque entre eux et sa majesté cambodgienne. L'aviso à vapeur le *Gyadinh* fut le premier navire français désigné par l'amiral de La Grandière pour stationner dans les eaux du Cambodge. Le roi accueillit avec empressement son commandant, M. de Lagrée, et lui accorda sur-le-champ, pour y établir un dépôt de charbon, l'emplacement que nous occupons encore vis-à-vis Pnom-Penh. Norodom poussa même la courtoisie jusqu'à venir sans retard à bord du *Gyadinh;* il fut accompagné, il est vrai, par le Siamois. Il manifesta le désir de rendre visite au nouveau gouverneur de la Cochinchine; mais ce n'était là qu'un caprice d'enfant curieux auquel il renonça bientôt lorsque son tuteur lui eut fait comprendre la portée politique d'un pareil voyage.

A mesure que le représentant de la cour de Bangkok sentait augmenter ses craintes et qu'il entrevoyait mieux l'émancipation prochaine de son pupille, il devenait plus exigeant. Bien qu'il fût écarté de toutes les audiences accordées aux Français, il s'arrangeait pour ne pas perdre un mot de ce qui s'y disait. Il affectait de ne se montrer en public que dans un appareil somptueux dont le luxe éclipsait celui du roi lui-même. Il prenait partout des airs de maître, et ses soldats, copiant les allures de leur chef, soumettaient le marché à un pillage quotidien. Cette manière d'agir, très blessante pour un peuple, si déchu qu'on le suppose, faillit amener une révolution au profit de Phra-kéo-féa (1), jeune frère du roi, à qui sa haine des Siamois faisait une sorte de popularité. Notre

(1) Il a été depuis interné à Saigon, et la révolte de 1866, suscitée par Pou-quambo, s'est autorisée de son nom.

présence seule empêcha la révolte; le général siamois le sentit, et, ne voulant pas assister plus longtemps au spectacle, si pénible pour lui, des progrès de notre influence, il saisit cette occasion pour annoncer qu'obligé d'aller chercher des ordres nouveaux il laisserait son frère pour tenir sa place auprès du roi. Il jugeait d'ailleurs utile d'emmener à Bangkok l'auteur d'une insurrection qui aurait pu compromettre le repos d'un état tributaire de Siam, et il espérait qu'une année passée dans un couvent et sous l'habit des bonzes inspirerait au jeune prince de meilleurs sentimens. C'est ainsi qu'il masqua sa retraite. Quant à nous, nous venions de rendre un service, d'exercer en quelque sorte à l'avance notre protectorat. Le moment était donc favorable pour le faire reconnaître régulièrement, sauf à n'en tirer que plus tard toutes les conséquences.

L'amiral de La Grandière, mettant ces circonstances à profit, arriva sur-le-champ à Houdon. Le roi, un peu surpris peut-être, et ne comprenant qu'avec peine le sens du mot protectorat, encore plus difficile à définir en cambodgien qu'en français, consentit facilement à revêtir de son sceau un traité en dix-neuf articles, dans lequel le protectorat de la France sur le Cambodge, solennellement proclamé, était entouré de toutes les garanties que nous désirions obtenir. Il fut entendu que jusqu'à la ratification de l'empereur des Français la convention n'avait qu'une valeur éventuelle. Nous venions d'amener le roi à faire acte de volonté souveraine et à prendre avec nous un engagement formel, nous pouvions croire à un premier succès. A peine cette nouvelle fut-elle parvenue à Siam qu'elle y souleva des colères dont le retentissement effraya notre nouveau protégé au point de lui faire oublier sa parole et de nous créer de véritables embarras.

Le kalahom (1) déclara nettement au commandant du *Forbin*, envoyé à Bangkok à l'occasion de la mort du consul de France, que le roi du Cambodge n'était qu'un vice-roi vassal de Siam, qu'il n'avait pas le droit de traiter avec nous, et que ses intérêts ne pouvaient se régler qu'à Bangkok; puis, se radoucissant, il fit très clairement entendre que son maître serait disposé à partager avec nous ce qui restait de l'ancien royaume cambodgien. Nous nous trouvions en face d'affirmations précises, la réponse dut être catégorique. Il fut en effet officiellement signifié au kalahom que cette prétendue vassalité du roi du Cambodge n'avait jamais été reconnue par la France, qui était résolue à n'accepter aucun intermédiaire pour traiter avec lui. On tirait à Bangkok de la mission confiée à M. de Montigny en 1855 un argument contre nous, et l'on

(1) Premier ministre du roi de Siam.

essaya de prouver que ce plénipotentiaire, dans ses conférences avec le gouvernement siamois, avait toujours reconnu la vassalité du Cambodge. Cette assertion était dénuée de tout fondement. Il suffit de raconter les faits pour le constater. Cette petite digression rétrospective aura un autre avantage, elle fera voir à nu les ressorts qui mettaient en mouvement la politique siamoise.

M. de Montigny ayant exprimé l'intention de faire un traité de commerce avec le Cambodge, non-seulement on ne lui fit aucune opposition, mais encore on lui conseilla de s'emparer, au nom de la France, de l'île de Phu-Quoc, située en face du port cambodgien de Compot, dans le golfe de Siam, et peuplée d'Annamites. Évidemment les hommes d'état siamois avaient cherché de cette manière à susciter entre Français et Annamites un conflit dont ils auraient profité. D'un côté, le roi de Siam écrivait à M. Miche, aujourd'hui évêque de Saïgon, pour le prier de mettre au service de M. de Montigny ses lumières, sa connaissance du pays et de la langue; de l'autre, il faisait dire secrètement au roi du Cambodge que, s'il avait le malheur de traiter avec les Français, il s'en repentirait. Le roi Ong-duong, sur la nouvelle de l'arrivée de l'ambassade française, avait ordonné de réparer la route entre Houdon et Compot, et s'était préparé à faire à M. de Montigny une réception magnifique; mais il conçut une véritable épouvante à la lecture de la lettre venue de Bangkok. Quand il apprit que le même navire qui conduisait le plénipotentiaire français portait aussi un agent du roi de Siam, sa terreur ne connut plus de bornes; il se garda bien de venir à Compot au rendez-vous qu'il avait donné, et commença immédiatement sa visite annuelle aux pagodes pour que M. de Montigny ne le rencontrât pas dans sa capitale, s'il se décidait à venir le chercher jusque-là.

Puisqu'en 1855 il fallait employer secrètement les menaces pour empêcher Ong-duong de traiter avec nous, on lui reconnaissait donc le pouvoir de le faire. Pourquoi le successeur d'Ong-duong serait-il déclaré déchu d'un droit qu'avait son père? Après avoir été longtemps contraint de souffrir l'intervention de Siam dans ses affaires, le roi de Cambodge nous avait, par une convention librement consentie, créé des droits et des devoirs contre lesquels les protestations du gouvernement siamois demeuraient désormais sans valeur.

Le général Phnéa-rat, qui était allé conduire Phra-kéo-féa à Bangkok, avait conquis un tel ascendant sur le roi que nous n'aurions probablement pas aussi aisément réussi, s'il fût resté à Houdon. Heureusement il n'y avait laissé que son frère, mandarin de peu d'influence, qui, se tenant à l'écart, exerçant de loin une surveillance inactive, ne sut rien prévoir ni rien empêcher. Quand il apprit que la convention était signée, il se sentit blessé cruellement

dans son orgueil de Siamois et dans son amour-propre de diplomate; il devint violent, comme tous les gens timides brusquement arrachés à leur torpeur, et menaça Norodom de la colère de son maître, dont les Français seraient impuissans à détourner les redoutables effets. Il l'engagea en outre à joindre une lettre de regrets et d'excuses au message qu'il adressait lui-même à Bangkok pour porter à la connaissance du kalahom les graves événemens qui venaient de s'accomplir. Norodom, tout éperdu, eut la faiblesse d'y consentir. Il écrivit qu'il avouait ses torts, qu'il n'aurait pas dû signer sans consulter le roi de Siam, mais qu'il avait été surpris lui-même, et qu'il n'avait pas pris le temps de réfléchir aux conséquences d'un acte dont il se repentait trop tard. Pour qui connaissait le roi, il y avait au moins autant de calcul que de terreur dans ce langage. Sa lettre pouvait passer pour un indice de la politique qu'il s'était déterminé à suivre. Il voulait paraître subir une pression de notre part, ne doutant pas que Siam ne finît par reculer devant notre volonté. Nous sachant matériellement désintéressés, parfaitement instruit du prix que nous attachions à l'indépendance de son royaume, il était résolu à nous laisser faire, à nous créer au besoin, pour sortir lui-même d'embarras, des obstacles qu'il nous savait assez forts pour surmonter, à se tenir prêt, en un mot, à jouir de la liberté que nous lui aurions rendue sans que Siam fût fondé, quoi qu'il arrivât, à lui imputer la responsabilité des événemens.

L'avenir avait, il faut bien le reconnaître, certains points obscurs qui justifiaient les inquiétudes de Norodom. A cette époque, l'ambassade annamite était à Paris; son but n'était un mystère pour personne en Cochinchine, et l'on ne tarda point à en être informé au Cambodge. Les Siamois parlaient de la prochaine évacuation des Français comme d'un événement assuré, et de son côté un agent de Tu-Duc, plus affirmatif encore, venait réclamer à Houdon le tribut triennal. Il n'était certes pas probable que Phan-tan-gian et ses collègues réussissent dans leurs négociations; cependant, lorsqu'on connaît les faits et les hésitations, fort naturelles d'ailleurs, qui ont précédé la résolution définitive de la France, on est porté à trouver dans la perspicacité de l'esprit du roi une sorte d'excuse pour la faiblesse de son caractère. Norodom était d'autant plus troublé qu'il ne se rendait pas un compte exact du temps nécessaire pour communiquer avec la France, et que Bangkok, confiante dans les ressources de sa diplomatie, annonçait que la ratification du traité serait refusée par l'empereur Napoléon III.

Cependant la colère du roi de Siam, qui venait d'apprendre les événemens du Cambodge, s'apaisa tout à coup; il croyait avoir

trouvé dans la lettre de Norodom le moyen de tirer de nous une éclatante vengeance, dont il remit le soin à son fidèle Phnéa-rat. L'agent habile dont le départ subit avait tant contribué à notre succès dut se préparer à retourner à Houdon. Il apportait un projet de traité qu'il avait ordre de faire signer à tout prix par le roi du Cambodge; le sachant homme de ressources et d'énergie, on lui laissait le choix des moyens. Ce traité avait pour but de définir, en l'accentuant davantage, la vassalité de Norodom, qui y était appelé vice-roi et simple gouverneur du Cambodge. Le roi de Siam avait pris la peine d'écrire de sa main le préambule de cet acte diplomatique. Il voulait, disait-il, annoncer à tous que le Cambodge est un état tributaire du royaume de Siam, auquel il doit hommage, et par lequel il est protégé depuis longtemps. Il s'était fait attribuer par l'article 6, et malgré une restriction illusoire, le droit de nommer désormais suivant son bon plaisir les gouverneurs du Cambodge. L'article 7 réservait également à la cour de Bangkok la nomination des gouverneurs des provinces cambodgiennes. Quant au traité français, il n'en était pas question, on ne daignait pas le discuter, on le considérait comme n'existant pas. Phnéa-rat, arrivant à Houdon à l'improviste, agit avec promptitude, habileté et vigueur. Sans laisser à Norodom le temps de se reconnaître, il lui déclara que le roi de Siam, profondément irrité contre lui, consentait à le voir devenir sujet de la France; son traité avec nous n'avait pas d'autre signification, les consuls des autres nations l'avaient proclamé très haut à Bangkok, et ils voyaient une preuve irrécusable de cette sujétion dans la clause qui excluait du Cambodge tous les représentans des puissances européennes. On devine facilement d'où pouvaient provenir les insinuations de ce genre. Le roi de Siam, continuait Phnéa-rat, ne prétendait rien empêcher. Seulement Norodom, abandonnant son royaume et trahissant son peuple, était par cela même indigne du trône, et Si-vata, jusque-là retenu à Bangkok, allait être mis en liberté. La couronne des rois du Cambodge était en dépôt dans la capitale de Siam; elle y resterait, et, en supposant qu'il conservât son trône, Norodom ne serait jamais un roi couronné. De plus sa majesté siamoise jugeait le moment venu d'accepter les deux provinces de Compong-soaï et de Pursat, qui lui avaient été si gracieusement offertes au commencement du règne. Phnéa-rat ajoutait que les volontés de son maître ne dépassaient pas les limites de la justice et de la modération, et ne craignait pas d'affirmer qu'elles seraient imposées à la France même par la force dans une guerre en prévision de laquelle le gouvernement siamois s'était assuré le concours d'alliés puissans. Pour conjurer tant de périls, il restait au roi Norodom une dernière ressource : il n'avait

qu'à signer un traité qu'on lui promettait de tenir secret, et qui n'était en réalité qu'une précaution prise contre les Français. Le roi de Siam daignerait alors se transporter en personne à Compot, où Norodom viendrait le recevoir, et ses torts seraient oubliés. Ces manœuvres eurent un plein succès; Phnéa-rat, avant que M. de Lagrée le sût à Houdon, emportait du palais le traité signé par le roi. On était en novembre 1863; les ratifications furent envoyées de Siam le 22 janvier suivant, et c'est seulement au mois d'août 1864 que nous apprîmes l'existence et la teneur de ce traité par un journal anglais de Singapore qui le publia en entier.

Le rusé diplomate siamois sentait bien quel intérêt il y avait pour lui à tromper la France sur le but et le véritable résultat de sa mission. L'arrivée à Houdon d'un grand mandarin de la cour de Bangkok ne pouvait manquer de préoccuper M. de Lagrée, dont l'esprit toujours en éveil commençait à s'accoutumer aux ruses de cette diplomatie orientale. Cette difficulté n'avait point embarrassé Phnéa-rat; il s'était pourvu d'un prétexte. Résolu à éviter toute conférence avec le représentant officiel de la France, qui n'aurait pas facilement pris le change sur ses desseins, il fit adresser par le roi de Siam à M. Miche une lettre informant ce dernier que le couronnement de Norodom aurait lieu dans quinze jours. Se sentant pris tout à coup d'un saint zèle pour la religion catholique et d'un grand respect pour le chef vénérable des chrétiens du Cambodge, il vint le visiter à Pinhalu. Il avait une escorte de deux cents gardes, une suite de douze éléphans couverts de housses écarlates lamées d'or, dont l'un, le plus richement paré, le portait lui-même. Quel ne dut pas être l'étonnement de l'humble évêque missionnaire en voyant l'ambassadeur du roi de Siam arriver devant sa demeure en aussi somptueux équipage et lui remettre une lettre de son souverain! La France n'étant depuis longtemps connue dans ces contrées que par les prêtres des missions, Phnéa-rat affectait de croire que l'évêque la représentait officiellement, et passait dédaigneusement devant la porte de M. de Lagrée sans même faire arrêter son cortége. Quant à M. Miche, étranger à la politique par la nature de ses goûts comme par celle de ses fonctions, il ne vit que ce qu'on voulut lui montrer, n'entendit que ce qu'on voulut lui dire, et s'empressa d'informer M. de Lagrée du prochain couronnement. Ainsi le traité était fait, et personne n'en soupçonnait l'existence; Phnéa-rat avait réussi.

Cependant le bruit se répandit bientôt au Cambodge que le roi de Siam se déterminait à renvoyer à son légitime possesseur l'antique couronne des vieux princes cambodgiens, mais qu'il se réservait de la placer lui-même sur la tête de Norodom en lui conférant, au jour

qu'il lui conviendrait de fixer, une investiture solennelle qui le constituerait définitivement son vassal. L'opinion publique donnait d'avance à la cérémonie cette signification, et chacun se demandait curieusement quelle serait notre attitude. Il devenait urgent d'éclairer le roi et de lui rendre sa confiance en nous, qui paraissait fort ébranlée. M. de Lagrée n'hésita point à lui ouvrir les yeux sur une situation qui était pour la France pleine d'ennuis et pour lui grosse de périls. Norodom remercia M. de Lagrée avec effusion de ses conseils. A l'en croire, c'était la première fois qu'il voyait clairement où Siam en voulait venir. La cour de Bangkok se considérerait après le couronnement comme souveraine maîtresse du Cambodge; mais il était résolu à tromper ses calculs. Il voulait se couronner lui-même à Houdon, en présence de son peuple, et il exprima le désir de voir le gouverneur de la Cochinchine assister à la cérémonie. Il affirma en outre que l'époque n'en était pas fixée, et qu'il saurait trouver des prétextes pour la retarder jusqu'à l'arrivée de la réponse attendue de Paris relativement au traité du protectorat. « Siam, répétait-il sans cesse, est devenu tendre avec moi. » Un pareil revirement, dont il était impossible de deviner les causes, était bien fait pour nous surprendre. Le roi de Siam annonçait par un message solennel et spécial que le couronnement aurait lieu dans quinze jours, et nous apprenions d'un autre côté que l'époque n'en était pas fixée! Évidemment on se jouait de nous à Bangkok. M. de Lagrée dissimulait son inquiétude. Par la franchise de ses allures comme par la courtoisie de ses manières, il exerçait sur Norodom une influence toute personnelle, et, quand il se sentait maître de lui-même, celui-ci y cédait toujours. Il commit l'imprudence de témoigner publiquement son amitié aux officiers français avec une sorte d'expansion joyeuse. Ses visites à M. de Lagrée devinrent plus fréquentes; il jouissait d'une trêve dont il aurait voulu prolonger la durée comme un écolier en vacances. Phnéa-rat, à qui ne pouvait échapper ce changement dans les dispositions du roi, savait par expérience combien il était facile de l'entraîner, et il crut le moment venu de lui faire prendre envers Siam un engagement nouveau.

On se rappelle que, lors du traité secret, le roi de Siam avait promis de se rendre dans le port cambodgien de Compot pour y attendre Norodom. Phnéa-rat annonça que son maître songeait à quitter sa capitale, et allait arriver les mains pleines de pardons. Afin de ne pas empoisonner par des embarras nouveaux la joie que Norodom devait ressentir à la flatteuse nouvelle de cette auguste visite, Phnéa-rat souscrivait d'avance à toutes les exigences des Français, et ne mettait à cela qu'une condition, c'est que Norodom s'engagerait à boire l'eau du serment en présence du roi de Siam.

C'est la manière de jurer obéissance et fidélité. Il s'agissait donc encore une fois pour Norodom de se déclarer sujet de Siam et simple gouverneur du Cambodge. Sur ces entrefaites, des matelots français pris de vin causèrent quelque désordre dans la ville et jusque dans la maison de la mère du roi. Le mandarin siamois exploita cet incident, en augmenta les proportions, et finit par obtenir de Norodom effrayé la promesse de se rendre à Compot. Il s'empressa de répandre cette nouvelle, de parler de l'eau du serment, et n'omit rien de ce qui pouvait compromettre le roi. Satisfait d'y être parvenu, il s'empressa de quitter Houdon, laissant M. de Lagrée aux prises avec des énigmes, et Norodom plus embarrassé que jamais, n'osant ni parler ni se taire, lié des deux côtés par des traités, et réduit à jouer un rôle passif entre deux adversaires plus forts que lui, avec lesquels il avait tour à tour signé des engagemens contradictoires.

III.

Peu de jours après le départ du Siamois, Norodom profita de sa liberté pour se rendre à bord du *Gyadinh*. Il essaya d'être expansif; mais son courage ne put lui faire dépasser les demi-confidences. « Je connais Siam mieux que personne, dit-il aux officiers du bâtiment; on vous y craint, on ne vous y aime point. Ne croyez pas qu'on ait à la cour de Bangkok de l'aversion pour les Anglais. On les pousse au contraire autant qu'on est poussé par eux. Depuis plus d'un an, les Siamois m'engagent à faire un traité avec l'Angleterre, et l'on m'a fait récemment à cet égard de nouvelles ouvertures. Le roi de Siam ne désire ma présence à Compot que pour essayer d'agir sur moi par l'influence religieuse. C'est lui qui à Bangkok m'a revêtu de l'habit des bonzes, je suis son filleul en religion, et c'est un lien puissant dans nos deux pays. S'il tarde à venir à Compot, la saison ne me permettra plus d'entreprendre ce voyage, et je m'en réjouirai, car je ne le ferai qu'à contre-cœur. Quand on veut m'arracher une promesse, un acte ou surtout une signature, je refuse en disant que je suis dominé par vous. » Il n'avait pas toujours trouvé la force de résister, et cette dernière phrase cachait un cuisant remords. Ses paroles témoignaient d'ailleurs d'une vue assez claire de la situation, et ses calculs, où il entrait plus de prudence que de dignité, apparaissaient tous les jours avec plus d'évidence. Enfin le 11 janvier 1864 ou apprit qu'un bateau à vapeur siamois venait de mouiller à Compot. Le roi donna immédiatement des ordres pour son départ. Ce voyage était un échec pour notre politique, et M. de Lagrée cherchait le moyen de l'empêcher quand il

apprit, non sans surprise, qu'au lieu du roi de Siam il n'était arrivé qu'un simple mandarin chargé par son maître d'une lettre pour Norodom. Sous un prétexte quelconque, le roi de Siam s'excusait de ne pouvoir assister au couronnement, ni même venir à Compot. Il annonçait néanmoins que Phnéa-rat devait apporter la fameuse couronne quelques jours plus tard. Le roi de Siam jouit dans une partie de l'Indo-Chine bouddhiste d'une sorte de vénération religieuse analogue à celle qu'inspire aux musulmans le sultan de Constantinople. La perspective de recevoir la visite d'un tel personnage ne flattait pas médiocrement Norodom, et cette considération, qu'on fit valoir pour hâter la conclusion du traité secret, ne fut peut-être pas sans influence sur la signature de cet acte. Ce résultat une fois obtenu, le roi de Siam devait perdre toute envie de venir à Compot. Phnéa-rat le savait bien quand il obtint de Norodom la promesse d'aller boire l'eau du serment; mais peu lui importait au fond que la cérémonie eût lieu ou non : tout le monde savait que le roi du Cambodge y avait consenti, et cela suffisait.

Tandis que M. de Lagrée ne voyait dans la douceur et la modération de la cour de Siam qu'un motif de plus de se tenir sur ses gardes, Norodom, oublieux de sa dignité, avait peine à contenir sa joie. On affectait de le traiter avec une légèreté dédaigneuse, mais on allait lui rendre sa couronne! Il ne pensait qu'à cela, ne parlait que de cela. Il donna des ordres pour que rien ne manquât à l'éclat des fêtes, et les préparatifs commencèrent. Les bonzes, consultés, se recueillirent; ils déclarèrent que le 3 février était un jour propice et désigné par le ciel. Le gouverneur de la Cochinchine fut invité à se rendre à Houdon, ou du moins à y envoyer un représentant, qui serait reçu avec tous les honneurs usités, et occuperait une place au moins égale à celle de l'envoyé siamois, quel qu'il fût. Tout était donc réglé d'avance. Le roi se montrait joyeux de tenir le premier rôle dans une cérémonie imposante. Il attendait impatiemment les Français. C'est devant eux surtout qu'il tenait à se montrer dans l'appareil antique de la puissance, depuis longtemps disparue, des vieux rois du Cambodge.

On entrait dans la période favorable aux cérémonies religieuses; le chef d'état-major du gouverneur de la Cochinchine était arrivé à Houdon; rien ne manquait plus pour le couronnement, si ce n'est la couronne. Des courriers parcouraient à toute bride la route de Compot, les bonzes redoublaient leurs prières, le roi, tout agité, prodiguait les ordres et les contre-ordres. On attendit autant qu'on put attendre; mais il fallut enfin se rendre à l'évidence. Siam avait simplement voulu placer Norodom dans une situation fausse vis-à-vis de nous et nous attirer nous-mêmes dans une ridicule impasse.

Notre protégé s'en tira fort habilement. Il décida que, par égard pour la France, les fêtes auraient lieu, et qu'on omettrait seulement les cérémonies nécessitant les insignes qu'il n'avait pas. Nous ne pouvions exiger davantage. Aucun doute ne pouvait s'élever sur la bonne foi du roi, qui avait réuni autour de lui tous ses gouverneurs de provinces. L'occasion était bonne pour faire ressortir aux yeux de ceux-ci ce qu'avait d'étrange la conduite du gouvernement de Bangkok, et il fut facile, en intéressant leur amour-propre dans la question, de détourner sur la cour de Siam, déjà impopulaire, le coup qu'elle voulait nous porter. Les fêtes eurent lieu en effet, ainsi que la cérémonie religieuse appelée *svettrachat* ou élévation du parasol, qui consiste à placer au-dessus du trône un parasol à cinq étages, et qui est presque aussi nécessaire pour compléter un roi que l'imposition même de la couronne. Ravi de voir pour la première fois au-dessus de sa tête cette sorte de quintuple diadème, Norodom s'écria dans un transport de reconnaissance et de joie : « Je considère l'empereur des Français comme mon père et l'amiral comme mon frère ! » Il aurait pu ajouter que Siam s'obstinait à vouloir être sa mère, mère exigeante et rusée qui n'abandonnait pas l'espoir de supplanter les mâles de la famille. Le lendemain, Norodom vint à bord de la *Mitraille* vêtu d'un uniforme d'officier de marine en drap assez frais, aux manches couvertes de broderies. Il portait en outre un pantalon blanc, une lourde casquette ornée jusque sur la visière d'une large broderie, un ceinturon doré, un sabre à poignée d'ivoire de forme européenne, et, comme protestation contre les exigences de l'étiquette qui l'emprisonnaient dans une telle tenue, des pantoufles, une chemise de fantaisie semée de fleurs roses et une cravate nouée négligemment. Le roi était d'humeur joyeuse, se permettait même de plaisanter les Siamois. « Préparez le riz, disait-il à ses mandarins, accroupis autour de lui selon l'usage, les Siamois arrivent; or vous n'ignorez pas qu'ils viennent ici sans provisions. » Et la cour d'applaudir à la gaîté du maître. Norodom ne croyait pas dire si vrai.

Notre grand ennemi Phnéa-rat, qui était en effet chargé d'apporter la couronne, débarquait à Compot au moment où la mission française arrivait elle-même à Houdon. Le Siamois apprit que plusieurs officiers venus de Saïgon, tout en contribuant par leur présence à l'éclat de la cérémonie, lui imprimeraient en quelque sorte un caractère français. Cette idée lui parut intolérable, il prit sur lui de renvoyer la couronne à Bangkok, et s'arrêta sur la route de Houdon pour n'arriver dans cette ville qu'après le départ de M. Desmoulin, chef d'état-major de l'amiral de La Grandière. Phnéa-rat conçut sur-le-champ un plan nouveau et hardi au moyen du-

quel il nourrissait l'espoir de joindre une défaite à la première mystification qu'il venait de nous infliger. Au moment où nos officiers de marine quittaient Houdon par une porte, un peu honteux de leur déconvenue, l'agent siamois y entrait par l'autre. Son dessein était d'entraîner le roi à Bangkok et de l'y faire couronner sans avoir à compter avec nous. L'entreprise était audacieuse, il se mit à l'œuvre avec sa fougue ordinaire. S'attaquant d'abord aux mandarins conseillers ordinaires de Norodom, il leur montra les avantages que leur maître et eux-mêmes retireraient d'un voyage à Bangkok, et les risques sérieux qu'ils ne pouvaient manquer de courir en déplaisant au roi de Siam. Il sut profiter, pour agiter les populations, des intelligences qu'il avait dans certaines provinces, notamment dans celles de Compong-soaï et de Pursat, dont les gouverneurs, créatures de la cour de Bangkok, avaient protesté contre l'alliance française. On n'a pas oublié que sans notre intervention ces deux provinces allaient subir le sort d'Angcor et de Battambang et être annexées au royaume de Siam. S'en prenant enfin au roi lui-même, il lui rappela ses promesses et son traité, qu'on pouvait produire pour le brouiller avec nous. Il lui fit redouter l'insurrection des provinces du sud, qui demandaient, selon lui, à se séparer du Cambodge; il lui soutint avec audace que les Français le trompaient indignement, que leur empereur avait refusé sa ratification au traité; il lui affirma que les Anglais d'ailleurs étaient décidés à soutenir par tous les moyens la politique siamoise. Bref, il finit par arracher à Norodom son consentement, et lui enleva jusqu'au courage de s'ouvrir avec nous. Les préparatifs du départ furent tenus secrets jusqu'au moment où, plusieurs bâtimens siamois étant arrivés à Compot, la nouvelle éclata comme un coup de tonnerre sur la tête de M. de Lagrée. Celui-ci rencontra pour la première fois chez le roi une détermination bien arrêtée et une résistance invincible. Norodom ne voulait pas perdre sa couronne, et, puisqu'on ne voulait la lui rendre qu'à Bangkok, il irait l'y chercher. D'ailleurs les ratifications du traité du protectorat n'arrivaient point, et ce retard, dont il ne voulait pas comprendre les causes, autorisait tous ses soupçons, légitimait toutes ses inquiétudes. Il annonça son départ pour le 3 mars, et ce jour-là quitta en effet sa capitale, abandonnant à ses ministres le gouvernement du Cambodge. L'agitation de Pursat et de Compong-soaï cessa comme par enchantement.

Nous allions donc être vaincus par la cour de Bangkok dans cette lutte sourde engagée depuis le traité du mois d'août 1863. La résignation était difficile. Quand M. de Lagrée connut par la rumeur publique les argumens qui avaient décidé le roi à se laisser enlever,

il n'était plus temps de les combattre, sa majesté était partie. L'heure était décisive. M. de Lagrée obéit à l'une de ces inspirations subites qui relèvent les causes jugées perdues. La présence d'une petite garnison siamoise dans la capitale du Cambodge nous autorisait à faire débarquer quelques soldats. Les autorités y consentirent sans peine, et nos hommes furent logés assez près de la troupe siamoise pour observer tous ses mouvemens. Le pavillon français fut arboré sur la caserne du détachement d'infanterie de marine et salué de vingt et un coups de canon. Ce fut là ce qui nous ramena la fortune.

Le roi n'était pas loin sur la route de Compot. Effrayé du bruit de l'artillerie, et s'imaginant que nous allions profiter de son absence pour nous emparer du Cambodge, il fit halte brusquement, puis rétrograda d'une étape. Phnéa-rat lui-même hésita. Le beau succès de tenir le roi et de perdre le royaume! Voici le parti auquel il s'arrêta. Il fit écrire par Norodom une lettre qui avait pour but d'amener le résident français, demeuré jusque-là vis-à-vis du roi dans les limites d'une déférence courtoise, à lui adresser des menaces dont à Bangkok on comptait se prévaloir contre nous par-devant l'assemblée des consuls réunis, suivant une expression souvent employée par le plénipotentiaire siamois. Le piége était grossier, c'est Phnéa-rat qui y fut pris. Sans contester au roi dans sa réponse le droit de se rendre à Bangkok, M. de Lagrée lui dit tout ce que ce voyage, si blessant pour la France, avait de compromettant pour ses propres intérêts; il rappela surtout les plaintes amères que lui avait si souvent arrachées l'ambition de Siam et les moyens dont usait d'ordinaire son représentant à Houdon. Le général siamois se fit lire devant Norodom la lettre de M. de Lagrée. Grands furent la colère de l'un et l'embarras de l'autre en entendant cette longue récapitulation de griefs articulés devant nous contre Siam par Norodom en personne. On voulait nous conduire à des violences de langage, et nous avions la preuve que notre adversaire ne devait son succès qu'à ses menaces. Phnéa-rat entra dans un accès de rage qui le conduisit presque aux limites de l'épilepsie, puis il perdit contenance, son aplomb l'abandonna. Aussi prompt d'ordinaire à exécuter qu'à concevoir un dessein, il perdit tout à coup jusqu'à la volonté d'un ordre. Notre vengeance commençait. Arrêté à quelques lieues de sa capitale, Norodom annonçait un jour qu'il se décidait à partir pour Bangkok, et faisait savoir le lendemain qu'il songeait à regagner Houdon. Peu à peu les mandarins tremblèrent de s'être compromis, ils se prirent à regretter tout haut les conseils qu'ils avaient donnés à leur maître; le Siamois sentit s'évanouir tout son prestige, un moment d'indécision ruina ses habiles manœuvres.

Depuis plusieurs siècles, Siam avait, suivant son intérêt, agi pour ou contre le Cambodge, et fait sentir matériellement sa puissance. Quant à nous, on ne nous connaissait que d'hier, et nous n'avions jamais donné que des conseils. Quelque honorable qu'elle fût, cette politique avait l'inconvénient d'exciter la défiance de notre nouveau protégé, le roi Norodom, qui n'en pénétrait pas le sens. Selon les très simples théories politiques et sociales de ces peuples presque barbares, théories consacrées par une pratique constante, la force est le meilleur de tous les argumens. S'il était vrai que la redoutable puissance de l'illustre roi de Siam ne nous inspirât pas une secrète terreur, pourquoi tant parlementer, pourquoi ne pas lui signifier nos volontés sans détour, pourquoi ne pas exiger la restitution immédiate de la couronne? Norodom en revenait toujours là. Nous faisions preuve de modération, et il nous accusait de timidité. Le temps d'ailleurs s'écoulait sans apporter les ratifications du traité conclu avec la France. Siam le combattait à Paris, et continuait à répandre avec persistance le bruit menteur de son succès. Que serait-il arrivé du malheureux monarque, si par impossible les négociateurs siamois l'avaient emporté? Il était perdu sans ressources; sa légèreté ne l'empêchait pas de sentir cela.

Cependant de véritables rebelles, mettant toutes ces circonstances à profit, s'étaient levés dans le sud-ouest; ils massacrèrent le ministre de la guerre, qu'on avait envoyé contre eux. Cette insurrection eut l'avantage de procurer au roi un prétexte honorable pour rentrer dans sa capitale, ce qu'il fit le 17 mars dans la soirée, suivi de près par Phnéa-rat, battu, furieux, confus, non découragé néanmoins, car il commença par tout mettre en œuvre pour obtenir l'éloignement de nos soldats; mais il perdit sa peine. Quant à Norodom, n'osant rien refuser à l'acariâtre général, dont l'humeur était devenue plus insupportable encore à la suite de son dernier échec, il s'efforça d'arracher à M. de Lagrée la déclaration écrite que cet officier avait toujours usé de contrainte dans ses rapports avec lui. Il est inutile de dire ce qu'il advint de cette démarche, où la fourberie, perdant son nom, devenait presque aimable à force de naïveté.

Notre situation se faisait excellente de presque désespérée qu'elle était quinze jours auparavant. Cependant la partie n'était pas définitivement gagnée tant que Phnéa-rat resterait à Houdon, libre de voir le roi à toute heure, et que son influence pourrait combattre la nôtre. Enfin arrivèrent fort à propos les ratifications du traité. Cette nouvelle charma le roi. Il brûlait d'envie, disait-il, de voir la signature et le sceau de l'empereur des Français. Phnéa-rat essaya bien de lui persuader que tout cela avait été fabriqué à Saïgon; mais le roi, séduit par la perspective d'une cérémonie nouvelle,

ne prêta nulle attention aux insinuations perfides du vieux général aux abois. Celui-ci eut le désagrément de voir notre traité apporté en grande pompe au palais. L'échange des ratifications s'opéra solennellement. Le chef d'état-major de l'amiral de La Grandière, venu de nouveau à Houdon, exprima le désir de se rencontrer avec lui; il refusa maladroitement l'entrevue. Tout le monde en conclut qu'il avait peur d'une explication publique, preuve évidente qu'il ne se sentait pas sans reproche. Phnéa-rat se décida enfin à nous laisser maîtres du terrain; il quitta Houdon le 25 avril. Le poste de ministre de la justice dans son pays devait le récompenser de ses services et le consoler de sa défaite. Le pavillon siamois fut amené pour toujours au Cambodge, et rien ne s'opposa plus dès lors au départ de la petite garnison française, dont la présence pouvait inquiéter la population.

Lorsque le roi de Siam vit revenir son mandarin favori, l'homme en qui il avait placé toutes ses espérances, il comprit que, le principal étant perdu, il ne fallait pas s'obstiner sur un détail. Il eut le mérite de s'exécuter de bonne grâce, et leva tous les obstacles au couronnement en restituant la couronne. Le 26 mai, l'*Ondine* quittait Saïgon et emportait au Cambodge, avec une nouvelle mission française, le mandarin siamois Phya-montrey-suriwan. Celui-ci, par l'étendue de son esprit, par la courtoisie de ses manières, fit heureusement oublier son insolent prédécesseur, sur lequel il ne se fit pas faute de rejeter ce qu'il y avait d'odieux dans la politique siamoise. Ainsi les efforts désespérés d'un adversaire qui avait failli nous arracher la victoire étaient publiquement désavoués. Phnéa-rat, revenu à Houdon avec Phya-montrey et confondu dans la foule, dévorait son humiliation en mâchant silencieusement son bétel. Rien ne manquait à notre triomphe. L'envoyé siamois désirait placer lui-même la couronne sur la tête de Norodom; le chef d'état-major de l'amiral de La Grandière s'y opposa. Phya-montrey offrit alors de la prendre chacun d'un côté; M. Desmoulin déclina encore cette proposition, et fit adopter la marche suivante : il recevrait la couronne des mains du Siamois, et la présenterait au roi, qui s'en ornerait le chef lui-même, tout comme Napoléon à Notre-Dame. Quand il sentit enfin bien fixée sur sa tête cette couronne qui s'était évanouie si souvent au moment où il croyait la saisir, Norodom, oppressé par le bonheur, exprima le désir de saluer son puissant protecteur l'empereur Napoléon III. Il fit quelques pas vers l'Occident, et, portant la main à sa couronne pour imiter M. Desmoulin, qui ôtait son chapeau, il répéta les inclinations profondes qu'il voyait faire devant lui. Alors Phnéa-rat, indigné, fendit la foule, réclama des saluts à l'adresse du roi de Siam, et, se précipitant la face contre

terre, frappa trois fois le sol du front. Norodom l'imita par courtoisie, et chacun sourit du sentiment qui inspirait cette démarche au malheureux général, dont elle fut la dernière exigence. Le roi de Siam cependant ne s'est décidé que beaucoup plus tard à reconnaître officiellement notre protectorat et à déchirer la convention secrète négociée par Phnéa-rat; encore a-t-il réclamé certaines concessions, qui ont été acceptées par la France, notamment l'abandon définitif des deux belles provinces de Battambang et d'Angcor. Si l'arrangement conclu en 1868 n'est pas, ainsi qu'il est permis de le croire, destiné à régler pour un long avenir nos rapports avec la cour de Siam, il aura eu du moins l'avantage de montrer que notre puissance n'ôte rien à notre modération. En apprenant notre succès, cette partie de la colonie européenne qui nous avait été si hostile à Bangkok feignit de se montrer satisfaite.

Je savais au prix de quels efforts le pavillon français avait été arboré à Houdon, et je ne pus me défendre d'admirer l'indifférence dédaigneuse avec laquelle le roi du Cambodge parlait de ses anciens amis les Siamois. Durant la collation qu'il voulut bien nous faire servir, il se montra plein d'entrain, de verve et de gaîté. Il paraissait plus fier de ses assiettes en faïence anglaise à grands ramages que de ses vases et plateaux en or massif. Son palais n'est d'ailleurs qu'un immense hangar couvert en chaume où peuvent loger un grand nombre de femmes et de serviteurs. Norodom est petit, on peut remarquer chez lui une tendance précoce à l'embonpoint. Il n'est assurément pas beau, même pour un Cambodgien; mais sa physionomie est expressive, intelligente et mobile. Il s'est fait très vite à beaucoup de nos usages, et l'on dirait qu'il a deviné notre esprit. Sa conversation, très pittoresque, est mêlée de saillies presque voltairiennes; il méprise ses sujets dès qu'il n'en a plus peur, et se moque de Bouddha quand il se porte bien. Il foule aux pieds l'étiquette antique, seul débris subsistant de l'ancienne civilisation des Kmer, et il paraît disposé à nous donner toujours raison, sauf en un point. Les divers emplois de la vapeur, les nombreuses applications de l'électricité, l'asservissement de la lumière à la volonté du photographe, il admet tout cela, et fait pour le comprendre des efforts visibles; mais il refuse absolument de croire qu'il y ait eu ou qu'il puisse jamais exister au monde une grande nation sans un roi absolu. Le despotisme se retrouve chez lui dans toute sa candeur naïve, et il ne craint pas de répondre, quand on lui conseille d'ouvrir ou d'entretenir une route nécessaire au commerce : C'est inutile, puisque je n'y passe jamais!

Les Cambodgiens sont généralement de mœurs fort dissolues. Le voyageur chinois du XIIIe siècle que j'ai déjà eu l'occasion de citer

rapporte que, si un mari s'éloigne pour une affaire et qu'il reste absent plus de dix nuits, sa femme dit : Je ne suis pas un démon, comment pourrais-je dormir seule? Le naïf narrateur ajoute : « J'ai cependant ouï dire qu'il y avait aussi des femmes fidèles. » Je l'ai ouï dire également; mais je doute qu'il y ait au Cambodge une vertu assez solide pour résister aux séductions du roi, qui le sait et qui en abuse. C'est là une des causes de son impopularité trop réelle. Si nous ne l'avions soutenu en 1866, il aurait certainement perdu son trône. Les Cambodgiens ont bien quelques raisons de demander un changement de régime; ils ne gagneraient rien à un changement de personne. On ne peut espérer que la raison politique fasse entendre sa voix dans le conseil de ces princes asiatiques tant que celle des passions parlera si haut dans leur cœur. C'est en vain que les sujets aspireront au repos tant que le maître n'aura pas connu la satiété des plaisirs. Les frères du roi, lorsqu'ils sont prétendans, affichent des programmes qu'ils oublieraient vite une fois souverains. Nous avons donc sagement agi en leur fermant l'accès du trône et en proclamant notre intention de rendre la stabilité au pouvoir. Cette révolte de 1866 nous aura d'ailleurs créé des droits nouveaux sur le Cambodge en même temps qu'elle aura imposé à Norodom le devoir d'écouter nos conseils. Ceux-ci ne sauraient lui manquer, et ce magnifique pays, dont la richesse prendra un rapide essor sous une administration plus humaine, est un admirable complément de nos possessions annamites. C'est après avoir acquis cette conviction que je suis rentré à Saïgon, afin de m'y préparer à l'aventureuse expédition qui devait me faire rencontrer dans le Laos, à côté d'anciens vestiges de la domination cambodgienne, la vigoureuse empreinte de la puissance de Siam, en voie de s'appesantir, à l'insu de l'Europe, sur presque toute l'Indo-Chine.

L.-M. DE CARNÉ.

L'OPTIQUE ET LES ARTS

Il y a une science de la musique, on ne peut pas dire qu'il y ait une science de la sculpture, de la peinture ni des beaux-arts en général. L'harmonie a des règles strictes qui se transmettent dans les écoles; découvertes empiriquement, parce qu'elles correspondent à des plaisirs de l'oreille que tout le monde peut ressentir, ces règles sont justifiées aujourd'hui par la science, et ici même nous avons montré (1) comment M. Helmholtz, à la suite de ses grandes découvertes acoustiques, a entrepris de donner une théorie raisonnée de toutes les lois de l'harmonie. Par une étrange contradiction, la musique, qui se plie mieux que tous les autres arts à l'inspiration lyrique, rapide, intime comme la pensée, capricieuse comme le rêve, est en même temps le seul qui s'assujettisse à des formes définies, à des allures réglées, qui ait un véritable code du beau. Les autres arts cherchent aussi le beau, mais ils le cherchent à tâtons. Seule peut-être, l'architecture peut se comparer à la musique en ce sens qu'elle subit la tyrannie des styles et des modules de proportion. Chez les Grecs surtout, elle acceptait des règles traditionnelles, et était devenue une sorte de géométrie grandiose. La sculpture reconnaissait aussi un *canon* pour les proportions du corps humain; cependant l'artiste avait là plutôt un auxiliaire qu'une gêne, et sa fantaisie donnait au marbre les formes souples et les inflexions infinies de la vie. La peinture est plus bornée dans ses moyens, puisqu'elle est réduite à figurer toutes choses sur un plan unique; en revanche, elle peut donner aux yeux les enchantemens de la couleur. Aussi a-t-elle été l'art créateur et dramatique par excellence; elle nous donne toutes les illusions, nous rend l'émotion

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai 1867.

vague, inconsciente et, pour ainsi dire, sans forme que nous éprouvons en face des scènes du monde inanimé, aussi bien que les ardeurs héroïques ou religieuses, les terreurs, les ravissemens, les troubles, qui agitent incessamment l'âme humaine.

Les Grecs, qui avaient une intuition si vive du beau, avaient deviné qu'il est assujetti à des lois : nous donnons encore le nom d'esthétique à l'étude des rapports mystérieux qui existent entre la pensée de l'artiste et l'expression matérielle de cette pensée; mais peut-on dire que l'esthétique soit une science au même titre que l'harmonie musicale? Elle n'a été jusqu'ici que la critique plus ou moins fine des œuvres d'art; elle explique avec plus ou moins de profondeur les correspondances entre l'art et le génie des peuples, entre le symbolisme matériel, qui s'exprime par les édifices et les statues, et la foi religieuse et morale; elle interprète plutôt qu'elle ne conseille, elle sent plus qu'elle ne raisonne. Elle n'a pas une loi précise, pas une formule achevée.

La musique, comparée aux autres arts, s'en distingue tout d'abord par une différence capitale : elle est, qu'on nous permette le mot, une forme *dynamique* de l'art; la sculpture, la peinture et l'architecture en sont les formes *statiques*. La première en effet use d'un élément qui manque à ces dernières, je veux dire le temps; son œuvre naît, s'étend, se développe, prend une sorte de vie. Une symphonie est un drame qui a un commencement, un milieu, une fin; la pensée de l'auditeur est entraînée par les mouvemens des sons, elle s'attache non-seulement à la mélodie, mais encore à chacune des voix secondaires dont les chœurs composent l'harmonie; les rôles changent sans cesse, un instrument se tait, un autre prend sa place; le rhythme tantôt se ralentit et tantôt se précipite. L'âme voltige en quelque sorte au-dessus des flots sonores, comme les oiseaux de mer se balancent sur la vague capricieuse : plaisir charmant, qui nous permet de suivre nos propres rêves à travers la toile flottante et légère de l'harmonie. On ne peut entendre deux fois tel morceau de Beethoven ou de Mozart avec des émotions identiques, car il s'opère toujours un mariage mystique entre la pensée du maître et notre propre pensée, errante, fugace, aujourd'hui plus forte et plus agile, demain plus languissante. Ce qui naguère semblait un cri de joie et de triomphe nous paraîtra quelque jour une menace ou un ricanement ironique; les mêmes mélodies peuvent bercer nos joies et nos douleurs, remuer nos espérances ou nos craintes, répondre aux soupirs de nos amours heureuses ou aigrir les blessures du désespoir. La musique est l'art idéal par excellence; elle n'est pas une langue précise, analytique, elle ne se prête pas, comme les langues parlées, aux raisonnemens, aux

déductions; cependant elle a déjà quelque chose d'une langue, elle est l'expression vivante, animée, mobile, bien que vague encore, de tous les sentimens humains.

L'œuvre des autres arts est au contraire toute statique; les palais, les temples, les statues, les tableaux, expriment aussi une pensée; mais cette pensée est fixe, immuable. La sculpture et l'architecture travaillent ou du moins croient travailler pour l'éternité. Les chefs-d'œuvre de la peinture sont plus frêles; mais ils ne changeraient pas davantage, si le temps respectait leur fin épiderme de couleurs autant que les robustes assises de la pierre, ou les rondeurs du bronze et du marbre. Les arts statiques ne peuvent donner qu'une impression unique, définie: aussi faut-il qu'elle échappe à toute obscurité, qu'elle ait la clarté de l'évidence, qu'elle frappe la pensée comme le soleil frappe le regard. Point d'équivoque, point d'arbitraire; il ne doit rester aucun nuage entre l'artiste et le spectateur. L'œuvre d'art se suffit à elle-même, elle reste éternellement belle, éternellement jeune, expression complète et sereine d'une pensée immortelle. En elle sont comme figées les idées qui à un certain moment, dans un certain pays, ont subjugué tel peuple ou tel homme. La musique, vague, flottante, entraîne l'âme vers l'avenir; les autres arts la rejettent forcément dans le passé. Ils sont moins les instrumens que les témoins des civilisations. Le temple, le palais, seraient incompréhensibles, si l'œil n'y reconnaissait du premier coup les symboles familiers de la foi religieuse et de la puissance politique. Il faut que la peinture et la sculpture représentent des individus ou des types connus, des scènes qui s'expliquent d'elles-mêmes, où tout se comprenne, les personnages et les passions; le tableau et la statue doivent, sans avoir besoin de commentaires, évoquer et faire sortir de l'âme les souvenirs les plus intimes, les plus profonds, les plus chers à l'être intérieur. La sculpture ne peut peindre la passion humaine en action, à l'état de combat et de lutte; il faut qu'elle en représente un moment suprême, qu'elle en offre aux yeux le résumé saisissant plutôt que les efforts pénibles et les retours capricieux. Encore ne trouve-t-elle son vrai pouvoir que lorsqu'elle offre à l'homme une humanité idéale, capable encore de douleurs et de joies, mais sachant contenir ses douleurs et imposer à ses joies une discrète sérénité. Comment lutterait-elle autrement avec le moindre avantage contre la vie réelle? comment oserait-elle mettre son œuvre muette, immobile et sans regard en face de la créature animée, toujours éloquente, toujours émue, toujours touchante? Non, ce ne sont plus des hommes, ces personnages grandioses que les siècles se lèguent, enveloppés dans leur beauté sans tache et dans leur repos solennel.

Le ciseau des sculpteurs antiques leur a, par un instinct secret, donné des proportions surhumaines. Dans le nombre, quelques-uns seulement souffrent; mais leur douleur même a je ne sais quelle stoïque grandeur. La plupart de ces figures, calmes, majestueuses, deviennent, dans les profondeurs de notre pensée, les images d'une humanité plus forte, plus heureuse, plus pure.

La peinture ne représente point les passions d'une façon aussi abstraite : elle a une liberté plus grande, des moyens d'expression plus nombreux, elle peut mouvoir un nombre indéfini de personnages, elle est plus dramatique, plus vivante; mais, dans les scènes qu'elle veut rajeunir, elle doit aussi saisir le point culminant, la crise. Il faut que toutes les émotions, les idées, « posent » un moment devant l'artiste, et que, dans le développement du drame, cet instant soit celui où l'action est le plus propre à émouvoir, à étonner, à instruire. Dans la vie du Christ par exemple, elle s'arrête toujours aux mêmes épisodes, elle s'adresse à des souvenirs qui sont devenus une partie même de notre nature. La *Sainte Famille*, les scènes lamentables de la passion, l'*Adoration des bergers et des mages*, ces sujets sont toujours anciens et toujours nouveaux. Raphaël ne s'est jamais lassé de peindre dans la Vierge la maternité chaste, dans le berceau de Jésus l'enfance d'un Dieu. La peinture ne peut faire bouger, marcher, parler ses personnages; d'un seul regard, d'une sensation unique, elle exprime en quelque sorte un flot de pensées et d'émotions. Cela seul suffirait à démontrer que son véritable caractère est idéal et je dirais volontiers symbolique; l'art exprime autre chose que la vérité d'un instant; il n'ouvre pas seulement une échappée fugitive sur la réalité, il fixe en traits inaltérables l'œuvre complexe de la vie.

Ce caractère idéal de l'art ne vient pas seulement de son essence même, de son impuissance à mettre le temps à son service et à créer des œuvres changeantes; il ressortira aussi de l'analyse des servitudes matérielles auxquelles il est condamné. En étudiant l'œil et la vision (1), nous avons montré combien les instrumens de nos sensations sont imparfaits; mais en revanche avec quelle merveilleuse habileté l'esprit interprète les sensations, les fait servir à tous ses desseins, et leur dérobe une connaissance de plus en plus complète et plus assurée de la réalité. L'art fait encore un pas; à l'aide des moyens les plus insuffisans, des matériaux les plus incommodes, il crée des ouvrages qui rivalisent avec ceux de la nature, et il réussit à leur communiquer une sorte de vie propre. Plus on pénètre avant dans l'étude de la nature, plus on s'assure que l'on ne connaît pas

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1868.

les choses dans leur essence; on ne les voit qu'à travers les sensations; celles-ci sont les symboles, les signes de certaines réalités qui demeurent éternellement abstraites. Les œuvres d'art sont aussi des symboles; ce sont les symboles de l'âme humaine, tandis que les corps sont les symboles de l'âme universelle et divine. Notre pensée inquiète, ignorante et téméraire cherche toujours le grand inconnu répandu dans l'univers; l'art de même poursuit toujours le vrai dans la nature. Il ne peut le dépasser, il ne peut même l'atteindre; mais il en approche, et ses efforts sont le plus magnifique témoignage de la grandeur et de la liberté de l'homme.

I.

Les arts statiques n'ont que deux modes d'expression, les formes et les couleurs. C'est par l'œil que nous prenons connaissance des grandeurs et des colorations; il ne se peut donc point que les lois particulières de la sensation visuelle ne s'imposent pas à toutes les formes du beau qui en dépendent. On peut affirmer qu'il existe une sorte d'optique esthétique, bien qu'elle n'ait jamais été formulée en un corps de doctrines. Il y a peut-être quelque témérité à soumettre les plaisirs de l'esprit à une sorte de contrôle matériel, quelque irrévérence à contempler les œuvres d'art avec l'œil sec du physicien; mais l'esthétique n'a rien à craindre de la science, et personne ne peut songer à menacer son indépendance et ses inspirations.

Il est une loi de la sensation qui s'applique à la fois à la perception des grandeurs et à celle des couleurs; elle tient à la limitation de la sensibilité humaine. C'est à bon droit que M. Fechner, qui le premier l'a bien approfondie et formulée, la qualifie de loi *psychologique*, parce qu'elle correspond à la transformation de l'impression matérielle en sensation consciente. Nous allons essayer de la faire comprendre; pour cela, prenons d'abord un exemple dans les grandeurs linéaires. Mettez bout à bout deux lignes de même longueur, vous avez le sentiment qu'elles sont égales. Si l'une de ces deux lignes vient ensuite à varier graduellement, on les croit encore quelque temps égales; l'illusion dure jusqu'à ce que la différence ait atteint une proportion définie de la longueur primitive. Cette proportion est sans doute individuelle; elle correspond, pour mes propres yeux, à 1 millimètre environ, quand la longueur invariable est égale à 1 décimètre; elle est par conséquent de 1/100ᵉ. Quand cette proportion est dépassée, soit en plus, soit en moins, on éprouve le sentiment d'une inégalité; mais, tant

qu'elle ne l'est pas, deux impressions matériellement dissemblables font naître dans l'esprit deux sensations identiques. Ce phénomène, à la fois physiologique et psychologique, n'a rien de trop étonnant, si l'on songe que notre sensibilité a des limites. Ce qui est remarquable, c'est que, si l'on recommence l'expérience avec des lignes différentes et de grandeurs variables, la différence que nous pouvons apprécier demeure toujours la même fraction de la longueur primitive, au moins jusqu'à ce qu'on arrive à des lignes qui dépassent de beaucoup celles que l'œil a coutume de comparer. Que doit-on conclure de là? C'est que la sensibilité aux variations de grandeur devient en quelque sorte de plus en plus obtuse à mesure que les dimensions elles-mêmes augmentent; dans l'échelle des grandeurs les plus familières à nos regards, elle se proportionne exactement à ces grandeurs mêmes. Mes yeux, qui distinguent une différence de 1 millimètre quand il s'agit de longueurs de 1 décimètre environ, ne distinguent plus qu'une différence de 2 millimètres, si les lignes que je compare se rapprochent de 2 décimètres, qu'une différence de 1 centimètre, si elles se rapprochent de 1 mètre. Quand on arrive à de très grandes lignes, la proportion appréciable s'accroît un peu, il est vrai : au lieu de 1/100e, elle devient 1/95e, puis 1/90e; mais elle n'augmente qu'avec lenteur, de telle sorte que, plus nous voyons grand, moins nous sommes capables de bien apprécier les différences de proportion.

Cette loi est d'une importance capitale et se vérifie pour toutes les sensations. Étudions-en l'application à celle de la lumière. Éclairez un tableau blanc avec deux bougies semblables, et disposez en face du tableau une baguette qui y projette deux ombres. On a ainsi le moyen de comparer deux intensités lumineuses, car, en avançant et en reculant l'une des bougies, on modifie l'une des deux ombres. On peut la reculer jusqu'à ce que cette ombre devienne invisible : elle existe toujours; mais elle ne peut plus être perçue. En mesurant les éloignemens respectifs des deux bougies au moment où l'une des ombres s'évanouit pour l'observateur, on s'assure que l'intensité de celle-ci est encore égale à 1/100e environ de l'intensité de celle qui n'a pas varié. Il résulte clairement de cette expérience que l'œil est incapable de distinguer une différence lumineuse égale au 100e de l'intensité d'une bougie. La sensibilité de la rétine s'arrête à cette limite. Maintenant, au lieu de bougies, prenez des flammes, des sources lumineuses quelconques, et recommencez l'expérience : la proportion des deux intensités, au moment où l'une d'elles devient insaisissable, reste toujours la même; l'œil accommode sa sensibilité aux circonstances. La proportion perceptible augmente seulement un peu quand l'intensité devient des plus vives,

et dépasse de beaucoup celle des lumières qui nous sont familières. C'est pour cela que, suivant une remarque de M. Helmholtz, on aperçoit quelquefois en regardant des photographies au soleil certaines nuances très légères de clartés et d'ombre dans des parties qui à la lumière diffuse semblent tout à fait unies.

Un phénomène plus brutal aidera encore à comprendre cette loi générale de la sensibilité. Tenez deux poids à peu près égaux dans les mains : plus ces poids seront faibles, plus facilement vous apprécierez des différences légères; quand les bras fatigués enlèvent à grand'peine deux poids énormes et un peu inégaux, le sentiment de la différence des deux efforts devient très confus. Pour les poids légers, les différences appréciables sont à peu près proportionnelles à ces poids mêmes; quand la tension musculaire devient très grande, les comparaisons deviennent de plus en plus difficiles. Dans tous ces phénomènes, chaque fois que l'esprit compare des impressions de même nature, il crée donc en quelque sorte une mesure, et son habileté, son aptitude à apprécier les nuances, les détails, les différences, se proportionnent à cette mesure même. Ce travail mental est absolument inconscient, il s'opère avec la rapidité et la sûreté d'un instinct. L'intelligence introduit spontanément l'ordre dans les sensations; la sensibilité se rapetisse ou s'enfle comme à volonté, elle se tient toujours en harmonie avec les objets qui la sollicitent.

Nous sommes ainsi faits que l'idée de grandeur est pour nous inséparable de l'idée de mesure; ce qui est indivis nous semble toujours trop petit. C'est là une deuxième loi psychologique de la sensation aussi importante que la loi de Fechner. On peut la démontrer par une foule d'exemples. De deux lignes de même longueur, l'une divisée en un certain nombre de parties égales, l'autre indivise, la seconde paraît la plus courte. Divisez un espace carré par des lignes horizontales, le carré semblera s'élever en hauteur; si les lignes sont verticales, il s'écrasera, s'étendra en largeur. Un angle droit dans l'intérieur duquel on a tracé des lignes rayonnant à partir du sommet semble un peu obtus à côté d'un angle droit indivis. Un appartement semble plus petit vide que rempli de meubles, d'objets d'art, d'étoffes, de lignes, qui découpent l'espace en tout sens. Tous les peintres savent qu'une tête s'enfle sur la toile par le modelé, et semble grandir sous les caresses du pinceau.

L'esprit obéit donc à une double loi : il cherche toujours une mesure, et, cette mesure trouvée, il y proportionne la sensibilité. Le cerveau humain n'est pas un miroir inerte que des images viennent capricieusement traverser; le miroir de la sensation est tantôt plus terne et tantôt plus brillant. Le cristallin de l'œil ne s'accom-

mode pas plus docilement à des distances variables que la sensation ne s'accommode à la diversité des impressions. C'est grâce à cette faculté que nous obtenons une connaissance un peu assurée des choses matérielles, car rarement nous les voyons deux fois de la même façon et de manière à en recevoir des impressions absolument identiques. La puissance mystérieuse qui élabore les impressions dirige tout son effort vers ce qu'il y a de plus stable, de plus indestructible dans chaque phénomène. Nous devenons singulièrement indifférens à ce que présente de purement matériel celui de la sensation, pourvu que l'ébranlement physique ne soit pas de telle nature qu'il produise l'étonnement et la douleur. L'œil est un juge grossier des nuances, des couleurs, des intensités lumineuses; l'esprit n'a qu'un objet véritable, c'est de reconnaître les corps: aussi ne demande-t-il guère à l'impression que ce qui lui est nécessaire pour se guider dans le dédale des images et des formes. La *vue-sensation* s'efface par l'habitude devant la *vue-jugement*. Ce qui le prouve, c'est que, pour donner à la sensation une intensité nouvelle, il nous suffit de regarder d'autre façon que de coutume.

L'amateur lorgne un tableau d'un œil seulement, par le creux de la main, la tête penchée : il semble que du même coup la toile s'illumine, que les perspectives deviennent plus profondes; pourquoi? C'est uniquement que, dans cette façon inusitée de regarder, le côté matériel de la sensation reprend la prédominance. Si l'on examine un paysage en penchant la tête de manière que le rayon visuel passe par-dessous le bras ou entre les jambes, il semble que tout soit transformé; couleurs, formes, saillies, s'exagèrent et semblent forcées. Les peintures sur plafond, qu'on regarde avec un certain effort, paraissent toujours criardes; la perspective étrange et inaccoutumée agit plus sur la rétine que sur l'esprit, et produit une impression plus matérielle qu'idéale. Toutes les fois au contraire que l'œil se repose sur l'horizon, sur les plans accoutumés, il perd un peu de sa sensibilité aux couleurs : nous n'avons aucune peine à reconnaître des montagnes lointaines, bien que l'éloignement, au lieu de les faire paraître vertes, les couvre d'une teinte bleuâtre et violette. Nous n'essayons pas de distinguer les nuances infinies où se noient les ondulations extrêmes des grandes plaines. C'est grâce à cette sorte d'indifférence naturelle aux variations de tons et d'intensité que la peinture est capable de nous donner quelques illusions, car la lumière dont elle colore les objets est bien la plus pâle et la plus terne qui se puisse imaginer. Si l'on voulait comparer photométriquement l'intensité lumineuse d'un soleil de Claude Lorrain à celle de la plus mauvaise chandelle, on serait stupéfait de trouver combien le soleil du peintre est obscur;

il éclaire pourtant le tableau, il répand sur le fond embrasé, sur les vagues frissonnantes, sur les voiles blanches des navires, sur les angles luisans et les faces radieuses des édifices, une merveilleuse splendeur. En face de l'œuvre d'art, l'œil accepte complaisamment la mesure que l'artiste a dû forcément choisir; il jouit très sincèrement de ces lumières ternes et crépusculaires. Sans cette précieuse faculté, la peinture serait impossible, l'œuvre des plus riches coloristes semblerait froide et misérable : nous ne verrions plus les personnages de Rembrandt transfigurés dans cette auréole mystique qu'il met au centre de ses toiles; la *Nymphe endormie* du Corrége ne nous paraîtrait plus caressée par les rayons d'un vrai soleil; le clair-obscur ne ferait plus onduler sous nos yeux la chair vivante et émue; les images dont nos yeux se repaissent, et qui nous semblent si éloquentes, ne seraient que des spectres, des ombres. Le peintre ne peut pas essayer de lutter avec la nature par l'intensité de sa lumière, tout son art consiste dans la proportion des tons et le contraste des couleurs. Il doit avant tout parler à la pensée, solliciter la réflexion et la distraire du côté matériel de la sensation; mais, quand il a satisfait à ce premier devoir par l'ordonnance et le choix de son sujet, il peut bien tirer parti de certaines lois de la vision pour augmenter l'expression, pour ajouter à l'illusion quelque chose et pour rehausser par une sorte de plaisir physique le plaisir idéal qu'il offre à l'intelligence. Quelles sont ces lois en ce qui concerne la couleur, les grandeurs et les formes? C'est ce que nous allons examiner successivement.

Tout le monde sait ce que c'est qu'une consonnance ou une dissonance musicale : y a-t-il aussi des consonnances et des dissonances de couleurs? Y a-t-il un certain art d'associer les nuances qui donne à l'œil des satisfactions pareilles à celles que l'harmonie procure à l'oreille? Disons-le tout de suite, si l'harmonie musicale a des règles très strictes, fondées sur des mesures précises, l'harmonie du coloriste est on ne peut plus vague et indéfinissable. L'œil peut tirer son plaisir du contraste de deux couleurs complémentaires, parce qu'elles s'illuminent réciproquement et semblent plus brillantes par le contact; mais il semble le trouver également dans la juxtaposition de tons très voisins, et jouir d'une sorte de douceur et d'incertitude qui en résulte. Plus on étudie les maîtres, plus il devient difficile de trouver quelque règle précise en cette matière. Quand l'expression doit être vive, franche, énergique, le peintre rapproche instinctivement les couleurs complémentaires, le blanc et le noir, le rouge et le vert, l'orangé et le bleu, le jaune et le violet. Quand il veut employer trois couleurs, il les choisit de telle nature qu'elles divisent à peu près par tiers l'échelle du prisme; on

retrouve à tout moment chez les maîtres italiens le mariage du rouge, du vert et du violet, ou bien du rouge, du jaune et du bleu. Faut-il au contraire que l'expression soit adoucie, effacée, amollie, le peintre cherche les dégradations de tons, les nuances qui se rapprochent le plus dans le spectre solaire. Luini, dans ses fresques admirables, ne craint pas de juxtaposer des draperies d'un violet, d'un vert et d'un bleu pâles; cette coloration s'harmonise très bien avec la mystique douceur de ce rival de Léonard. Il associe aussi hardiment des tons jaunes et rouges sans qu'il en résulte rien de choquant. Il n'y a pas de véritables dissonances dans le monde des couleurs; mais il faut reconnaître que les mélanges de tons ont des effets variés, des expressions différentes. Le blanc, la pleine lumière, les teintes riches, les couleurs pures du prisme, conviennent à la joie, à la grandeur, à la beauté triomphales; la douleur, la rêverie, la contemplation, cherchent les nuances complexes, sombres, la pénombre de la couleur, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Le peintre doit éviter de donner à son tableau un ton prédominant, de peindre trop bleu, trop rouge, trop violet; l'impression totale doit autant que possible se rapprocher du blanc ou du gris. Si le rouge prédomine dans l'ensemble, la rétine se fatiguera promptement de cette couleur, l'œil verra, pour ainsi dire, vert, et il en résultera que tout semblera faux et assombri. Pour donner de la lumière à un tableau, il y faut un balancement des couleurs prismatiques tel que l'œil, errant sur la toile, ne se fatigue pas plus d'une couleur que de l'autre. C'est merveille de voir l'art avec lequel Véronèse résout ce problème dans ses vastes compositions : au bout d'une longue contemplation, l'œil conserve encore la sensation de la couleur blanche; il voit clair, il se trouve à l'aise. Il y a au contraire tel tableau qui produit sur l'organe visuel l'effet de ces verres de couleur à travers lesquels on regarde un paysage, et qui ôtent à la nature tout charme et toute vérité.

C'est pour la même raison qu'il faut mettre beaucoup de soin à placer les tableaux sur des fonds qui ne soient pas trop vivement colorés, surtout s'ils sont de petite dimension. Sur un fond violet, une petite toile jaunit; sur un fond rouge, elle verdit. La couleur qui, à notre avis, convient le mieux n'est pas le blanc, car les tons si pauvres et si sombres de la peinture souffrent trop de ce rapprochement, c'est un gris très foncé; il fait mieux ressortir les teintes, sans les altérer par le mélange des couleurs complémentaires qui naissent du contraste. Les fonds rouge-brun, si communs dans les musées, conviennent assez bien aux paysages; ils rehaussent moins bien les portraits et les figures, qui gagneraient souvent à être aperçus sur un fond verdâtre. On peut se demander aussi d'où vient

l'usage universel d'entourer les tableaux de cadres dorés. Il me semble qu'en voici la raison : le propre des objets brillans est de donner aux deux yeux, comme on l'a expliqué dans l'étude sur la vision, des images tout à fait dissemblables; la vue d'un objet brillant éveille donc naturellement la sensation du relief. La saillie chatoyante du cadre prépare les yeux à l'illusion que doit produire l'image du tableau où les profondeurs et les distances sont figurées sur le même plan.

L'œil, avons-nous dit, a une indifférence remarquable à l'intensité de la lumière; mais il est très sensible aux phénomènes de contraste, et la peinture peut en tirer des effets d'une grande puissance. La grande lumière a pour effet de rapprocher, de noyer tous les tons et d'y faire prédominer le jaune; la lumière pâle rapproche toutes les ombres, les rend plus indistinctes et plus massives, et dans les parties claires laisse prédominer le bleu. Quand vient le soir, les tons rouges s'éteignent les premiers, une vache rousse dans un pré devient très promptement invisible; après les tons rouges et jaunes disparaissent les tons verts, et les arbres ne montrent plus que des silhouettes noires; le bleu du ciel persiste au contraire jusqu'au milieu de la nuit. L'éloignement, on le conçoit, produit les mêmes effets que la dégradation de la lumière; plus un objet lumineux fuit dans le lointain, plus la couleur s'altère : les rouges jaunissent, les bleus tournent au blanc grisâtre, le pourpre devient bleu, le rose violacé. Il faut tenir compte aussi de la couleur de l'atmosphère, qui tend à bleuir tout ce qui est lointain. En vertu de la loi de Fechner, nous sommes relativement un peu moins sensibles quand l'intensité est très vive. C'est ce qui fait que les peintres, quand ils veulent représenter des objets éclairés par le soleil, répandent un glacis jaunâtre sur tous les tons, les harmonisent, les égalisent. S'il veulent peindre un clair de lune, les ombres sont opaques, et les parties brillantes sont teintées d'une même couleur bleuâtre. Regardez *le Christ mis au tombeau* de Titien : la nuit est déjà venue, point de couleurs éclatantes, tout s'enveloppe d'une ombre lugubre, la tête du Christ y est entièrement perdue; mais sur ce fond tragique on voit se détacher avec d'autant plus de force le cadavre blafard, des jets lumineux font ressortir d'une façon plus pathétique les beaux visages de saint Jean, de Madeleine. L'expression ne saurait aller plus loin; le sublime est atteint par les moyens les plus simples et les plus naturels.

Les effets mystiques de ce que l'on nomme le *clair-obscur* ne sont pas obtenus autrement. Corrège est le maître en cet art. Dans sa célèbre *Nuit*, du musée de Dresde, l'auréole qui entoure l'enfant

divin jette au milieu de l'obscurité de l'étable des lueurs rayonnantes qui font reluire çà et là les chairs polies, les blancs visages; la lumière rejoint l'ombre par des teintes de passage rapides, mais si bien graduées qu'elles produisent un relief admirable. Avec les ternes couleurs de la palette, Corrège réussit à produire cet éblouissement particulier qui résulte de la juxtaposition des lumières et des ombres tranchées; ce miracle de la couleur est l'expression matérielle du mystère divin qui enveloppe l'enfant et Marie, tout baignés de lumière, les naïfs bergers, les anges, emportés d'un mouvement d'une suprême audace. Murillo a obtenu quelquefois des effets du même genre. Dans *la Naissance de la Vierge*, le lit de l'accouchée reste caché au sein d'une ombre chaste, on voit fuir des corridors noirs traversés de quelques serviteurs discrets; mais au centre éclate une lumière céleste qui vient d'en haut, comme par une crevasse, et qui illumine doucement les anges flottans, le berceau, les femmes qui remuent les langes. Une chevelure noire et luisante de jeunesse, une draperie rouge, un corsage paille, sont les seules couleurs qui fassent tache sur cette auréole diffuse et légère.

Quel parti merveilleux Rembrandt n'a-t-il pas tiré des lumières nocturnes, des torches, des flambeaux! Qu'on songe seulement à *la Ronde de nuit*, le tableau le plus vivant peut-être qui soit au monde. Peu d'artistes osent lutter contre la lumière écrasante du soleil, cette lumière qui rapproche tous les tons, et ne laisse plus voir qu'à travers une sorte de poussière frémissante. Dans *le Pouilleux*, de Murillo, le rayon qui entre par la fenêtre jette sur tout une même lumière dorée, sur les haillons gris, sur les chairs brunes, sur un vase couleur de brique, même sur les cheveux noirs et drus du petit prisonnier; il n'est pas jusqu'à la crevette rouge qui gît à côté de lui que l'artiste n'ait peinte d'un ton orangé. Ombres légères et transparentes, tons uniformément jaunis, voilà les deux caractères de la lumière très intense; mais ordinairement la peinture renonce à rendre la magie éclatante et les irisations splendides de la nature, elle ne peut nous donner qu'un plaisir plus sévère, moins matériel. Que de chefs-d'œuvre où il n'y a que du noir et du gris, *la Leçon d'anatomie* par exemple! Comme la pensée luit et éclate partout! comme l'artiste a rendu les saintes curiosités de la science, la terrible majesté de la mort, la puissance de la pensée qui triomphe de la sensation et des révoltes de l'instinct! La gamme des couleurs du peintre est bien pauvre, l'intensité de sa lumière est d'une extrême faiblesse; mais l'art profite de l'indifférence de l'œil à la vigueur et à l'éclat des tons, il trouve ses moyens d'expression dans les nuances et les contrastes.

II.

Après les couleurs, il faut s'occuper des grandeurs, des formes. Dans la peinture, forme et couleur peuvent, il est vrai, à peine être distinguées, car sur le plan de la toile le peintre ne peut indiquer les distances que par les dégradations savantes des teintes. Dans l'étude sur la vision, on a montré que la sensation du relief, de la profondeur, tient à la réception simultanée de deux images qui ne sont pas absolument identiques; mais le tableau n'offre qu'une image unique, il ne peut donc jamais produire la même impression matérielle que la réalité. D'autre part, chaque tableau a son point de vue absolu, celui qui a servi de centre à toute la perspective, et vers lequel doivent converger tous les rayons visuels. Nous ne nous asservissons pas cependant à une géométrie aussi précise, l'œil n'embrasse pas le tableau d'un regard fixe, arrêté; il s'y promène, il y erre en tous sens; il avance, il recule un peu, il veut conserver une certaine liberté. Il ne faut point toutefois que les dimensions d'une toile soient telles qu'on soit obligé de trop remuer pour en saisir toutes les parties, car il tombe sous le sens que, la position du spectateur changeant, l'ouvrage devrait aussi changer et se présenter sous des faces nouvelles. C'est ce qui fait que les grandes vues panoramiques ne font aucune illusion; les longues toiles, comme *la Smala* d'Horace Vernet, comme *le Triomphe de César* de Mantegna, qui se voit à Hampton-Court, violent une règle capitale de l'art. Il n'y règne point d'unité; ces tableaux se subdivisent en un certain nombre de tableaux partiels, isolément fort beaux d'ailleurs.

En théorie, l'image du tableau correspond à un regard unique; il faut donc que les limites de la toile ne dépassent pas les limites du champ visuel. Celui-ci n'embrasse guère qu'un angle horizontal de 100 degrés, car la vision indirecte ne porte pas plus loin à droite et à gauche, et un angle vertical encore plus petit, car les joues d'une part et les sourcils de l'autre opposent un obstacle matériel à la vision. Les peintres ne se préoccupent pas assez de ces limitations forcées de la vue; les paysagistes surtout savent rarement limiter convenablement leur sujet. Le cadre doit être comme une fenêtre à travers laquelle nous apercevons le monde, la proportion de la terre et du ciel n'y est pas chose de pur hasard. Pourquoi, par exemple, cette impression de grandeur formidable qu'on éprouve au pied d'une montagne comme la Jungfrau, le Mont-Rose, le Mont-Blanc? — C'est que le champ visuel est, pour ainsi dire, rempli par ces formidables masses. La vision indirecte n'embrasse

plus qu'un pan rétréci du ciel, et cependant la distance des sommets est telle que des obstacles énormes deviennent des taches légères, des points insignifians; à droite et à gauche, la vue s'arrête aux flancs de ces lourds géans. On entend dire souvent que la peinture ne peut reproduire de tels spectacles; c'est peut-être parce qu'elle n'en analyse pas complétement l'impression, et ne cherche pas à la reproduire sur la toile. Lorsque de la côte on contemple la pleine mer, l'océan et le ciel coupent le champ visuel par une ligne dont la hauteur n'est point arbitraire; si le peintre la place ou trop haut ou trop bas, l'illusion est troublée. Une proportion semblable doit être observée dans les paysages des plaines. Ruysdaël n'y manque jamais: aussi ses horizons ont une ampleur et une vérité inouies; ses nuages, promenés par le vent, ne fuient pas, ne flottent pas dans une atmosphère fantastique; on les voit venir serrés, bas, menaçans, pleins d'orages. Dans *le Buisson*, il semble qu'on sente l'ouragan qui courbe tout de son aile furieuse. Dans sa *Vue de la plage de Scheveningen*, les nuées qui montent en lourds bataillons remplissent le ciel entier, et traînent sur une mer sinistre, terne, fouettée de la tempête, jaunie par les sables que les remous des vagues ont portés jusqu'au large. Il n'y a dans cette toile que ce que le regard peut embrasser d'un seul coup: aussi l'imagination se transporte sans peine le long de ces dunes rongées, en face de cette Mer du Nord, cruelle, sombre, menaçante. Une vieille carène gisant sur la côte, quelques personnages frileux qui regardent les voiles lointaines des bateaux en détresse, complètent l'émotion.

Quand la peinture s'attache à représenter les drames de la passion humaine, il n'est plus besoin d'autant de vérité dans les fonds et les derniers plans. L'art se dégage plus volontiers des lois d'une perspective rigoureuse, les objets matériels figurent aussi souvent comme des symboles que comme de pures réalités. Un globe terrestre, qui devrait rigoureusement avoir une forme elliptique, reste circulaire dans la *Mélancolie* d'Albert Dürer ; mais il n'est là que pour éveiller l'idée de la sphère, sans commencement, sans fin. Voyez le *Mariage de la Vierge*, de Raphaël. Le temple qui figure dans le fond est hors de toute proportion avec les personnages, il est infiniment trop petit; mais il doit seulement ajouter quelque chose à l'expression, la préciser, donner à la scène un caractère plus religieux. L'architecture aérienne et légère de l'édifice s'harmonise avec les personnages du premier plan, dont le dessin a tant de grâce et de finesse; mais l'intérêt demeure concentré sur ces derniers, et pendant que les yeux s'y fixent, le temple reste au sein de la vague pénombre de la vision indirecte. En est-il autrement dans

ce carton sans rival qui représente la *Prédication de saint Paul?* Cette forte et robuste architecture, ces temples, ces portiques, ces colonnes, doivent figurer le monde romain, dont Paul fait encore partie. La perspective est complétement violée; mais l'art est satisfait. Les pierres elles-mêmes, les monumens de l'antique et puissante civilisation, viennent prêter leur écho aux paroles de celui qui annonce la foi nouvelle. Les miniaturistes du moyen âge, les anciens maîtres allemands et flamands, ont souvent abusé de l'indulgence de l'œil en matière de perspective; leur peinture est trop synthétique, et ils se plaisent trop à mettre plusieurs tableaux dans un tableau. Sans nul souci des grandeurs ni des distances, ils accumulent autour d'un sujet tout le trésor de leurs souvenirs. Depuis la renaissance, l'art a eu plus de souci de l'illusion matérielle; mais il ne s'est jamais asservi à une perspective mathématique qui laisserait à l'homme trop peu de place, et l'écraserait sous les choses matérielles. Léonard de Vinci, dans son *Traité de la peinture*, a indiqué ces relations de l'art et de la géométrie. Qui songe, en contemplant les sublimes figures de *la Sainte Cène*, à vérifier si toutes les lignes parallèles de la salle du festin vont converger au même point? Qui est-ce qui découvrira quelques erreurs volontaires de Raphaël dans l'ordonnance architecturale de *l'École d'Athènes?* L'œuvre de pierre et de bois ne doit jamais étouffer l'homme. C'est ce dernier surtout que nous cherchons, que nous voulons apercevoir. Si la perspective était trop rigoureuse, la place de l'homme serait trop petite. La peinture n'a que deux dimensions pour en représenter trois à l'esprit, elle n'offre aux yeux qu'une seule image, et ne peut donc produire l'illusion stéréoscopique. Elle n'a d'autres moyens pour représenter la profondeur que les ombres, les dégradations de tons, le modelé. Pour donner l'illusion de la grandeur, elle met en jeu la faculté que nous possédons instinctivement d'apprécier les choses par la proportion plutôt que par l'étendue absolue. Un tableau est, avons-nous dit, comme une fenêtre à travers laquelle nous apercevons les objets: plus petits, ils sont en quelque sorte plus éloignés; plus grands, ils sont plus rapprochés de nous. Il devrait en résulter que plus les grandeurs sont atténuées, plus aussi les couleurs doivent se fondre et s'éteindre dans l'éloignement. Une réduction d'une grande toile ne devrait pas rigoureusement avoir la même gamme de couleurs que l'original; mais les peintres profitent ici encore de l'indifférence naturelle de l'œil à l'intensité de la lumière, et leur palette est en réalité si pauvre qu'ils s'efforcent toujours, quelle que soit la dimension des personnages et des objets, d'en tirer l'effet le plus grand possible. Quand on se promène dans un musée, on voit dans toutes les toiles, grandes

ou petites, des couleurs à peu près identiques. Le charme des miniatures tient sans doute à ce que l'artiste, en diminuant les objets, n'affaiblit pas la couleur; la pauvreté naturelle des tons que le pinceau peut créer se trouve ainsi déguisée. Le bas-relief est comme une transition entre la peinture et la sculpture; l'œil est si habitué à l'illusion stéréoscopique, qu'il attribue volontiers le relief de la nature à une œuvre où tous les objets sont resserrés entre deux plans. L'illusion est produite dès que les deux yeux peuvent obtenir deux images différentes, ce qui n'arrive jamais pour la peinture, mais ce qui a déjà lieu pour le bas-relief. Dans ce cas, l'esprit est particulièrement complaisant, et il ne faut pas qu'on abuse de cette indulgence. Les efforts de ceux qui veulent donner à certaines parties d'un bas-relief le modelé de la vie vont contre le but : ce modelé ne pouvant être obtenu partout, la sensibilité de l'œil est déroutée. La convention admise, il faut la respecter, car notre intelligence, qui change si facilement de mesure, n'aime pas se servir de plusieurs mesures à la fois. Le bas-relief a besoin de grands méplats où la lumière s'étale et se borde d'ombres rapides et nettement accusées. La grande lumière solaire lui donne sa pleine valeur, et les Grecs s'en servaient avec raison dans la décoration extérieure de leurs temples.

La sculpture et l'architecture, qui disposent des trois dimensions, peuvent librement représenter toutes les formes. Elles ne subissent pas les mêmes tyrannies que la peinture; mais elles rencontrent des obstacles particuliers dans la nature des matériaux qu'elles emploient, dans la lenteur de leurs procédés, dans les conditions d'équilibre et de stabilité matérielle qui leur sont imposées. Le sculpteur doit donner aux types qu'il représente un caractère de durée, d'immutabilité, de sérénité, qui exclut tous les détails inutiles. La statue est aperçue de loin, elle n'a pas les couleurs enchanteresses de la vie; aux temps mêmes de la polychromie, elle n'était jamais revêtue que d'un enduit léger. Il faut qu'elle frappe l'esprit autant que les sens. L'anatomie doit être juste; mais il ne faut pas qu'elle soit l'anatomie du médecin et du physiologiste. L'expression générale serait diminuée par une trop grande profusion de détails; les ondulations de la chevelure, les courbures des muscles, les plis de la draperie, doivent servir d'enveloppe discrète à l'être muet et, pour ainsi dire, abstrait que le ciseau tire du marbre. Il faut qu'on y sente la vie en puissance plutôt que la vie réelle; la beauté n'est plus chaste quand on commence à l'analyser. Il suffit qu'elle tienne l'âme dans une contemplation religieuse, qu'elle l'appelle comme un rêve, qu'elle l'éclaire de son rayon surnaturel. Y a-t-il rien de plus hideux que ces figures de cire qui ont de vrais

cheveux, de vrais sourcils, des yeux de verre? Elles outragent le mystère de la vie, et l'art s'en détourne avec horreur.

La loi des sensations de Fechner a une application constante en sculpture et en architecture. Il résulte de cette loi qu'entre les limites des grandeurs accoutumées la sensibilité de l'œil aux détails est à peu près en rapport avec les grandeurs; tous les détails que l'on aperçoit par exemple sur la *Vénus de Milo* seront encore perceptibles sur une réduction de cette statue, et on devra les y retrouver pour obtenir l'impression que donne l'original. On supporte des minuties dans une petite figurine, et la finesse du ciselé doit se proportionner aux dimensions d'un ornement. Sur une très grande statue par conséquent, l'artiste doit se borner à de grands détails; il n'a pas besoin, quand il ceint un héros d'un glaive, de reproduire les plus petits ornemens de l'arme.

L'architecte dépasse toujours les proportions humaines et celles des objets que nous sommes le plus habitués à mesurer et à comparer; il faut donc lui appliquer cette partie de la loi de Fechner en vertu de laquelle la délicatesse des perceptions s'émousse à mesure que croissent ces grandeurs, lorsqu'il s'agit de grandeurs exceptionnelles. On trouvera dans cette loi l'explication d'un fait depuis longtemps reconnu : la réduction à la moitié ou au tiers d'une œuvre d'architecture dont les proportions sont parfaites blesse toujours le sens esthétique. La même chose arrive quand on copie un monument en enflant également toutes les proportions. Plus on fait grand, plus le détail doit être simple, l'accentuation marquée; toutes les proportions doivent changer. L'expression d'un monument se modifie du tout au tout dans une image agrandie ou rapetissée. Quand les architectes grecs, si fidèles à la tradition, copiaient un temple admiré, ils ne changeaient rien à la grandeur des lignes. Toute la beauté d'une œuvre de pierre est dans la proportion, dans l'harmonie des grandeurs et dans la répartition des pleins et des vides, dans les ombres portées, dans le relief et l'étendue des saillies, dans le choix et la disposition des ornemens; les détails prêtent à l'ensemble une sorte d'animation, un caractère organique. Si vous doublez brutalement cet ensemble, l'impression ne suivra pas complaisamment cette croissance forcée. Les détails qui étaient encore perceptibles deviendront obscurs, troubles; les proportions, qui objectivement n'auront pas changé, changeront subjectivement. Il s'opérera un divorce entre la réalité extérieure et la sensation. Le beau, cette chose ailée, insaisissable, qui ne se laisse point contraindre, fuira ce simulacre inerte et vain.

C'est là sans aucun doute ce qui rend l'œuvre de l'architecte si difficile. Il n'a jamais, à vrai dire, de modèle. Chaque monument

est comme un être nouveau, doué d'organes propres, un tout complet, un ensemble dont les parties concourent à produire un effet unique. L'architecte se guide par les traditions, par les styles, par les convenances et les nécessités, par la nature des matériaux qu'il emploie, par les lois rigoureuses de la mécanique; mais où trouvera-t-il ce je ne sais quoi qui doit imprimer à son œuvre l'unité et la vie? Les dessins, les plans, ne lui donnent que des impressions imparfaites. Il faut qu'avec les yeux de l'esprit il aperçoive son œuvre achevée, qu'il mesure en pensée toutes les proportions, qu'il répande les ornemens sans créer la confusion, sans fatiguer l'imagination, que tout semble rationnel, que les moyens soient partout en harmonie avec le but, que l'œuvre enfin lui apparaisse sous son vrai jour, dans son milieu, avec tout ce qui doit l'entourer et lui servir de cadre.

L'optique étudie un phénomène bizarre connu sous le nom d'*irradiation;* un carré blanc placé sur un fond noir semble plus grand que sur un fond blanc. La lumière s'irradie, envahit un peu les parties obscures, y pénètre d'autant plus loin qu'elles sont plus obscures. La grandeur a son irradiation comme la lumière : une surface carrée semble plus grande quand elle s'entoure de quelques minces filets; l'étroitesse de ces lignes donne plus d'ampleur au fond. C'est pour cela que les moulures ne sont pas de vains ornemens; leurs lignes fermes, leurs faisceaux serrés, impriment plus de puissance aux parties qu'elles séparent. Les lignes générales nettement indiquées produisent une heureuse combinaison de grandes et de petites dimensions dont le contraste est très favorable à l'idée de grandeur. L'ornement concourt aussi à cette impression, mais à la condition qu'il ne couvre pas tout, qu'il arrête et fixe l'œil en certains points seulement. Le secret de l'architecture est dans ces alternatives de plein et de vide, de délicatesse et de force, de lignes étroites et de larges surfaces.

La sensation de la grandeur et des proportions n'est pas sans rapport avec le climat, car la sensibilité aux différences de grandeur est liée à l'intensité de la lumière. Sous le soleil radieux de l'Égypte, de la Grèce et des pays méridionaux, les nuances et les couleurs se rapprochent, les ombres sont plus transparentes, toutes les saillies doivent être fortes, le détail a besoin de simplicité, de netteté; l'ornement deviendrait confus, s'il n'avait une expression pure et un accent vigoureux. A quoi bon sous cette adorable lumière, qui donne à la pierre même je ne sais quoi d'aérien, les découpures bizarres et compliquées, les jeux laborieux d'une géométrie savante, les contournemens, les entrelacemens, les rebroussemens qui témoignent d'une lutte et d'une sorte d'effort vers le

beau? Ici le beau naît spontanément; il suffit de quelques colonnes, d'une architrave, d'une frise, d'une corniche, des formes les plus élémentaires, les plus rationnelles. Les vieux temples doriques, dont les lourdes colonnes cannelées n'ont ni piédestal ni même de moulures au pied, dont la frise n'a d'autre ornement que les triglyphes qui rappellent encore les temples de bois, ont une expression aussi grandiose, aussi sublime, plus sublime peut-être, que les temples plus riches des époques postérieures. Aux temps où l'art grec s'est le plus assoupli, où le style moins farouche et moins mâle admet le plus d'ornemens, combien le caprice est encore contenu, comme la fantaisie du sculpteur reste obéissante aux desseins de l'architecte, comme les lignes demeurent pures, les proportions nettes et visibles!

Sous le ciel changeant, à la lumière humide, capricieuse, mais toujours modérée du nord, l'œil ne trouve pas les mêmes enchantemens à la simple vue des grandes surfaces, des lignes parallèles de l'architecture grecque; d'un autre côté, la sensibilité aux nuances, aux détails, est plus affinée, l'ornement devient le charme principal de l'architecture : l'art s'ingénie de mille manières à le varier, à l'assouplir. L'église gothique se surcharge de clochetons, de pointes, de flèches, de dentelures, se hérisse d'une végétation capricieuse où l'œil erre d'ornemens en ornemens sans jamais se rassasier; les fenêtres se subdivisent, les colonnettes s'élancent, puis s'infléchissent; partout des fleurs, des trèfles, des ogives, des figures grimaçantes, des gargouilles aiguës; les grandes rosaces rayonnent comme des étoiles, tout un peuple de statues se niche dans les anfractuosités, se blottit dans les angles les plus obliques des grands portails; les parois sont à jour, et l'énorme masse semble comme par mille pores aspirer la lumière du ciel.

Les édifices de la renaissance obéissent à une fantaisie moins ardente et moins déréglée; mais ils ne s'en tiennent plus à la simplicité grecque : les colonnes se superposent et s'amoindrissent, les portiques courent en tout sens, les plans reculent, avancent, les ailes se détachent hardiment, les toits dressent sur le ciel les silhouettes les plus compliquées; partout la sculpture jette ses fines enjolivures, elle n'épargne pas même le fût des colonnes; elle enveloppe les portes, les fenêtres, d'un cadre léger, elle cherche la grâce plus encore que la beauté. Ces merveilles qui charment et amusent le regard sous un ciel pâle et gris disparaîtraient, pour ainsi dire, sous la lumière dévorante du midi. Transportez en Grèce une église gothique, un hôtel de ville des Flandres, un château des bords de la Loire, et ces monumens paraîtront hors de place; leurs lignes ne s'harmoniseront plus avec les plans solennels de l'horizon, transfi-

gurés par le soleil et l'atmosphère. Nous ne savons que trop en revanche combien nos copies des temples grecs perdent leur caractère et leur beauté dans nos villes modernes, à Munich, à Paris.

L'architecture arabe n'offre au dehors en général que des lignes énormes, des murs formidables, exposés aux rayons d'une lumière aveuglante. Elle n'étale son luxe prodigieux qu'au dedans, dans la lumière adoucie qui glisse sur les coupoles, se brise dans les triangles sphériques suspendus comme des stalactites, passe entre les forêts des colonnes semblables aux palmiers des oasis. L'asile d'ombre et de fraîcheur se revêt comme d'un tissu léger d'ornemens fins, déliés, où la religion défend d'introduire aucune figure humaine, et qui, sans vie par conséquent, ne peuvent rappeler que les étoffes de l'Orient, les riches damasquinures des armes, les remous des sources agitées, les enluminures délicates des manuscrits du Koran. L'œil se perd dans le labyrinthe sans issue de ces broderies, et trouve un plaisir particulier dans ce désordre où la symétrie fait retrouver l'ordre. Saint-Marc étale bien au dehors autant qu'au dedans le luxe de ses ornemens et le clinquant de ses couleurs, mais la lumière de Venise est la lumière mouillée, irisée des lagunes, lumière des plus favorables, comme celle de la Hollande, au détail, à l'ornement, aux jeux de la couleur.

Ces harmonies secrètes entre l'architecture et les climats ne reposent pourtant pas sur un simple phénomène physique. L'architecture sans doute parle aux sens, elle emploie même quelquefois cette beauté tout à fait brute qui naît de la simple grandeur. Il est hors de doute, par exemple, qu'au milieu du désert les pyramides sont belles : elles étonnent par leur énormité; petites, elles seraient insignifiantes et ridicules. L'église gothique aussi cherche le grand, il semble qu'elle tende d'un effort surhumain vers le ciel et cherche à écraser de sa masse les maisons des hommes; mais à ces impressions purement matérielles se mêle toujours une pensée : le monument est toujours une conception de l'esprit, la forme d'un idéal. En Égypte, il exprime l'orgueil insensé d'une tyrannie qui emploie des milliers d'hommes à un labeur purement mécanique. La pyramide pesante, enfoncée dans le sable, semble défier le désert; c'est une montagne que l'homme a fait surgir au milieu de la plaine sans limites, elle ignore le temps, elle exprime en traits immortels et sobres une civilisation qui ne connaissait plus le progrès, qui ne comptait plus les siècles ni les dynasties royales, qui déposait lentement des alluvions humaines comme le Nil dépose son limon annuel.

L'art grec, dont la proportion est l'âme, n'a pas toujours dédaigné la grandeur, surtout à ses débuts, quand il gardait encore une sorte

de naïveté barbare. Un homme entier pouvait se blottir dans les cannelures du temple de Jupiter Olympien, élevé à Agrigente au v[e] siècle avant Jésus-Christ, et les atlantes qui, debout sur les piliers, soutenaient de leurs corps musculeux, de leurs bras épais et de leur tête bestiale la corniche de la nef, étaient des géans de 8 mètres de haut. A Sélinonte, à côté de temples très petits, on en trouve un dont les proportions dépassent celles de la Madeleine à Paris. La hauteur des colonnes, avec l'entablement, atteignait plus de 23 mètres. Couchées sur le flanc, elles ont, sur le diamètre des tambours, près de deux fois la taille d'un homme. Néanmoins, dans l'art grec arrivé à son expression la plus haute, la beauté naît de la proportion plutôt que de la grandeur; le temple, où toutes les parties se complètent et se font équilibre, est l'image visible d'une civilisation heureuse, amoureuse de l'art, d'un culte qui croyait flatter les dieux en leur donnant la figure humaine. Quelle liberté partout, quel mouvement, et cependant quel calme et quelle majesté! Les dimensions horizontales dominent, nul effort encore vers le ciel, nul détachement du sol; les belles lignes parallèles évoquent l'idée de la force, de la durée, mais ne jettent point l'esprit hors de la terre. Le mystère se cache à l'intérieur, tous les enchantemens sont extérieurs; le peuple circule entre les hautes colonnes, le rayonnement de la beauté se fait au dehors, non au dedans.

Nos âmes troublées, toutes pénétrées d'un autre idéal, sans cesse jetées hors d'équilibre, ont quelque peine à comprendre ces formes du beau si paisibles, où tant de grâce s'allie à tant de force, tant de simplicité à tant de majesté; nous en devinons plutôt que nous ne pouvons en éprouver le charme. Les archéologues peuvent mesurer les fûts, les colonnes, les frises, les modules : peuvent-ils nous rendre l'idéal qui a inspiré ces œuvres merveilleuses? Qui de nous a l'âme d'un Grec? L'âme humaine n'est plus en floraison, et son printemps est depuis longtemps passé; mais comme nous comprenons aisément et du premier coup les correspondances entre l'idéal et l'art chrétien! Comme tout s'explique en cet apparent désordre! Les lignes parallèles ne sont plus horizontales, elles se dressent, montent en faisceaux hardis, ne se laissent interrompre par rien, vont droit aux plus inaccessibles hauteurs, et se perdent en entrelacemens confus. Tout exprime l'élan vers l'infini; la lumière fantastique des vitraux jette des lueurs étranges, le cercle se brise et s'aiguise en ogive; l'imagination, épouvantée par l'élévation vertigineuse de la nef, trouve des asiles sombres dans les chapelles qui s'abritent entre les puissans contre-forts. L'ardeur religieuse peut à son gré s'exhaler dans des espaces immenses et lumineux ou se concentrer dans l'ombre de réduits étroits et silencieux. Au

dehors, le symbole est aussi clair; toutes les lignes montent au ciel, comme une exclamation ou une prière. D'un jet hardi, les flèches, les clochers, s'élancent; la ville des hommes se presse, se groupe humblement autour de la maison de Dieu; d'humbles échoppes sont cachées entre ses flancs mêmes. Telle était du moins l'église du moyen âge; elle ne rougissait pas de donner asile aux industries humaines, elle ne s'entourait pas de grandes places nues, et surgissait du peuple noir et bas des demeures vulgaires.

Dès qu'il y a correspondance visible entre un édifice et l'idéal ou la nécessité qui a guidé le constructeur, il y a œuvre d'art. Partout où cette correspondance fait défaut, le goût est blessé; ni la splendeur des matériaux, ni le luxe de vains ornemens, ne peuvent y suppléer. Un château féodal, un cloître, une maison de plaisance, une prison, un théâtre, n'éveillent pas les mêmes pensées : l'expression doit se conformer à un dessein. Les lourdes maçonneries, les blocs de pierre soulevés avec effort, les poutres colossales, une fois en place, parlent moins aux sens qu'à l'esprit. C'est à cause de ce caractère expressif de l'architecture qu'il ne faut jamais désespérer de l'avenir de cet art; il est plus progressif, si l'on me permet ce mot, que la peinture et la sculpture. Celles-ci sont sans relation forcée avec l'histoire; elles puisent dans toutes les époques et toutes les civilisations, ou plutôt elles cherchent toujours leurs inspirations dans l'âme humaine, et se contentent de couvrir nos passions éternelles de vêtemens changeans. La *Vénus de Milo* est aussi jeune qu'aux jours où elle sortit de son bloc de marbre; le *Thésée,* l'*Ilyssus,* les *Parques* du Parthénon, ont-ils un âge? Affranchis de toute servitude directe, libres de suivre tous les caprices de la mémoire ou de l'imagination, ces arts ont une liberté que ne possède pas l'architecture. Celle-ci a des chaînes plus matérielles, elle est asservie à une foule de nécessités qui changent avec les temps, les lieux, les civilisations; par là même, elle est sujette à des transformations constantes. Tantôt en progrès, tantôt en décadence, elle ne peut rester immobile. Veut-elle s'assujettir à des styles anciens, elle est contrainte de les forcer, de les dénaturer, de les plier à des services et des emplois nouveaux. C'est dans les ruines que nous trouvons les témoins les plus fidèles des vieilles civilisations. Leur âme respire encore dans ces pierres disjointes et rompues; nous y retrouvons à la fois ce qu'elles avaient de plus idéal et ce qu'elles avaient de plus vulgaire; elles nous révèlent non-seulement la pensée, mais la vie du passé.

En analysant, comme nous venons de le faire dans cette étude, les règles et les limitations de la sensibilité, on se trouve conduit à conclure que l'art n'est pas plus que la vision elle-même indépen-

dant de l'expérience, car les œuvres d'art sont, comme les choses matérielles, des symboles à travers lesquels nous cherchons des idées. Pour les y trouver, nous sommes obligés d'interpréter les sensations qu'elles nous procurent, et cette interprétation est un travail de l'esprit qui s'accomplit d'autant plus aisément qu'il se fait plus souvent. Le plaisir plutôt idéal que matériel que peut donner la peinture n'est pas le même pour tous; chez ceux pour qui la sensation domine tout, qui regardent un tableau comme ils regarderaient des étoffes, des fleurs, des objets quelconques, la sensibilité ne trouve que de bien médiocres satisfactions; des yeux épris des brillantes couleurs du spectre ne peuvent guère se réjouir des tons noirs, gris, funéraires, des peintures les plus célèbres. Qui n'a vu des enfans s'extasier sur quelque copie toute fraîche encore et presque humide, et la préférer à l'original terni par le temps?

L'œil a des joies qui lui sont propres et que tout le monde peut ressentir : les gens du peuple en tout pays aiment les étoffes voyantes, les couleurs criardes, comme il préfère les mélodies les plus franches, les plus simples, le ton majeur. Devant l'objet d'art, l'œil doit se résigner à n'être que le serviteur de l'esprit : il transmet des impressions à la pensée, qui les interprète, les compare, et s'en compose des jouissances d'un ordre raffiné. On s'habitue à reconnaître, à aimer le beau; il semble qu'il soit comme ces femmes dont tout le charme n'est pas senti d'abord, et qui par degrés seulement, par le rayonnement insensible de la pureté, de la grâce, de la vertu, inspirent les passions les plus fortes et les plus durables. La peinture ne donne aux yeux que d'assez tristes jouissances, si elle ne les complète par les jouissances de l'esprit; celles-ci en revanche sont parmi les plus intenses que notre âme puisse supporter ou désirer, les plus variées que l'imagination la plus féconde puisse exiger. A travers la frêle et pâle couche des couleurs, l'art laisse apercevoir un univers nouveau. Les hasards de la vie nous promènent sans cesse parmi des tableaux vulgaires, et nous montrent rarement les côtés les plus grandioses, les plus tragiques et les plus nobles de la passion; mais l'art, qui choisit ses sujets, nous met en face de tout ce qui peut exciter l'admiration, émouvoir la pitié, remuer les souvenirs. Sa beauté muette sollicite tout ce qu'il y a en nous de meilleur; il n'accorde rien à l'égoïsme, et nous livre pourtant des trésors.

La sculpture a moins de moyens d'expression que la peinture, aussi demande-t-elle une éducation des yeux moins prolongée; elle n'impose pas au regard les mêmes illusions, elle lui montre la réalité sans artifices, mais une réalité incomplète, qui n'a plus ni les couleurs ni les mouvemens de la vie. Elle est réduite à re-

produire toujours les mêmes formes, les plus familières, celles qui sont le mieux connues, l'éternelle statue humaine empreinte d'une sorte de beauté conventionnelle et idéale. On ne peut guère concevoir de progrès dans cet art, où les Grecs du premier coup ont atteint la perfection. On est réduit, pour varier un thème aussi immuable que notre espèce même, à modifier l'expression, la physionomie, cette langue si vive et si souple des passions, le costume, les enveloppes de la vie. L'architecture est de tous les arts celui qui offre à l'esprit le moins de problèmes et qui obtient les admirations les plus naïves et les plus faciles. Il répond à des besoins matériels connus de tous, ressentis par tous, il n'a point de mystères; mais pour assurer son empire à quelle simplicité il se réduit! Il n'admet que les formes, les lignes, les contours que l'esprit le moins plié à la géométrie est capable de saisir. L'esthétique populaire n'est satisfaite que par ce que l'intelligence comprend pleinement. Qui ne devine du premier coup les propriétés de la ligne droite, des parallèles, du cercle? L'architecture n'emploie guère d'autres élémens; dans le temple grec, il n'y a que des lignes droites; l'architecture romaine y ajoute le cercle, la sphère. L'architecture byzantine se contente de ces formes; elle coupe les sphères par des cylindres ou d'autres sphères, et ces intersections géométriquement si simples plongent pourtant l'esprit dans la stupeur et l'inquiétude. L'œil qui voit s'échapper les gerbes de pierre des pendentifs ne reconnaît plus les cercles vus en perspective. Sous les coupoles de Sainte-Sophie, de Saint-Pierre, l'on n'éprouve plus le sentiment de sécurité qu'on respire sous la sphère solide du Panthéon d'Agrippa, dont le sommet est pourtant ouvert comme un grand œil vers le ciel. La grande coupole de Sainte-Sophie, coupée à la base d'un jet de lumière qui se répand par une ligne de fenêtres circulaires, semble se détacher des demi-coupoles qui l'environnent et monter vers le ciel. Dans la croix grecque de l'Orient, comme dans la croix latine de l'Occident, l'intersection des deux bras engendre à des hauteurs énormes des courbures qui déroutent et épouvantent le regard.

Le cercle produit dans ce cas une impression de grandeur et de terreur, bien que d'ordinaire son expression soit la force et le repos. Cette courbe convenait admirablement aux ouvrages solides de Rome, à ses aqueducs, à ses ponts, à ses portiques. Elle donne aussi son empreinte à l'art roman, elle se prête à la méditation et au silence des cloîtres, à la construction des cryptes lugubres, basses et profondes, qui rappellent les humiliations et les persécutions des premiers siècles de l'église; le plein cintre de la nef, par son caractère ferme et invariable, représente mieux le dogme encore incon-

testé et souverain que l'ogive capricieuse, tantôt plus ouverte et tantôt plus aiguë. L'art roman, si admirable, si précis, représente une religion sérieuse, austère, qui ne se livre pas aux douceurs et aux égaremens du mysticisme. L'ogive, où se résume l'art du moyen âge, est géométriquement une forme des plus simples, c'est l'entre-croisement de deux cercles; de cette combinaison découle tout l'art gothique, le système des voûtes, des arcs-boutans, des contre-forts, la solidité obtenue par l'équilibre au lieu d'être due à la gravité.

Aujourd'hui comme autrefois, l'architecture n'a qu'une géométrie tout à fait élémentaire, les courbes qui diffèrent du cercle y sont rarement admises, à titre d'exception. On ne sent guère la beauté de l'ellipse quand on n'en connaît pas les propriétés, et la connaissance de ces propriétés suppose une science avancée. L'art ne tire aucun parti des courbes sans nombre de la géométrie transcendante; le charme n'en est pas assez visible, il se cache, même aux yeux du savant, sous trop de formules, de raisonnemens. Nous ne copions point dans nos œuvres le désordre de la nature, si féconde en lignes capricieuses, en ondulations, en variations de tout genre; nous leur imprimons une simplicité presque enfantine, une rigueur inflexible, tant est vive notre soif de comprendre, de voir avec l'esprit aussi bien qu'avec les yeux. L'univers nous enveloppe de phénomènes dont l'ordre échappe sans cesse à nos regards; mais dans l'œuvre de nos propres mains s'introduit toujours la mesure, la proportion. Songerions-nous à donner à un monument les lignes capricieuses d'un panorama de montagnes? En regardant autour de nous, nous n'avons souci que de reconnaître les objets; nous n'analysons jamais les formes arrondies, les courbures, les inflexions d'un terrain; il suffit de distinguer les champs, les arbres, les collines: quand nous admirons des fleurs, nous sommes plus touchés des couleurs que de la géométrie des contours; nous ne goûtons guère que le charme facile de la symétrie, et la vue d'un cristal un peu compliqué déroute immédiatement l'esprit. Aussi ne mettons-nous dans les monumens que la symétrie, que des formes élémentaires, carrées, simples. L'industrie moderne, en luttant contre des difficultés nouvelles, est obligée d'appeler quelquefois à son secours une géométrie hardie; mais qui ne préfère, au point de vue de l'esthétique pure, les cintres superposés du pont du Gard aux arches hardies que nos ingénieurs jettent sur les fleuves? Il se peut qu'un jour un art nouveau, un beau plus complexe, naisse des luttes de la science contre des obstacles grandioses. Jusqu'à présent, la science n'a guère produit que des ouvrages utiles sans être beaux, surprenans sans être grands. L'humanité moins igno-

rante, plus familière avec les propriétés des corps, avec les lois de la dynamique, admirera sans doute des œuvres bien différentes de celles où se sont complu les générations passées. L'idéal humain varie d'âge en âge, et l'art restera toujours une traduction de l'idéal, comme la philosophie, comme la littérature, — traduction moins libre, moins compréhensive, asservie à des besoins plus immédiats et tout matériels, mais en revanche plus tangible, plus populaire, plus féconde en émotions et en plaisirs. L'art conservera toujours un caractère demi-symbolique, mais, sous quelque forme que le beau se déploie dans les créations humaines, il faudra toujours qu'il donne satisfaction aux lois éternelles de la sensation. Nous l'avons vu, le secret des contrastes et des proportions est caché dans une propriété physiologique, qu'il s'agisse des couleurs ou des formes, et l'art n'aura jamais d'autres moyens d'expression que les formes et les couleurs. Le beau naît toujours d'un rapport, la sensibilité humaine ne peut se nourrir d'une impression unique, fixe; elle ne tire ses plaisirs que des comparaisons, des mesures. C'est pourquoi l'optique et la géométrie des formes cristallines ou vivantes peuvent être utiles à l'artiste. Elles ne lui donneront jamais l'inspiration, les idées : les sciences demeureront les servantes de l'art; mais ces servantes ne doivent point être dédaignées. Si elles n'inventent pas, elles peuvent corriger; elles font plus, elles donnent au génie créateur les moyens les plus propres à exprimer son rêve et à le traduire dans la langue des signes et des symboles matériels.

AUGUSTE LAUGEL.

UN

RETOUR VERS BYRON

I. *Recollections of the last days of Shelleyand Byron*, by Trelawney, London 1858. — II. *Shelley Memorials*, by lady Shelley, London 1859. — III. *Profili da Giuseppe Torelli*, Firenze 1861. — IV. *Conversations de Goethe*, trad. par M. Delerot, Paris 1863. — V. *Lord Byron, eine Biographie*, von Dr Félix Eberty, professor in Breslau, Leipzig 1863. — VI. *Histoire de la Littérature anglaise*, par M. Taine. — VII. *A selection from the works of lord Byron*, edited and prefaced by Algernon Charles Swinburne, London 1866. — VIII. *Le Sentiment de la nature chez les modernes*, par M. Victor de Laprade, Paris 1868. — IX. *Lord Byron jugé par les témoins de sa vie*, Paris 1868.

Un des critiques les plus clairvoyans de l'Angleterre, M. Matthew Arnold, prononce un jugement définitif, quoiqu'un peu sévère, sur Byron, lorsqu'il dit que le poète a entrepris d'introduire dans son pays l'esprit moderne, et qu'il n'y a pas réussi. Un grand effort de liberté individuelle contre la pression de la société la plus solidement établie de toute l'Europe, telle est la tentative de Byron; elle a été la source de tous ses malheurs, et aussi son titre principal à une gloire qu'il a compromise par tant de fautes. Il est dans son pays et dans son temps un des rares esprits que le souffle de la révolution française a soulevés de terre et lancés dans une carrière aventureuse. Pour lui, bien fidèle en ce point à sa race, la déclaration des droits de l'homme est tout au bénéfice de l'individu; il n'y voit pas d'abord, il n'apercevra qu'à la fin l'avénement de la démocratie, laquelle ne peut se passer ni de principes sociaux, ni de vertus, ni de lois. Byron, en poussant à bout son principe, aboutissait à la licence, à la confusion du bien et du mal. Si par hasard il y avait aujourd'hui de nouveaux byroniens, et nous

ne sommes pas éloigné de le croire, ils iraient jusqu'au mépris des lois et jusqu'à la fanfaronnade du crime. Il en est de même de son enthousiasme pour la littérature grecque. Le souffle libéral du continent le toucha au front tout jeune encore, à l'âge de dix-sept ans, quand il quitta la vie paisible et saine du collége de Harrow pour les juvéniles orages de la vie d'étudiant à Cambridge, quand, indocile aux freins ordinaires, il n'eut d'autres guides spirituels que les poètes de l'antiquité. Dans le moment où nous parlons, on rencontre des adorateurs superstitieux de la poésie hellénique (1), et ils n'ont pu s'empêcher de porter cette ferveur jusqu'au paganisme le plus téméraire. Moitié Grec, moitié républicain, Byron est un tempérament de révolutionnaire qui n'a pas d'analogue dans le passé, qui en devait avoir dans l'avenir. Il était condamné à échouer; mais il a laissé des germes destinés à fructifier, surtout dans l'aristocratique Angleterre. Voilà ce qui dans l'étude de ce poète n'est pas devenu banal; voilà peut-être aussi les causes d'un retour de faveur pour Byron. Constater les services qu'il a rendus à l'esprit moderne dans son pays, ce serait ouvrir sur le bien et le mal qu'il a pu faire un débat contradictoire, et inutile après tout, s'il est vrai qu'en dernière analyse il ait succombé. Nous voulons seulement, à propos des nombreux travaux dont la liste est en tête de cette étude, établir qu'il y a dans le poète deux hommes, celui que le préjugé a fait longtemps prévaloir et qui est destiné à l'oubli, celui qui est resté fidèle à son instinct et à sa nature, et qui est le Byron véritable. Ce dernier vivra; il se dégage peu à peu des travestissemens successifs dont il a eu la faiblesse de s'affubler; de plus en plus le poète amoureux de la mode cède sa place au penseur; il est temps de le connaître tel qu'il est, dût-il paraître plus dangereux.

Les deux premiers ouvrages cités en commençant marquent, pour ainsi dire, la limite de la réaction qui s'attaquait à Byron depuis une vingtaine d'années. Lady Shelley, auteur des *Shelley Memorials*, a voulu profiter des circonstances qui concouraient toutes pour faire de son illustre parent l'idéal de la jeunesse libre et savante des universités. Sa discrète partialité est une partie du culte qu'elle rend à une chère mémoire, et cependant elle aurait pu se souvenir des lettres où Shelley, avec une rare candeur, se reconnaît comme écrasé par la supériorité de Byron. Quant à M. Trelawney, pareil à tant d'autres convertis, il fait pénitence aux dépens de Byron, et se donne la discipline sur le dos de son ami. Après ces deux

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai 1867, *le Paganisme poétique en Angleterre, — John Keats et Algernon Charles Swinburne.*

ouvrages, nous ne rencontrons plus que des livres où l'admiration est presque sans mélange. Le *profil* de Byron par M. Torelli est une silhouette qu'il a trop ornée d'antithèses et de contrastes de style; nous craignons que cet écrivain ne se propose tout simplement d'importer la vivacité française dans la prose majestueuse de Boccace. Les *Conversations de Goethe et d'Eckermann* rappellent trop souvent le Boswell de la *Vie de Johnson*, qui rappelle lui-même notre Brossette dans la correspondance de Boileau. Eckermann, Boswell, Brossette, nous servent un excellent repas où nous regrettons seulement qu'ils se soient servis eux-mêmes; mais, hâtons-nous de le dire, le bon Eckermann mérite toute notre reconnaissance pour les jugemens qu'il a recueillis sur les lèvres de Goethe. Jamais Byron n'a été apprécié avec plus de justesse que par le glorieux vieillard, qui le suivait de loin dans le courant de ses productions multipliées. Deux professeurs, dans des ouvrages d'une portée aussi différente que leur style et leur réputation se ressemblent peu, ont étudié Byron, pour ainsi dire, *ex cathedra*. Si vous voulez un tableau précis de la vie et des œuvres de Byron, lisez M. Eberty; s'il vous faut une plume qui accuse avec puissance ce qu'il y a de haut en couleur et d'excessif dans Byron, lisez M. Taine. Il a démêlé dans l'œuvre du poète ce qui est durable et ce qui est passager. La prudence conseille bien çà et là de lire avec circonspection. Il n'est que juste de tenir *Don Juan* pour le chef-d'œuvre de Byron, et un des maîtres de la critique de notre temps avait bien dit quelque chose de semblable (1); mais dans *Don Juan* il y a plus que la peinture du plaisir : si Byron n'y avait pas mis autre chose, il n'aurait pas fait un chef-d'œuvre. Nous avouons qu'il nous a été impossible de trouver ni le vrai Byron, ni même le faux, dans l'ouvrage anonyme ayant pour titre : *Lord Byron jugé par les témoins de sa vie*. Ce livre, qui se recommande par une tendresse visible pour la mémoire du poète, nous a rappelé le *Don Juan de Maranha*, dont l'auteur, quel qu'il soit, désolé de voir le héros destiné aux flammes de l'enfer, a voulu sauver son âme par la vertu des prières de sa mère. Si cet ouvrage contient la vérité sur Byron, il faut avouer que sa renommée, ses correspondances, ses œuvres, nous ont tous bien trompés. Une place est due dans cette étude au chapitre de M. de Laprade sur Byron : bien qu'un poète ne puisse éviter entièrement, dans les travaux de la critique, de substituer ses vues personnelles à la pure et simple vérité, il était difficile que l'auteur du *Sentiment de la nature* se méprît entièrement sur un écrivain qu'il aime; mais c'est surtout la préface de M. Swinburne qui a mérité notre attention.

(1) Villemain, *Étude sur Byron*.

Elle est, comme on dit aujourd'hui, un signe du temps, et elle nous a révélé, avec un état nouveau des esprits, une origine inattendue à ce paganisme poétique dont nous parlions tout à l'heure. Un retour plus ou moins réel aux poésies de Byron a pu couvrir et dissimuler quelque temps un retour évident aux dogmes du fatalisme et à la corruption grecque sous ses formes les moins équivoques. Gardons-nous de rejeter sur le maître la responsabilité des fautes qu'on nous semble commettre en son nom. Sans prendre à partie tous ces critiques, historiens ou auteurs de mémoires, pour discuter leurs systèmes, contentons-nous de faire ce qui ne nous semble pas avoir été essayé, une division des manières successives du poète, des évolutions diverses du penseur; le discernement du vrai et du faux Byron en résultera naturellement.

I.

« L'enfant est le père de l'homme, » dit Wordsworth; en d'autres termes, tout mortel qui n'est pas seulement un corps fait pour digérer le pain de chaque jour et un esprit fait pour digérer les idées des autres, tout homme qui n'est pas une cire molle destinée à recevoir des empreintes réagit dans sa maturité contre les influences du dehors, et reproduit, quand il est enfin lui-même, certains traits primitifs de son âge tendre, certaines lignes à peine aperçues dans sa première physionomie d'enfant. Le Byron des premières poésies, qu'on ne lit pas, est le véritable père du Byron de *Caïn* et de *Don Juan*. Rapprochez-les, ils se ressemblent, ils se tiennent; l'un est la continuation de l'autre. Ils forment ensemble une vie humaine à laquelle rien ne manque, si ce n'est un intervalle, une transition. Prenez un drame quelconque, à la condition qu'il soit bien fait, et, supprimant par la pensée le milieu, rapprochez le commencement de la fin, c'est l'image de la vie et de l'œuvre de celui qui est pour nous le vrai Byron. Certes nous ne pourrions nous résigner à fermer pour jamais les volumes où respirent encore Childe-Harold, le Giaour, le Sélim de *la Fiancée d'Abydos*, et tant de héros passionnés qui ont fait l'immense popularité du poète; mais nous ne surprendrons personne en déclarant que ces poèmes fameux de l'époque intermédiaire trahissent, parmi les grandes beautés dont ils fourmillent, plus d'une trace de caducité. La vérité seule donne la vie aux créations de l'esprit humain, et il y a des parties dans *Childe-Harold* d'où elle s'est visiblement retirée. Cette armure d'orgueil, de misanthropie et de stoïcisme dont il s'est enveloppé, cette panoplie chevaleresque d'un nouveau genre, est aujourd'hui rouillée. Nous n'avons pas plus de prétention à la nouveauté quand

nous ajoutons que *Don Juan*, malgré ses imperfections, reste le chef-d'œuvre de Byron, et qu'il est à la fois plus dangereux que *Childe-Harold* et plus sincère. Seulement ou notre erreur est bien grande, ou ce jugement est demeuré confus dans l'esprit des lecteurs du poète. D'où vient qu'on parle encore de Byron comme s'il ne faisait, avec son chevalier misanthrope, qu'un seul et même être? Pourquoi ceux-là mêmes qui entrevoient dans ce personnage la fiction et l'apprêt regrettent-ils l'erreur d'où il a plu finalement au poète de les retirer? Ceux qu'en 1818 le *Don Juan*, succédant à *Childe-Harold*, étonnait et déroutait avaient oublié, souvent même ignoré les premières manifestations du talent de Byron. Si l'on se demande en effet quel est l'ordre chronologique, non des deux ouvrages, mais des idées qu'ils contiennent, ce n'est pas à *Childe-Harold*, c'est à *Don Juan* que revient le droit d'aînesse. Avec ce dernier, Byron redevient, toute proportion gardée, ce qu'il avait été dans la satire des *Bardes anglais*. C'est là une proposition qui semble renverser des idées admises, surtout dans notre pays, où le nom de Byron n'avait d'abord pénétré qu'avec le titre et presque sous la figure de Childe-Harold; il faut la justifier. On nous saura gré peut-être, sans revenir sur une biographie présente à toutes les mémoires, de diviser nettement cette vie littéraire, si aventureuse en apparence, au fond si semblable à elle-même, en trois ou quatre périodes caractérisées.

Byron, tel qu'il a paru dans ses fougues dernières, se laisse deviner en ses premiers écrits, de 1807 à 1809 : c'est le temps des *Heures de loisir* et des *Bardes anglais*. Aussitôt après commence pour lui une période nouvelle, celle où il se compose pour étonner et pour plaire, où il se drape devant le public : elle remplit sept années. De 1809 à 1812, il voyage en Orient, et donne les deux premiers chants de *Childe-Harold*, déjà théâtral et fastueux, mais non sans quelques souvenirs de son point de départ, ni sans quelque promesse de la satire par laquelle il terminera sa carrière. C'est de 1813 à 1816 qu'il a fait le plus de concessions au succès. Du *Giaour* à *Parisina*, il affecte des remords mystérieux, et laisse deviner sa propre personne sous les masques de tant de héros noblement criminels qui ont toutes les vertus, sauf l'horreur du sang. Avec la troisième période, qui ne dure qu'un an, de 1816 à 1817, il reprend cette physionomie étrange de Childe-Harold, mais épurée, grandiose, aspirant au sublime, sans aucun mélange de satire. Ici finit le rôle, l'attitude empruntée, et Byron, de 1818 à 1823, achève sa carrière littéraire, plus féconde que jamais, en guerre ouverte avec les croyances, les institutions, les hommes de l'Angleterre contemporaine, contre laquelle, au début même, et très

franchement, il avait engagé la lutte. Si les différences qui séparent entre elles ces périodes jaillissent de la lecture même des écrits du poète, nous connaîtrons, j'en ai l'assurance, le vrai Byron; nous saurons où commence chez lui le convenu, où il finit. Ce n'est pas tout; en disant une bonne fois ce qu'il y au fond de Childe-Harold, nous aurons peut-être jeté quelque lumière sur la provenance, sur la valeur, sur l'originalité des types principaux créés par les poètes modernes.

Un jeune homme de dix-neuf ans s'annonce hardiment à l'Angleterre, qui ne le connaît pas, comme ayant fait des vers pour se distraire dans ses momens d'ennui; à cette impertinente déclaration, il en ajoute une autre : ce volume très cavalier n'est pas un début, et le public n'aura plus rien de lui. Que disent ces vers? Ils parlent d'amour, mais avec le langage du scepticisme. L'amour, cet homme de dix-neuf ans en a déjà vidé la coupe enchanteresse; mais, prenez-y garde, il en a soif encore, toujours. Vous ne trouverez pas ici le stoïcisme de la satiété. Pour connaître cette abstinence affectée, ce dégoût tout de mode et de bon air, il faut attendre l'entrée en scène de Childe-Harold. Notre jeune homme ne croit pas à l'amour, mais il le cherche; il vit à la poursuite du plaisir, et, à l'exception d'une seule, dont la possession lui est interdite, il méprise les femmes, ce poète qui n'est pas encore majeur. La religion est absente du recueil, mais par prudence; on retrouvera plus tard un hymne déiste qui devait en faire partie, et ces vers où il doute de l'âme sont une des poésies les plus remarquables qui soient sorties alors des mains de l'auteur. Croit-il à la gloire? Tristement précoce en matière de foi et d'amour, il attend l'épreuve de la renommée, qu'il n'a pu hâter suivant l'ardeur de son désir. Encore quelques années, et il se prononcera sur la gloire : il ne vit que de cette espérance. Cependant les ruines s'entassent déjà dans son âme; c'est lui-même, je le crains, qu'il représente sous la figure du jeune Damœtas, dont il fait une peinture navrante.

« Il est enfant aux yeux de la loi, adolescent par le nombre des années, esclave des joies vicieuses par le cœur, adepte dans l'art du mensonge, démon dans celui de la tromperie, versé dans l'hypocrisie dès son jeune âge, mobile comme le vent, désordonné dans ses penchans. La femme est sa dupe, l'ami sans défiance son jouet; vieux dans le monde, quoique à peine échappé de l'école, Damœtas a parcouru le labyrinthe du vice, il a touché la limite quand les autres commencent à peine leur course. Le conflit des passions agite toujours son âme, et lui commande d'épuiser la lie des plaisirs; mais, rassasié de vice, il brise sa chaîne, et sa joie est devenue son poison. »

Il se calomnie pourtant, car il croit à l'amitié. Cette foi vit encore en lui, et jaillit en vers touchans, les meilleurs du recueil. Jamais on n'a mieux loué les amis de collége, aimant sans calcul et chéris sans réserve : heureux souvenirs, portraits suspendus au sanctuaire encore inviolable de l'âme, ceux sur lesquels après tout on est le moins exposé à étendre le voile noir de l'oubli ou de la défiance! L'amour des camarades de collége, doux sentiment toujours, et rarement sans noblesse, survivra le dernier dans le cœur de ce jeune homme qui s'appelle Byron, et qui, dans seize ans, interrompra le perpétuel éclat de rire de son dernier poème pour donner quelques larmes au regret des amitiés perdues.

Le sarcasme inséparable du vrai Byron, le rire amer toujours en embuscade derrière les pensées les plus sérieuses, fait défaut dans les *Heures de loisir*. A peine est-il possible de le deviner dans quelques moqueries sur l'université de Cambridge et sur les professeurs. Attendez; le voilà qui paraît assez librement dans la satire célèbre des *Bardes anglais* et des *Critiques écossais*. Elle est bien peu lue aujourd'hui; les œuvres subséquentes l'ont effacée, surtout chez nous. Elle éclatait lorsque la guerre élevait une barrière entre l'Angleterre des tories et la France de Napoléon. Trente ans plus tôt, cet événement littéraire (le mot est rigoureusement juste) ne nous serait pas resté inconnu. Elle est la peinture hardie de l'Angleterre du temps, telle que pouvait seul la tracer le futur auteur de *Don Juan*. Le tableau des mœurs et de la vie contemporaine, deux pages virulentes dont l'auteur a recueilli les élémens dans les bals, dans les théâtres, et emprunté le ton à Juvénal, n'est pas sans doute la partie la plus forte de cette œuvre; mais la satire morale est la plus difficile de toutes, et ce n'est pas à dix-neuf ans qu'on peut avoir fait des études bien profondes sur la société. Quelques années encore, et, transfuge du monde dont il aura surpris les suffrages, il remplira de son mépris pour les patriciens des strophes qui ne périront jamais. Les derniers chants de son épopée finale suppléeront à ce qui manque ici de vigueur; pourtant il ne dépassera pas l'audace et la franchise avec lesquelles il attaque aujourd'hui certaines personnalités, entre autres son tuteur, lord Carlisle. Là même où l'échappé de collége se trahit, on pressent le grand satirique.

S'il était bon critique autant que poète original, la partie littéraire de la satire serait un admirable modèle. Il est travaillé dès cette époque de ce besoin de renouvellement dont on le verra possédé plus tard; il repousse toute concession à l'usage, et rejette toutes les formes convenues. On a beaucoup admiré, non sans raison, la poésie intime qui a charmé l'Angleterre depuis cette nature honnête

et doucement harmonieuse de Cowper. A ce pays, aussi calme et reposé dans sa vie morale qu'il est assiégé de tempêtes dans sa situation au milieu des mers, on a envié ses poètes qui ont charge d'âmes, ses vicaires de Wakefield, qui passent de l'homélie à la méditation lyrique, prédicateurs modestes dans leur paroisse et nourrissons de la muse dans la littérature. C'est ce qu'on appelle les *parson-poets*, les poètes-curés. Il est tel grand critique de notre pays, poète lui-même, qui se serait volontiers bâti en imagination un presbytère idéal où il serait venu de temps en temps, loin des hommes et du bruit irritant des passions politiques, verser dans quelque épître ou dans quelque sonnet les plus exquises délicatesses de son talent. Beau rêve assurément! ce presbytère-là promettait moins de renommée, mais plus de bonheur et de paix que le grand diocèse orageux de la critique militante, de la polémique journalière. C'est un rêve qui ne devait se réaliser qu'en Angleterre, et dont le temps même est passé. Cette poésie à l'ombre du clocher ne pouvait exister qu'en pays protestant, elle ne pouvait fleurir et prospérer que grâce à ses deux tuteurs naturels, l'état et l'église. Voyez aussi comme elle a ses paroisses diverses, et comme elle se divise naturellement en sectes qui vivent plus ou moins en relations de bon voisinage, école de La Crusca, lakistes, cockneyistes ou école de Londres, école italienne, poètes-ouvriers. Ce ne sont pas tous des membres du clergé, comme au siècle précédent, mais ils en suivent les traditions et les habitudes. Byron, qui s'est partout moqué des *parson-poets* (le mot est de lui), a ouvert contre eux l'attaque dans ses *Bardes anglais;* il a suspendu le combat pendant les sept années de son époque intermédiaire, et l'a repris avec force, avec fureur, dans *Don Juan*. En remontant jusqu'à Pope, il ne suit pas seulement son goût et son penchant; il enjambe, pour ainsi dire, par-dessus la renaissance religieuse du siècle précédent, par-dessus la basse et la haute église, pour se trouver des ancêtres littéraires. Il se plaît d'ailleurs dans l'époque classique de Charles II et de la reine Anne; c'est le temps des déistes. Il est en vers un élève de Bolingbroke et des sceptiques. Aujourd'hui même, lorsque Swinburne et quelques autres se plaignent que Tennyson est trop champêtre, que Wordsworth découpe des pages dans la nature comme des morceaux de gâteau pour prendre le thé, lorsqu'ils vont criant que toute la poésie anglaise est une intarissable pastorale, ils recommencent la campagne de Byron. Leur instinct ne les trompe pas : la vieille Angleterre, si elle est quelque part, respire encore dans les champs, dans ces innombrables résidences des comtés qui font que ce pays est si différent du reste de l'Europe. Les disciples nouveaux de Byron devaient reprendre la lutte contre les *parson-poets*.

Voilà comment Byron est classique, et si plus tard il s'accuse d'avoir grossi le nombre des corrupteurs de la langue et de la littérature, son péché date du temps où il flattait la mode, du temps de ses romans versifiés et de la première moitié de son *Childe-Harold*. Il se fait d'ailleurs plus fidèle à Pope qu'il ne l'est réellement, et sa ferveur n'est souvent que le besoin de châtier le prochain. Walter Scott, Southey, Coleridge, Moore, Bowles et beaucoup d'autres moins connus, tous reçoivent les coups de sa férule. Deux ou trois seulement sont ménagés, ceux qui pratiquent les commandemens du vieux maître. Sa satire est donc une suite à la *Dunciade*. Ni tories ni whigs ne sont épargnés; le noble Mécène de l'opposition, lord Holland, a sa petite part dans les coups de fouet destinés à ses protégés; il n'est pas jusqu'à lady Holland à qui il ne donne un peu sur les doigts, ces doigts gracieux qui corrigent les épreuves de la *Revue d'Édimbourg*. Remarquez bien que dans les années qui vont suivre Byron déposera de respectueux baisers sur ces doigts brutalement meurtris. Il appliquera du baume sur bien d'autres vives blessures, et passera une main caressante sur les dos qu'à tort ou à droit il a fustigés. La trêve ne durera que sept années, juste l'intervalle nécessaire pour donner à Byron le temps d'épuiser sa faveur, à ses victimes de guérir leur épiderme endolori. Alors Southey, Wordsworth, Coleridge, Bowles, passeront de nouveau par les verges implacables du satirique; *Don Juan* renouvellera la veine des *Bardes anglais* avec une richesse inouie; la satire sera une véritable épopée, et Byron, enterrant Childe-Harold dans l'éclat de son triomphe, redeviendra lui-même.

Si l'on hésite encore à reconnaître dans ces essais de la première période le poète tour à tour audacieux et moqueur de la dernière, qu'on relise le commencement et la fin de cette satire, — le commencement, où il invoque sa plume, la plume d'oie qui remplace dans sa main l'épée des Byron, compagnons de Guillaume le Conquérant, la fin, où, semblable à un héros antique, il entrevoit la ruine possible d'Albion. « Un jour viendra qu'Ilion sacré périra. » Ne voilà-t-il pas ce mélange de satire et d'épopée qui est la marque essentielle du génie de Byron? Il part pour l'Orient, et pour dernier adieu jette un défi à presque toute la littérature, « aux pillards d'Écosse comme aux sots d'Angleterre. » Il part sans autre objet que de fuir sa patrie, qu'il a prise en dégoût, de fuir des hommes qu'il méprise. On a tenté quelquefois d'expliquer l'exil définitif de Byron sans l'attribuer au rigorisme ou à la dureté de la société anglaise. Ces apologies laborieuses deviennent, à notre avis, inutiles, si l'on rapproche le premier départ du second. C'est la même histoire qui se renouvelle, accompagnée seulement de circonstances

aggravantes. Le Timon d'Angleterre quitte une première fois son pays avec un commencement de misanthropie que nul ne prend au sérieux, parce qu'il n'a encore que vingt et un ans, et que sa vie est à peine connue. Au retour, il accommode sa haine des hommes avec les exigences et les succès de la vie sociale. Sept ans après, il s'embarque de nouveau; mais le monde l'a connu, l'a vu de près, l'a percé à jour. Faut-il s'étonner que le même orgueil ait produit le même éclat, mais avec des conséquences différentes, et que le second accès de misanthropie ait produit une rupture définitive?

Où allait Byron? N'ayant pas d'avenir assuré, à deux doigts même de la ruine, si l'une de ses deux propriétés ne se vendait pas, il quittait tout simplement l'Angleterre sans esprit de retour. L'univers était ouvert devant lui, et il partait laissant la conduite de ses affaires à la destinée, résolu, si sa confiance au hasard le trompait, à prendre du service en Russie, en Autriche ou même chez les Turcs. Il aurait pu finir dans ce premier exil volontaire comme un aventurier; au bout de son second exil, le sort tenait en réserve pour lui la mort d'un héros. Son imprudence l'exposait à devenir le soldat des tyrans de la Grèce; l'expérience acquise dans ses voyages et une générosité de sentimens qui jamais ne s'éteignit dans son cœur en firent le soldat et le martyr de la liberté grecque. Cette âme qui semblait si indomptable se laissait aller avec une docilité singulière aux caprices du sort. Au moment où il se disposait à partir, en juin 1809, de faux bruits représentaient Napoléon comme battu, Paris en révolte contre l'empereur; quelques jours après, il assistait avec indifférence à la lutte des Anglais contre nous en Espagne. Il ne prit parti ni pour les uns ni pour les autres, il flétrissait la guerre, et, poursuivant la gloire de ses sarcasmes, il ébauchait sa philosophie sur la vie et l'humanité. C'est en parcourant le monde qu'il a ramassé les traits du personnage altier de Childe-Harold.

II.

La nécessité seule de montrer ce qu'il a de faux nous oblige de crayonner à notre tour son image si connue. Qui ne se souvient de ce pèlerin de la misanthropie que l'horreur de la société des hommes a jeté dans une admiration passionnée de la nature, de cet orgueilleux pénitent qui repousse la coupe épuisée du plaisir parce qu'il dédaigne de la remplir encore, de ce stoïcien d'une nouvelle école qui a toujours des yeux pour la beauté, mais qui n'a plus ni cœur ni sens pour elle, de cet étrange sceptique doutant de tout et méprisant ceux qui avant lui ont douté, de ce grand sei-

gneur aristocrate et cavalier comme ses ancêtres, ennemi des princes et républicain comme un autre Milton? Chevalier dégénéré et tout ensemble hardi, il retourne la devise héréditaire de *Dieu, le roi, les dames :* Dieu, il est près de le nier; le roi, il ne le connaît pas; les dames, il les croit trop connaître. Aujourd'hui c'est un portrait du temps passé. Nous nous tiendrons quittes envers lui, si nous retrouvons son vrai caractère sous le personnage qu'il joue, si, 'arrêtant dans ses diatribes philosophiques, nous l'obligeons de répondre à cette question :

Est-ce vous qui parlez ou si c'est votre rôle?

Puisque ce type s'est formé peu à peu et chemin faisant, il n'est pas surprenant qu'il ait deux époques, deux phases, celles des voyages mêmes de l'auteur. Tout le monde se doute bien que Childe-Harold est un Byron arrangé pour produire de l'effet; mais que l'on n'ait pas accusé plus nettement les différences qui distinguent ces deux phases, ni même indiqué combien pour le ton et la couleur les deux premiers chants s'éloignent des deux qui suivent, c'est un fait qui ne peut s'expliquer que par le besoin de croire et d'admirer sans y regarder de près. Le jeune satirique ne pouvait arriver d'un bond à cette hauteur de sublime sérieux qui paraît dans la seconde partie du poème; le premier Childe-Harold est sarcastique, et bien que le poète ait fait disparaître au moment de l'impression quelques traits de satire, il en reste assez pour marquer la transition des *Bardes anglais* au *Pèlerinage d'Harold*. Lisez dans le premier chant les stances sur les folles amours de Séville la catholique et sur la maussade austérité du dimanche protestant à Londres; rapprochez de ces morceaux les réflexions contenues dans la préface sur les tons divers qu'il veut mêler ensemble, à l'imitation de Beattie et des poètes italiens : vous ne douterez plus que le sarcasme de la satire n'ait sa place dans la première conception de son œuvre épique. *Childe-Harold* est donné au public sous l'invocation du nom d'Arioste, et déjà la veine de *Don Juan* cherchait à se faire jour. Ce n'est pas tout : il est descriptif, et il observe non moins fidèlement les mœurs des peuples et les scènes de la vie réelle que la nature. Le récit du siége de Saragosse, les combats de taureaux, le tableau de l'intérieur d'Ali-Pacha, l'étude curieuse sur les Albanais, nous obligent de voir en lui un vrai voyageur non moins qu'un poète. Le fond principal de ces deux chants est un itinéraire. La comparaison très ingénieuse et très vraie qu'un maître de la critique a établie entre Byron et le vieux Rutilius Numatianus s'applique surtout à cette première moitié. On peut en dire autant des remarques malicieuses d'un homme de beaucoup d'esprit qui ren-

contra Byron à Milan sept ans après. Henri Beyle, qui se connaissait en fatuité, ne fut pas dupe de Childe-Harold. S'il a osé dire, lui qui osait tout, que l'illustre poète n'était au fond qu'un dandy, ce mot ne fut vrai qu'un instant, celui qui nous occupe en ce moment, de 1809 à 1812. Il ne l'était déjà plus lorsque Beyle le prononça. Le mélancolique pèlerin, en 1812, s'arrêtait à une égale distance du misanthrope et du bon Anglais. Il revenait dans sa patrie après l'avoir détestée; mais, différence profonde avec les chants suivans, il était ramené à des sentimens plus calmes par le spectacle des bassesses du continent : pour l'orgueil britannique, cette rançon des anciennes injures était suffisante. L'amour, quoique dédaigné, occupe encore la bonne place dans son cœur; le souvenir d'une femme règne sur cette épopée personnelle, et l'auteur maintient juste assez la distinction entre lui et son héros pour que les lecteurs prennent sur eux de les confondre en un seul et même homme. Au milieu de ce mystère, de ces demi-confidences, de ces attitudes savamment étudiées, le public d'alors, pour qui l'apprêt même et le rôle étaient une amorce de plus, entrevoyait des horizons nouveaux. L'amour, la gloire, la religion, la nature, la liberté, l'amour surtout, sont touchés d'une manière toute nouvelle. Les femmes contribuèrent grandement au succès d'un homme qui affectait de les dédaigner toutes, à l'exception d'une seule. Un peu de scepticisme à l'endroit de la religion, un peu de dégoût d'une société factice et tyrannique, firent le reste. L'abus des raffinemens de la vie sociale précipitèrent les lecteurs à la suite d'Harold dans les solitudes où il fuyait les hommes. On gravissait avec lui les monts escarpés, avec lui on se penchait sur les précipices et sur les cascades écumantes. Après avoir erré en imagination dans les sites les plus sauvages, après avoir conversé avec la nature, on revenait avec plus de plaisir dans un monde moins alpestre et à des conversations moins dithyrambiques. On faisait, comme l'auteur et en moins de temps que lui, le tour de la vie humaine. On passait de la société à la solitude et de la solitude à la société, non en deux ans, mais en deux heures. Le succès des deux premiers chants de *Childe-Harold* fut une véritable explosion, et Byron se prêta de la meilleure grâce à ce compromis entre le vrai et le convenu.

Le succès de *Childe-Harold* fut un piége pour son talent. Dans les romans versifiés qui de 1812 à 1816 succédèrent aux deux premiers chants de ce poème, le rôle prit une place de plus en plus grande, et cette sorte de mascarade, où il se plaisait à calomnier son caractère, ne piqua pas moins l'amour-propre de l'auteur que la curiosité du public. Du *Giaour* au *Corsaire* et de *Lara* au *Siége de Corinthe*, par une sorte d'affectation progressive, le jeune lord

donna une comédie qu'un poète de naissance obscure n'aurait pu soutenir, et où la dignité comme le succès devait tôt ou tard faire naufrage. Après avoir commencé par jouer le scepticisme et la misanthropie, il arrivait à feindre le remords, et je ne sais quels crimes imaginaires. On sait que des personnes désintéressées et des critiques très sagaces ont pu se tromper à ces faux semblans : avant l'époque où des relations par correspondance s'établirent entre eux, Goethe crut sérieusement que la conscience de Byron était chargée de quelque noir attentat, et, avec la méthode de l'induction servie par l'ingénuité allemande, il se mit en devoir de le prouver. Aussi ne faut-il pas s'étonner que ces petites épopées, orientales, espagnoles ou italiennes, aient été les premières à souffrir des atteintes du temps : la vérité leur manquait trop. Sans doute la touche puissante du maître y respire encore en bien des pages; mais la manière y est plus visible que dans tout le reste de son œuvre. Les harmonies originales et fortes de cette poésie enchanteresse nous ravissent toujours; mais l'accent général manque de franchise. Aujourd'hui les hommes de cinquante ans ne peuvent aisément renoncer à leur primitive admiration pour ces récits qui les ont passionnés : ils retrouvent peut-être dans cette lecture leur émotion d'autrefois, et l'on n'aime pas à s'être trompé; mais la génération qui les suit n'est pas facilement dupe de ces criminels héroïques, de ces assassins fidèles en amour, de ces pirates pleins de délicatesse, de ces aventurières dévouées, de ces odalisques courant le monde en habit de page. Bien des peintures byroniennes qui charmaient leurs devanciers font sourire les hommes de ce temps. Aujourd'hui comme alors, Goethe a raison : l'auteur de ces récits possède le secret des beaux dénoûmens; cet écrivain qui connaissait si peu les exigences de la scène était hors du théâtre admirablement dramatique. Aujourd'hui comme alors, on goûterait les impressions de terreur, de pitié ou d'amour qu'il communique aux âmes dans ces récits; mais il serait impossible de notre temps de concevoir qu'un poète de vingt-quatre ans offrît à une société tout entière la représentation inouie qu'il fut donné à Byron de prolonger durant quatre années. On le vit d'abord sous le nom du Giaour, « qui ne sait ni gémir ni pleurer, » et, drapé dans sa robe de caloyer, promener à travers une foule d'admirateurs l'orgueil d'un crime à demi caché et d'une confession plus audacieuse encore. Pour la première fois dans la religieuse Angleterre, un poète osait avouer des désirs sans frein et la résolution de les satisfaire ou de mourir. L'énergie était à la mode; qui savait où finissait Byron, où commençait le Giaour? Si la fidélité dramatique excusait tout, la personnalité flagrante du rôle permettait de tout supposer. Il dépouilla bientôt

la bure du sinistre moine pour le caftan de Sélim dans *la Fiancée d'Abydos;* c'était la première ébauche de ces héros aussi fiers et intraitables qu'ils sont amoureux, âmes indépendantes, nées pour la liberté de la vie errante sur les mers et pour les joies qui font bondir le cœur de l'Arabe lancé au galop de son cheval dans le désert illimité. Singulier partage entre la comédie et la réalité! C'est pourtant là le retentissement lointain de nos principes de 89, et voilà les droits de l'homme qui palpitent confusément dans les discours de cet enfant de l'islam. Sélim, c'est encore Byron, et jusqu'ici telle est la forme passionnée, personnelle, anti-sociale, sous laquelle il comprend la révolution. « Ma Zuléika, partage avec moi mon navire, et apportes-y le bonheur! » Qui se douterait que ces vers, charmans d'ailleurs, ont fleuri au souffle de liberté qui venait du continent? Il faut faire quelque effort pour les faire revivre avec toute leur fraîcheur. Voici *le Corsaire*, qui réunit à la sauvage indépendance de Sélim les remords superbes du Giaour. Brillant comme le premier, farouche comme le second, Conrad est la perfection suprême du rôle qu'il a plu à Byron de jouer devant l'Angleterre, ébahie de tant d'audace, d'éclat et de talent. Il y met la dernière main le 31 décembre 1813.

A partir de ce moment, la comédie du poète ne peut que faiblir. Chose remarquable, Byron l'a si bien senti que trois mois après il écrivait à son éditeur sa résolution de ne plus rien écrire; il accompagnait même sa lettre d'avis d'une traite pour payer tous les exemplaires de ses œuvres restant encore en magasin. Il avait périodiquement de ces velléités de briser la plume qui faisait sa gloire; elles annonçaient toujours une crise dans ce génie orageux, à qui il fallait une tempête pour se renouveler. Cependant deux ans devaient s'écouler encore avant que cette période, la période la moins sincère de son talent, fût accomplie; cette fois l'épreuve décida de son sort et coupa sa vie en deux parties qu'aucune force humaine n'était capable de rapprocher désormais : la tempête fatale fut le mariage et la séparation.

Dans ces deux années, il épuisa la vogue de ses poèmes romanesques. *Lara* est la suite du *Corsaire,* et, quoique la mort de son héros soit d'une grande beauté, le poème nouveau, partageant la destinée de toutes les suites, fut inférieur au précédent. Remarquez néanmoins l'effort du poète pour renchérir sur lui-même et pousser à bout le succès. Lara revient d'Orient dans son pays, qui est l'Espagne. Comme l'auteur, il est entouré d'un profond mystère et laisse croire à des crimes qu'il aurait commis; comme lui, un page qui parle une langue inconnue l'accomgagne et pique la curiosité universelle; comme lui, il assemble des amis dans son

manoir féodal, et fait circuler autour de la table une coupe faite avec un crâne humain. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus de cette hardiesse à se découvrir ou de cette persistance à se calomnier; c'est ici le point extrême du rôle et le trait culminant de la comédie. Voilà ce que le public d'il y a cinquante ans applaudissait avec enthousiasme; mais quoi? autour de cette personnalité démesurée il y avait tant de charmes, et les lecteurs d'alors étaient si heureux d'être séduits et trompés!

J'entends parler sans cesse de *cant* à propos de Byron et surtout de son *Don Juan;* on en fait chez nous un synonyme d'hypocrisie. Au milieu de la réaction qui se fit dans les esprits contre Byron dès 1816, il y eut des mots d'ordre, un langage convenu, des paroles répétées à satiété : il était immoral, impie, manichéen, mauvais Anglais, ennemi des lois et de la société, et voilà le *cant.* Il faut le dire, Byron avait le sien, celui du *Giaour,* du *Corsaire,* de *Lara* et même de *Childe-Harold,* particulièrement dans les deux premiers chants. Ce mot signifie jargon, et les héros des petits poèmes de Byron parlaient souvent le jargon de la misanthropie, de la satiété, du mépris, du remords, de l'orgueil diabolique. L'Angleterre, pays classique du gouvernement des majorités, a toujours eu des jargons qui ont servi à rallier ses partis et à caractériser ses modes. Quelqu'un donne le signal; cette première parole, tantôt originale, tantôt affectée, souvent l'un et l'autre, trouve des échos à l'infini, et un nouveau *cant* a pris naissance. Les ennemis de Byron créèrent un *cant* moral et patriotique; le fétichisme des partisans et des imitateurs du poète produisit le *cant* byronien.

Alp, le renégat du *Siége de Corinthe,* est le dernier travestissement que le poète ait endossé à cette époque de succès mondains; mais l'allusion à son caractère était lointaine, et un succès moins bruyant trahit plutôt la déconvenue du public que la fatigue de l'auteur. Au lieu de voir les nouvelles perspectives qu'une ardente imagination ouvrait devant elle, on cherchait toujours la personne de Byron. La curiosité, qui ne dit jamais : assez! voulait encore des aveux après les révélations de Lara, et l'on ne s'apercevait pas qu'un filon de poésie inconnu jusque-là aux compatriotes de Shakspeare et de Milton venait d'apparaître. Quelles sombres beautés offrent certaines pages fatalistes du *Siége de Corinthe* et de *Parisina!* Dans le premier de ces poèmes, souvenez-vous de cette description de la nuit, sereine, profonde, à la veille de la bataille, de cette mer bleue qui roule harmonieusement ses vagues, de ce ciel bleu avec ses îles de lumière; dans le second, revoyez par la pensée cette mise en scène du supplice de Hugo, l'heure

douce et calme qui précède le soir, le soleil qui penche vers son déclin après avoir embelli de ses plus chauds rayons cette journée funeste, les clartés affaiblies qui caressent la belle chevelure brune et le cou nu du condamné, qui se jouent surtout et miroitent sur la hache polie. A la paisible nuit du *Siége de Corinthe* succèdent les horreurs d'un carnage tel qu'aucun poète n'avait osé en décrire, à la délicieuse vêprée de *Parisina* une peinture implacable de la décapitation, telle qu'un grand peintre seul pourrait en atteindre l'effet. Le fatalisme de Byron est déjà là tout entier, non pas un fatalisme calme et reposé comme celui de Goethe, qui cherche dans l'ordre immuable de la nature des raisons pour se soumettre à la condition humaine, mais un fatalisme inquiet, révolté, qui aime l'orage et le délire des élémens, à qui le sourire de la création n'est souvent qu'une insulte et un défi. Voilà ce que le public n'apercevait pas encore, et ce que Macaulay peut- être n'a pas vu, quinze ans après, quand il se contentait dans son étude, qui est pourtant l'œuvre d'un maître, de constater l'infériorité des deux derniers petits poèmes : tant les transitions, les ligatures, qui font de la pensée d'un homme un organisme vivant, sont difficiles à saisir et lentes à paraître dans toute leur évidence!

La défroque du faux Byron périt dans la tempête de son mariage et de sa rupture avec celle qu'il avait épousée sans amour ni de l'un ni de l'autre côté, — mariage noué par le hasard, rupture amenée par des causes frivoles que la destruction des mémoires du poète a rendues mystérieuses. C'est ainsi qu'il se laissait pousser au sort, soutenant par orgueil ce qu'il avait dit ou fait par accident, et mettant son honneur à continuer par volonté ce qu'il avait commencé par esprit d'aventure. Le vrai Byron pourtant ne parut pas tout entier; il jeta à la mer les hardes mensongères du Giaour de Sélim, de Conrad, de Lara, mais retint leur esprit, leur ressemblance plus ou moins exacte avec sa personne. C'est la part du factice dans les deux derniers chants de *Childe-Harold*.

III.

Au moment le plus brillant de sa faveur, vers la fin de 1813, Byron traçait dans son journal la note suivante : « *Childe-Harold* n'a pas et, je le crois, n'aura jamais de conclusion. » Ces mots suffiraient pour établir que l'ébauche même des deux derniers chants n'existait pas dans son esprit quand il écrivait les deux premiers. Si cet ouvrage est une heureuse exception à ce que nous disions tout à l'heure des suites et continuations en matière de poésie, c'est que la fin est tout autre chose que le commencement.

Les poètes, étant des hommes, sont destinés à changer tous les jours, et de même qu'un livre fait au bout de quelques années naître en nous des idées différentes, l'artiste, après une interruption prolongée, n'apporte plus à son œuvre les mêmes dispositions ni les mêmes couleurs. Qu'était Childe-Harold pour Byron, comme pour ses lecteurs, sinon un souvenir? La vie nouvelle que le poète allait communiquer à cet être idéal était une part de sa propre vie que les années avaient changée.

Once more upon the waters! yet once more!

« Encore une fois sur les mers! encore une fois! » Il reparaissait donc sous le vêtement d'Harold; mais que de choses il avait éprouvées depuis sept ans, que d'expériences, de fautes, de douleurs! Combien Harold était changé! Ce n'était pourtant pas Byron tout à fait; plus sérieux parce qu'il avait vécu, plus mûr parce qu'il avait souffert, plus triste parce qu'il sentait que le départ était irréparable, le poète cependant ne pouvait se dire entièrement sincère. Plus que jamais Harold se drapait dans son orgueil et sa misanthropie; au milieu de ses plaintes, il voulait plaire encore, et, conservant de son attitude première ce qui était conforme à sa situation présente, il achevait de loin sa poétique représentation en vue des applaudissemens. A vrai dire, l'exil du poète n'était pas si théâtral: retenu parmi ses concitoyens par le bruit seul de ses triomphes, il était parti lorsqu'il avait entrevu le moment où sa fête aurait un lendemain : idée pénible pour celui qui s'était vu caressé, adoré par une société folle de lui, idée insupportable pour un jeune homme de vingt-huit ans qui riait avec complaisance des crimes secrets qu'on lui prêtait, et frémissait au moindre symptôme d'une diminution dans le succès! D'ailleurs il ne se plaisait pas en Angleterre, et il n'était pas moins séparé de son pays que de sa femme par une absolue incompatibilité d'humeur. Lady Byron réunissait en elle tous les préjugés, tous les sentimens réguliers et traditionnels, toutes les habitudes d'esprit en dehors desquels son existence et ses voyages avaient depuis longtemps jeté Byron. C'était comme s'il avait épousé un petit résumé de l'Angleterre tout entière; même religion des convenances, même attachement aux exigences de la vie pratique, et jusqu'aux quatre repas de tout ménage anglais bien tenu. Quelle chance avait-il d'être heureux dans ce pays et avec cette femme, ce Byron qui avait mis son bonheur hors de la route commune, non pas même à côté de la grande route d'où il est impossible que le bonheur humain s'écarte beaucoup, mais dans des régions inexplorées et sur des

chemins impraticables? Pour ne pas parler de son cœur aux désirs sans bornes, puisque après tout l'amour n'avait pas présidé à cette union, la vie même de lord Byron était une contradiction constante à la vie anglaise; il travaillait la nuit, dormait le jour, mangeait par aventure, buvait de l'eau presque toujours, et s'enivrait quelquefois. Le mariage de miss Milbanke avec Byron et celui de l'Angleterre avec Childe-Harold ne réussirent pas mieux l'un que l'autre. Toutes deux s'étaient flattées qu'elles gagneraient cette nature indomptée; toutes deux, s'apercevant de leur erreur, l'abandonnèrent; elles firent mieux, elles mirent leurs intérêts en commun, — miss Milbanke, au lieu d'articuler des faits, se contentant d'avoir pour elle l'opinion publique, l'Angleterre prenant la défense de miss Milbanke et faisant de la cause particulière de celle-ci la cause de la patrie et de l'honneur de tous. Non-seulement Byron ne se plaisait pas dans son pays, mais il avait résolu de partir pour l'Orient, si la demande qu'il avait faite de la main de la jeune héritière était définitivement rejetée. Assurément il ne pouvait choisir une épreuve plus décisive pour savoir s'il devait se caser et s'installer dans la société anglaise. Toutes ces circonstances ôtent à son exil l'apparence même d'une péripétie dramatique.

Cependant il y avait un air de grandeur dans ce départ, et le second Childe-Harold n'est pas dépourvu d'une sorte de majesté triste qu'il convient de reconnaître avant d'essayer de la réduire à sa juste valeur. « Encore une fois sur les mers! » s'écriait-il en jetant un méprisant adieu à une patrie au sein de laquelle il lui était impossible de vivre. Devenu citoyen de la terre, il s'élève au-dessus de la qualité d'Anglais, et, s'il ne regarde pas du même œil que Virgile et Horace ce peuple séparé du monde et le dernier qu'on trouve sur les confins de l'univers, s'il ne va pas comme Cicéron jusqu'à prendre les Bretons pour échantillons de l'extrême barbarie, il attache du moins peu de prix à la place qu'il possédait au foyer commun, et il s'achemine par le continent vers le berceau de notre civilisation à nous tous, peuples d'Occident, vers Rome, la seconde patrie des nations européennes. « O Rome, ô mon pays, ô cité des âmes! » s'écrie-t-il à la strophe 78ᵉ du quatrième chant. Une fois arrivé là, le pèlerin déposera son bâton de voyage, puisqu'il aura trouvé l'autel qu'il cherche et les reliques qu'il adore. Ne vous y trompez pas, on ne réussira jamais, quoiqu'on l'ait essayé, à faire de Byron un Français né en Angleterre; par ses qualités comme par ses défauts, il tient à sa race, et, s'il s'en écarte, c'est pour remonter plus haut dans le temps. C'est un petit-neveu des anciens; son esprit et son talent sont travaillés d'une nostalgie qui le rappelle vers Rome et Athènes. Ce que vous ôtez à Byron de sa

nationalité ne peut aboutir qu'à faire de lui, comme on peut le dire de tel poète de nos jours, un Grec ou un Romain qui s'est réveillé dans quelque université d'Angleterre. Il s'agit précisément de faire la part du naturel et de l'affectation dans cette fierté suprême; avouons cependant que l'Angleterre, par son engouement, avait donné quelque droit au poète de la traiter de haut.

Le second Childe-Harold est sérieux; il veut plaire sans doute, mais encore plus à lui-même qu'aux autres, et désormais l'histoire du pèlerin n'est que celle de ses pensées. Harold s'efface de plus en plus devant Byron, l'épopée devient un courant inépuisable de poésie lyrique : un Allemand dirait que cette partie du poème est toute subjective. L'amour, la liberté, la gloire, le besoin d'oubli, surtout la nature, remplissent ces deux chants, qui sont une suite de méditations poétiques. L'illustre poète français qui donna ce titre à son premier recueil ne le trouva qu'après la lecture de *Childe-Harold*. La nature, ce mot seul contient presque toute la philosophie du poème. L'âme de Byron, froissée, déchirée au contact des hommes, se réfugie dans ses bras, et y trouve le repos, le baume qui ne guérit pas, mais qui endort les blessures. M. de Laprade, en disant que les descriptions de Byron ne sont jamais exubérantes, a marqué sans doute une de leurs qualités principales; que n'a-t-il ajouté qu'elles ne sont jamais idéales ni abstraites! Non-seulement la fidélité y est la vraie source de la beauté; mais, je le demande à l'auteur du *Sentiment de la nature*, cette fidélité d'imitation ne nous donne-t-elle pas la leçon dont nous avons le plus besoin? De combien de peintures de lacs, de fleuves, de montagnes surtout, nous sommes inondés par les poètes de notre siècle, et cependant combien il y en a peu qui pourraient servir au voyageur de guides et d'interprètes harmonieux! Certes nous plaindrions les Saumaises futurs d'avoir à dresser la carte de tant d'excursions vagues, à trouver l'explication de tant de tableaux sans réalité connue, si nous n'étions rassurés par cette pensée que la plupart de ces toiles qui ont oublié de dire d'où elles venaient ne leur parviendront pas. Rien de plus poétique et de plus philosophique à la fois que les merveilleuses strophes de Byron qui commencent par ces mots : « je ne vis pas en moi; mais je deviens une portion de ce qui est autour de moi... » M. de Laprade, avec raison, en a voulu enrichir son chapitre sur le poète anglais. Eh bien! nous savons le lieu, le jour même où Byron emprunta cette page immortelle à la nature. Le lieu, c'est Genève, au bord du Rhône, dont les eaux bleues fuient comme une flèche, c'est le sein pur du lac où se calme le fleuve impétueux, comme un enfant qui criait se console dans les bras de sa mère. Ainsi le poète confond un instant son âme avec les

objets qui l'entourent; ainsi il repose ses douleurs au sein de la nature. Le jour est le 3 juin 1816, et le poète, qui a soin de le dire en note, ajoute qu'à cette distance le Mont-Blanc, qui éblouit ses regards, réfléchit sa tête étincelante dans le miroir des eaux. Les poètes méprisent souvent ces scrupules en fait de vérité; mais la vérité se venge: soit qu'ils négligent de l'observer dans leur œuvre, soit qu'ils tâchent après coup de la rappeler dans leurs commentaires, dans l'un et l'autre cas, elle leur fait également défaut.

Notre cadre ne nous permet pas d'insister sur le sentiment de la nature dans Byron. Quelques mots sont pourtant indispensables pour en indiquer le caractère le plus saisissant. Nous croyons, comme M. de Laprade, que l'imagination de Byron aime à peupler les lieux d'esprits avec lesquels elle se met en rapport, *Manfred* en particulier justifie cette observation; mais les poètes en général ne sont poètes qu'à la condition de sentir très vivement un aspect des choses et de négliger les autres aspects. M. de Laprade a vu surtout dans Byron ce que l'auteur de *Childe-Harold* a de commun avec lui. Nous n'attendions pas sans doute que l'auteur des *Questions d'art et de littérature* fît l'éloge de *Don Juan*, poème qui, sans parler de la licence des mœurs, a tous les droits de déplaire à un critique aussi décidément ennemi de l'ironie; mais nous regrettons que les fières strophes de la fin du poème aient échappé à son attention. Après avoir salué Rome, la Niobé des nations, et visité dans les ruines l'ombre des empires qui ne sont plus, Byron prend congé d'Harold sur le mont Albain, en vue de l'océan. Ici l'insulaire reparaît; les mêmes accords qui retentissaient au commencement font entendre à la fin leurs échos.

Yet once more let us look upon the sea.

« Encore, encore une fois jetons un regard sur la mer! » Voilà de nouveau le Breton né aux extrémités du monde, voilà l'enfant qui se confiait tous les jours aux vagues toujours émues de la côte d'Aberdeen. Ici pourtant, ce qui me frappe le plus, ce n'est pas tant l'amour de la mer et de ses violentes caresses pour ceux qu'elle reconnaît comme siens que le sentiment de jouissance intime que produisent ses redoutables colères. La nature ne berce pas toujours l'homme dans ses bras, et le calme que Byron retrouve avec elle n'est pas un quiétisme mystique pareil à celui de Bernardin de Saint-Pierre. Elle n'est pas toujours bonne et clémente à ses enfans, et le christianisme seul nous a enseigné la docile confiance avec laquelle nous nous soumettons à ses colères. Tel n'est pas le sentiment de Byron en sa présence, et c'est là le trait caractéris-

tique dont nous voulions parler. Enfant gâté de sa patrie et de la société anglaise, il prétend l'être aussi de la nature; les dangers de l'homme sur la mer assaisonnent ses joies :

« Roule, roule sans cesse tes vagues bleues et sombres, profond Océan! Mille flottes balaient en vain ta surface. L'homme laisse sur la terre la trace des ruines, mais son pouvoir s'arrête sur tes bords. Sur la plaine humide, les désastres sont tous ton ouvrage, et il n'y a aucune ombre des ravages de l'homme, si ce n'est pour l'instant fugitif où, semblable à une goutte de pluie, il s'enfonce dans tes profondeurs; un sanglot, quelques bulles d'eau, et c'est tout; point de tombe, il s'enfonce sans glas funèbre, sans cercueil, inconnu!

« Ses pas ne font point de trace sur tes chemins, tes domaines échappent à ses dévastations. Tu te soulèves et le rejettes loin de toi; le lâche pouvoir qu'il possède pour la destruction de la terre, tu le méprises absolument. De ton sein, tu le lances au ciel, frissonnant dans ta joyeuse écume et hurlant après ses dieux. Tu le pousses vers le port ou vers la plage prochaine où il a placé toutes ses espérances; mais tu le brises contre terre : qu'il reste là où il t'a plu de le jeter!...

« Et je t'ai aimé, Océan! et la joie de mes jeunes années a été de me faire porter sur ta poitrine, comme un brin de ton écume, dans la vaste étendue; tout enfant, je me jouais au milieu de tes brisans. Ils étaient mes délices, et si la mer, venant à fraîchir, en faisait une terreur, c'était une crainte qui me réjouissait, car j'étais comme ton fils, et j'avais confiance dans tes vagues loin du rivage comme auprès, et je passais ma main sur ta crinière, comme je le fais ici. »

Est-ce un fils des Scandinaves, est-ce un poète d'Athènes ou de Rome que nous entendons ici? Ne vous hâtez pas de prononcer. Sous ces strophes si originales et si modernes, il y a l'esprit du fatalisme antique. Harold, terminant sa carrière près du vaste élément qui représente le mieux l'infini dont nous sommes accablés, Harold ne rappelle-t-il pas le prêtre homérique, le vieux Chrysès, qui promenait ses douleurs le long de la mer retentissante? Où voyons-nous cette mer irritée contre l'homme quand il sort des limites de sa destinée, et franchit l'océan opposé comme un obstacle à ses entreprises, si ce n'est dans les poètes anciens? Cet Horace que Byron n'aimait point, parce qu'on lui en imposait la lecture à l'université, cet Horace qu'il vient de rouvrir en approchant du Soracte, a dit avant Byron, ou plutôt il a répété avec toute l'antiquité que le Dieu suprême avait séparé par l'inviolable barrière de l'océan les diverses parties de la terre. Le poète de Venouse, repris dans un élan d'amitié d'un souffle de

religion, accuse d'impiété les nefs humaines qui volent à travers des chemins que la destinée leur avait interdits. Voilà l'expression constante des religions et des poésies antiques. Byron est païen lorsqu'il se réjouit des vengeances de la mer et qu'il applaudit au triomphe de l'océan sur l'homme; mais qu'il est moderne dans la belle audace avec laquelle il triomphe du monstre, et lui passe la main sur la crinière, comme à un cheval dompté! Ceci nous ramène aux prétentions de Childe-Harold. Il veut trouver dans la création des tendresses particulières qu'elle n'a pas pour les autres hommes, et ce ne serait pas bien comprendre Byron que de ne pas découvrir en lui cette aristocratie qui le suit jusque dans le sentiment de la nature. Après avoir reconnu que cette misanthropie qui fuit les hommes et se repose dans la contemplation des objets extérieurs fournit les élémens d'une sorte de philosophie, il est temps de montrer ce qu'elle a d'artificiel, même dans ces deux derniers chants, et par où le type qui la représente, tout épuré, tout agrandi qu'il soit, commence à vieillir.

Nous nous plaignons tous les jours des écrivains qui, sous le prétexte de représenter la réalité, consacrent leur plume à dévoiler ce que la pudeur publique ordonne de cacher, et prétendent guérir les plaies morales de notre temps en employant leur talent au soin de les étaler. Nous leur opposons leurs devanciers, dont l'imagination ou l'éloquence entraînait les cœurs loin de ces honteuses vulgarités; nous leur citons tant d'œuvres brillantes ou passionnées qui sont encore aujourd'hui les véritables titres littéraires de notre siècle. Nous avons raison, et la gloire des pères, quand elle n'est pas l'aiguillon des enfans, est leur châtiment mérité; mais songeons-nous à faire dans cette gloire même le discernement qui convient, et n'oublions-nous pas qu'elle fournit aux erreurs actuelles plus d'une excuse? Interrogez hardiment la jeunesse: quelles sont ses idoles? Elle aime, elle adore ceux en qui elle croit apercevoir la franchise; elle leur pardonne tout, pourvu qu'elle les croie sincères. Quelles sont ses aversions? Elle déserte, elle fuit tous ceux qui semblent jouer un rôle, étudier une attitude convenue, quelle qu'en soit la noblesse. Elle ne leur pardonne même pas leur talent, qu'elle regarde comme un piége de plus. Demandez-lui ce qu'elle pense de tous ces types tant vantés, Werther, René, Oberman? Werther, fou d'amour et enivré de son poétique panthéisme, se donne la mort après avoir beaucoup et bien parlé au nom de son auteur, qui se porte bien, et qui recueille durant de longues années des moissons toujours nouvelles d'honneurs et de gloire. René est le portrait d'une âme orageuse qui va éteindre de l'autre côté des mers, parmi les sauvages, les désirs immodérés dont l'original avait

bien conservé quelque restes, ainsi qu'ont pris soin de nous l'apprendre des amis trop oublieux ou trop zélés. Le dernier, plus modeste, mais s'exilant d'une société qu'il maudit sans la connaître, est moins un être vivant que le produit d'un rêve mélancolique prolongé durant toute une vie : l'auteur, enfoui dans son livre et aussi glacé que les feuillets où il était enseveli, y serait encore oublié sans l'autorité d'une plume savamment curieuse de toutes les maladies morales. Si la jeunesse croyait au suicide de Werther, à la retraite de René sous une hutte de sauvage, au stoïcisme d'Oberman assis sur le tronc de son arbre au fond d'un bois ignoré, elle se contenterait de sourire; mais elle supporte avec impatience des récits de maladies qu'elle ne connaît pas, et qu'elle tient pour imaginaires, sinon pour menteuses. Elle s'indigne même des airs de spiritualisme qui couvrent les réelles faiblesses de tous ces héros et de leurs semblables, car la lignée en est nombreuse. Ce n'est pas tout : les maîtres qui les ont inventés se sont plu à déconcerter notre admiration. Ils ont jeté de côté leur personnage comme un vêtement usé. Quelques-uns vont même jusqu'à mettre le public dans la confidence de leurs fictions : tel nom qui revient souvent dans leurs vers n'est qu'un pseudonyme banal qui a servi à plusieurs personnes; ici c'est la divinité terrestre qu'ils aimaient à deux genoux, là c'est la pauvre fille qui a servi d'amusement à leurs loisirs. Cette femme qui, dans les momens les plus précieux de la félicité présente, interroge les abîmes de l'avenir, elle ne croyait ni à Dieu ni à l'âme immortelle. Ce crucifix, ces derniers soupirs recueillis par un amant, sont une invention pour encadrer une scène à laquelle il n'assistait même pas. Que voulez-vous qu'elle pense de ces charlatanismes poétiques, cette jeunesse à bon droit défiante? Elle se détourne de cette comédie pour suivre ceux qui lui promettent la pure et simple réalité. Elle fuit la mélancolie hypocrite pour se réfugier dans l'orgueil du libertinage au grand jour. Avec l'auteur de *la Confession d'un enfant du siècle*, elle voit je ne sais quelle grandeur dans le désordre franc et hardi. Ce qui restait de pur et d'élevé dans ces conceptions brillantes, mais à demi menteuses, elle le foule aux pieds. Amour, gloire, vérité, vertu, si vous sombrez dans le naufrage des inventions des poètes, que reste-t-il à l'âme humaine?

Non-seulement ces trop célèbres malades se sont disputé la curiosité de notre siècle, mais c'est à qui d'entre eux aura le droit d'antériorité sur les autres et pourra se dire original. Tour à tour ils ont posé devant un public trop crédule, et la *pose* du sombre Childe-Harold n'est pas celle qui a trouvé le moins de faveur. Presque tous les sentimens du mélancolique pèlerin ont leur petite

part d'affectation. Il fait sa mélodie favorite des vents qui mugissent avec violence, du cri lugubre des hiboux qui battent des ailes et ouvrent leurs larges yeux brillant d'une sinistre lueur. Cependant ce misanthrope amoureux de la solitude avouera les frissons dont il se sent saisi dans les salles désertes de ses palais italiens. Il n'a jamais adoré cet écho de la voix des hommes qu'on appelle la gloire; au milieu de la foule, il a vécu en étranger. Pourquoi cependant prête-t-il l'oreille au bruit qui se fait là-bas de son nom? Pourquoi parle-t-il aux hommes, s'il est dégoûté d'eux, et leur donne-t-il deux ou trois volumes par an, s'il dédaigne d'en être lu? Pourquoi ces strophes harmonieuses sur le mépris du suffrage des contemporains, sinon pour l'obtenir? L'orateur romain avait bien raison : c'était encore pour mériter la gloire que les philosophes écrivaient contre la gloire.

IV.

Byron est de ceux qui ont voulu jeter eux-mêmes leur masque et montrer leur vraie figure. Dans l'œuvre étrange du *Don Juan*, il reprend sa première veine; il est dans son naturel, et cette dernière période, partagée entre ses drames et le poème qu'il a si bien appelé une satire épique, ressemble à la première, où il est sérieux dans son recueil de poésies et ironique dans la diatribe des *Bardes anglais*. Sans doute la grimace du rire est de toutes la plus insupportable, et c'est peut-être pour cela que les longues plaisanteries fatiguent. Seize chants de suite sur le même sujet, quatre fois plus que dans *Childe-Harold*, sans épuiser la verve de l'auteur ou la curiosité du public, voilà déjà une preuve que Byron ne s'était pas trompé sur la nature de son talent. On peut regretter, si on le veut, qu'il ait abandonné Homère ou Virgile pour suivre Diogène et quelquefois Rabelais; on ne peut dire qu'il ait manqué à sa vocation. A l'origine même de son *Childe-Harold*, il avait songé à s'approprier les formes de l'épopée moitié chevaleresque, moitié badine des Italiens; il trouvait maintenant l'occasion favorable pour obéir à ses préférences.

Le temps et les circonstances lui semblaient appeler à grands cris un Arioste. Depuis la chute de Napoléon et l'avortement, au moins apparent, de la révolution française, le monde offrait le spectacle d'une comédie sans dénoûment. Les souverains alliés, ne parlant que de religion et de vertu, oubliaient les libertés promises, et ne songeaient qu'à imiter celui qu'ils avaient désigné comme tyran à la haine publique. Le poète croyait assister à une grande mascarade. L'Angleterre même, la seule nation qui n'eût pas été foulée par le

pied du conquérant, n'était plus reconnaissable. « Où est le monde d'il y a huit ans? s'écriait-il. Il était là, je le cherche. » Où étaient les hommes d'état? Castlereagh s'était coupé la gorge avec un rasoir. Où étaient les orateurs? Fox et Sheridan reposaient dans leur tombe. Où étaient les reines? L'infortunée Charlotte allait succomber à la suite d'un odieux procès. Où étaient les rois? George III mourait méprisé, tourné en ridicule comme l'empereur Claude. Où était le respect de la royauté? George IV était tour à tour sifflé ou caressé. Où étaient les dandies? Brummel cachait à Boulogne-sur-Mer le naufrage de sa fortune. Où étaient les poètes? Walter Scott faisait des romans, Southey des biographies, Wordsworth des sonnets, Coleridge des conférences. Parcourez l'énumération de ces neiges d'antan au chant onzième de *Don Juan*. Huit ans d'intervalle et Waterloo avaient fait succéder aux vertus de la lutte et du combat le triomphe de l'insolence, l'abus de la victoire, l'égoïsme, la cupidité. Supposez *Don Juan* paraissant avant la fin de la guerre européenne, ce sera un effet sans cause; placez-le après la réforme du parlement anglais et les mouvemens populaires de 1830, ce sera une injustice et une déclamation.

Si l'état de l'Europe et de son pays provoquaient le rire de Byron non moins que sa colère, l'âge où il était parvenu et les dispositions de son esprit, l'exil même auquel il s'était condamné, l'invitaient à se servir de l'arme de l'ironie, qui porte plus loin et plus sûrement. Le temps, ce sont ses propres paroles, ramène tous les êtres à leur niveau, et les aiguillons de l'adversité font connaître aux hommes leur véritable voie. Toute vaste et puissante que fût son intelligence, le poète aperçut sans doute les limites que lui avait fixées la nature, et il revint à la satire, où il se trouvait dans son élément; seulement il l'enrichit de tous les dons de haute poésie qui s'étaient déjà développés dans ses œuvres précédentes.

« Dès l'enfance, je m'estimai un habile homme, et je désirai que les autres eussent de moi la même opinion. Ils eurent la bonté de se l'imaginer, et d'autres esprits reconnurent la supériorité du mien. Aujourd'hui mon imagination vieillie voit jaunir ses vertes feuilles, ma fantaisie replie ses ailes, et la vérité attristée, planant sur le pupitre où j'écris, tourne à la plaisanterie ce qu'il y a encore de roman dans mon cœur.

« Et si je ris de toute chose mortelle, c'est que je ne puis pleurer, et si je pleure, c'est que nous ne pouvons parvenir à la complète apathie; il faudrait plonger nos cœurs dans les profondeurs du Léthé avant d'espérer d'assoupir la cruelle pensée de ce que nous voyons malgré nous (1)... »

(1) *Don Juan*, chant IV, st. 3 et 4.

Byron n'avait garde de renoncer entièrement aux tons sérieux, il y a des larmes dans *Don Juan*; il en fait aussi verser aux autres, car sa muse n'est pas le papillon dont il parle, qui a des ailes et pas d'aiguillon; c'est la guêpe, dont la piqûre est redoutable. Son entreprise était nouvelle, non par le ton plaisant qu'il répandait sur le poème entier, mais par le mélange du badinage et des traits acérés. Le rire constant eût manqué chez lui de sincérité aussi bien que la raideur soutenue de Childe-Harold, et l'on ne conçoit pas Byron devenu l'amuseur inoffensif d'un public désœuvré. Ne prenez pas sa parole au pied de la lettre quand il reconnaît pour son modèle ce bel esprit florentin, ce chanoine de cour, Pulci, dont Voltaire, qui suit son humeur, et Ginguené, qui suit Voltaire, ont fait un libre penseur. Byron a pris à Pulci sa stance, mais il y a en lui bien autre chose, et Arioste, et Juvénal, et même Shakspeare. Il les fait succéder l'un à l'autre avec un tel courant, il a tant de vie et de variété, qu'il est presque impossible de tirer de son poème des extraits. Et c'est l'un des points où il diffère le plus de ses devanciers italiens. Ceux-ci ne manquent jamais de vous quitter au moment où le récit vous intéresse le plus pour reprendre quelque autre fable; on peut prévoir l'instant où le fil sera brisé, et où les morceaux se détacheront d'eux-mêmes, comme les marbres blancs et noirs qui composent la marqueterie d'une cathédrale de leur pays. Les méandres capricieux de Byron sont les accidens d'une libre causerie; il n'a pas de méthode dans l'irrégularité. D'ailleurs il ne mêle pas les fils différens de cinq ou six sujets; il passe de lui-même à son héros, comme du drame à la comédie et du rire aux larmes. Ainsi faisait-il dans *Childe-Harold*, et le public était habitué de longue main à partager sa curiosité, sans qu'elle en fût amoindrie, entre le héros et son poète. Était-il possible à d'autres d'en faire autant? Byron a eu des imitateurs, mais bien peu ont été comme lui une puissance avec laquelle un grand pays fût obligé de compter. Il faut être tout à fait hors de pair pour espérer d'imposer aux hommes les caprices de sa personnalité. Voilà le genre composite, éloquent et moqueur, étranger et anglais par moitié, dont le premier exemple était offert aux lecteurs naïvement sérieux de l'Angleterre par un écrivain accoutumé à leur rapporter toujours du dehors quelque riche présent de poésie exotique. Sa tentative avait le caractère d'une surprise, et l'esprit anglais, qui est souvent tout d'une pièce, se trouva en défaut pour juger sans passion une œuvre pleine d'évolutions inattendues. Aux contradictions de l'auteur, le public répondit par des contradictions. Byron disait ici qu'il n'avait aucun dessein arrêté, sinon de s'amuser, et là il priait l'auditoire de lui laisser le temps de développer la leçon morale qu'il

lui préparait. Le public lui reprochait tantôt de n'avoir aucun plan, tantôt de conspirer contre la croyance et la morale de son pays. Pris au dépourvu, les lecteurs reçurent avec curiosité, impatience ou colère les chants successifs expédiés de Venise, de Ravenne ou de Pise, et dévorèrent ainsi, malgré quelque répugnance, le livre le plus révolutionnaire de leur littérature. L'esprit français se pique d'un certain ton de raillerie sceptique dont Voltaire a donné de parfaits modèles dans ses poésies mêlées. Si cet esprit de légèreté sceptique est un travers, après *Don Juan*, les Anglais n'ont plus le droit de s'en dire exempts; si c'est un talent, nous ne pouvons plus nous vanter d'en avoir le privilége.

C'est encore une question de savoir si l'auteur de *Don Juan* fut égal à lui-même jusqu'à la fin. Suivant Macaulay, le vers de Byron perdit de la force et de la plénitude qui le distinguaient de tous les poètes modernes; mais le critique néglige de fournir des preuves de cette décadence, et la sévérité de son arrêt, conforme au préjugé contemporain, porterait contre toute justice sur l'œuvre entière de *Don Juan*. Il indique le moment où, par suite d'excès, les cheveux du poète commencèrent à blanchir, mais non celui où commencent dans son poème les symptômes de l'affaiblissement. C'est précisément ce que demande M. Swinburne, le plus remarquable des byroniens nouveaux. Poète de la première volée, il a le droit d'être au moins entendu quand il affirme que d'un bout à l'autre le *Don Juan* ne faiblit pas. A son avis, l'épopée a rencontré en Angleterre quelque froideur du moment que le profane héros met le pied sur le sol sacré de la Grande-Bretagne. Tant que la satire lance ses traits au dehors, et que le poète promène en Espagne, en Grèce, en Turquie, en Russie, sa composition ambulante, tout en somme est pour le mieux, et les péchés contre la religion et la morale sont véniels; mais sitôt que la satire débarque à Douvres et crie *hurrah!* galopant sur la route de Cantorbéry, le public anglais serre les rangs pour n'être pas entamé. Sitôt que le poète s'empare d'un lord Henry, d'une lady Adeline, d'une comtesse Fitz-Fulke, c'est Ucalégon qui brûle; l'incendie est chez le voisin, il faut l'étouffer. Vous pouvez compter sur l'esprit de corps de la critique; sous les déluges de sa prose, elle éteint ce qui de loin paraissait si brillant. Que disait-on de cette verve intarissable? Le poète est visiblement fatigué, il n'a plus de souffle. Si cette explication des retours de l'opinion est vraie, le déclin prétendu de ce poème commencerait au dixième chant. M. Taine montre pour Byron presque de l'enthousiasme. Hormis un ou deux noms sur lesquels ce critique très distingué égare son admiration, c'est un sentiment que par penchant naturel et par système philosophique il n'éprouve pas vo-

lontiers : de la double hauteur de ses abstractions et de sa méthode, les individus lui paraissent petits. Cependant, en faveur même de Byron, il hésite à pousser l'admiration jusqu'au bout, et, quoiqu'il vante à bon droit cette œuvre dernière, il croit qu'elle s'est arrêtée bien à temps pour échapper à l'ennui. De là cette conséquence, au premier abord singulière, qu'il vaut mieux que l'histoire de lady Adeline, sur laquelle devait rouler la morale de l'ouvrage, ne soit pas achevée, et que cette charmante Aurora, qui, suivant un mot de Frédérika Bremer, est « une étoile dans le ciel nocturne de Byron, » s'éteigne soudainement sans nous apprendre pourquoi le poète l'avait placée en son firmament poétique. Ne semble-t-il pas qu'il soit ici nécessaire de prononcer avec les contemporains que le poème devait s'arrêter au dixième chant, sur le seuil de l'Angleterre, ou de regretter que l'épisode anglais si curieux, si rempli, n'ait pas été terminé?

Il y a ici, ce nous semble, une difficulté qui disparaîtra pour ceux qui voudront faire l'analyse de l'œuvre entière. Si l'on juge les derniers chants de *Don Juan* par comparaison avec les premiers, l'œuvre languit; plus de satires violentes, plus de ces peintures de tendresse et d'horreur qui ressemblaient à une succession de tableaux de Corrège et de Salvator Rosa. C'est un autre ordre d'idées qui commence : le poète s'intéresse désormais aux menus détails de la vie, il s'occupe de réalités ordinaires et communes. Reste à savoir quel parti la poésie en peut tirer. L'unité n'est pas plus dans *Don Juan* que dans *Childe-Harold*, et Byron reste le poète que son génie met à la merci des circonstances par les facultés même dont elles provoquent en lui le développement. Son dernier poème se divise réellement en deux parties comme le premier, avec ceci de particulier qu'elles ne sont pas séparées par l'intervalle de plusieurs années. Si les différences profondes des deux moitiés de *Childe-Harold* n'ont pas été généralement saisies, comment nous étonner que l'on n'ait pas songé à rapprocher, excepté pour déclarer l'une moins intéressante que l'autre, les deux parties de *Don Juan*, qui ont paru livre par livre et sans interruption?

Au quatrième chant, il y a un mot qui marque le caractère de toute la première partie : « comme les vagues viennent à la fois se briser sur la grève, ainsi les passions à leur extrême limite se précipitent en poésie, et la poésie n'est que passion... » Ce mot est vrai de Byron tout entier, mais surtout dans les neuf premiers chants de ce poème. Passion, fougue, colère (car en anglais *passion* signifie tout cela), voilà ce qui a rempli jusque-là sa vie et ses œuvres. Dans la première partie de *Don Juan*, combien de fois n'écrit-il pas, comme Juvénal, sous la dictée de la colère, *facit in-*

dignatio versum? C'est affaire à Goethe, le poète heureux et jouissant de lui-même comme un Jupiter olympien, c'est affaire au poète du spinozisme de s'arranger de l'ordre impassible de la nature et des accidens des révolutions politiques. Byron, comme son maître Juvénal, a quelque chose qui bat sous sa mamelle gauche, et qui ne saurait s'accommoder des injustices des gouvernemens pas plus que de ses doutes sur la Providence. Nul n'a rendu au poème de *Don Juan* un hommage plus décisif pour la gloire de Byron que l'auteur de *Faust;* mais il regrette sous toutes les formes l'esprit de négation que l'on y trouve répandu. Quand on est parvenu à se persuader que le mal et le bien, que l'homme et l'animal, la vertu et le crime, sont à un titre égal dans le monde, la sérénité n'est pas très difficile à obtenir. Goethe est sage, Byron est emporté. Si pourtant cette demi-indifférence, si cette abdication bénévole de la personnalité, ont peine à entrer dans un cœur qui ne se repose point d'ailleurs dans l'idée d'un dieu père des hommes, tous ces calmans de la philosophie de Spinoza ne servent qu'à l'aigrir; tout devient aliment à la colère, sinon au désespoir. Sans vues personnelles, sans petites jalousies, lord Byron n'épargne ni poètes lauréats, ni écrivains mercenaires, ni généraux comblés d'honneurs et de traitemens, ni hommes d'état serviles, ni princes corrompus ou corrupteurs; il provoque en duel, il tient successivement à la pointe de son épée presque toute l'Angleterre contemporaine, qu'il connaît bien maintenant, et dont il semble avoir employé la faveur à se procurer de bonnes armes contre elle. Byron correspond parfaitement à l'Angleterre de Wellington, avec lequel du reste il engage des combats singuliers. Le duc a tenu bon et a battu le poète : lutte inégale, où le vainqueur de Waterloo avait avec lui la royauté, le parlement, la noblesse, la nation entière, où celui qui s'acharne à nier son triomphe et à ternir sa gloire est réduit à invoquer les générations libres à venir. L'un ne se défendait que par le souvenir de ses victoires, ou de loin en loin par de sobres discours qui rappelaient Scipion l'Africain montant au Capitole, l'autre combattait avec les accens d'une colère qui n'était pas toujours celle de la vertu.

La passion qui fait jaillir les vers ne s'appelle pas toujours la colère, elle s'appelle aussi l'amour, la terreur, l'ivresse de la poudre et du sang. Connaissez-vous un second poème où tout cela surabonde comme dans les neuf premiers chants de *Don Juan?* Ici nous n'avons qu'à rappeler ce qui est présent à toutes les mémoires. L'amour! voyez comme dans cette première partie de l'ouvrage la parole du poète se vérifie, et comme la passion qui porte ce nom se tourne merveilleusement en poésie sous sa main!

Les dangereuses langueurs, les sophismes du désir, les entraînemens de l'âme qui ne se connaît plus, puis les soudaines péripéties, les coupables mensonges, le cri du cœur après les déchiremens suprêmes, tout l'amour indocile au frein et sans autre maître que lui-même semble concentré dans l'histoire de dona Julia et dans sa lettre, qu'on ne sait comment assez admirer. Voilà bien ces vagues orageuses de la passion parvenue à son extrême limite et s'y brisant en une poésie qui est le soupir de l'âme humaine aux rivages où elle est enfermée! Ce n'est pas pourtant le dernier mot de l'art de Byron. Voici venir Haïdée, le type le plus pur de l'amour libre au milieu d'un monde idéal qui n'existe peut-être nulle part, si ce n'est dans l'imagination du poète ou bien dans quelque région ignorée, là où la nature parle seule en l'absence de toute loi sociale et de toute éducation. Quel charme perfide dans cette innocence! quelle séduction fatale dans cette candeur! Mais Haïdée doit mourir : si elle survivait à sa faute, elle serait flétrie à nos yeux, et le grand poète, croyez-le bien, est incapable de s'y tromper. Ne sentez-vous pas que la passion est allée plus loin encore que tout à l'heure, qu'elle retombe en gémissemens plus douloureux sur la grève où l'enserrent des lois éternelles, et que la poésie où elle s'exhale a trouvé le secret d'être plus éloquente?

La terreur ne s'analyse pas : il faut absolument mettre sous les yeux les traits qui font passer dans l'âme le frisson de l'horrible. Que le lecteur repasse donc sur les ineffaçables souvenirs de cette tempête du chant deuxième. La poésie moderne n'a rien qui mérite davantage d'être comparé à l'épisode d'Ugolin dans *l'Enfer* de Dante. Nous ne ferons que deux courtes observations sur l'effrayante scène que nous présente ce petit navire désemparé durant les convulsions de la mer et du ciel. Elle est d'une exactitude scrupuleuse, et la fatalité s'y trace en caractères dignes d'elle. Byron a connu par lui-même les folies de la mort présente et visible dans la tempête; il a suivi avec une rigueur tout anglaise les indications de navigateurs qui, saisis et sur le point d'être dévorés, s'étaient échappés par miracle des serres du monstre. L'Angleterre est riche de ces témoignages : toute une série de naufrages a été mise à contribution par le poète, qui n'avait pas besoin de sortir de chez lui pour satisfaire son amour des réalités; les mémoires du commodore Byron suffisaient, et les émotions vraies de l'oncle sont devenues la poésie énergique du neveu. Pas un fait qui ne soit emprunté à des relations authentiques; si le pauvre Pedrillo est mis en quartiers et mangé, non-seulement cette peinture de l'anthropophagie est exacte, mais une date et une autorité accompagnent les moindres détails de ce festin de la rage. Le poète n'a pris sur lui ni la suprême requête de Pedrillo, qui

demande à être préalablement saigné à mort, ni la soif bestiale du chirurgien, qui colle ses lèvres à la veine qu'il vient d'ouvrir, ni la folie furieuse de ceux qui se sont remplis de la pâture humaine. Tout est recueilli, relevé fidèlement dans l'histoire de cette pauvre nature de l'homme en ses jours les plus sinistres, et l'on s'étonne encore plus que ces paroxysmes de souffrance se soient transformés en poésie. Cependant voyez à quel prix! Cela est beau à faire mal; ici plus que jamais, plus même que dans *Manfred* et dans *Caïn*, la fatalité pèse sur l'âme.

Il y a bien des descriptions de tempêtes dans la littérature, et plusieurs ont été comparées par un esprit éminent de nos jours qui excelle dans l'art d'ouvrir à travers la poésie des perspectives morales inattendues. Parmi les tempêtes dont il parle, parmi celles qu'il a écartées, je n'en connais aucune où Dieu soit entièrement absent. Dans toutes, l'homme, en face de la nature en fureur, s'agenouille et prie au moins un instant cette puissance occulte qu'il a tant de raisons de croire irritée. Rabelais lui-même, cet épicurien, n'a pas oublié la Divinité; elle est présente dans sa tempête autant par les impiétés de frère Jean que par les superstitions ridicules de Panurge; à la fin, elle se montre clairement, elle rayonne avec une sorte de magnificence dans les simples et belles paroles de Pantagruel. Byron ne nous fait apercevoir que la fatalité, il triomphe avec elle. Cette impression n'est nullement combattue par les incidens grotesques tels que Juan refusant de manger de son précepteur et se décidant enfin à ronger la patte de son chien, qui avait trouvé avant le précepteur une sépulture dans des estomacs devenus féroces. Il ne faut peut-être chercher que dans les anciens une fatalité héroïque et noble; prenez-en votre parti avec l'auteur de *Don Juan*, il est cynique : ce qui contribue à rabaisser l'homme appartient de droit à son poème. Par quel moyen, si ce n'est par ce mélange, pouvait-il être tour à tour Virgile, Aristophane, et mettre à la fois dans son œuvre « les larmes et le rire des choses? » Sans l'amour, cette partie de *Don Juan* serait la poésie de la malédiction et du désespoir. Bien que le mépris de la femme se glisse à chaque instant sous la plume du poète, ne le prenez pas au mot; l'instant d'après, il a des accens de tendresse de la plus grande pureté. Nous disions que l'élément divin lui manque, et pourtant cela n'est pas juste. Malgré lui, il croit à l'amour : Haïdée s'élève comme un astre sur l'horizon de Juan, jeté au rivage par les flots. Le premier regard alangui qu'il pose en reprenant connaissance sur le doux visage de la jeune Grecque penchée sur lui est une transition dont le bonheur n'est peut-être pas accordé deux fois aux plus grands poètes.

Un écrivain contemporain qui s'est souvenu plus d'une fois de Byron a versifié, au temps de la guerre de Crimée, une apologie philosophique de la guerre. Entre le poème de *Maud* de Tennyson et le *Don Juan,* il n'y a pas seulement trente années écoulées et la somme d'ennui que ces années ont accumulée dans l'esprit d'une nation enchaînée aux habitudes de la paix et au souci de l'épargne; il y a un long repos, un oubli des calamités de la guerre, à la faveur desquels des velléités de gloire, un besoin de vengeance nationale, un vague désir de *Te Deum*, d'illuminations insolites, ont aisément pu trouver une place. Je comprends que le héros de Tennyson, désœuvré, mécontent, rebuté, s'en aille à la guerre comme à une aventure; mais en 1821 l'Angleterre n'avait pas fini de payer sa gloire : elle ressentait encore les blessures que Napoléon lui avait faites, quoiqu'elle affectât de n'en plus souffrir, et le poète en y touchant réveillait une douleur bien sensible. Aujourd'hui même les admirables pages de Byron contre la guerre n'ont rien perdu de leur puissance : c'est la dernière passion que nous ayons à étudier dans ces neuf premiers chants, qui en sont si remplis. Aujourd'hui *Maud* est à peu près oublié; on est toujours transporté des chaudes peintures de la prise d'Ismaïl. La vérité seule est durable, et Byron l'a rencontrée. A ce mot de guerre, les noms de tous les poètes, de tous les philosophes de notre siècle, se présentent en foule. De Maistre tient la guerre pour divine à cause de la gloire qu'elle procure, quoiqu'elle produise le carnage, à cause de l'attrait qu'elle excerce, quoiqu'elle soit affreuse. Nous comprenons que ce penseur aventureux en présence des excès de la révolution se soit laissé entraîner à chercher jusque dans le mal des preuves de la Providence; mais il ne se doutait peut-être pas qu'un païen, le premier de tous, Homère, avait dit de Jupiter qu'il déchaînait la guerre quand la terre était trop chargée de mortels. Il se doutait encore moins que Proudhon se rangerait à son avis, ce qui ne nous étonne ni de l'un ni de l'autre de ces esprits extrêmes. Ce dernier, voyant dans la guerre le triomphe de la force, qui, suivant lui, est la source du droit, devait aussi la saluer de ce beau titre de divine. Byron n'a jamais varié sur la guerre. Il l'a toujours regardée comme le crime des nations toutes les fois qu'elle n'est pas un moyen de salut et le rempart de la liberté. Sur ce point, son opposition constante au gouvernement de son pays l'a maintenu dans le vrai, et il n'a pas été tenté de rejeter sur la Providence le mal que faisaient les ambitions humaines. Ni avec de Maistre il ne croit que l'ivresse du sang soit une des voies de Dieu, ni avec Proudhon il n'adore le paroxysme de la force en délire. Il n'a pas non plus cet ingénieux éclectisme qui tire le bien du mal et arrose avec du sang

la fleur délicate de la civilisation (1). Il a tout simplement horreur de la guerre, et par ce côté il est, il sera longtemps encore le poète du XIXe siècle. Byron a dépouillé la guerre de sa noblesse, et cette fois la crudité des expressions est de l'humanité, le cynisme est une salutaire leçon.

« Trois cents canons jetèrent leur émétique, trente mille mousquets lancèrent leurs pilules aussi dru que la grêle, pour opérer un écoulement sanguin. Mortalité! tu as tes factures mensuelles : tes pestes, tes famines, tes médecins, font tinter dans nos oreilles les maux passés, présens et à venir, comme le pou de bois dans sa poutre; mais tout cela doit céder à la peinture fidèle d'un champ de bataille.

« Là sont les angoisses toujours nouvelles, se multipliant jusqu'à ce que les hommes s'endurcissent par l'infinie variété des agonies, qui rencontrent le regard partout où il se porte. Le gémissement étouffé, la convulsion de l'homme se roulant dans la poussière, les yeux tout blancs tournant dans leurs orbites, voilà la récompense qui attend des rangs, des colonnes entières, des milliers d'hommes; le reste obtiendra peut-être un bout de ruban à se mettre sur la poitrine. »

Il n'y a pas moins d'exactitude et de fidélité dans le détail de la prise d'Ismaïl que dans la tempête du second chant. C'est encore ici la réalité historique interprétée par la plus puissante imagination. Le poète a choisi les circonstances les plus favorables pour engager son duel avec l'esprit guerrier : une ville qu'un Potemkin a ordonné de prendre à quelque prix que ce fût, une armée de mercenaires, beaucoup de sang et de cruautés, une relation détaillée de ces horreurs dans l'*Histoire de la Nouvelle-Russie*. Il y ajoute ses éloquens sarcasmes contre les bouchers soudoyés, surtout contre les bourreaux en chef, et il livre alors sa bataille suprême contre la guerre. Ce sera l'éternel honneur de Byron d'avoir combattu le préjugé de la gloire militaire dans le temps même où la guerre avait placé son pays au premier rang. L'impression produite par son courage autant que par son talent a été une victoire de la civilisation. Il a commencé par la poésie l'œuvre d'humanité que le progrès de la science et des arts de la paix a continuée. Guerre et carnage, terreur et souffrance, amour, liberté, ces dix premiers chants contiennent tout le clavier de la poésie de Byron, comme aussi tout le domaine de sa philosophie. Que faut-il penser des suivans?

Il serait malaisé d'esquisser un ensemble des sept derniers chants

(1) *Introduction à l'histoire de la philosophie.* — M. Cousin a voulu répondre à de Maistre; en combattant un paradoxe, il est devenu lui-même paradoxal.

de *Dôn Juan*. Cette portion de l'ouvrage indique à peine ce que le poète a voulu; il n'a pu réaliser sa pensée même en partie. Ce qu'il a voulu est exprimé en plusieurs endroits, et nous n'inventons nullement, nous recueillons au passage les intentions de l'auteur. C'est lui-même, comme plus haut, qui dirige notre analyse. Il dit à la strophe cent unième du quatorzième chant :

« Cela est étrange, mais cela est vrai : étrange, la vérité l'est toujours, et plus que la fiction. Si elle pouvait être dite, combien les romans gagneraient au changement, et de quel œil différent les hommes regarderaient le monde! Combien souvent le vice et la vertu changeraient de place! Le nouveau monde aperçu ne serait rien au prix de l'ancien, si quelque Christophe Colomb des mers morales montrait aux hommes les antipodes de leurs âmes. »

Ailleurs il annonce qu'il va montrer les choses comme elles sont, non comme elles devraient être; si l'on veut corriger la réalité, il est temps de la faire connaître; si l'on veut une moisson meilleure, il faut creuser plus profondément son sillon (1). Sa poésie ne vivra donc plus de fictions; elle amasse un répertoire de faits. La muse ne chantera plus ses caprices; les hommes, leur genre de vie, leurs actions, voilà le sujet de ses chants. C'est une plainte unanime que personne n'a réussi à décrire le monde avec la fidélité d'un peintre : eh bien! c'est ce qu'il a entrepris, et cette fois du moins la satire ne ressemblera pas à ces petits scandales qu'avec un peu d'argent l'on arrache à un portier (2). Un amour, une guerre, une tempête, ajoutez-y un assaisonnement léger de méditation, une vue à vol d'oiseau sur le désert de la société, voilà son poème jusqu'ici; mais le voici entré dans une région où le niveau a passé sur toutes choses, où tous les cœurs et toutes les âmes se ressemblent. Plus de passion, plus de terreur, et le poète doit changer de procédés.

C'est donc une sorte de poème nouveau qui commence, et cet esprit mobile, qui se renouvelle tous les six ou sept ans, inaugure une nouvelle carrière. Les circonstances, dont Byron subit toujours l'empire, ont aussi changé; les frémissemens des peuples ont abouti à la persécution des patriotes de l'Italie, au congrès de Vérone et bientôt à la guerre d'Espagne; les espérances de l'Europe sont ajournées; la mort de Napoléon Ier a déconcerté cette opposition populaire et confuse que Paul-Louis Courier appelait fort plaisamment le libéralisme à deux anses. Comme s'il recevait la leçon des événemens, l'esprit de Byron semble s'ouvrir à des

(1) Ch. XII, st. 40.
(2) Ch. XIV, st. 13 et 19.

idées non pas moins révolutionnaires dans leur portée, mais plus pratiques dans leurs allures; plus de passion aveugle dans son grand poème, plus de ces drames philosophiques de *Manfred* ou de *Caïn*, où règne la sombre fatalité. Il écrit *l'Age de bronze*, qui contient son jugement sur la carrière du César moderne et sa déclaration de guerre contre les rois. Il fait l'*apocolocyntose* de George III dans la *Vision du jugement*. Il publie avec Leigh Hunt *le Libéral*, journal radical et déiste. Il rêve une situation analogue à celle de Voltaire conduisant l'opinion publique du fond de sa retraite de Ferney, secouant ou retenant tour à tour les rênes du gouvernement des esprits. Voltaire combattait une autorité despotique; Byron attaquait un ordre de choses qui, malgré tous ses défauts, était le gouvernement d'un peuple libre. Voltaire méprisait les Welches, mais tout le monde se flattait de n'en être pas, il appréciait, il employait, il défendait la vie humaine, il n'avait jamais affecté de nier la vertu, la liberté, la gloire, qui en font le prix; Byron s'était d'avance dépouillé de toute autorité morale en poursuivant les hommes de ses sarcasmes, en fuyant son pays sans nécessité, en se faisant à lui-même un piédestal de l'Angleterre humiliée.

La dernière moitié de *Don Juan*, si incomplète, surtout si différente de la première, appartient à cette époque de crise. L'auteur y prend corps à corps l'aristocratie anglaise, et ce n'est pas sans des menaces mystérieuses qu'il commence à soulever les voiles de ce spectacle à part dont il a été le témoin et souvent l'acteur. *Pars parva fui*, dit-il avec une modestie jouée, j'en ai fait quelque peu partie. Ces menaces, il n'a pu, il n'a pas voulu peut-être les accomplir. *Don Juan* est demeuré comme une de ces grandes constructions inachevées de Virgile :

..... Pendent opera interrupta minæque
Murorum ingentes.....

Soit que Byron, dans son hardi voyage à travers des régions non dévoilées, fût saisi d'une crainte semblable à celle d'un ancien qui se serait arrêté au moment de révéler les mystères d'Éleusis, soit qu'il cédât à cette autre terreur non moins funeste qui s'empare des poètes à la seule idée du silence autour de leurs œuvres, il laissa les XVe et XVIe chants à ses amis de Gênes, qui les publièrent après sa mort. Nous l'avons déjà vu, la brusque résolution de quitter la poésie n'était pas pour lui chose nouvelle, et l'interruption de *Don Juan* était le troisième adieu qu'il faisait à la muse. Cet adieu, la destinée voulut qu'il fût éternel. D'ailleurs le renoncement à la gloire littéraire lui était plus que jamais facile. Il avait ceci de com-

mun avec plus d'un écrivain moderne, qu'après avoir beaucoup pensé il avait besoin d'agir. J'ose être ici d'une autre opinion que l'illustre Goethe : il est bien près de regarder le départ pour la Grèce comme un second ostracisme; suivant lui, Byron, s'il avait continué de vivre, eût été contraint de s'exiler même de l'Europe. Non, le poète n'était point un Coriolan qui devient l'ami des Volsques après s'être fait repousser par les Romains. Sa haine première, il la conservait inflexible et vivace, occupant trop de place dans son cœur pour en laisser à une autre. Il abandonnait aux circonstances le soin de conduire sa vie; mais, si elles ouvraient les voies devant lui, il choisissait sa route. Jamais homme, jamais poète surtout ne s'est moins démenti. Il a fini comme il a commencé. Son départ pour la Grèce était un second départ pour l'Orient; il retournait à la patrie primitive qu'une première fois il avait reconnue. La dernière page sortie de ses mains, à Missolonghi, *Ma trente-sixième année*, met le sceau à cette existence. Il dit adieu à l'amour, qui n'est fait ni pour ses cheveux blancs, ni pour la terre où il a établi sa tente, ni pour les jours de combat qui se préparent. Son âge, les souvenirs de la Grèce, les luttes de la liberté, lui commandent de chercher la place où il veut tomber et d'y prendre son repos. Ceux qui voient dans cette suprême résolution une sorte de suicide héroïque pour en finir calomnient Byron; ceux qui la regardent comme une expiation et un repentir le comprennent mal. Au début comme au déclin de la vie, la générosité de cette âme a toujours fait cause commune avec son orgueil. Ayant reçu plus que tout autre en Angleterre le contre-coup de la révolution, il se souleva contre une société vieillie, en aristocrate, pour le plaisir même de la révolte; après une trêve de sept ou huit ans qui fut un enchaînement de triomphes, il s'échappa de nouveau, et, répudiant un pays qui ne se jetait pas dans les bras de son impérieux libérateur, il alla mourir pour une autre patrie, celle des Alcibiade et des Léonidas, qu'il appelait ses ancêtres. Il a passé sur la terre comme un torrent impétueux, pareil, suivant sa comparaison favorite, au Rhône indomptable, que reçoit un vaste lac aux ondes tranquilles, et qui semble s'y endormir durant quelques lieues pour en ressortir plus violent.

LOUIS ÉTIENNE.

L'ÉGLISE ROMAINE

ET

LE PREMIER EMPIRE

— 1800 — 1814 —

XX.

LE CONCILE NATIONAL. — TROISIÈME PARTIE (1).

I. Mémoires du cardinal Consalvi. — II. Œuvres complètes du cardinal Pacca. — III. Correspondance du cardinal Caprara. — IV. Correspondance de Napoléon Ier. — V. Dépêches diplomatiques et documens inédits français et étrangers, etc.

I.

« L'objet unique et exclusif du concile de 1811, dit l'abbé de Pradt, qu'il nous faut souvent citer parce que c'est lui qui a le mieux exposé le point de vue auquel s'était placé l'empereur, était de régulariser l'ordre de l'institution canonique et de pourvoir à ce que désormais elle ne pût être arrêtée par aucune autre cause que les empêchemens qu'opposerait le pape aux impétrans. La question élevée entre le saint-siége et les princes était là tout entière. Le reste ne comprenait que des accessoires... La demande de l'empereur était puisée dans la nature des choses. Elle mettait fin à l'arbitraire, à l'injustice envers les églises et les titulaires. Elle réglait un ordre fixe et raisonnable. Grâce à lui, les querelles entre

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

le sacerdoce et l'empire avaient, après tant de siècles, trouvé un terme. Ce n'était pas seulement pour la France que cela était fait, c'était pour le monde chrétien, qui ne pouvait manquer de s'y conformer;... ce n'étaient pas seulement ses affaires que faisait Napoléon avec cet accord, c'étaient encore celles des autres souverains, auxquels il épargnait par son exemple les embarras qui les attendent... (1). » Pourtant, de l'aveu de l'archevêque nommé de Malines, le changement du mode d'institution des évêques n'était point sans difficultés. « Il s'agissait, ajoute-t-il dans un autre passage de son livre, d'un droit positif généralement reconnu dans l'église, à savoir : que l'institution canonique doit être donnée par le pape. Pour apporter des modifications à cet ordre de choses, le concours du saint-père était nécessaire... C'était une chaîne dont il tenait les deux bouts... La commission ecclésiastique l'avait senti; mais elle avait pensé que dans le cas de nécessité extrême une grande église telle que celle de France se trouvait autorisée par le malheur des circonstances à pourvoir à son propre salut... Les sociétés renferment toutes dans leur sein le principe de conservation qu'elles ont reçu de la même main qui leur donna l'existence. L'église n'est pas à ce point de vue une société d'une condition pire que les autres. Elle ne peut manquer des moyens de conservation qui servent à les préserver toutes. Elle ne saurait consentir à sa perte en restant dans une inaction mortelle... Après avoir employé tous les moyens avoués par la raison pour amener la fin du désordre, il lui reste à remplir un devoir vis-à-vis d'elle-même, celui de songer à sa propre conservation en se renfermant dans l'emploi des moyens légaux, tels que le retour, au moins momentané, aux anciens canons et à la discipline que les droits positifs ont abrogée. Ceux-ci, ne pouvant être observés dans le moment, sont comme s'ils n'existaient pas. On rentre alors dans ces lois de nécessité des temps, comme dit Cyprien, que Dieu permet et que l'homme ne commande pas (2). »

Nous avons voulu donner *in extenso* la défense des thèses soutenues dans le concile de 1811 par les évêques qui ont embrassé à cette époque le parti de l'empereur. Cela nous a paru indispensable. A notre sens, il n'est ni juste ni utile, quand on raconte les scènes d'un drame passablement compliqué, de dissimuler ou d'affaiblir les motifs qu'ont allégués pour expliquer leur conduite les acteurs qui, dans des circonstances délicates et sur des points un peu incertains de leur nature, ont émis des opinions ardemment discu-



(1) L'abbé de Pradt, *Histoire des Quatre Concordats*, . II, p. 480.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 475-476.

tées depuis. Il n'échappera pourtant pas à nos lecteurs que la théorie développée par M. de Pradt, théorie qu'ils verront se produire incessamment dans les délibérations intérieures de la commission du message, reposait sur une hypothèse gratuite. Quoique contraire aux traditions catholiques, elle eût peut-être été justifiable suivant la raison, si le saint-père avait refusé l'institution canonique aux évêques, et s'était servi de ce refus comme d'une arme pour recouvrer la couronne temporelle dont il avait été dépossédé. En réalité, la question ne se posa point ainsi entre Pie VII et Napoléon. Jamais le pape pendant qu'il était prisonnier à Savone, jamais ses plus chauds défenseurs durant la tenue du concile, ne professèrent dogmatiquement la doctrine de la nécessité du pouvoir temporel des papes. Sur ce sujet, par un tacite accord, le silence le plus absolu fut gardé de part et d'autre. Pie VII se bornait à déclarer que, dépourvu de ses conseillers naturels, les membres du sacré-collége, privé de communications avec le clergé de France et de toute espèce de moyens d'information sur l'aptitude des sujets proposés, il ne se sentait pas en état de leur donner avec une suffisante sûreté de conscience l'institution canonique. Au refus ainsi motivé du pape, il n'y avait rien à répondre. C'était une singulière prétention de la part de l'empereur que de vouloir faire surgir pour lui un droit nouveau, et jusqu'alors refusé à tous les souverains catholiques, de cette prétendue nécessité des temps qu'il avait créée de ses propres mains. Il se jouait de l'honnêteté et du bon sens alors que, de la captivité et de l'isolement où il tenait le chef de l'église, il s'efforçait de déduire le privilége inoui de se passer de l'assentiment du saint-siége pour donner régulièrement des évêques aux siéges vacans de son empire. Quant à la prétendue conformité de principes et d'intérêts qui, selon l'abbé de Pradt, aurait lié la cause de Napoléon à celle des autres têtes couronnées, est-il besoin de faire remarquer que ses affirmations à cet égard n'avaient pas le moindre fondement? Les princes catholiques du continent, ceux du globe entier, les Irlandais, sujets de la monarchique et protestante Angleterre, aussi bien que les citoyens républicains de la Suisse ou des États-Unis qui professaient la foi romaine, détestaient tous également l'oppression sous laquelle gémissait le chef de leur église, et ne se sentaient à aucun degré intéressés dans la déplorable controverse inopinément soulevée à propos de l'institution des évêques. Loin de ressentir sur ce point aucune sympathie pour Napoléon, ils souffraient tous, quoique des raisons diverses ne leur permissent pas d'en rien témoigner, des entraves mises chez eux par les violences impériales au gouvernement des affaires religieuses.

Hâtons-nous toutefois de le dire, la question ne se présentait pas

devant les membres du concile national sous la forme nette et positive qu'afin de mieux préciser le débat l'archevêque de Malines s'est plu à lui donner. Si le chef de l'empire songeait en effet à se procurer au moyen d'une combinaison léonine la faculté de garder la haute main, le rôle prépondérant et le dernier mot dans le choix des évêques, il ne marchait vers ce résultat si désiré que par une voie extrêmement détournée. Malgré ce que ses ennemis ont pu avancer, il faut reconnaître que Napoléon était loin alors de vouloir revendiquer directement pour lui-même un droit d'institution canonique semblable à celui qu'exerce par exemple, sans contestation de la part du clergé anglican, le souverain de la Grande-Bretagne. Il savait parfaitement que cette prétention, s'il l'eût mise en avant, aurait aussitôt constitué en France un véritable schisme. De schisme, il n'en voulait point. Si chez lui l'homme était indifférent en matière religieuse, le politique avait la plus grande répugnance à se laisser acculer à une pareille extrémité : tous les dangers en apparaissaient trop bien à son clairvoyant esprit. La menace de se faire protestant, menace à laquelle il recourut si souvent pour intimider tantôt le saint-père et tantôt les membres du clergé français, n'était de sa part qu'une feinte. L'effet, à la vérité, en fut presque toujours immédiat. Les assertions superbes si souvent et si complaisamment développées devant les ecclésiastiques de son entourage n'avaient d'autre but que de leur donner à réfléchir. Lorsqu'il proclamait avec tant de hauteur que, s'il voulait rompre avec le saint-siége, le pays, son clergé en tête, passerait tout entier de son côté, il sentait bien au fond du cœur qu'il n'en serait rien. Il n'ignorait pas qu'il eût risqué de n'avoir même pas avec lui les philosophes de son conseil d'état, dont il se servait comme d'épouvantail pour effrayer les catholiques, mais qui avaient, somme toute, trop peu de foi et trop de bon sens pour se mettre, en l'an de grâce 1811, à la remorque d'un nouvel Henri VIII.

Ajoutons, afin d'être juste, qu'à l'exception de l'abbé de Pradt, qui n'avait rien d'un prêtre en toute sa personne, et sur lequel il aurait peut-être eu tort de trop compter, pas un seul des prélats alors enrôlés avec plus ou moins de zèle ou de prévoyance dans son parti n'eût aveuglément suivi l'empereur le jour où il aurait été question de se séparer du chef de la catholicité. Nombre de fois, avec l'exagération propre à l'esprit de parti, les prélats opposans de 1811 ont durement reproché à leurs adversaires d'avoir penché vers le schisme. Cette accusation n'est pas fondée. Une partialité involontaire à l'égard du pouvoir civil, quel qu'il fût, une confiance irréfléchie dans l'empereur, une appréciation erronée, quoique consciencieuse, des circonstances, trop d'effroi au sujet des périls de

l'église, trop de complaisance pour celui dont le sort en dépendait à leurs yeux, tels ont été les torts principaux des membres du concile qui, dans la querelle survenue entre le saint-siége et le gouvernement français, se proposèrent surtout de marcher toujours d'accord avec le fondateur de la dynastie impériale. Qu'à ces sentimens, sincères chez la très grande majorité, il se soit mêlé d'autres considérations moins avouables, il n'est pas interdit de le supposer; les prêtres n'échappent pas plus que le reste des mortels aux défaillances de l'espèce humaine, et jamais elles ne furent peut-être plus tristement fréquentes qu'à cette époque de notre histoire. Des motifs honteux ne paraissent pas néanmoins avoir influé d'une façon directe sur la conduite des prélats qui servirent alors d'instrumens aux projets du chef de l'empire, et Dieu sait pourtant si les tentations leur furent épargnées! Engagé à fond dans une lutte où sa puissance et son orgueil étaient également en jeu, Napoléon n'était pas homme à laisser sans stimulant ou sans récompense les secours qu'il attendait d'auxiliaires aussi utiles que l'étaient par exemple MM. de Barral et Duvoisin. Par prudence, si l'on veut, par honneur, nous préférons le croire, ses offres compromettantes ne furent jamais acceptées. Il résulte en particulier de renseignemens que nous croyons puisés à bonne source que l'évêque de Nantes, le conseiller le plus écouté de l'empereur, eut maintes fois à se défendre pendant la tenue du concile contre les propositions de son maître, attentif à faire miroiter tour à tour devant ses yeux le chapeau de cardinal, de grandes situations ecclésiastiques et des places lucratives pour tous les membres de sa famille. Plus jaloux de son influence personnelle sur les membres du clergé que de profits ou d'honneurs, M. Duvoisin demeura inébranlable. Il avait assez de fierté pour attacher moins d'importance aux faveurs de la cour qu'au succès des idées qu'il avait déjà défendues au sein de deux commissions ecclésiastiques, et qu'il espérait faire maintenant triompher dans le concile au moyen d'un plan de conduite dont il était le principal inventeur, et qui ne manquait, à vrai dire, ni de prudence ni d'habileté.

Il eût été impossible, et l'évêque de Nantes le sentait mieux que personne, d'apporter au concile national de 1811 des propositions contraires aux droits avérés du saint-siége. Lui demander de reconnaître au chef de l'empire le droit de nommer directement les évêques, c'eût été provoquer sans profit une explosion de mécontentemens. Averti par M. Duvoisin, l'empereur y avait renoncé. Ses prétentions avaient beaucoup baissé. Il se bornait maintenant à vouloir obtenir du concile la déclaration que, si le pape continuait à demeurer inflexible, le concile se reconnaîtrait compétent pour aviser

lui-même aux moyens de pourvoir provisoirement à la viduité des diocèses. Napoléon ne faisait pas difficulté d'ajouter qu'avant de mettre les pères du concile en demeure de passer outre, il ne se refuserait point à envoyer, au nom du concile, une nouvelle députation auprès du pape à Savone. Telle était la voie détournée vers laquelle les prélats partisans de la cour avaient été chargés d'incliner doucement leurs collègues. Ceux-ci y répugnaient beaucoup. « Pourquoi, disaient-ils, débuter par une déclaration de compétence dont la valeur canonique, fort incertaine en elle-même, sera certainement considérée comme nulle par beaucoup d'excellens théologiens, et cela quand l'empereur consent à traiter avec le souverain pontife? C'est par là évidemment qu'il faut commencer. Qu'on nous permette d'entrer en communication avec le saint-père, de députer près de lui quelques-uns d'entre nous pour lui exposer les besoins de l'église. Si nous ne réussissons point à le fléchir, il sera temps alors, mais seulement alors, de considérer ce que nous aurons à faire. Cette démarche est d'autant plus indiquée, ajoutaient-ils, que nos collègues déjà députés auprès du pape nous assurent qu'il est favorablement disposé. Aujourd'hui que le concile est constitué, qu'il s'apprête à délibérer, quelle difficulté s'oppose à ce que nous adressions nous-mêmes à notre chef spirituel une seconde députation qui aurait plus d'autorité encore que la première? » La difficulté que les pères du concile ne soupçonnaient pas, dont M. Duvoisin et les évêques envoyés avec lui à Savone n'avaient peut-être pas reçu la confidence, c'est que Pie VII ne voulait plus reconnaître la valeur du papier laissé entre ses mains, c'est qu'il déclarait nuls les engagemens auxquels il avait un instant consenti, c'est enfin qu'il était en proie dans ce moment à cette redoutable maladie qui aurait rendu vaines les tentatives de négociation entamées avec lui. De ce terrible secret provenait l'inextricable embarras de la situation. Après avoir exposé la position respective des deux camps entre lesquels se partageaient les membres du concile, il nous faut pénétrer maintenant dans l'intérieur même de la commission du message.

II.

Les évêques chargés de rédiger la réponse au message de l'empereur avaient été nommés dans la congrégation générale du 25 juin. Ils étaient au nombre de dix, non compris le président du concile. C'étaient les cardinaux Spina et Caselli, les archevêques de Bordeaux et de Tours, les évêques de Nantes, de Comacchio, d'Ivrée, de Tournai, de Trèves et de Gand. Ils avaient été choisis à la pluralité relative des suffrages, et parmi eux six ou sept étaient

connus comme des partisans très zélés des droits du saint-siége. Toutes les séances de cette commission se tinrent, jusqu'au 5 juillet, dans les appartemens du somptueux hôtel que le cardinal Fesch occupait dans la rue du Mont-Blanc. M. Duvoisin, éclairé par l'expérience qu'il venait de faire pendant la discussion de l'adresse, comprenait qu'il serait peu prudent d'apporter à la commission ainsi composée un projet préparé d'avance. Son plan de conduite restait toutefois le même. Plus intimement initié qu'aucun de ses collègues aux déterminations si parfaitement arrêtées du maître, il était plus que jamais porté à penser qu'aucun résultat utile ne sortirait des délibérations de la commission, si elle ne les concertait d'abord avec le tout-puissant chef de l'état. Dès l'ouverture de la première séance, il commença donc par dire que, « pour aplanir les difficultés, la commission ferait bien d'en référer à l'empereur, si elle avait des craintes qu'il n'agréât point ce qu'elle aurait décidé (1). » A ces mots, M. de Broglie l'arrêta court; il avait pris un peu plus de confiance, et ne comptait pas demeurer passif dans la commission du message comme il l'avait été dans les congrégations générales. « Que sommes-nous donc, monseigneur, et quelle est notre qualité, répliqua le titulaire du siége de Gand, sinon les mandataires du concile? Le concile nous a délégué la mission de préparer une réponse au message; il ne nous a pas conféré d'autres pouvoirs, et certes il n'entend pas que notre commission ou quelques-uns de ses membres traitent jamais, sans son autorisation, avec l'empereur. » Cette observation ne fut qu'assez faiblement appuyée. Elle eut toutefois pour effet d'embarrasser tant soit peu l'archevêque de Tours et les évêques de Nantes et de Trèves, qui visaient évidemment à remplir le rôle d'intermédiaires entre le concile et Napoléon. Afin de voir venir leurs adversaires, les membres de la majorité avaient résolu de n'exprimer les premiers aucune opinion sur le fond même des choses, attendant ce qu'auraient à leur dire les confidens avérés de la pensée impériale. Ceux-ci n'étaient pas non plus très pressés d'entrer en matière. On s'observait réciproquement. Alors M. de Broglie se prit à dire « qu'étant l'un des plus jeunes prélats du concile il priait ses aînés, les membres des anciens comités ecclésiastiques, qui avaient étudié depuis longtemps ces questions, de vouloir bien faire part de leurs lumières à leurs collègues. » Cela parut soulager l'évêque de Nantes, qui envoya chercher le rapport adressé naguère à l'empereur, et en donna lecture à la commission. Le rapport était long. Les évêques opposans trouvaient qu'il y avait plus de paroles que de faits,

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

et les faits eux-mêmes ne leur semblaient pas difficiles à réfuter. Quand la lecture en fut terminée, les membres de la majorité firent observer que « ces messieurs de la commission ecclésiastique avaient eu des mois et des mois pour s'instruire, discuter et répondre. Comment exiger qu'ils pussent, eux, répondre en huit jours à des questions de si haute importance? — Nous perdons notre temps, ajouta l'évêque de Troyes, et jamais nous ne nous entendrons. Chaque jour on nous dit : L'empereur veut ceci, l'empereur veut cela. Comment travailler et se fixer sur des dires aussi variables? » Les évêques de Tours et de Nantes répondaient : « Évitons d'irriter. Tout est perdu, si l'on n'accorde pas ce que veut l'empereur. C'est un cas de nécessité. » A quoi M. de Broglie et ses amis objectaient : « La question est précisément de savoir s'il y a, oui ou non, nécessité. Il faut poser cette question, la résoudre, et puis s'y tenir. Nous pensons que, messeigneurs de Tours, de Nantes et de Trèves ayant rapporté de leur députation à Savone la nouvelle consolante que le pape n'est pas éloigné d'accorder les bulles, il convient de commencer par envoyer une nouvelle députation au souverain pontife, afin de le prier de vouloir bien confirmer la promesse déjà faite. Point de doute, d'après ces messieurs, que sa sainteté ne la confirme. Alors tout est sauvé. — Mais, reprenaient le cardinal Fesch et les trois évêques envoyés à Savone, l'empereur exige un décret du concile avant de consentir à l'envoi de la députation. — C'est le vrai moyen de tout faire manquer, s'écria l'évêque de Tournai, car c'est exactement comme si nous disions au pape : La bourse ou la vie; donnez les bulles, ou nous nous passerons de vous. — Sur quoi le cardinal Fesch, prenant à son tour la parole : Il n'est pas d'effort, assurait-il, que nous n'ayons fait, ces messieurs et moi, pour engager sa majesté à consentir à la députation avant que la question ne fût discutée dans la commission et dans le concile; tous nos efforts ont été complétement infructueux. — Il faut les renouveler, reprenaient les évêques opposans, et ne rien omettre pour parvenir à un résultat si désirable (1). »

Avec un accord qui n'avait rien de concerté, les membres de la majorité de la commission déclaraient qu'ils étaient persuadés que jamais le concile ne se reconnaîtrait compétent pour changer, quant aux bulles, la discipline ecclésiastique. Ils en donnaient comme preuve ce qui s'était passé au sujet de l'adresse. Voter le décret avant l'envoi de la députation, c'était renverser l'ordre naturel des choses. La discussion menaçait de ne point avancer d'un pas. Prenant enfin courage, l'évêque de Nantes, malgré les protestations

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

réitérées de M. de Broglie, finit par annoncer à ses collègues qu'il était chargé d'adresser à la commission deux questions sur lesquelles l'empereur voulait qu'on délibérât immédiatement; les réponses seraient remises à Napoléon avant d'avoir été communiquées au concile. Les deux questions étaient les suivantes : « 1° le concordat étant déclaré aboli par l'empereur, le concile se croit-il compétent pour prononcer sur la matière de l'institution canonique sans l'intervention du pape? 2° l'empereur désire que le concile lui demande le rétablissement du concordat avec condition d'y insérer une clause qui prévienne désormais tout refus arbitraire de la part des papes. Dans ce cas, l'empereur permettra qu'il soit envoyé au pape une députation composée d'un certain nombre d'évêques chargés de lui porter le décret du concile. Si le pape y adhère, tout sera terminé à la satisfaction de l'empereur. S'il s'y refuse, le droit de donner l'institution canonique aux évêques sera provisoirement et jusqu'à décision d'un concile œcuménique dévolu aux métropolitains en vertu du décret du concile. » La lecture de ces deux propositions, qui parurent à la majorité passablement vagues et remplies de contradictions, mit fin à la première séance. On possédait désormais, grâce à l'initiative de M. Duvoisin, une base de discussion, et dès le lendemain le débat fut entamé par l'archevêque de Bordeaux.

M. d'Aviau s'efforça d'abord de prouver par l'histoire de l'église gallicane que plus d'une fois les assemblées du clergé avaient eu à discuter en France des doctrines semblables à celles qui résultaient de la première des propositions de l'empereur. Jamais, assura-t-il, elles ne s'étaient prononcées dans le sens indiqué par l'évêque de Nantes. L'assemblée de 1682 elle-même s'était bornée à demander des bulles au pape, elle ne s'était rien permis au-delà. Ces conclusions de l'archevêque de Bordeaux n'étaient point admises par les trois évêques députés à Savone, qui les contredirent assez vivement. Alors l'évêque de Tournai lut à ses collègues un mémoire longuement motivé. Il appela l'attention des prélats qui ne pensaient pas comme lui sur le doute légitime que produirait dans l'esprit des prêtres et des fidèles toute institution canonique donnée à des évêques qui n'auraient pas été préalablement agréés par le chef de la catholicité. Il appuya beaucoup sur les anxiétés qui tortureraient les consciences, si l'on admettait pour l'épiscopat un mode de recrutement aussi inusité. Ne risquait-on pas de mettre en suspicion la validité même des sacremens conférés par les nouveaux prélats et par les prêtres placés sous leur juridiction épiscopale? M. d'Aviau examinait ensuite la question en elle-même. Un concile national était radicalement incompétent, suivant lui, pour décréter une forme d'institution canonique si différente de celle qui était

consacrée par la discipline générale de l'église. Cette argumentation, parfaitement conforme au sentiment qui animait la majorité de la commission, fit sur elle une impression très vive. M. Duvoisin, qui s'en aperçut, n'essaya pas de la combattre en face; mais, avec son éloquence habituelle et un art consommé, il insista sur le besoin urgent qu'avaient la France et l'Italie de se recruter d'évêques, sur les inconvéniens qu'il y aurait à laisser tant de diocèses sans direction spirituelle. « C'était, disait-il, un cas d'absolue nécessité. — Cette nécessité, qui l'a créée? repartit M. de Broglie. N'est-ce pas l'empereur et nullement le pape, puisque le pape a tout récemment promis aux prélats qui lui ont été envoyés à Savone de donner les institutions aux évêques nommés? Dès lors comment l'auteur de cette prétendue nécessité, qui aurait les moyens de la faire cesser demain, si cela lui convenait, serait-il en droit d'en profiter? Cela ne se peut. — Le concile ne statuerait pas en vue de plaire à l'empereur, fit observer l'archevêque de Tours, il agirait en vue du bien de l'église. — Ce n'est pas la question, reprenaient les évêques opposans; elle est tout autre. Il s'agit de savoir si le concile est compétent. Même dans le cas où il se reconnaîtrait compétent, il ne saurait user de son pouvoir, puisque le pape, à ce qu'il paraît, ne refuse pas les bulles. — En effet, la question est devenue beaucoup plus difficile depuis la députation, remarqua naïvement le cardinal Fesch, car on pouvait dire avant votre retour de Savone que le pape refusait les bulles, et maintenant il promet de les donner. Aussi l'empereur vous a-t-il dit : Messeigneurs, vous avez bâti là un bel ouvrage; vous n'avez fait ni mes affaires ni celles de l'église (1). »

Un peu embarrassé de cette révélation inattendue, l'évêque de Nantes souleva lui-même une partie du voile qui dérobait alors aux yeux de tous les scènes qui venaient de se passer à Savone. Il apprit à la commission surprise que, d'après la teneur d'une lettre récemment écrite par le préfet de Montenotte, sa sainteté paraissait maintenant hésiter un peu. Elle aurait même dit à M. de Chabrol : « Heureusement je n'ai rien signé, » et l'empereur avait interprété ces paroles comme un commencement de désaveu. En réponse à cette demi-révélation, les cardinaux Spina et Caselli et les évêques de la majorité de la commission firent observer que les fluctuations, d'ailleurs si naturelles, du souverain pontife ne constituaient en aucune façon un désaveu dont il fût permis de se prévaloir contre lui. D'un ton tranchant qui lui était assez habituel, M. de Barral répéta plusieurs fois : « Avant tout, il faut sauver l'église et lui

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

donner des évêques. — Oui, des évêques catholiques, lui cria-t-on de toutes parts, mais non point des évêques schismatiques ou seulement douteux. — Qu'importe d'où vienne la nécessité, disait de son côté M. Duvoisin, et qu'il la faille imputer soit au pape, soit à l'empereur? Elle existe, et c'est notre devoir et notre droit d'y pourvoir. » Là-dessus les évêques de Bordeaux et de Troyes, les cardinaux Spina et Caselli, les titulaires de Gand et d'Ivrée, ne manquèrent point de soutenir que cela importait au contraire beaucoup. Ils insistèrent à l'envi sur cette circonstance que, « puisque le pape consentait en réalité à l'expédition des bulles, la prétendue nécessité invoquée par le souverain ne pouvait être prise comme un point de départ suffisant pour changer la discipline générale de l'église (1). » L'évêque de Tours s'éleva longuement contre cette fin de non-recevoir.

Les délibérations de la commission avaient tourné jusqu'alors dans un même cercle et revêtu la forme d'une conversation animée. M. de Broglie demanda en ce moment la permission de lire un mémoire qu'il avait rapidement écrit sur la matière, et dont le canevas lui avait été fourni par de savans théologiens de son diocèse (2). Nous n'en reproduirons aucune partie, il n'entre pas dans notre sujet de mettre en saillie les côtés purement dogmatiques de la question. La majorité parut plus que jamais confirmée dans ses résolutions antérieures par la lecture de ce mémoire. La consternation était extrême parmi les prélats du parti de l'empereur. L'un d'eux s'échappa même à dire : « Si le concile ne consent pas au décret avant l'envoi de la députation, l'empereur dira que nous l'avons joué. » Ces paroles laissaient trop clairement voir que les confidens de Napoléon lui avaient promis que le concile se montrerait docile à ses inspirations. Un autre s'écria : « Adieu maintenant l'épiscopat en France, tout est perdu! » Le cardinal Spina s'efforça de montrer à ses adversaires combien leurs appréhensions étaient exagérées, mais il ne les persuada guère. Il répéta que voter le décret d'avance, c'était condamner le pape. M. Duvoisin se récria, et accumula les argumens pour détruire cette assertion, puis ce prélat et l'archevêque de Tours s'appliquèrent à réfuter quelques citations et quelques faits mis en avant par l'évêque de Gand. L'évêque de Tournai les arrêta en les priant de vouloir bien répondre d'abord à son mémoire. Devant cette sommation positive, la minorité se ren-

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

(2) Ce mémoire est tout entier dans les pièces justificatives de l'ouvrage du chanoine de Smet (*Coup d'œil sur l'histoire ecclésiastique*). Il était en partie composé d'après les recherches de M. le docteur van de Velde et de M. Ryckewaert, alors professeur au séminaire de Gand.

ferma dans un morne silence. Elle perdait beaucoup de terrain, et l'avantage passait de plus en plus du côté des opposans. Cela fut démontré par l'observation que fit tout à coup l'évêque de Trèves qu'il n'y avait de remède aux maux de l'église que dans l'envoi d'une nouvelle députation au pape. M. Mannay, ancien docteur de la Sorbonne, émigré pendant la révolution en Écosse, nommé en 1802 à l'évêché de Trèves, fort aimé dans son diocèse à cause de sa douceur personnelle et de la prudence de son administration, avait toujours adhéré jusque-là aux thèses soutenues par MM. de Barral et Duvoisin. Sa proposition, déjà maintes fois produite, plut en ce moment, parce qu'elle émanait d'un prélat ami de la cour. Le cardinal Fesch, qui au fond du cœur souhaitait vivement qu'on s'arrêtât à ce parti, y avait déjà presque donné son agrément, lorsque l'évêque de Nantes, dont cela ne faisait pas l'affaire, vint se jeter à la traverse, et posa une nouvelle question ainsi conçue : « dans le cas d'une extrême nécessité, ne pourrait-on point se passer des bulles pontificales? » En vain on lui répondit que c'étaient là de pures abstractions, parfaitement vagues et illusoires. M. Duvoisin, qui connaissait à fond les intentions du maître, alléguait avec une sorte de morgue hautaine qu'abstractions ou non il fallait bien mettre sa proposition aux voix, car jamais l'empereur ne laisserait partir la députation tant qu'il n'aurait pas obtenu un décret du concile. L'archevêque de Tours, M. de Barral, parla dans le même sens. Le cardinal Fesch, averti par l'insistance de ces deux messieurs qu'il avait fait fausse route, retira l'espèce d'acquiescement qu'il avait donné à la motion de l'archevêque de Trèves. Usant de sa prérogative de président, il déclara que la proposition de l'évêque de Nantes devait être prise en considération. La discussion en fut remise à la séance suivante.

Depuis que siégeait la commission du message, aucune congrégation générale n'avait eu lieu. Le concile était comme suspendu. Le public en était un peu surpris, et les évêques témoignaient quelque mécontentement de perdre ainsi à Paris un temps qu'ils auraient pu employer plus utilement dans leurs diocèses. M. de Broglie et les prélats qui votaient ordinairement avec lui, n'osant adresser à ce sujet des remontrances au cardinal Fesch, maintenant assez mal disposé pour eux, engagèrent l'évêque de Bayeux à s'en expliquer avec lui, et à lui faire sentir combien cette suspension du concile était en elle-même peu convenable. Le cardinal Fesch n'écouta point ses raisons. Avec une franchise qui dévoilait les projets de son neveu, il dit à l'évêque de Bayeux que le concile ne s'occuperait de rien tant qu'il n'aurait pas décidé s'il pouvait établir un nouveau mode d'institution canonique sans le con-

cours du souverain pontife. Chacun comprit que cette déclaration partait de plus haut. Elle ajoutait encore à l'importance de la décision qu'allait prendre enfin la commission du message.

A l'ouverture de la troisième séance, le cardinal Fesch donna lecture d'une lettre qui lui avait été adressée par le ministre des cultes. M. Bigot, au nom de Napoléon, faisait savoir aux membres de la commission qu'ils eussent à se prononcer immédiatement, par oui ou par non, sur la compétence du concile relativement à l'institution canonique. Le ministre ajoutait que le jugement que porterait la commission devait être communiqué à l'empereur, et serait immédiatement déféré au concile pour qu'il statuât définitivement (1). L'ordre était formel et péremptoire. Ce fut l'évêque de Tournai qui le premier prit la parole, non pour aborder le fond du débat, mais pour faire habilement ressortir ce qu'avait d'inusité le rôle accepté par M. Duvoisin et la contrainte singulière que, par voie de délégation, il cherchait à exercer sur ses collègues. Il commença donc par lui demander s'il était bien réellement l'inventeur de la question qu'il voulait à toute force faire discuter par la commission. « Nantes biaisa, raconte M. de Broglie; mais Tournai lui serra le bouton, et le pria de vouloir bien dire si sa métaphysique était de lui ou de l'empereur. Nantes continuait à se taire. Alors Tournai ajouta : — Mais les deux propositions que vous avez lues à notre réunion précédente sont-elles aussi de l'empereur? — Nantes en convint pour la première; quant à la seconde, il balança; Tournai insistant, il finit par convenir que le souverain n'avait exigé de discussion que sur la première (2). »

Ces aveux mêlés de contradictions jetèrent une sorte d'ébahissement parmi les collègues de M. Duvoisin, et amenèrent un peu de va-et-vient dans l'ordre de la discussion. Le cardinal Fesch, pris de court, oublia qu'il avait la veille décidé lui-même qu'on délibérerait d'abord sur la question de nécessité primitivement posée par l'évêque de Nantes, et mit aux voix celle de la compétence ou de l'incompétence du concile relativement à l'institution canonique. La majorité fut si énorme qu'il n'y eut même pas besoin de compter les suffrages. « Allons, dit le président, quand le vote fut fini, tout est perdu, et l'empereur dissoudra le concile. » L'archevêque de Tours et l'évêque de Nantes appuyèrent son dire. Ils ne ménagèrent même pas les sarcasmes à leurs collègues, répétant qu'on s'apercevrait trop tard combien ce rigorisme hors de propos serait funeste à l'église. Pour éviter des dis-

(1) Lettre du ministre des cultes au cardinal Fesch, 4 juillet 1811.
(2) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

cussions intempestives, les prélats opposans ne répondirent point. Quelques paroles échappées au président, et qu'aucun d'eux ne releva, quoiqu'ils en eussent tous fait leur profit, ajoutaient alors à leur confiance. Pendant que l'archevêque de Tours et l'évêque de Nantes se lamentaient sur la tournure qu'avaient prise les débats, le cardinal, au fond bien disposé pour Pie VII, s'était laissé aller à dire à ses voisins : « Après tout, si le concile devait durer, on pourrait peut-être risquer la gageure et hasarder la demande de la députation au pape sans décret préalable (1). » Aux yeux des membres de la majorité, il résultait des quelques mots prononcés par l'oncle de l'empereur que cette dissolution du concile, dont Fesch les menaçait sans cesse, n'était pas si fortement arrêtée dans la pensée de son neveu. Dissoudre brusquement une assemblée de prélats convoqués avec tant de solennité, ne serait-ce point de la part du chef de l'état déclarer à l'univers entier que les évêques de son empire n'avaient point voulu se plier à ses volontés? Jamais l'empereur ne voudrait se faire un pareil tort à lui-même. A tout prendre, les pères du concile, si on les dispersait violemment, n'en auraient pas moins, autant qu'il dépendait d'eux, « sauvé les droits du pape, empêché le schisme, et s'en retourneraient dans leurs diocèses après avoir bien mérité, par leur fermeté, de la religion et de la patrie. » Ces réflexions, que nous trouvons dans le journal de M. de Broglie, avaient donné courage aux plus timides. Sur la seconde proposition de l'évêque de Nantes, les huit évêques opposans continuèrent donc à se tenir très fermes. « Les ruses de Nantes, poursuit l'évêque de Gand, les brusqueries de Tours et les décisions tranchantes de Fesch ne purent jamais réussir à nous faire quitter notre poste (2). »

Cependant rien n'avait été épargné pour rompre l'accord entre les membres de la majorité de la commission. A un certain moment, le cardinal Fesch, reproduisant une idée qu'il avait déjà mise plusieurs fois en avant, s'écria : « Pourquoi ne pas nous en tenir à ce qui a été proposé en 1810 par le comité ecclésiastique? Aucun de nous, je pense, ne saurait y voir de difficulté. » M. de Broglie répondit que jamais il ne mettrait sa signature au bas d'un rapport qu'il était bien loin d'approuver. Hors le président du concile et les trois évêques qui avaient travaillé à la rédaction de ce document, tous les autres membres de la commission opinèrent dans le même sens, ce qui fit dire à l'archevêque de Tours :

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.
(2) *Ibid.*

« Il n'y aura donc que ce pauvre comité ecclésiastique de 1810 qui mourra dans l'impénitence finale? » Ces paroles faillirent faire perdre un peu de leur sérieux aux membres de la majorité. Pour amuser le tapis et empêcher qu'on n'en vînt trop vite à une décision formelle, l'évêque de Nantes se mit à lire un long fragment de Bossuet, qui, d'après lui, démentait les allégations contenues dans le mémoire lu par M. de Broglie. Celui-ci se défendit de son mieux. Bientôt, tout le monde s'en mêlant, la discussion reprit de plus belle sur les sujets déjà surabondamment traités. Les divagations naissaient les unes des autres. L'évêque de Comacchio entama un long discours sur les droits du souverain pontife. M. Duvoisin, pour affaiblir l'effet que son argumentation produisait visiblement sur ses collègues, dit que jamais des doctrines aussi ultramontaines ne seraient reçues par des évêques gallicans. Les évêques de Troyes et d'Ivrée repartirent qu'il s'agissait non d'une thèse particulière à l'église d'Italie, mais bien d'une opinion commune à la catholicité tout entière. « Si nous ne croyons pas, disaient les opposans, de ce côté des Alpes à l'infaillibilité personnelle du saint-père, encore moins croyons-nous à la nôtre. » On était plus que jamais éloigné de s'entendre. Le cardinal Fesch, qui avait eu le temps de reprendre un peu ses esprits, fit alors observer, ce qui n'était que trop vrai, que la discussion ne marchait pas. Cela tenait, suivant lui, à ce qu'on avait perdu de vue la question d'extrême nécessité, si justement posée la veille par l'évêque de Nantes, et tout aussitôt, ne laissant point à ses contradicteurs le temps de respirer, il les somma de voter sur la question suivante : « peut-on supposer un cas métaphysique *in abstracto* en vertu duquel un concile national puisse, sans l'intervention du pape, adopter un mode d'institution canonique, sans tenir compte des circonstances actuelles ou autres? » Chacun de se récrier, hormis l'évêque de Nantes. L'évêque de Tournai soutint que jamais l'église ne s'était prononcée sur des cas abstraits. Comment la commission, comment le concile pourraient-ils se décider ainsi métaphysiquement, sans tenir compte des circonstances présentes ou autres? L'évêque de Troyes appuya cet avis, disant que ce n'était là que de la battologie et du galimatias (1).

L'archevêque de Bordeaux, les évêques de Gand et d'Ivrée pensaient de même; mais jamais le cardinal Fesch n'en voulut démordre. Il exigea le vote formel de chacun des membres de la commission. Le cardinal Caselli, interrogé le premier par Fesch, répondit : « Si l'épiscopat était réduit à trois évêques, et qu'il n'y eût

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

pas de pape existant, ces trois évêques pourraient assurément sacrer tous les évêques du monde. Il y a plus : en ce cas, un seul évêque le pourrait. » Fesch l'inscrivit comme ayant prononcé un oui absolu. Le cardinal Spina fit à peu près la même réponse, déclarant que dans le concile il s'opposerait de toutes ses forces à ce qu'on fît d'un cas purement hypothétique une règle de discipline. Il n'en fut pas moins inscrit comme ayant donné un oui absolu. Les autres évêques répondirent par des oui enveloppés de force restrictions. L'archevêque de Bordeaux répondit très positivement non, objectant que c'était là un cas imaginaire, et qu'il était de foi que l'église aurait toujours un chef et des évêques; l'évêque de Tournai vota de même. M. de Broglie se ralliant à l'avis de son collègue de Bordeaux, l'évêque de Troyes dit au président : « Inscrivez-moi, monseigneur, pour oui ou pour non, comme vous voudrez, car tout cela est indifférent et purement chimérique. » Ce bel ouvrage fini, lisons-nous toujours dans le journal de M. de Broglie, Fesch produisit cette autre question : « si le pape était mort, un concile national pourrait-il statuer sur l'institution canonique? » Le but de cette seconde proposition était manifeste. Tous les membres de la majorité comprirent parfaitement où leur président voulait les conduire; ils ne donnèrent pas dans le piége, et huit voix contre trois se prononcèrent pour la négative. Le cardinal Fesch, voyant qu'il ne pouvait par aucune subtilité venir à bout de l'opposition qu'il rencontrait dans le sein de la commission, en convint loyalement, et sans plus de retard proposa d'approuver une déclaration ainsi conçue : « la congrégation particulière nommée par le concile pour répondre au message de sa majesté pense que le concile, avant de prononcer sur les questions qui lui sont proposées, agissant d'après les règles canoniques et suivant ce qui s'est pratiqué de tout temps dans l'église, ne peut se dispenser de solliciter de sa majesté la permission d'envoyer au pape une députation qui lui expose l'état déplorable des églises de l'empire français et du royaume d'Italie, et qui puisse conférer avec lui sur les moyens d'y remédier. » Le soir même, c'est-à-dire le 5 juillet 1811, le cardinal portait à l'empereur cette déclaration signée de lui et de tous les membres de la commission du message.

III.

La réception qui attendait le cardinal Fesch à Saint-Cloud ne fut pas différente de celle que l'empereur avait coutume de faire à son oncle quand il croyait avoir sujet de s'en plaindre. Il commença, nous dit l'abbé Lyonnet, par « s'emporter d'une façon indécente

contre le concile (1). — Mon dessein, s'écria-t-il, était de rétablir les évêques dans leurs anciennes prérogatives; mais, puisqu'ils en agissent ainsi, je saurai bien les mettre à la raison. » Le cardinal essaya de justifier par quelques raisons canoniques la doctrine de la commission du message. « Encore de la théologie, répliqua l'empereur; où l'avez-vous apprise? Taisez-vous; vous êtes un ignorant. En six mois, j'en veux savoir plus que vous. » Le président du concile, qui n'avait pas l'habitude de reculer devant les invectives de son neveu, s'anima, lui aussi, dans la discussion. Il voulut lutter pied à pied, ce qui n'était pas sans générosité de sa part, afin de défendre l'avis de ses collègues, que pourtant il n'avait point partagé; mais, comme toujours, il ne fit qu'irriter de plus en plus l'empereur. « Je n'aurai pas le dessous, s'écria celui-ci. Qu'on appelle Montalivet ou Merlin... Ah! la commission vote ainsi! Eh bien! je casserai le concile, et tout sera fini. Je ne me soucie nullement de ce que veut ou ne veut pas le concile. N'ai-je pas aussi mon comité, réuni chez le grand-juge? Il prononcera sur cette question, et je me déclarerai compétent, suivant l'avis des philosophes et des jurisconsultes. Les préfets nommeront les curés, les chapitres et les évêques. Si le métropolitain ne veut pas les instituer, je fermerai les séminaires, et la religion n'aura plus de ministres. Quant aux évêques d'Italie, je confisquerai leurs biens et je les mettrai à la portion congrue comme les évêques de France. » — C'est alors, dit l'abbé Lyonnet, que le cardinal Fesch aurait répondu à l'empereur : — « Si vous voulez faire des martyrs, commencez donc par votre famille. Je suis prêt à donner ma vie pour sceller ma foi. Sachez-le bien, tant que le pape n'aura pas consenti à cette mesure, moi, métropolitain, je n'instituerai jamais aucun de mes suffragans. Je vais même plus loin : si l'un d'eux s'avisait, à mon défaut, de donner l'institution à un évêque de ma province, je l'excommunierais à l'instant (2). »

Cette scène orageuse entre l'oncle et le neveu n'avait pas duré moins de deux heures; elle continuait encore lorsque l'évêque de Nantes arriva de son côté à Saint-Cloud. — « Qu'on le fasse entrer, dit l'empereur. Celui-là au moins sait sa théologie, et avec lui on peut s'entendre. » On ignore les paroles qui furent échangées sans témoins entre Napoléon et M. Duvoisin; mais le résultat de leur conférence apparut bientôt. Le parti auquel l'empereur s'arrêta séance tenante, quoiqu'il ne fût en lui-même qu'une demi-

(1) *Vie du cardinal Fesch*, par l'abbé Lyonnet, présentement archevêque d'Albi, t. II, p. 336.

(2) *Vie du cardinal Fesch*, par l'abbé Lyonnet. — Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

mesure, était le plus sage peut-être qu'il pût prendre. La situation était en effet des plus embarrassantes pour Napoléon par suite du malheureux état de santé où se trouvait le prisonnier de Savone. Les dernières lettres reçues du préfet de Montenotte annonçaient que l'aliénation mentale de Pie VII était passée; mais à l'agitation des premiers jours avait succédé une sorte de mélancolie tranquille. Le souverain pontife n'avait pas cessé de témoigner la même répugnance à reconnaître les engagemens pris avec les évêques envoyés près de lui, et consignés par ceux-ci dans la note laissée entre ses mains. M. de Chabrol donnait toutefois à entendre que le pape pourrait un jour revenir à des sentimens plus concilians. Avec un peu de temps, il ne désespérait pas de lui faire de nouveau agréer, sauf de légères modifications, les clauses du traité dont le projet lui avait été soumis par les députés de l'empereur : à cet égard, rien n'était sûr encore; mais il inclinait vers la confiance. On comprend qu'en présence de tant d'incertitudes il n'eût pas été prudent de la part de l'empereur de produire une pièce que le pape pouvait démentir. Cependant il était cruel de n'en faire aucun usage dans un moment de crise si pressant, quand on avait lieu de supposer, d'après ce que mandait l'habile préfet de Montenotte, que le traité déjà ébauché serait ratifié prochainement. Napoléon imagina de tout concilier en recourant à un moyen terme. Il prit le parti d'autoriser les évêques députés à Savone à parler avec beaucoup plus de détails aux membres de la commission de ce qui s'était passé pendant leur voyage. Pour son compte, il agirait comme s'il eût été assuré de cette approbation pontificale que M. de Chabrol lui faisait entrevoir sans oser la lui garantir. Son parti ainsi pris, Napoléon ne faisait plus que rentrer dans ses habitudes en témoignant tout à coup la confiance la plus extrême dans la réussite du plan qu'il venait d'improviser. « Vous n'êtes tous que des nigauds, dit-il, apostrophant derechef le cardinal Fesch. Vous ne connaissez pas votre position. Ce sera donc moi qui vous tirerai d'affaire; je vais tout arranger. » Puis, appelant M. Aldini, secrétaire d'état du royaume d'Italie, il lui dicta incontinent et presque sans s'arrêter l'écrit qu'on va lire.

« Le rapport de la commission doit être fait sur les bases suivantes : 1° que, l'empereur ayant le droit de nommer aux évêchés vacans, son droit se trouve nul, si l'institution peut être refusée par d'autres raisons que les cas prévus par le concordat de Léon X; 2° que, sa majesté ayant réitéré plusieurs fois la demande de l'institution canonique, qui a été refusée, elle a pu être autorisée à regarder le concordat comme non existant, et à réunir un concile pour qu'il pourvût à l'institution cano-

nique des évêques; 3° que, le conseil des évêques réunis à Paris et consultés sur ces matières par sa majesté ayant obtenu d'envoyer au pape une députation de quatre évêques, cette députation a levé toutes les difficultés, que le pape a daigné entrer dans les besoins de l'église, et dans ces circonstances qu'il a formellement promis l'institution pour les évêchés vacans, et approuvé la clause que, si dans l'espace de six mois, lui ou ses successeurs ne donnaient pas l'institution aux évêques, le métropolitain la donnerait; que, cela étant, le but de l'empereur se trouve rempli, que les évêchés de son empire ne peuvent plus rester vacans; que l'empereur voulait trois mois, que le pape en demandait six. Cette différence n'étant pas de nature à faire rompre l'arrangement déjà conclu, il restait à proposer au concile le décret ci-joint, lequel, étant adopté, serait présenté par le concile en corps à l'empereur, pour le remercier et le supplier d'approuver le décret suivant et de le faire publier comme loi de l'état.

« Le concile décrète :

« 1° Que les évêchés ne peuvent rester vacans plus d'un an pour tout délai, et que dans cet espace de temps la nomination, l'institution et la consécration doivent avoir lieu; 2° que l'empereur nommera conformément aux concordats à tous les siéges vacans; 3° que, six mois après la nomination faite par l'empereur pour tout délai, le pape donnera l'institution canonique; 4° que, les six mois expirés, le métropolitain se trouve investi par la concession même faite par le pape, et devra procéder à l'institution canonique et à la consécration; 5° que le présent décret sera soumis à l'approbation de l'empereur pour être publié comme loi de l'état; 6° que sa majesté sera suppliée par le concile de permettre à une députation d'évêques de se rendre auprès du pape pour le remercier d'avoir par cette concession mis un terme aux maux de l'église. »

« Emportez cela, dit Napoléon au cardinal Fesch quand il eut fini de dicter, et maintenant tout est aplani. » Le président du concile et l'évêque de Nantes, frappés d'étonnement autant que d'admiration, ne manquèrent pas d'affirmer que l'adoption du décret ne souffrirait point de difficultés auprès de leurs collègues de la commission. Le cardinal, qui tout à l'heure offrait sa vie à Napoléon pour défendre les droits de l'église, avait passé du désespoir à l'enthousiasme; il appelait maintenant l'écrit dont il était porteur une inspiration du ciel. Ce fut dans ces sentimens qu'il rendit compte à la commission du message, le dimanche suivant 7 juillet, de ce qui s'était passé à Saint-Cloud. Chose singulière, la commission partagea immédiatement la façon de voir de son président. « Je n'en reviens pas encore, nous dit M. de Broglie dans son journal, quand

je songe à l'impression produite sur mes collègues par la lecture du projet de décret qu'avait rédigé l'empereur. Ce n'étaient pas ses menaces qui les effrayaient, car peu de temps après ils n'en tinrent nul compte; mais ils virent par cette idée impériale la chose toute changée et améliorée. On parlait dans le décret de la concession du pape. Elle était la base de tout. C'était par l'initiative du souverain pontife que tout se faisait. La majorité de la commission, jusqu'alors si récalcitrante parce qu'on voulait qu'elle reconnût la compétence du concile sans l'approbation du pape, était complétement rassurée. Quelle différence, disait-on, entre les deux situations, et combien la seconde n'était-elle pas favorable à la religion! Ces hommes qui huit jours durant avaient été fermes comme des rochers se trouvaient tout à coup amollis. Je me sentais tout entraîné moi-même, continue l'évêque de Gand, et je regardais Bordeaux. Lui seul demeurait silencieux et morne. Ainsi que d'autres, je m'étais opposé à ce que le concile demandât à l'empereur de faire du décret une loi de l'état;... mais la séduction agissait sur moi presque à mon insu. Je passai dans une pièce voisine, et je suppliai Dieu de m'empêcher de faillir, si ce qu'on proposait était mauvais. Quand je rentrai, le président était en train de prendre les voix. Spina, Caselli, Tournai, Ivrée, Comacchio, Troyes, qui avaient été inébranlables jusque-là, ne furent pas d'avis de rejeter le décret. Bordeaux seul dit que le décret était inconciliable avec les doctrines que la majorité de la commission avait naguère proclamées. Cet avis de Bordeaux m'éclaira, me soutint, et je votai comme lui. Il est inutile d'ajouter que les trois évêques députés à Savone, toujours faciles et coulans, admirent purement et simplement le décret (1). » Ainsi la commission du message se trouvait avoir pris tout à coup une décision diamétralement opposée à la doctrine qui l'avait emporté l'avant-veille. Elle n'était pas au bout de ses fluctuations.

Le soir, il y avait dîner chez le président du concile. Comme la séance s'était prolongée assez tard, M. de Broglie et l'évêque de Troyes, M. de Boulogne, qui étaient au nombre des convives du cardinal, au lieu de retourner chez eux, restèrent à causer en attendant l'heure du repas dans les salons de l'hôtel du Mont-Blanc. L'évêque de Gand profita de cette occasion fortuite pour reprocher à son collègue de Troyes la faiblesse inattendue qu'il venait de montrer pendant la séance de la commission. M. de Boulogne se défendit d'abord assez timidement. Bientôt les anxiétés les plus cruelles agitèrent son esprit, et, loyal comme il était, dit M. de Broglie, il se

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

mit à les exposer au cardinal Fesch lui-même. Peu à peu la conversation devint générale entre les ecclésiastiques présens. Les opinions qu'il entendit émettre par tant de gens éclairés ajoutèrent à la tristesse qu'éprouvait M. de Boulogne de s'être ainsi laissé surprendre. Arrive sur ces entrefaites l'évêque de Tournai, qui était la droiture même, continue M. de Broglie. A lui aussi, les écailles tombèrent des yeux, et tout de suite il annonça qu'il se rétracterait à la séance du lendemain (1).

Ces confidences qu'échangeaient dans sa propre habitation les membres de l'ancienne majorité de la commission agirent-elles sur la conviction du président du concile et firent-elles naître en lui quelques scrupules? Nous ne savons. Toujours est-il qu'à l'ouverture de la séance du lendemain le cardinal Fesch, s'adressant à ses collègues avec une loyauté digne de tout éloge, leur dit : « Je sais, messeigneurs, que plusieurs d'entre vous ont témoigné du regret de leur vote d'hier. Comme rien ne doit se faire ici par surprise, je remets la question sur le tapis, et regarde comme non avenu ce qui a été précédemment décidé. » Le cardinal Spina dit alors qu'en effet il avait éprouvé des alarmes au sujet de son opinion de la veille. « Il avait consulté, et il avait appris, ce qu'il ignorait absolument, qu'une loi de l'état était une chose fixe et obligatoire pour tous les sujets de l'empereur, y compris les évêques. Il ne pouvait donc consentir à demander que le décret projeté devînt loi de l'état. Étant archevêque et cardinal, il ne s'exposerait point à ce que le pape lui reprochât un jour de l'avoir lié par un pareil décret. Il rétractait donc son vote. Le cardinal Caselli parla dans le même sens. L'évêque de Tournai déposa sur le bureau sa rétractation formelle. « Veuillez nous en donner lecture, » lui dit le cardinal Fesch. Cette rétractation de M. Hirn produisit un grand effet, car elle était, au dire de M. de Broglie, très fortement motivée. Les évêques de Troyes et d'Ivrée s'exprimèrent à peu près dans les mêmes termes. Avec une impartialité évidente qui étonna un peu tout le monde, le cardinal Fesch se mit à recueillir les suffrages qui réduisaient à néant la décision prise dans la précédente séance, tout en déclarant que pour son compte, il persistait dans son opinion. La patience de l'évêque de Tours ne supporta pas aussi bien cette rude épreuve. « Tout cela n'est qu'absurdité! s'écria-t-il. — Monseigneur, répliqua M. de Broglie, c'est peut-être là un compliment, mais à coup sûr ce n'est pas un argument. » M. Duvoisin alla jusqu'à dire que le schisme commencerait bientôt, et que ceux-là en seraient cause qui n'avaient pas voulu accepter le décret. « Étranges schismatiques, fit observer

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

M. de Broglie, que ceux qui sont d'avis de suspendre la décision d'un concile particulier pour attendre l'approbation du pape! » Les têtes étaient de plus en plus échauffées. « Vous répondrez de tous les maux futurs de l'église, dit l'archevêque de Tours à l'évêque de Gand, et je vous cite au jugement de Dieu. — Je vous y attends vous-même, répondit M. de Broglie (1). »

Quels motifs avaient, à deux jours seulement d'intervalle, déterminé les pieux évêques à prendre coup sur coup des résolutions si opposées? La relation manuscrite et anonyme du concile national trouvée dans les papiers de M. de Broglie fournit l'explication de ce changement. Lorsque les évêques opposans avaient vu dans la note dictée à Saint-Cloud par Napoléon l'assurance formelle qu'un arrangement avait été conclu à Savone entre le pape et les évêques envoyés de Paris, et que par cet arrangement le saint-père accordait tout ce que demandait l'empereur, ils avaient à l'instant senti leur conscience singulièrement soulagée. N'avaient-ils pas, comme c'était leur devoir, défendu autant qu'ils avaient pu la prérogative du chef de la catholicité dans cette matière de l'institution canonique? Si Pie VII avait jugé à propos de transiger, pourquoi se permettraient-ils d'être plus difficiles que lui? C'était à eux de trouver bon tout ce à quoi il avait consenti. Telle avait été l'impression du premier moment; mais presque aussitôt la réflexion était venue. Comment était-il possible, si un pareil accord avait réellement eu lieu, qu'on eût tant tardé à le leur notifier officiellement? Quoi! ils étaient réunis en concile depuis trois semaines, depuis huit jours on les pressait de résoudre une question à propos de laquelle ils se croyaient incompétens, et l'on n'avait pas jugé à propos de leur annoncer plus tôt que le pape l'avait lui-même tranchée dans le sens désiré par le gouvernement! Quoi! il y avait une pièce écrite qui constatait l'accord préalable, et cette pièce, on ne l'avait pas tout d'abord produite, on s'était contenté d'en parler vaguement! On la citait maintenant, il est vrai, dans le préambule du décret; mais aucun d'entre eux ne l'avait vue. Des membres de la commission naguère envoyés à Savone, on ne tirait rien que des propos en l'air. Le cardinal Fesch assurait bien avoir reçu et montrait à la dérobée une lettre du saint-père en italien, portant la date du 19 mai 1811. Quelques passages de cette lettre témoignaient des intentions conciliantes du souverain pontife; tout cela pourtant n'était guère précis. Quelle raison pouvait-on avoir de ne pas donner connaissance à la commission des causes qui avaient obtenu l'agrément de Pie VII? Là-dessus les imaginations s'étaient donné carrière.

(1) Journal de M. de Broglie, évêque de Gand.

Il était probable que la note dont on faisait tant de bruit contenait quelque réserve expresse. Peut-être avait-elle été arrachée violemment au prisonnier de Savone, peut-être aussi la désavouait-il présentement. A ces questions qui approchaient si près de la vérité, les évêques du parti de la cour ne pouvaient répondre que d'une façon évasive, car ils ne savaient rien eux-mêmes qu'à demi. Encore moins l'empereur se souciait-il de suppléer à leur silence. A aucun prix, il ne voulait avouer que le malheureux Pie VII était malade à Savone, que, privé du complet usage de ses facultés, il était hors d'état de confirmer les engagemens naguère acceptés. Cette réserve forcée de l'empereur autorisait à bon droit tous les soupçons. Ainsi, par une étrange complication que son esprit, si grand qu'il fût, n'avait pas suffi à prévoir, cet homme si puissant à la fois et si peu scrupuleux se trouvait expier la longue série de ses violences et de ses duplicités.

Quand le moment fut arrivé pour la commission de faire part à l'empereur du changement qui venait de s'opérer dans son sein, l'embarras devint visible parmi tous les membres. « Je suis pour cela plus mal campé qu'un autre, dit assez naïvement le cardinal Fesch, car hier au soir encore j'ai dit à Saint-Cloud que le décret passerait à une grande majorité. » Il proposa donc à l'archevêque de Tours et aux évêques de Trèves et de Nantes de se joindre à lui; ils déclinèrent tous trois sa proposition. « Eh bien! repartit le cardinal, j'irai donc tout seul; mais je ne réponds nullement de ce qui arrivera. Vous pourriez bien, messeigneurs, avoir prononcé la dissolution du concile. » Cette perspective n'effrayait que médiocrement M. de Broglie et ses collègues de l'opposition.

Le lendemain de cette séance, la surprise des membres de la commission fut assez grande quand leur président leur raconta que l'empereur, devenu tout à coup assez calme au sujet de l'affaire qui les avait tant émus, lui avait seulement dit : « Point de circonlocutions, et faites-moi nettement connaître ce qu'a décidé la commission; » puis il avait écouté Fesch sans humeur. « De sorte, ajouta gaîment le cardinal en se tournant de leur côté, que messeigneurs de Tours, de Trèves et de Nantes doivent se repentir aujourd'hui de ne m'avoir pas accompagné. — Il est vrai, répondit M. de Barral, que nous n'avons pas été très braves. » Cette remarque dérida tous les visages. Ils se rembrunirent un peu quand le cardinal ajouta que, si l'empereur n'avait pas éclaté, il ne s'en était pas montré pour cela plus satisfait d'une décision qui l'offensait gravement. « Eh bien! avait-il dit, puisqu'il en est ainsi, j'ai ma commission qui s'assemble chez le grand-juge; j'irai en avant, si je le veux, et dès demain je dissoudrai le concile. » Fesch lui

représenta tous les inconvéniens de cette mesure. C'était lui qui avait convoqué le concile, c'était lui qui lui avait soumis la question de l'institution canonique. La commission du message avait donné son avis; mais le concile pouvait en adopter un autre. L'empereur s'était rendu à ces raisons. Il autoriserait la congrégation générale à se réunir de nouveau; il voulait seulement que tout fût décidé avant le dimanche suivant, 14 juillet. Le cardinal avait hasardé quelques objections. « Mais encore, reprit l'empereur, qu'est-ce donc qui déplaît le plus aux évêques dans le décret? » Le cardinal répondit que c'était la demande qu'il fût converti en loi de l'état. « Si cela les gêne, il n'y a qu'à l'ôter; aussi bien je le ferai quand je le voudrai loi de l'état. » Heureux de cette concession impériale, l'archevêque de Lyon s'ingénia pour faire entendre à son neveu qu'il n'était peut-être pas sans avoir quelque reproche à se faire à propos de la façon dont il avait voulu rédiger lui-même le décret. L'empereur à ces mots témoigna quelque mauvaise humeur, mais sans éclater. « On sait, dit-il, que la commission veut tenir ferme, et, somme toute, elle a raison. »

Après ce récit de la conversation qu'il avait eue avec l'empereur, Fesch rappela qu'il fallait rédiger le rapport au concile. L'évêque de Tournai, M. Hirn, fut d'un accord unanime désigné pour cette tâche; mais il refusa. L'évêque de Nantes l'accepta d'abord, puis s'en défendit, l'archevêque de Tours pareillement. Alors le président du concile engagea M. Hirn à vouloir bien s'en charger par déférence pour ses amis de la majorité de la commission. On lui adjoignit M. de Boulogne, évêque de Troyes, parce que M. Hirn écrivait péniblement le français. Il avait été convenu de réduire ce rapport autant que possible. La discussion à laquelle la rédaction donna lieu fut elle-même aussi courte qu'insignifiante. C'était un vrai squelette que cette pièce, assure M. de Broglie, et véritablement aussi indigne de la commission qui l'avait préparée que du concile auquel elle allait être présentée.

La congrégation générale du 10 juillet, la dernière qu'ait tenue le concile de 1811, s'ouvrit comme à l'ordinaire par la lecture des procès-verbaux des séances précédentes. A ce sujet s'engagèrent quelques discussions qui ne furent pas sans importance ni sans aigreur, mais dont l'intérêt pâlit devant la grande question du moment. L'heure était assez avancée déjà quand l'évêque de Tournai donna lecture de son rapport. Comme il était écrit sans élégance et sans vigueur, il ne produisit pas grand effet. L'évêque d'Ivrée en donna pour ses compatriotes une traduction italienne. L'attitude des pères du concile pendant cette double lecture trahissait une certaine hésitation. M. de Broglie, dans le journal qu'il a pris soin

d'écrire en sortant de chaque séance, semble ressentir assez d'inquiétude sur l'issue probable de la discussion. De concert avec ses collègues opposans, il avait même arrêté un plan de conduite qui témoigne de leur peu de confiance. Ces prélats s'étaient promis, si le vote de la majorité ne répondait pas à leurs vœux, de déposer sur le bureau une protestation en règle. Tout à coup, à leur grande surprise, le cardinal Fesch déclara la séance levée; la congrégation générale ne se réunirait que le surlendemain 12 juillet. Les membres de l'ancienne majorité de la commission du message se donnèrent alors rendez-vous pour combiner ensemble les moyens de défendre ce qu'ils considéraient comme la cause même de l'église. Le lendemain, vers neuf heures du matin, ils apprirent que le concile était dissous. Le 12, vers trois heures du matin, M. de Broglie, évêque de Gand, M. de Boulogne, évêque de Troyes, et M. Hirn, évêque de Tournai, étaient saisis dans leur lit, et conduits par des agens de police au donjon de Vincennes, et mis au secret le plus rigoureux. Peu s'en fallut que M. d'Aviau, archevêque de Bordeaux, ne partageât leur sort. Il paraît que Napoléon avait également ordonné son arrestation. Le vénérable prélat le savait, et se tenait déjà prêt: comme à son ordinaire, il avait voulu aller dire sa messe à Saint-Sulpice, et tout aussitôt il était rentré chez lui afin que les gendarmes l'y trouvassent, s'ils lui faisaient, disait-il, l'honneur de le venir chercher; mais ils ne parurent point. Le duc de Rovigo n'avait pas voulu accepter cette mission. « Sire, il ne faut pas toucher à M. d'Aviau, s'était-il écrié; c'est un saint, et nous aurions tout le monde contre nous. »

Ces violentes mesures, si soudainement prises par l'empereur, faisaient un étrange contraste avec le calme vrai ou affecté qu'il avait montré quarante-huit heures auparavant au cardinal Fesch. Tandis que les évêques opposans craignaient de ne pas trouver une suffisante assistance auprès de leurs collègues du concile, Napoléon était-il au contraire effrayé des obstacles que lui susciterait leur obstination, ou bien cédait-il, comme il lui est parfois arrivé, à l'envie de se venger à tout prix d'incommodes adversaires? Nous ne voulons hasarder à ce sujet aucune conjecture. Ce n'est pas la tâche de l'histoire d'expliquer ce qu'il y a de moins explicable au monde, c'est-à-dire les incohérences d'un grand génie dévoyé. Ce qui est certain, c'est que le soir même, à Trianon, où la cour résidait alors, il accueillit très mal le cardinal Fesch quand celui-ci vint hasarder quelques représentations sur le fâcheux effet qu'allait produire la dissolution du concile. Devant l'assistance étonnée, l'empereur accusa publiquement son oncle d'avoir sourdement secondé les plans de l'opposition, et avec un emportement incroyable, sans

laisser au président du concile le temps de s'expliquer, il donna cours aux plus amères récriminations. « Je saurai bien, dit-il en terminant, je saurai bien me passer de vos évêques. Dites-leur que je ne veux plus entendre parler d'eux. Ce sont des ignorans, des entêtés, qui ne se comprennent pas eux-mêmes. A part Duvoisin, Barral, Mannay, qui sont pour moi, où sont leurs théologiens? Oui, moi soldat, enfant des camps et des bivouacs, j'en sais autant qu'eux et plus qu'eux... Et vous, n'avez-vous pas changé mille fois d'opinion? Il n'y a pas six mois que vous pensiez comme nous. Avez-vous donc oublié la lettre que vous avez écrite à Savone? Mais quel fond peut-on jamais faire sur vous (1)? » Le lendemain, c'était l'archevêque nommé de Malines qui arrivait à son tour à Trianon afin de parler à l'empereur de l'événement qui faisait le sujet de toutes les conversations, quoique, bien entendu, il n'en fût pas dit un mot dans les feuilles publiques. Laissons à M. Pradt le soin de raconter lui-même cette scène, dans laquelle il ne laisse pas de jouer aussi son rôle.

« Je n'avais pas été partisan, dit M. de Pradt, d'une convocation *impromptu* du concile; je l'étais encore moins d'une dissolution *ex abrupto*. Les précipitations et les violences ne m'ont jamais paru fort utiles en affaires, et surtout dans les affaires d'église, les plus difficiles de toutes les affaires. Souvent j'en avais fait des représentations au ministre de la police d'alors, le duc de Rovigo. Il était avec moi à Trianon. Dès que Napoléon nous aperçut, il vint à grands pas. « Ah! que vous les connaissez bien! dit-il. Je marchais sur un abîme sans m'en apercevoir. La plus grande faute que j'aie faite, c'est le concordat (je le savais depuis longtemps); ils m'ont gâté mes Italiens. Ne pas vouloir des propositions de Bossuet!... » Et mille autres choses saccadées qu'il proférait de moment en moment, en se promenant avec activité. Il était placé entre le duc de Rovigo et moi. Nous suivions avec peine ses pas pressés par l'agitation de son esprit; enfin, lorsqu'il eut assez répété ses Italiens, son Bossuet, son abîme, son concordat, prenant mes avantages sur lui, je lui dis que c'était lui-même qui était l'auteur de tout cela, et, parcourant la manière dont le clergé avait été dirigé depuis douze ans, je lui demandai s'il avait pu se flatter d'un autre résultat en l'abandonnant à l'exemple de l'opposition journalière de M. le cardinal Fesch, à la débilité séculaire de M. le cardinal de Belloy, au dévergondage du cardinal Maury, en l'aigrissant par sa conduite envers le pape, en le laissant s'effaroucher tout à loisir par le silence qu'il avait gardé, et en le faisant présider par un homme inepte. Je conclus ma mercuriale en prononçant très fer-

(1) *Vie du cardinal Fesch,* par l'abbé Lyonnet, présentement archevêque d'Albi, t. II, p. 341.

mement : On ne recueille jamais que ce que l'on a semé. Il y a des circonstances qui font parler les uns et taire les autres. Napoléon, qui ordinairement parlait le premier et le dernier, pendant ce temps ne disait mot; la tête baissée, l'air attentif, il recevait la grêle de mes remontrances sans aucun signe d'impatience. Le duc de Rovigo me lançait par-dessus la tête de Napoléon des regards de surprise. Celui-ci rompit son silence en répétant plusieurs fois : « On ne recueille que ce que l'on a semé, le concordat est la plus grande faute de ma vie. » Ceci peut paraître étrange, inventé, surtout à qui n'a pas connu Napoléon; eh bien! à la vie et à la mort, en la présence comme en l'absence de Napoléon, je n'en retrancherai pas une syllabe (1). »

IV.

La dissolution du concile ne fit pas d'abord grand effet. Les délibérations avaient été tenues fort secrètes. Pas un journal n'avait eu permission d'en parler. Le monde ecclésiastique avait eu seul connaissance des orageuses discussions qui avaient troublé les dernières séances. Parmi les fonctionnaires les plus considérables de l'état, très peu avaient été mis au courant des obstacles imprévus que les volontés impériales avaient rencontrées au sein de la commission du message. La nouvelle de l'arrestation des trois prélats eut au contraire un retentissement énorme. Bien que les feuilles publiques eussent reçu pour ordre de n'en pas souffler mot, on ne parla guère d'autre chose pendant assez longtemps, non-seulement dans toutes les sacristies, mais aussi dans tous les salons de Paris et de la province. L'indignation, quoique contenue, était générale. Les partisans de l'empereur ne s'en exprimaient pas à voix basse autrement que ses adversaires, encore bien peu nombreux à cette époque. « Que s'est-il proposé, disaient les plus avisés, en assemblant un concile pour emprisonner ensuite ceux qui ne sont pas de son avis? Interroger les hommes, c'est leur reconnaître le droit de se tromper. Ce n'est pas tout d'ailleurs de dissoudre le concile, il faudrait pouvoir faire disparaître en même temps les embarras qu'il a produits; ils sont au contraire redoublés, et c'est en définitive l'opposition qui triomphe (2). »

(1) M. de Pradt, *Histoire des Quatre Concordats*, t. II, p. 496. — Dans les notes dictées à Sainte-Hélène, l'empereur a pris soin d'affirmer qu'il n'avait pas prononcé ces paroles : « le concordat est la plus grande faute de mon règne. » Nous avons eu plus d'une occasion de constater que Napoléon, par distraction, par oubli ou à dessein, était loin d'avoir dit toute la vérité dans ses mémoires. M. de Pradt, quoique ses assertions soient si positives à ce sujet, n'est pas non plus un témoin irrécusable. Le lecteur prononcera.

(2) M. de Pradt, *Histoire des Quatre Concordats*, t. II, p. 500.

Le duc de Rovigo, ministre de la police, sentait si bien dans quelle fausse situation s'était placé l'empereur, qu'il ne négligea aucun effort pour dérouter l'opinion. Ses affidés furent chargés de faire partout courir le bruit que l'arrestation des trois prélats ne se rattachait nullement aux affaires du concile. Comme M. Hirn, évêque de Tournai, était peu connu à Paris, les plus zélés défenseurs de l'empire ne manquèrent pas de propager sur le compte de ce prélat les bruits les plus étranges. L'écho s'en retrouve dans les mémoires laissés par le duc de Rovigo, sans qu'il soit possible de s'expliquer comment le ministre de la police a pu jamais ajouter foi à d'aussi bas mensonges (1). Les évêques de Gand et de Troyes étaient trop répandus dans la société parisienne pour être en butte à de pareilles calomnies; on voulut donner à entendre qu'ils avaient eu l'imprudence de nouer des intrigues coupables avec le cardinal di Pietro pour établir des vicaires apostoliques dans les évêchés dont les siéges étaient vacans. Est-il besoin de dire que rien n'était plus faux? L'empereur se gardait bien de recourir personnellement à ces ruses pitoyables. Il y a plus; s'il ne lui déplaisait pas que son ministre parvînt à donner le change au vulgaire, il aurait été fort contrarié de le voir rassurer trop complétement les collègues de M. Hirn, de M. de Broglie et de M. de Boulogne. C'était surtout afin de les mieux épouvanter qu'il avait envoyé les trois prélats à Vincennes. En cela du moins, il avait parfaitement atteint son but. « Les beaux temps du concile étaient passés, dit la relation trouvée dans les papiers de l'évêque de Gand. Jusqu'à l'arrestation des évêques, les pères du concile s'étaient conduits avec plus de fermeté qu'on n'aurait osé l'espérer; mais à partir de ce moment nous allons entrer dans une période de honte, d'avilissement et de lâcheté (2). »

A la nouvelle de l'arrestation de l'évêque de Gand, Mme la marquise de Murat, sa sœur, et la marquise de Lameth, sœur du maréchal de Broglie, s'étaient rendues chez le cardinal Fesch. L'oncle de l'empereur commença par assurer à ces dames qu'il était fort attristé de ce qui venait de se passer; mais il ne pouvait absolument rien faire pour elles, étant trop mal avec son neveu. — « J'espère cependant, dit Mme de Murat, que vous prendrez fait et cause pour les prisonniers. Leur cause est la vôtre, car vous étiez

(1) Des renseignemens que nous avons tâché de nous procurer dans le diocèse de Tournai, il résulte que jamais, de son vivant ni après sa mort, — qui eut lieu en 1819, quoique le duc de Rovigo parle de M. Hirn comme s'il vivait encore en 1828, époque de la publication de ses *Mémoires*, — on n'a entendu parler des bruits que l'ancien ministre de la police s'efforça d'accréditer au sujet de ce prélat.

(2) Relation manuscrite du concile de 1811, trouvée dans les papiers de M. de Broglie, évêque de Gand.

leur président; vous leur avez affirmé de la part de l'empereur qu'ils pouvaient dire leur façon de penser en conscience et sans aucune crainte, et vous savez s'ils ont fait autre chose. — Celà est très vrai, répondit le cardinal, et je saisirai la première occasion d'en parler. Mon honneur y est intéressé; c'est une injure personnelle que l'on m'a faite. Je croirai toujours de mon devoir de défendre toute personne innocente et inculpée à tort: à plus forte raison suis-je porté à le faire pour mes collègues, pour mes amis, pour des prélats qui étaient du même parti que moi; mais dans ce moment je ne vois plus l'empereur. — L'empereur, repartit Mme de Murat, ne peut pas vous empêcher d'entrer chez lui. N'êtes-vous pas son oncle? Il ne vous mettra pas à la porte, si vous vous présentez. — Qu'est-ce-à-dire : *il ne peut pas?* J'y ai été mis deux fois, l'autre jour, à la porte. » Mme de Lameth dit alors au cardinal qu'on parlait de réunir de nouveau le concile; ce serait là une occasion toute naturelle d'intercéder en faveur de son neveu. « Qu'ils fassent tout ce qu'ils voudront avec leur concile! Certes je ne le présiderai point, à moins qu'ils ne m'y conduisent entre quatre fusiliers, car de moi seul je n'irai jamais. » Le cardinal congédia ces dames en leur promettant de s'employer en faveur de l'évêque de Gand aussitôt qu'il en trouverait l'occasion (1).

Mme de Lameth n'était pas mal informée à propos d'une nouvelle réunion probable du concile. Dans le premier mouvement de sa grande irritation, l'empereur avait songé à s'adresser au corps législatif, qui siégeait encore. Il avait consulté à ce sujet le concile de philosophes et d'avocats, comme il les appelait, auquel il avait donné ordre de se réunir chez le grand-juge (2); mais ces messieurs ne l'avaient pas beaucoup encouragé dans son projet. Sur ces entrefaites était arrivée de Savone une lettre du préfet de Montenotte en date du 11 juillet. Si elle était parvenue quelques jours plus tôt, cette lettre eût probablement beaucoup changé les choses, et aurait peut-être empêché l'empereur de dissoudre le concile. M. de Chabrol faisait en effet savoir au ministre des cultes « que la santé du saint-père s'était peu à peu rétablie (3). »

« Il est maintenant, écrivait-il, dans le même état où il était avant l'attaque d'hypocondrie. Son esprit est parfaitement calme, et ses idées se sont rassises. On ne lui a plus remarqué les inquiétudes qu'il témoi-

(1) *Conversation que j'ai eue avec le cardinal Fesch peu de jours après l'arrestation de mon frère.* (Manuscrit de Mme la marquise de Murat.)

(2) Voyez la note dictée en conseil des ministres, insérée à la date du 4 juillet dans la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 296.

(3) Lettre de M. le comte de Chabrol, préfet de Montenotte, au ministre des cultes 9 juillet 1811.

gnait naguère, on l'a même vu faire porter sous ses yeux ses habits pontificaux, comme s'il avait l'idée qu'il en ferait bientôt usage... J'ai vu aujourd'hui même le pape, continuait M. de Chabrol, avec l'intention de connaître si le calme qu'il montre aurait ramené ses idées. J'ai profité, pour amener la conversation sur le sujet qui m'intéressait, de l'*Exposé de la situation de l'empire,* et après lui avoir démontré combien cette situation était avantageuse, combien nous étions unis au dedans, tranquilles sur les relations extérieures et forts contre nos ennemis, après lui avoir enfin montré en son plein jour toute la puissance morale de sa majesté sur le peuple, je lui ai dit que l'empereur venait de se prononcer de nouveau d'une manière authentique et formelle sur la résolution de conserver dans toute son intégrité le dépôt de la religion de ses pères, que toute l'Europe était convaincue de cette vérité, qu'ainsi les consciences les plus timorées n'avaient aucune inquiétude, que l'on voyait clairement qu'il ne s'agissait avec lui que du temporel, que la question, désormais éclaircie par les déclarations les plus fortes, était devenue évidente pour tous, et que tous aussi, je ne pouvais le lui dissimuler, rejetaient sur lui seul le retard apporté à un rapprochement nécessaire et réclamé par toutes les églises avec une instance égale à leur attachement pour la religion; que par là sa position devenait plus difficile, s'il persistait dans son refus, parce que toute la responsabilité en pèserait sur lui, que le concile marchait d'accord avec l'opinion générale et avec les désirs de sa majesté, qui se montrait satisfaite (on sait ce qu'il y avait de vrai dans ces dernières assertions du préfet de Montenotte) du zèle et de la conduite de son clergé. Je lui ai demandé quel serait, en bonne conscience, le jugement de l'histoire et de tout homme raisonnable à propos d'une semblable lutte... Telle est la substance de ce que j'ai dit au pape, et voici ce que j'en ai obtenu. Il voudrait un accommodement; on pourrait combiner la nomination des évêques pour remédier à la viduité des églises. Il y avait toutefois dans les propositions de MM. les évêques qui sont venus conférer avec lui certaines choses qui ne pouvaient se concilier avec sa manière de voir et son repos. Au reste, le concile fera sans doute sa proposition; sur cela, il se déterminera, et prendra aussi ses décisions suivant que ses lumières le lui dicteront... J'ai trouvé le pape, dit M. de Chabrol en terminant sa lettre, la tête remplie d'une mauvaise théologie et d'une histoire partiale entièrement écrite en faveur des papes; il paraît se placer maintenant entre le parti qu'il avait primitivement adopté avec MM. les évêques et celui qu'il a embrassé depuis dans ses momens d'aliénation d'esprit et d'inquiétudes morales. En tout cas, on ne peut se dissimuler que son caractère et ses opinions versatiles ne peuvent lui laisser la faculté de se prononcer dans les circonstances politiques où il se trouve. Il ne comprend pas les temps et les changemens qu'ils entraînent. Il ne répond rien à la raison aussi vraie que sublime

développée par sa majesté qui fit préférer aux premiers chefs de l'église le séjour de Rome à celui de la terre sainte. Il ne dit autre chose, sinon que ce fut la volonté de Dieu. Il se montre toujours aussi éloigné du séjour dans la capitale de l'empire, ne désirant que retourner à Rome, ou bien errer de ville en ville comme les apôtres du premier âge. Tout annonce une faiblesse de vues trop au-dessous de sa position (1)... »

Ces renseignemens sur les dispositions de Pie VII, quoiqu'ils ne fussent pas encore tout ce qu'il pouvait souhaiter, ouvraient une nouvelle perspective à l'empereur. Loin de désavouer hautement les concessions faites naguère aux évêques envoyés à Savone, le pape se montrait porté à y revenir moyennant de légères modifications. Sur ces données nouvelles, Napoléon résolut de ne pas lâcher absolument la partie. Quelques-uns des évêques étaient partis aussitôt après l'arrestation de MM. Hirn, de Broglie et de Boulogne; mais c'étaient les prélats les plus opposés à ses desseins, et l'empereur vit leur absence sans déplaisir. Il donna ordre au ministre des cultes de retenir au contraire tous les autres à Paris. Bientôt M. Bigot, confidentiellement instruit des desseins de son maître, reçut la mission de les faire venir chez lui les uns après les autres; il devait, dans ces tête-à-tête successifs, user de sa plus persuasive éloquence et de tous les moyens qui dépendraient de lui pour les ramener peu à peu à la cause impériale. S'il réussissait à gagner le plus grand nombre, on réunirait derechef le concile, et les difficultés qui avaient tout arrêté seraient aisément tournées. Ainsi qu'il était naturel, M. Bigot de Préameneu, qui avait assisté aux congrégations générales, commença par s'attaquer aux prélats chez lesquels il avait remarqué le plus de condescendance pour les propositions de l'empereur : c'étaient ceux-là mêmes qui témoignaient en ce moment le plus d'effroi au sujet de l'arrestation de leurs collègues. Son succès auprès d'eux fut assez facile. De proche en proche, presque tous les pères du concile s'étaient laissé persuader au bout de quinze jours. Il est vrai que Napoléon, ses plus habiles conseillers, et à leur tête son redoutable ministre de la police, qui se figurait avoir charge d'âmes dans l'église depuis qu'il avait arrêté trois évêques, s'étaient tous employés de leur mieux pour venir en aide à M. Bigot de Préameneu. Les insinuations, les menaces, les menaces surtout, ne furent point épargnées. Napoléon s'était particulièrement réservé le soin d'intimider les membres du sacré-collége. Il fit en pleine cour aux cardinaux Spina et Caselli des scènes qui les remplirent tous deux d'épouvante. Cependant il lui arriva de ne pas toujours

(1) Lettre de M. de Chabrol au ministre des cultes, 9 juillet 1811.

réussir. Peu de temps après la dissolution du concile, rencontrant dans les salons de Saint-Cloud l'évêque de Digne, M. Miollis, frère du gouverneur de Rome, l'empereur voulut à toute force le contraindre à se prononcer incontinent en sa faveur et contre le saint-père. M. Miollis essaya de se tirer d'embarras en répondant avec une simplicité toute chrétienne, bien placée dans sa bouche, car c'était un saint prêtre : « Sire, je suis dans l'habitude de ne prendre aucun parti important sans consulter le Saint-Esprit ; je vous demande donc un peu de temps. » A quatre jours de là, Napoléon l'aborda de nouveau. « Eh bien! monsieur l'évêque, lui dit-il, que vous a répondu le Saint-Esprit ? — Sire, repartit M. Miollis, il m'a répondu tout le contraire de ce que m'a dit votre majesté (1). »

Nous savons par le témoignage même de M. Carletti, évêque de Montepulciano, comment M. Bigot de Préameneu s'y prenait de son côté pour arriver aux mêmes fins. Le ministre des cultes, après avoir raisonné de son mieux avec le prélat qu'il tenait dans son cabinet, lui demandait de signer une sorte de formule d'adhésion au décret de l'empereur; cette formule était toute préparée sur son bureau. Après quelques hésitations, la plupart avaient fini par céder. Les évêques italiens s'étaient peut-être encore moins fait prier que les autres. Il n'en fut pas toutefois ainsi de M. Carletti. Ne voulant pas traiter à fond la question avec le ministre des cultes, il se contenta de lui répondre « qu'il était bien désolé de se voir obligé de refuser quelque chose à son souverain, mais que c'était un point fixé par la discipline générale de l'église. Au pape seul, il appartenait de donner l'institution canonique aux évêques. » M. Carletti ajouta qu'il ne pourrait admettre le décret sans perdre la confiance des fidèles de son diocèse et sans les scandaliser. — « Mais personne ne le saura. — Ma conscience le saura, et cela me suffit. — Vous vous imaginez donc que sa majesté voudra dépendre du pape pour l'institution des évêques? Cela ne sera jamais. » Cette fois M. Carletti ne répondit que par un signe de tête qui disait assez haut : en ce cas, le schisme est inévitable. Dans une seconde entrevue, le ministre de l'empire insista plus fortement. Il parla des concessions faites par sa sainteté, dont il avait les preuves en main; cela devait suffire pour passer outre. « Non, répondit le prélat italien, car elles n'ont ni la forme ni l'authenticité requises. — Vous vous trouverez en bien petit nombre, car la majorité a déjà souscrit. — S'il en est ainsi, vous n'avez aucun besoin de ma signature (2). »

(1) *M. Miollis, à propos des Misérables de M. Victor Hugo,* par M. Ch. de Ribbe. — M. Miollis, évêque de Digne, passe en effet pour avoir fourni les principaux traits de l'évêque mis en scène dans le roman de M. Victor Hugo.

(2) Lettre XIII de M. Carletti, insérée dans le volume XII des *Mémoires* de l'abbé Baraldi.

M. Bigot n'avait dit que la vérité à l'évêque de Montepulciano. La très grande majorité des évêques était maintenant acquise au récent projet de l'empereur. Chose singulière, c'était son propre oncle qu'il avait eu le plus de peine à persuader. Une conférence préliminaire avait eu lieu le 27 juillet chez le ministre des cultes entre les quatre-vingt-trois prélats qui étaient encore présens à Paris. Jamais le cardinal Fesch n'avait voulu y assister, encore moins la présider (1). Cette résolution toutefois ne dura guère. Le 3 août suivant, l'empereur, désormais assuré de l'assentiment des évêques, ayant décidé que le concile reprendrait immédiatement ses séances, le cardinal accepta de les présider, sans qu'il fût besoin pour cela de l'envoyer chercher par quatre fusiliers.

Quand Mmes de Murat et de Lameth apprirent que le concile allait être de nouveau réuni, elles se rendirent chez le cardinal Fesch pour lui parler encore une fois de l'évêque de Gand. — « Que voulez-vous que je fasse? je ne puis rien, leur dit-il; je ne suis pas bien avec l'empereur, et je n'ai aucun crédit. Ce matin, j'ai parlé en sa faveur, mais inutilement. L'empereur m'a d'ailleurs paru un peu moins irrité. — Cela paraîtrait indiquer, reprit Mme de Murat, qu'il ne serait pas fâché de voir les évêques du concile réclamer la liberté de leurs collègues. Si son éminence voulait bien en faire la motion, tous les évêques se joindraient certainement à lui, car ils avaient tous été attaqués dans la personne des trois malheureux prisonniers. — Cela est bien vrai, dit le cardinal; mais je ne puis ouvrir cet avis. De ma part, cela serait considéré comme un acte de révolte. » Il était persuadé d'ailleurs que peu de prélats parleraient en faveur des prisonniers et qu'ils ne seraient pas soutenus par les autres. « Que voulez-vous? D'un côté on a peur de Vincennes, de l'autre on craint de perdre ses revenus. — Mais, monseigneur, il y a des occasions où il est bien honorable d'être dépouillé de tout; on a du moins pour soi la paix de sa conscience, qui est d'un plus grand prix. — Vous en parlez comme une vraie sainte. » A quoi Mme de Murat répondit : « N'est-ce donc pas aux évêques à nous donner l'exemple? » Tel n'était pas apparemment l'avis du cardinal. Il se bornerait, quant à présent, à faire tout ce qui dépendrait de lui pour empêcher le schisme. « Nous sommes, ajouta-t-il, dans une position terrible; sans cela, je n'aurais jamais consenti à aller à l'assemblée de demain, que je ne regarde nullement comme un concile. Il n'y a plus eu de concile depuis le jour où ces messieurs ont été arrêtés. Ce jour-là, la liberté a cessé. Or il ne peut y avoir de concile sans liberté. Le concile n'a véritable-

(1) Lettres du cardinal Fesch à M. Bigot de Préameneu en date des 26 et 27 juillet 1811.

ment existé que pendant quatre ou cinq séances où l'on a pu donner réellement son opinion (1). » Le cardinal en terminant engagea ces dames à voir l'évêque de Nantes, qui avait très fortement parlé à l'empereur pour la mise en liberté des prisonniers, et qui pouvait beaucoup plus que lui.

Le lendemain, 5 août, peu de temps avant la séance du concile, M[mes] de Murat et de Lameth se rendirent chez M. Duvoisin. Il se montra très étonné, presque contrarié, mais surtout effrayé de ce que le cardinal leur avait dit qu'il avait demandé à l'empereur la liberté des prisonniers. Il n'en était rien; il ne se serait jamais permis pareille chose. « Il avait seulement donné à entendre à sa majesté que la délivrance de ces messieurs pourrait produire un bon effet sur le concile. L'empereur était d'ailleurs fort irrité contre l'évêque de Gand à cause de cette histoire de la Légion d'honneur. M[me] de Murat fit observer que cette affaire datait de bien loin, que l'arrestation avait eu lieu à propos du concile, et qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible, de faire croire au public que ces messieurs eussent été enfermés pour un autre sujet, car MM. les évêques de Tournai et de Troyes avaient aussi été arrêtés, quoiqu'ils eussent accepté et qu'ils portassent tous deux la croix d'honneur. » A cela, M. Duvoisin n'essaya même pas de répondre; M[me] de Murat insistait toujours. « Voilà pourtant un moment bien favorable, dit-elle, pour faire une réclamation en faveur des prisonniers; la démarche de l'épiscopat entier serait d'un grand poids. » Ce n'était pas l'avis de M. Duvoisin. Si quelques voix s'élevaient pour demander leur liberté, il ne les combattrait pas; il ne pouvait promettre davantage. Si quelqu'un était en mesure de faire une semblable motion, c'était le cardinal Fesch comme président. « Mais il nous a renvoyées à vous, vous nous renvoyez à lui, que faut-il en conclure? » M. Duvoisin, de plus en plus embarrassé, objecta qu'il n'avait plus ses entrées à la cour; l'empereur était d'ailleurs parti pour aller chasser au château de Rambouillet, qui était fort éloigné. Ces dames étaient un peu plus qu'étonnées. « Monseigneur, s'écria l'une d'elles, se rappelant sans doute 89 et les mouvemens généreux de cette glorieuse époque, est-ce vraiment possible? Quoi! les évêques réunis n'oseront pas réclamer la liberté des détenus? Autrefois il n'y aurait pas eu un seul corps de l'état qui n'eût senti en pareille circonstance qu'il y allait de son honneur. — Oui, cela est vrai; mais ce qui se faisait autrefois ne se fait plus aujourd'hui. » Sur ces paroles, M[mes] de Murat et de Lameth se retirèrent, trop

(1) *Conversation que j'ai eue avec le cardinal Fesch peu de jours après l'arrestation de mon frère.* (Manuscrit de M[me] la marquise de Murat.)

convaincues que l'évêque de Gand et ses co-détenus, les évêques de Troyes et de Tournai, ne devaient compter ni sur l'assistance de MM. Fesch et Duvoisin, ni sur le courage de leurs collègues du concile.

Que pouvait attendre l'église elle-même d'une assemblée dont le président et le principal meneur laissaient voir de semblables sentimens? Il nous tarde à nous-même d'en finir avec la séance du 5 août, qui allait clore si misérablement le concile de 1811. M. l'archevêque de Tours commença par y faire lecture d'un rapport qui donnait pour la première fois connaissance officielle des négociations entamées à Savone, et qui mettait enfin sous les yeux des prélats le texte positif de l'écrit laissé entre les mains du saint-père. Ce rapport avait été préalablement soumis à l'empereur, qui en avait retranché ce qui lui avait déplu (1). Le président ouvrit alors la discussion, d'abord sur deux propositions distinctes dont nous allons parler tout à l'heure, puis sur le projet de décret qu'il avait déjà individuellement offert à la signature des évêques. Le cardinal Maury s'empressa de faire remarquer que, les pièces en question étant déjà connues et approuvées de la majorité, la discussion devenait entièrement inutile. On mit donc aux voix séparément les deux propositions. La première était conçue à peu près dans ces termes : « le concile national est compétent pour statuer sur l'institution des évêques en cas de nécessité. » L'évêque de Chambéry demanda qu'on la rédigeât ainsi : « en cas d'extrême nécessité. » Cet amendement ne fut pas soutenu, et presque tous les évêques se levèrent pour l'adoption. Aussitôt qu'ils se furent rassis, l'archevêque de Bordeaux, se levant à son tour, déclara formellement qu'il n'adhérait en aucune manière à cet article, et qu'il persistait à regarder le concile comme absolument incompétent pour statuer en aucun cas sur l'institution canonique des évêques. Un petit nombre de ses collègues votèrent comme lui. La seconde proposition était la suivante : « si le pape refuse de confirmer le décret que le concile fera sur l'institution des évêques, ce sera là le cas de nécessité. » Cet article d'une si haute importance ne fut même pas mis aux voix; il fut adopté en silence par une sorte d'adhésion tacite. Ensuite on passa au décret lui-même, qui fut adopté par assis et levé à peu près à la même majorité que la première proposition. Le décret, signé par le président et les secrétaires du concile (on avait au début de la séance installé au bureau de nouveaux secrétaires), se composait des articles suivans :

(1) « Je vous renvoie le rapport de l'archevêque de Tours, où j'ai effacé les choses qui m'ont paru inconvenantes... » — L'empereur à M. Bigot, ministre des cultes, 21 juillet 1811. (Cette lettre n'est pas insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*.)

« Art. 1er. Conformément à l'esprit des saints canons, les archevêchés et évêchés ne pourront rester vacans plus d'un an pour tout délai; dans cet espace de temps, la nomination, l'institution et la consécration devront avoir lieu. — Art. 2. L'empereur sera supplié de continuer à nommer aux siéges vacans conformément aux concordats, et les nommés par l'empereur s'adresseront à notre saint-père le pape pour l'institution canonique. — Art. 3. Dans les six mois qui suivront la notification faite au pape par les voies d'usage de ladite nomination, le pape donnera l'institution canonique conformément aux concordats. — Art. 4. Les six mois expirés sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain ou, à son défaut, le plus ancien évêque de la province ecclésiastique procédera à l'institution de l'évêque nommé. S'il s'agit d'instituer le métropolitain, le plus ancien évêque de la province conférera l'institution. — Art. 5. Le présent décret sera soumis à l'approbation de notre saint-père le pape, et à cet effet sa majesté sera suppliée de permettre qu'une députation de six évêques se rende auprès de sa sainteté pour la prier de confirmer ce décret, qui seul peut mettre un terme aux maux des églises de France et d'Italie. »

« Après cette honteuse conclusion, dit la relation manuscrite à laquelle nous avons emprunté une partie des détails qu'on vient de lire, l'assemblée se sépara. On remarquera, ajoute notre auteur inconnu, mais qui appartient évidemment au clergé, que jusqu'alors le concile avait fortement tenu à ne voter qu'au scrutin, soit dans les élections, soit dans les questions un peu importantes, et cela pour conserver une apparence de liberté. Dans cette occasion, la plus grave de toutes, on n'osa même pas réclamer cette forme protectrice de la liberté des suffrages (1). » Les prélats présens à l'assemblée du 5 août étaient au nombre de quatre-vingts environ. On croit savoir que treize d'entre eux se prononcèrent contre le décret proposé. Ce furent, assure-t-on, outre l'archevêque de Bordeaux, qui avait opiné tout haut, les évêques de Jéricho, d'Agen, de Grenoble, de Montpellier, de Mende, de Digne, de Vannes, de Saint-Brieuc, l'abbé Bragousse de Saint-Sauveur, nommé à l'évêché de Poitiers. A ces noms, M. Picot ajoute ceux des évêques d'Angers, de Limoges et de Namur. L'évêque de Soissons, retourné dans son diocèse, arriva trop tard à Paris pour se rendre à l'assemblée. Il vit le ministre des cultes, qui ne manqua pas de l'engager à suivre l'exemple de ses collègues, lui disant avec un air de triomphe qu'il n'y avait eu que treize prélats qui avaient refusé leur signa-

(1) Relation manuscrite du concile national trouvée dans les papiers de M. de Broglie, évêque de Gand.

ture. « S'il en est ainsi, répliqua M. de Beaulieu, veuillez me compter pour le quatorzième. »

Ainsi finit le concile national de 1811, vérifiant la cynique prophétie du cardinal Maury, prophétie dont il était si content qu'il n'avait pas cessé d'aller la répétant à tout propos depuis la dissolution du concile : « notre vin n'a pas été trouvé bon en cercle, vous verrez qu'il sera meilleur en bouteilles. » Un autre mot moins connu, également sorti d'une bouche ecclésiastique, nous indique ce que la postérité pensera peut-être un jour du parti auquel s'arrêtèrent en cette solennelle circonstance les membres les plus nombreux de l'épiscopat français. Au cardinal Pacca, qui parlait sévèrement devant lui de la conduite de la majorité du concile réuni à Notre-Dame, un évêque de la restauration dont la conduite n'avait pas été des plus fermes pendant l'empire répondit par forme d'excuse : « Que voulez-vous, éminence? il n'y a pas de bon cheval qui ne bronche. — Peut-être, repartit l'éminence italienne, mais toute une écurie! »

On ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse en songeant à cette dernière séance du concile national. Il avait mieux débuté. A défaut de plus fortes convictions, l'esprit de corps avait suffi aux membres de cette assemblée pour résister tant bien que mal aux fantaisies de Napoléon aussi longtemps qu'il leur avait été permis de délibérer en commun; ils ne surent plus se défendre contre lui à partir du jour où il entreprit de les intimider et de les séduire isolément. Pour continuer à dérouler la suite de ce drame, il nous faut présentement retourner auprès du malheureux prisonnier de Savone. Les scènes qu'il nous reste à raconter ne seront pas, hélas! moins fâcheuses; nous allons voir d'autres piéges, non moins perfidement tendus, envelopper le chef de la catholicité, et celui-ci même y tomber. Le tour de Pie VII était venu après celui des évêques de France. Comme eux, comme tout le monde à cette fatale époque, il était destiné à plier devant l'homme extraordinaire qui, chose déplorable à confesser, n'a guère rencontré qu'après sa chute de contradicteurs véritablement résolus.

D'HAUSSONVILLE.

LES

DERNIERS MARINS

DU RÈGNE DE LOUIS XIV

II.

LA MARINE DE COURSE. — FORBIN ET DU GUAY-TROUIN. — L'EXPÉDITION DE RIO-JANEIRO.

Si au commencement de l'année 1706 Tourville et Jean Bart, sortant de leurs tombeaux, eussent revu ces ports de France qu'ils avaient laissés si puissans et si formidables, ils auraient été frappés d'un triste spectacle. Au lieu de ces nombreuses escadres remplissant la rade, de ce mouvement perpétuel d'approvisionnemens et de service qui la couvrait d'embarcations, ils n'eussent aperçu çà et là que quelques bâtimens ou de faibles divisions de vaisseaux mal armés, mal gréés, tout meurtris encore de blessures, et ne se réparant qu'avec lenteur (1). L'aspect d'une rade et d'un port offre à l'œil d'un marin exercé des symptômes qui ne le trompent pas et qui lui révèlent la prospérité ou la décadence de son arme. La dissémination de ces forces, l'insuffisance des ressources, cette activité pour ainsi dire tronquée, attestaient tous les résultats désastreux d'une guerre faite sans suite et sans succès. Partout régnaient la confusion et le désordre. Certaines fournitures abondaient, d'autres manquaient complétement. Les bâtimens qu'on réussissait à armer

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1868.

ne pouvaient sortir faute de vivres, ceux pour lesquels les vivres étaient prêts attendaient inutilement leur mâture. On donnait à des vaisseaux des mâts de frégates, tandis que de légers bâtimens dont on avait hâte de se servir étaient surchargés de voilure. D'ailleurs les bois que fournissaient les contrées du nord, la Suède, la Norvége, la Russie, n'arrivaient plus, interceptés par les croisières anglaises, qui déjà réclamaient sur les neutres le droit de visite. C'est à ce moment, où la marine d'escadre, laissée sans secours et sans argent, avait presque cessé d'exister, que M. de Pontchartrain lui fit subir une transformation qui lui donna quelques années d'une existence glorieuse et nouvelle. Malheureusement il était facile de prévoir qu'elle aurait les plus ruineuses conséquences.

I.

En 1706, M. de Pontchartrain déclara tout à coup que le roi mettait à la disposition des armateurs de son royaume ses vaisseaux, frégates et bâtimens légers, ses arsenaux, agrès et munitions. Les équipages de ces bâtimens, qui ne devaient cesser d'appartenir au roi, seraient soldés et entretenus en tout ou en partie, selon les conditions du contrat, par les armateurs; les officiers, relevant de l'amirauté, pourraient être pris parmi les officiers de la marine royale ou parmi ceux de la marine de commerce; on admettrait même ces derniers dans la marine royale avec des grades correspondant à ceux qu'ils occupaient. Le roi s'engageait à supporter seul les pertes de capture ou de naufrage; les armemens et les réparations devaient se faire de compte à demi dans certaines circonstances. Enfin un cinquième sur toute prise, aux termes de la déclaration, serait prélevé pour le compte du roi. Une marine de course incomparable sortit de ces ordonnances; mais il s'ensuivit une perturbation profonde et la désorganisation presque complète du corps des officiers de la marine royale, qui jusque-là, sauf de rares exceptions, avaient tous été recrutés dans la noblesse. Ces officiers virent avec douleur les nouvelles ordonnances, ils comprirent qu'elles élevaient seulement une marine d'aventure sur les débris de nos véritables forces. Ils ne s'accommodaient en même temps ni des nouveaux camarades qu'elles leur donnaient, ni de la position inaccoutumée qu'elles leur faisaient. Aussi, pendant que les plus élevés en grade, à qui le commandement de navires isolés ou de petites divisions ne pouvait naturellement appartenir, se retiraient dans leur province ou à la cour, la plupart des autres abandonnèrent une carrière qui ne leur convenait plus, et continuèrent à servir le roi dans les armées de terre. Ceux qui restèrent, retenus par un amour sérieux de leur carrière ou leur ambition, n'acceptèrent la marine

de course qu'avec un sentiment de mélancolie et en quelque sorte comme un pis-aller de la gloire. Leurs regrets sont excusables. Un officier en effet sert l'état par le désir naturel de se distinguer et d'avancer moins que par l'appât du gain, et, si l'on obéit facilement aux ordres de ses chefs, on ne se soumet qu'à contre-cœur aux volontés et aux exigences d'un armateur ou d'une compagnie commerciale. Enfin ce n'est pas seulement l'orgueil de la naissance ou d'une position exceptionnelle qui fait que les classes élevées d'une société cherchent à se maintenir dans une sphère à part, c'est la répugnance instinctive qu'elles éprouvent à subir le contact, les habitudes et le commerce d'hommes dont le mérite au fond peut être égal au leur, mais qui n'ont ni cette élégance de mœurs ni cette politesse d'éducation et de manières qui deviennent, quand on en a joui, un impérieux besoin. D'ailleurs ces officiers rendirent à la nouvelle marine, en ne la quittant point, un véritable service; ils y conservèrent les traditions d'ordre et de discipline, ils lui donnèrent de la tenue et de la dignité, et lui communiquèrent l'éclat de vieux noms qu'elle n'aurait pas eu sans eux. Quelque chose pouvait en même temps les consoler dans leurs regrets : c'était de voir à leur tête deux hommes déjà illustres, dont l'un, le chevalier de Forbin, appartenait à leur caste par sa naissance, dont l'autre, Du Guay-Trouin, venait par ses exploits de se faire confirmer des titres de noblesse oubliés, il est vrai, jusque-là, mais authentiques. C'était avec ces deux chefs et d'autres tels que Ducasse, Vié, Cassard, que la nouvelle marine, riche de son matériel, puissante encore par ses traditions et jeune par son élan, allait remplir honorablement la place que la marine d'escadre lui avait abandonnée.

En 1706, le roi avait nommé Forbin au commandement de l'escadre de Flandre. C'était l'héritage de Jean Bart, de Saint-Pol et de Pointis que le chevalier recueillait, et il voulut en être digne. Comprenant mieux que personne cette cour vieillie de Louis XIV, où les plans de campagne se traçaient dans le cabinet de Mme de Maintenon, où l'on avait plus besoin d'appuis que d'actions d'éclat pour se maintenir, où la chose la plus importante était de se montrer à Versailles chaque saison afin de détruire les calomnies, il résolut d'avoir carte blanche pour ses opérations prochaines. Il y parvint grâce à l'amitié du premier valet de chambre du roi, Bontemps, qui parla pour lui au prince et lui promit de recommencer en temps opportun. Il se rendit alors immédiatement à Dunkerque, où il trouva l'arsenal en grand désordre. Il fut obligé de faire calibrer les fusils d'une manière uniforme, rassembla ce qu'il put de sabres, acheta le reste ainsi que de la bonne poudre, et, après mille discussions avec l'intendant, le contrôleur et le garde-magasin, parvint à équiper une escadre de 8 vaisseaux.

Deux jours après sa sortie, il rencontrait vers Ostende une flotte anglaise de plus de 40 voiles, escortée d'un gros vaisseau et de 2 frégates. Il la joint, et lui enlève 10 bâtimens richement chargés, qu'il expédie à Dunkerque. Il va ensuite faire de l'eau dans un petit port du Danemark. Le gouverneur lui dépêche un officier pour lui dire que, si l'escadre était composée de bateaux marchands, elle pourrait rester tant qu'il lui plairait, mais que, ne comprenant que des navires de guerre, elle eût à sortir sur-le-champ. Le chevalier se garde bien de violer ouvertement la neutralité du Danemark; il fait offrir des rafraîchissemens à l'officier, le grise, et ne le renvoie à terre que lorsque les provisions sont faites. Cependant une escadre anglaise de 15 vaisseaux cherchait Forbin. Il l'apprend, lui échappe en faisant le tour de l'Écosse et de l'Islande, s'empare en route d'un navire de la compagnie hollandaise des Indes qui portait 60,000 écus d'argent monnayé avec une cargaison d'à peu près égale valeur, se rend à Brest, où il se répare pendant quelques jours, et reprend la mer.

Cette fois-ci, après avoir encore été forcé de plier devant une escadre anglaise de 12 vaisseaux qui croisait dans la Manche, il rencontre à la hauteur de Hambourg une flotte hollandaise de près de 100 voiles venant de Norvége sous l'escorte de 6 vaisseaux d'environ 50 pièces de canon chacun. Ces six bâtimens s'étant rangés en ligne pour l'attendre après avoir fait passer leur flotte marchande sous le vent, Forbin accepte aussitôt le combat. Il n'avait plus que 7 bâtimens, le huitième étant allé se radouber à Dunkerque. Hennequin et François-Cornil Bart, fils de Jean Bart, ont ordre, avec leurs frégates de 30 et de 16 canons, d'attaquer le vaisseau de l'arrière-garde des ennemis. Quatre autres de ses bâtimens doivent se choisir chacun un adversaire, et Forbin se réserve le commandant. Il laisse porter sur lui. Les soldats et les matelots sont à chaque canon en nombre suffisant pour le servir; le reste de l'équipage, armé de fusils et de grenades, les officiers en tête, est posté sur le gaillard d'arrière et sur la dunette, les grappins sont prêts à être lancés. Malgré un feu violent de canon et de mousqueterie, Forbin aborde le vaisseau anglais, laisse tomber ses grappins, couvre de grenades et de balles le pont et les gaillards de l'ennemi, qui commence à chanceler. Alors le jeune d'Escalis se jette à bord, suivi de Forbin, qui crie à son équipage : « Allons, enfans, à l'œuvre; » mais presque aussitôt il revient sur ses pas pour obliger tout le monde à le suivre et à soutenir ceux qui les premiers se sont lancés à l'abordage. C'est à ce moment que d'Escalis lui crie : « A moi, chevalier, nous sommes les maîtres, j'ai tué le capitaine! » L'équipage hollandais, se voyant sans chef, se rend aussitôt.

Pendant que les matelots étaient occupés à piller de toutes mains, M. de Tourouvre, qui avait manqué l'abordage dont il était chargé, vient se traverser sur l'avant du vaisseau de Forbin et de celui qui était pris, et à bord duquel le feu se déclare. Le vent, qui soufflait de l'arrière et qui était violent, propage rapidement l'incendie; la position se fait critique. Forbin, ne pouvant se résoudre à couper ses mâts pour se dégager, ayant une partie de son équipage, et la meilleure, sur le vaisseau embrasé, force de voiles sur le vaisseau de M. de Tourouvre, et l'écarte, mais non sans dommage, car dans le froissement des deux navires la poupe de Tourouvre lui enlève son taille-mer et six mantelets de sabords. C'était échapper à un danger pour tomber dans un autre. L'eau entrant abondamment par ces six sabords ouverts, Forbin fait passer pour se réparer tout son équipage du côté qui n'était point endommagé; au même instant, un vaisseau ennemi se présente. Mis dans l'alternative de vaincre ou de se noyer, Forbin offre au vent le côté malade, accroche le hollandais, et le prend à l'abordage. Il bouche alors avec des planches et des toiles goudronnées ses sabords restés ouverts, et fait le signal de ralliement. Un de ses capitaines a l'ordre d'amariner la dernière prise; mais elle est si maltraitée qu'elle coule à fond avant que cet ordre puisse être exécuté. Le premier adversaire de Forbin, qui a continué de brûler, saute à ce moment. M. de Tourouvre heureusement avait pu retirer les hommes de l'équipage de Forbin qui s'étaient élancés sur le navire ennemi. De leur côté, Hennequin et Bart avaient pris le vaisseau contre lequel on les avait lancés. Les trois autres navires de guerre hollandais et les vaisseaux marchands convoyés s'étaient échappés.

Forbin revint à Dunkerque, et se rendit immédiatement à Versailles. Il savait qu'il ne fallait pas se laisser oublier. Il obtint à grand'peine la grade d'enseigne de vaisseau pour d'Escalis. On lui promit de s'occuper prochainement de lui-même, et il repartit après avoir fait approuver ses projets. Il s'agissait d'enlever les flottes anglaise, hollandaise et hambourgeoise qui faisaient voile toutes les années pour Archangel. Après avoir attendu quelque temps les pilotes pour les mers du nord qu'il avait demandés au ministère et que celui-ci répondit enfin n'avoir pu se procurer, Forbin partit avec 6 vaisseaux et frégates, 4 barques longues et 6 petits corsaires qui voulurent partager sa fortune. Sur l'avis qu'une flotte anglaise de 80 navires, escortée par 3 vaisseaux, venait de sortir des dunes et faisait voile vers l'ouest, il se dirigea immédiatement de ce côté. Le lendemain, il la découvrit. Les 3 vaisseaux d'escorte étaient de 78 pièces de canon. MM. de Roquefeuille et de Nangis, avec leurs frégates, furent chargés d'attaquer le vaisseau de l'arrière-garde des ennemis, MM. de Hennequin et de Vesin celui de l'avant-garde,

Forbin et le comte d'Ilié se réservèrent le commandant. Tourouvre, Bart et les 4 barques longues devaient porter secours où besoin serait, et les corsaires se jeter sur la flotte marchande dès qu'ils verraient qu'on avait l'avantage.

La première partie de l'attaque fut exécutée à la lettre. MM. de Roquefeuille et de Nangis, secondés par Tourouvre, enlevèrent l'anglais à l'abordage après l'avoir canonné avec une parfaite précision. A l'arrière-garde, M. de Vesin fut tué à la première décharge. M. d'Acy, son second, fut blessé presque aussitôt; mais il n'en continua pas moins à poursuivre, en le canonnant, le bâtiment qu'il combattait, et qui prit chasse avec une marche supérieure. Hennequin, dont le vaisseau n'était pas fin voilier, abandonna la poursuite, et, voyant le chevalier de Forbin vivement pressé, vint à son secours. Celui-ci, mal secondé par le comte d'Ilié, n'en avait pas moins échangé avec son ennemi un feu de mousqueterie et de canon excessivement meurtrier. Fatigué de ce carnage inutile, il fit tous ses efforts pour tenter l'abordage. Au moment où, avec son sang-froid ordinaire, il donnait l'ordre de laisser tomber les grappins, Forbin aperçoit dans la batterie de l'ennemi un homme vêtu d'un habit gris-de-fer qui excitait les siens l'épée à la main. Ne doutant pas que ce ne fût le capitaine, il tire sur lui un coup de fusil qui l'atteint. A peine cet officier fut-il tombé qu'un grand désordre se manifesta sur son bord. Forbin en profita pour lancer ses abordages, d'Alonne et d'Escalis en tête, et le vaisseau allait se rendre lorsque les grappins se rompirent. Forbin, n'ayant plus près de lui que la moitié de son équipage, et voyant le reste, avec ses meilleurs officiers, exposé au plus vif danger, car les ennemis, qui avaient repris courage, les chargeaient vigoureusement, entraîné d'ailleurs sous le vent par un courant de marée, Forbin prit le parti de courir un bord et de revirer pour essayer un second abordage. A ce moment, heureusement le grand mât de l'ennemi tomba, et, Hennequin et Tourouvre l'ayant abordé, il amena son pavillon. D'Alonne seul demeurait avec quelques hommes à bord du vaisseau anglais. D'Escalis, tué d'un coup de fusil, avait payé d'une belle mort sa gloire récente. On y trouva également de Sainte-Honorine, lieutenant de vaisseau, qui avait eu les deux bras et les deux jambes emportés. Il vécut quelques jours encore après de cruelles opérations. Forbin adoucit toutefois ses derniers instans. Ayant écrit au ministre que ce noble débris humain n'aurait pas longtemps à jouir des grâces qu'on lui accorderait, il put déposer sur la poitrine de Sainte-Honorine mourant la croix de Saint-Louis et voir ses yeux s'animer d'un dernier éclair quand il lui remit le brevet de capitaine de vaisseau. Nos corsaires, qui avaient attaqué les marchands, avaient enlevé 22 bâtimens, et ce fut avec cette flottille de prises que Forbin revint à

Dunkerque pour y recevoir du roi le titre de comte et le grade, si impatiemment attendu par lui, de chef d'escadre.

On n'allait point tarder à l'employer dans cette nouvelle position, et cette fois en lui donnant, ce qui était un honneur de plus, Du Guay-Trouin pour lieutenant. L'illustre marin de Saint-Malo revenait alors de plusieurs courses aventureuses, et avait obtenu à son retour la croix de Saint-Louis. Le roi lui confiait en outre le commandement de 5 bâtimens. C'étaient le *Lys*, de 74 canons, l'*Achille*, de 66, le *Jason*, de 54, la *Gloire*, de 40, l'*Amazone*, de 36, et le *Maure*, de 50. Du Guay-Trouin leur avait choisi pour capitaines ses vieux compagnons de mer, MM. de Beauharnais, de Courserac, de La Jaille, de Nesmond et de La Moinerie-Miniac. Forbin de son côté avait une escadre de 8 bâtimens de 44 à 60 canons, et pour capitaines MM. de Tourouvre, de Roquefeuille, Hennequin, de Nangis, de Vesin, d'Ilié et Bart. Forbin et Du Guay-Trouin reçurent l'un et l'autre à Brest, où s'étaient armés leurs navires, une lettre de M. de Pontchartrain leur ordonnant de prendre la mer pour intercepter une flotte considérable chargée de troupes et de munitions de guerre que la reine d'Angleterre envoyait en Portugal et en Catalogne au secours de l'archiduc. Le comte de Forbin, comme chef d'escadre, avait le commandement supérieur. Il hâta ses derniers préparatifs et appareilla.

Après trois jours de croisière à l'ouverture de la Manche, Forbin changea tout à coup de route et se dirigea du côté de Dunkerque. Du Guay-Trouin, pensant qu'il avait fait quelque découverte, cingla également dans cette direction, et aperçut effectivement aux premières lueurs du matin une nombreuse flotte qui devait être celle qu'on leur avait annoncée. Il se disposait à aller trouver Forbin pour concerter l'attaque avec lui lorsque celui-ci hissa pavillon de chasse. Du Guay-Trouin l'imita, et comme son escadre, carénée de frais, avait une marche supérieure, il fut bientôt à une portée de canon de l'ennemi. Il attendit alors que Forbin, qui était son commandant, lui fît le signal d'attaque; mais, contre toute prévision, et quoique le temps permît de porter les perroquets, le comte mit en travers et s'occupa de prendre des ris. Du Guay-Trouin se vit contraint de l'imiter, et pendant ce délai la flotte marchande forçait de voiles en différens chemins. La manœuvre intempestive de Forbin lui était-elle inspirée par le regret jaloux d'être distancé et de ne point commencer lui-même le combat? On aurait lieu de le croire, car son caractère altier ne pouvait souffrir de rival. Quoi qu'il en soit, Du Guay-Trouin, ne recevant point d'ordre, voyant que le jour s'avançait, car il était déjà midi et l'on se trouvait au mois d'octobre, résolut de ne point différer davantage et d'ouvrir l'action. Les cinq vaisseaux qui escortaient la flotte marchande, se

plaçant entre elle et l'ennemi, s'étaient rangés en ligne. Au centre était le *Cumberland*, de 82 canons, commandé par l'amiral Richard Edwards. Du Guay-Trouin, après avoir désigné à chacun de ses capitaines le vaisseau qu'il devait attaquer, se réserva le *Cumberland* en recommandant à M. de La Jaille, qui montait la *Gloire*, de lui jeter, aussitôt qu'il serait accroché, une partie de son équipage. Enfin, songeant aux intérêts de ses armateurs, il prescrivit à M. de Nesmond, qui commandait l'*Amazone*, la meilleure frégate de son escadre, de se lancer au milieu du convoi et de faire le plus de prises qu'il lui serait possible, si toutefois aucun des vaisseaux du roi n'avait besoin de son secours. Ces instructions une fois données, Du Guay-Trouin, ayant fait coucher tout son monde sur le pont et dans les batteries, s'avança sur le *Cumberland* sans tirer un coup de canon. Il reçut tranquillement la bordée du *Chester*, matelot d'arrière de l'amiral, et celle du *Cumberland* lui-même. Debout sur sa dunette, observant avec joie qu'aucun boulet ne lui a fait d'avarie majeure, il semble habiter et diriger seul son vaisseau, dont le silence menace et déconcerte l'ennemi. Quand il n'est plus qu'à quelque distance, il feint tout à coup de plier. Le *Cumberland*, trompé, le poursuit; mais au même instant Du Guay-Trouin revient sur lui, et engage dans ses grands haubans le beaupré du vaisseau anglais. Ce mouvement inattendu et plein d'audace rend inutile toute l'artillerie du *Cumberland* pendant que celle du *Lys* peut au contraire l'enfiler de bout en bout. En effet, les matelots, qui se sont relevés, courent à leurs fusils, à leurs pièces chargées de mitraille, et jonchent le vaisseau ennemi de morts et de blessés. Il n'y a plus qu'à saisir à l'abordage le *Cumberland*, désemparé et sanglant; mais son beaupré, qui s'est rompu dans les haubans du *Lys*, n'offre qu'un chemin étroit et dangereux. Un contre-maître, Honorat Toscan, s'y élance le premier, et, profitant de la consternation répandue à bord par les décharges du *Lys*, court au pavillon, dont il coupe la drisse. Il va s'en emparer lorsque quatre soldats s'avancent sur lui le sabre haut. Sans perdre la tête, il jette le pavillon à la mer, y plonge ensuite, le rattrape, gagne à la nage un canot qui se trouve démarré derrière le vaisseau, en hisse la voile, et rejoint avec son glorieux trophée l'*Achille*, qui est en train de se réparer. D'autres avaient suivi Honorat à bord du *Cumberland*, mais en petit nombre à cause de la difficulté du passage. Alors M. de La Jaille, qui devait mettre son monde à bord du *Lys*, ne pouvant le faire à son aise à cause de la position de ce navire, prend le parti d'élonger le *Cumberland*, et vient placer son beaupré sur la poupe de Du Guay-Trouin. Le *Cumberland* se rend alors. Après ce premier avantage, Du Guay-Trouin déborde du vaisseau anglais et regarde où en est le combat afin de courir où il y aura besoin.

Le chevalier de Beauharnais, avec l'*Achille*, avait abordé le *Royal-Oak*, et il allait y descendre avec son équipage lorsque le feu avait pris à son bord à des gargousses. L'explosion avait défoncé ses ponts et lui avait tué une centaine d'hommes. Il s'était alors éloigné, et le *Royal-Oak*, dont le beaupré s'était rompu dans l'abordage, en avait profité pour prendre la fuite. Le chevalier de Courserac avait fait par la rupture de ses grappins un faux abordage sur le *Chester*. Le chevalier de Nesmond, avec l'*Amazone*, s'était empressé d'occuper sa place; mais, ayant mal calculé la distance, il avait dépassé l'ennemi. Courserac était alors revenu, et s'était rendu maître du *Chester*. M. de La Moinerie-Miniac avait soutenu, depuis le commencement de l'action, un combat meurtrier avec le *Ruby*, lorsque l'escadre de Forbin était enfin arrivée. Le comte lui-même était venu donner à toutes voiles contre la poupe du vaisseau anglais, et l'avait forcé d'amener son pavillon.

D'autres navires de cette escadre s'étaient mis à la poursuite du convoi, dont l'*Amazone*, après son abordage manqué du *Chester*, avait, selon les instructions de Du Guay-Trouin, capturé un grand nombre de bâtimens. Enfin deux capitaines de Forbin, le chevalier de Tourouvre, qui montait un vaisseau de 54 canons, et Bart, qui commandait le *Salisbury*, donnaient la chasse au *Devonshire*, le seul des vaisseaux anglais qui fût resté sans adversaire, et qui, avec ses 92 canons, écrasait leurs faibles navires du feu de son artillerie. L'abordage n'était pas possible, car la mâture des deux vaisseaux français n'atteignait pas aux barres du *Devonshire*. Cependant ils ne se décourageaient pas, et Bart venait de prendre près de l'ennemi la place que Tourouvre abandonnait un instant pour se réparer. Du Guay-Trouin hésitait entre le désir de les aider et l'envie d'amariner le *Royal-Oak*, proie certaine, s'il était poursuivi. Ce fut pour le parti le plus généreux qu'il se décida. Il rejoignit le *Devonshire*, et, l'élongeant à portée de pistolet, il allait l'aborder quand il vit sortir de sa poupe une épaisse fumée. Il attendit alors que ce commencement d'incendie se fût éteint, et resta pendant près de trois quarts d'heure sous le feu meurtrier de son ennemi, ne pouvant tenter l'abordage, car l'incendie continuait, et ne voulant pas l'abandonner. Enfin, désespéré et ayant perdu 200 hommes, il résolut de l'accoster à tout prix. Déjà les vergues des deux vaisseaux se croisaient, lorsque de Brugnon, l'un des officiers de Du Guay-Trouin, l'avertit que le feu, jusque-là concentré dans la poupe du *Devonshire*, gagnait ses haubans et ses voiles de l'arrière. Il n'y avait pas un instant à perdre. Du Guay-Trouin envoya ses officiers, armés de haches, couper au bout des vergues les manœuvres, qui s'étaient déjà mêlées, appareilla ses voiles de l'avant, fit changer la barre de son gouvernail, et fut assez heureux pour se dégager. Il

fut alors témoin de l'agonie de ce grand navire, qui implorait des secours et auquel l'imminence d'une explosion rendait impossible d'en porter. Au bout d'un quart d'heure, pendant lequel le feu l'avait embrasé de l'arrière à l'avant, il sauta. Il y avait à bord plus de 1,000 hommes d'équipage et plus de 300 passagers, officiers et soldats.

Le combat était terminé. Des 5 vaisseaux ennemis, l'un, le *Devonshire,* avait sauté, 3 autres avaient été pris, et le dernier, le *Royal-Oak*, le fut le lendemain par Forbin et de Nangis, qui le rencontrèrent au large. La plus grande partie de la flotte avait été capturée. Elle l'eût été tout entière sans le malentendu qui survint au commencement du combat entre Du Guay-Trouin et Forbin. Tous deux se firent des reproches. Du Guay-Trouin se plaignit de l'indécision de son chef, Forbin de la précipitation de son lieutenant, qui avait attaqué sans ordres; mais Forbin eût dû se rappeler qu'il ne lui en avait donné d'aucune sorte, et que dans un combat le devoir de l'inférieur, s'il est livré à lui-même, est de marcher au feu sans attendre de signal. La belle part de cette affaire revient à Du Guay-Trouin. Il faut ajouter cependant que, s'il remporta la victoire, ce fut Forbin qui la compléta. Les deux escadres firent voile vers Brest. Elles y rentrèrent précédées de la flotte marchande, et traînant à la remorque les vaisseaux ennemis au milieu des acclamations et de l'enthousiasme de la population, accourue de tous les côtés. Les matelots de Forbin et de Du Guay-Trouin, en amenant ces prises anglaises sur une rade de France, criaient avec une dérision pleine d'orgueil : « Place aux maîtres de la mer! »

II.

Le combat du 22 octobre 1706 ne devait pas avoir seulement le résultat d'une course heureuse, il avait influé d'une manière décisive sur les affaires d'Espagne. Les Portugais et l'archiduc Charles venaient en effet de livrer à Philippe V la bataille d'Almanza, et l'avaient perdue. Ils se retiraient, mais en bon ordre, sur le Portugal, et n'attendaient pour reprendre l'offensive que les convois de troupes et de munitions de l'Angleterre et de la Hollande. C'étaient ces secours que Forbin et Du Guay-Trouin avaient interceptés, et le combat du 22 octobre complétait de la sorte au profit de Philippe V la bataille d'Almanza. D'ailleurs la marine de course était alors à son apogée. Entre Forbin et Du Guay-Trouin, d'autres hommes, bien que d'une renommée moins éclatante, y avaient conquis une belle place. M. de Langon, avec sa seule frégate, soutenait à l'extrémité de la péninsule, près du détroit de Gibraltar, un combat glorieux contre 3 vaisseaux anglais; Duquesne-Mosnier et Coetlogon, avec

quelques frégates échappées au grand naufrage de la marine, faisaient la course pour le compte du roi; Vié et Cassard enfin, tous deux Nantais, tous deux nés en 1672, pleins de jeunesse et de bravoure, s'avançaient d'un pas égal dans une carrière de périls et de gloire. Vié, qui avait commencé à naviguer en 1688, était à la bataille de La Hogue pilote sur le vaisseau du roi le *Brave*. Depuis 1703, il naviguait pour le compte des armateurs de Saint-Malo, et avait pris à lui seul aux alliés plus de 50 navires richement chargés. Enfin, avec un bâtiment de 26 canons, il venait de faire prisonnier lord Hamilton, gouverneur des Antilles anglaises, quoiqu'il fût escorté de deux navires, l'un de 24, l'autre de 18. Cassard, qui s'était fait remarquer de Pointis lors de l'expédition de Carthagène dans le périlleux service des galiotes à bombes, avait été récemment nommé lieutenant de vaisseau par le roi, et, comme si ce grade eût découvert à son ambition des horizons nouveaux, le chef d'escadre plein de coup d'œil et de science perçait déjà en lui sous l'heureux et intrépide armateur.

La Hollande était épuisée, l'Angleterre pleine d'inquiétude. Il semblait qu'elle eût affaire à d'insaisissables ennemis. Elle multipliait ses flottes; mais le blocus était presque impossible à établir. D'ailleurs elle croyait encore que la France avait des escadres, et s'épuisait en vaisseaux pour empêcher toute sortie de nos grands ports de guerre, tandis que de nos moindres ports marchands, de la plus petite baie, de nombreux corsaires s'élançaient pour courir sus aux navires de commerce, dont le nombre considérable offrait toujours une proie facile. Le seul port de Dunkerque, pendant cette guerre, mit à la mer jusqu'à 792 bâtimens corsaires, dont plusieurs faisaient trois ou quatre courses par an. Le parlement anglais retentissait des plaintes des négocians, qui reprochaient à l'amirauté de ne pas donner des escortes suffisantes aux flottes de commerce et de ne point avoir de croisières aux points essentiels de la Manche. L'amirauté, surprise par cette guerre de course qui avait pris tout à coup une si vaste extension, ne sachant pas encore préserver tous les endroits vulnérables, sentait que ces reproches étaient fondés, et redoublait d'efforts avec d'autant plus d'énergie que le combat du 22 octobre lui avait montré tout ce qu'il lui faudrait de persévérance et de sacrifices pour se rendre maîtresse de la position.

Ainsi la marine de course réalisait ce qu'on avait attendu d'elle. Elle enrichissait les armateurs et le roi, elle tenait en éveil l'Angleterre et la Hollande, ruinait leur commerce, les épuisait par l'entretien de flottes nombreuses. Elle avait ses illustrations et ses gloires, et, recevant enfin des événemens une sorte de consécration politique, elle succédait à la marine royale dans ce rôle d'influence

sur les affaires de l'Europe que celle-ci avait joué jusqu'alors. Ce fut dans ces circonstances qu'on résolut de profiter du degré de réputation auquel elle venait de s'élever et des ressources dont elle disposait pour tenter contre l'Angleterre un coup décisif. Les discussions intestines de ce pays, où il s'agissait d'une restauration des Stuarts, donnaient lieu de penser qu'on pourrait le frapper à la fois par la politique et par les armes. Pontchartrain fit en conséquence appeler le comte de Forbin, et lui dit que le roi préparait à Dunkerque un armement de plusieurs de ses vaisseaux et de 6,000 hommes de troupes de débarquement, qu'il lui en confiait le commandement, et qu'au retour de l'expédition le grade de lieutenant-général lui était assuré. Le comte accepta d'abord avec joie; mais quand le ministre eut ajouté que cet armement était destiné à rétablir Jacques III en Écosse et en Angleterre, Forbin, qui connaissait toutes les difficultés de la navigation dans ces parages, tout le péril d'un débarquement, qui, par ses fréquentes relations avec les deux pays, savait combien peu y était populaire l'idée d'une restauration, Forbin déclara nettement que les conspirateurs avaient tout exagéré, hors les obstacles inhérens à l'entreprise, et qu'on allait marcher à un désastre. Le ministre, dont le parti était pris, le laissa dire, et ne combattit nullement ses objections politiques et militaires. Il lui répondit simplement, ce qui alors était un argument sans réplique, que Louis XIV le voulait ainsi, que le roi et la reine d'Angleterre s'étaient jetés à ses pieds, qu'il leur avait promis son secours, et qu'il ne pouvait manquer à sa parole. Cette seule raison aurait eu quelque grandeur, s'il ne s'y était joint d'autres considérations plus mesquines d'intrigues de cour que le ministre n'avouait point. On avait promis au comte de Gacé, commandant des troupes de terre, et à ses principaux officiers de les faire avancer d'un grade aussitôt que l'escadre aurait pris la mer, et Pontchartrain ne voulait pas, en renonçant au projet de descente, s'attirer le mécontentement de ces gens-là. Forbin, sur le point de sortir, revint tout à coup vers le ministre. « Monseigneur, lui dit-il, moi aussi, j'ai mon projet. Je vais aller à Dunkerque, j'armerai les vaisseaux du roi, j'embarquerai les 6,000 hommes de troupes, je passerai au travers de la flotte ennemie, je m'y engage; seulement, au lieu de faire voile pour l'Angleterre, j'irai en Hollande, je brûlerai tous les vaisseaux du port d'Amsterdam, je mettrai tout à feu et à sang, et avant un mois vous aurez la paix. — Et les 6,000 hommes? dit le ministre. — J'en rembarquerai ce que je pourrai, répliqua Forbin. Dans un cas comme dans l'autre, ils sont sacrifiés; autant vaut que ce soit pour un résultat utile. » M. de Pontchartrain lui répondit que l'on pourrait songer plus tard à ce projet; mais que

pour l'instant il n'y avait qu'à exécuter les ordres du roi. Forbin se retira désespéré, tout en acceptant le commandement de l'expédition, parce qu'il ne savait reculer devant aucun péril; néanmoins il voulait tenter un dernier effort auprès de Louis XIV, et se trouva sur son passage. Le roi était prévenu; aussi, dès qu'il vit s'avancer le comte : « Monsieur de Forbin, lui dit-il, je vous souhaite un bon voyage, je suis occupé, et je ne puis vous entendre pour le présent. » Il ne restait plus qu'à partir. Forbin se rendit immédiatement à Dunkerque, et, bien que détestant l'expédition dont on l'avait chargé, il mit tout en œuvre pour la faire réussir. L'intendance avait proposé un projet vraiment absurde, celui d'embarquer les troupes sur des flûtes marchandes, capables, à la vérité, de porter chacune 500 hommes, mais mauvais bâtimens qui, ne pouvant en un jour de combat ou de gros temps virer de bord ou doubler une côte, étaient exposés à devenir la proie du moindre croiseur. Forbin fit révoquer ce projet, et remplaça les flûtes par trente corsaires de Dunkerque, obéissans et fins voiliers, qui lui étaient familiers de longue date. Cela faisait un plus grand nombre de bâtimens, mais il les tenait plus aisément sous sa main. Les armateurs les lui confièrent sur son crédit, s'associant à toutes les chances de l'expédition projetée. Il parvint, en épuisant l'arsenal et avec les plus grands efforts, à se procurer les sabres, les fusils, la poudre et les munitions nécessaires. Les troupes, venues de Saint-Omer, étaient prêtes à embarquer. On n'attendait plus que Jacques III. Ce prince parut enfin; mais deux jours après son arrivée il fut attaqué de la rougeole, et son médecin déclara qu'il ne répondait point de ses jours, s'il s'embarquait dans cet état. Le départ fut différé, et pendant ce temps une flotte anglaise de 48 vaisseaux, commandée par l'amiral Byng, vint mouiller à Gravelines, à deux lieues de Dunkerque. Alors Forbin, qui n'augurait toujours rien de bon de l'expédition, sollicita de nouveau la révocation de l'ordre de départ, se fondant sur la maladie du roi et sur la présence de l'amiral Byng. Il eût peut-être réussi, si la flotte anglaise n'eût précisément été forcée de prendre le large et de se réfugier aux dunes. Le comte de Gacé et les seigneurs anglais redoublèrent d'instances auprès de la cour; ils l'emportèrent, et l'ordre fut maintenu. Vivement pressé par ses passagers d'appareiller malgré le mauvais temps, presque menacé, Forbin, qui épiait une circonstance favorable, leur répondait avec son humeur railleuse : « Si vous persistez à faire embarquer le roi, il me faudra obéir; mais, faites-y bien attention, je vous ferai tous noyer. Quant à moi, je ne risque rien; je sais nager, et je me tirerai bien d'affaire. » Enfin Jacques III donna lui-même l'ordre du départ, et la flotte appareilla au nombre de 5 vaisseaux et de 30 corsaires.

Le jour même, elle fut surprise par la tempête, et mouilla au milieu des écueils. Pendant la nuit, trois vaisseaux eurent leurs câbles brisés et ne se sauvèrent que par miracle. Le lendemain, on remit à la voile, et le comte de Gacé fut proclamé maréchal de France sous le nom de maréchal de Matignon. Chaque officier reçut, comme la promesse en avait été faite, le grade supérieur à celui qu'il occupait. Pour beaucoup dès lors, le but de l'expédition était rempli. Aussi, à mesure qu'on s'avançait vers les côtes d'Écosse, au milieu des brouillards et des grains, sous un ciel triste et froid, à mesure qu'on était plus tourmenté par le mal de mer et en proie aux incommodités inséparables d'une telle traversée, on commençait à partager l'opinion de Forbin, et à trouver que le plus prudent serait peut-être de revenir sur ses pas; mais Forbin, qui d'ailleurs accomplissait un devoir en continuant sa route, ne voulait entendre à rien, et goûtait un amer plaisir à railler les découragés et les malades. Enfin le 12 mars, à l'entrée de la nuit, la flotte mouilla devant la rivière d'Édimbourg, et l'on fit immédiatement des signaux dans toutes les directions.

Ce fut un moment d'incertitude cruelle. D'autres sentimens s'agitaient en effet sur la flotte que les égoïstes intérêts d'ambition des officiers français. Les partisans de Jacques III, embarqués sur la foi de leurs espérances, ne contemplaient pas sans émotion les côtes de leur patrie, et s'attendaient à chaque instant à voir briller un feu de reconnaissance, à entendre un cri de ralliement. Partout régnaient le silence et la solitude. Les précautions du ministère whig avaient rendu toute manifestation impossible. Pendant la nuit toutefois, cinq coups de canon furent tirés dans le sud : c'était un signal, mais un signal de l'ennemi. Aux premières lueurs du jour, on aperçut la flotte de l'amiral Byng mouillée à quatre lieues de distance. Les proscrits crurent d'abord qu'ils se trompaient. Ils ne pouvaient se résigner à voir leurs illusions si promptement détruites. Ils dirent à Forbin que ce qu'il prenait pour les vaisseaux ennemis était une flotte danoise qui venait chaque année à Édimbourg pour y chercher du charbon de pierre. Forbin envoya deux frégates la reconnaître; mais en même temps il fit appareiller l'escadre. Sa position était difficile. Il avait pénétré assez avant dans le golfe, et devait, pour en sortir, doubler le cap qui le termine au nord. Si au lieu de ses corsaires il avait eu des flûtes, il n'en serait point venu à bout. Heureusement pour lui, l'amiral Byng, avant de le poursuivre, voulut former sa ligne de bataille, et perdit un temps précieux dont Forbin profita pour s'échapper. Toutefois la flotte anglaise, qui se trouvait au vent, gagnait sensiblement sur lui. Les seigneurs anglais, qui craignaient pour la sûreté de Jacques III, pressaient Forbin de les débarquer près d'un château que l'on apercevait

sur la côte. Peut-être aussi voulaient-ils, plutôt que de retourner en France sans avoir rien tenté, risquer leur dernier enjeu sur la terre natale et y périr ou y triompher; mais Forbin, qui répondait sur sa tête de la vie du roi, et qui sentait que débarquer cette poignée d'hommes en Écosse, c'était la vouer à une perte certaine, se refusait à leurs sollicitations. Il descendit chez le prince, qui, au milieu de ces événemens, témoigna beaucoup de faiblesse, et, lui montrant le chemin que suivait la flotte anglaise, il lui expliqua que, pour en venir aux mains, elle serait obligée de redresser sa ligne au plus près, ce qui lui ferait perdre de sa vitesse, et qu'alors, si on ne la devançait pas, il serait toujours possible de le mettre à terre ou de le faire changer de bâtiment. En même temps il envoya de Nangis avec le vaisseau qu'il montait, le *Salisbury*, attaquer, pour la retarder, la tête de la ligne anglaise. Nangis, sacrifié au salut commun, ne se rendit qu'après un beau combat et entouré par quatre adversaires; mais, grâce à lui, Forbin avait gagné du terrain, et, modifiant à l'entrée de la nuit sa route vers l'est-nord-est, il échappait à l'ennemi, et ramenait son escadre saine et sauve à Dunkerque trois semaines après son départ. L'expédition n'avait pas eu un résultat funeste. C'était beaucoup pour les armes du roi; mais ce n'était pas assez pour les armateurs, qui avaient fourni leurs corsaires de confiance, et qui se trouvaient ruinés. Afin de les indemniser, Forbin résolut de reprendre la mer malgré les Anglais, qui bloquaient Dunkerque avec 40 bâtimens. Malheureusement les vaisseaux étaient trop gros pour passer à toute heure par-dessus les bancs de sable qui sont à l'entrée de la rade, et de plus le ministre ne voulait pas les compromettre dans une nouvelle sortie. Le temps se passa en délais. Quant à Forbin, loin d'avoir obtenu son grade de lieutenant-général, il se voyait, comme chef d'escadre, accusé à la fois par les ministres de la guerre et de la marine, qui se renvoyaient de l'un à l'autre l'insuccès de l'expédition. Abreuvé de dégoût, n'envisageant plus d'issue à sa carrière, il profita de la permission qu'on lui avait laissée de se choisir un successeur, et nomma M. de Tourouvre au commandement de l'escadre. Il sollicita en même temps sa retraite et alla vivre en Provence, son pays natal, dans une belle habitation qu'il possédait près de Marseille. Pontchartrain, qui n'avait point consenti à ce que l'escadre prît la mer pendant la belle saison, voulut qu'elle armât et qu'elle sortît en hiver. Tourouvre obéit; mais il la ramena au bout d'un mois de croisière, n'ayant pas fait une seule prise, avariée par la mer, et exigeant des réparations trop coûteuses pour qu'on songeât à les entreprendre.

En même temps que le comte de Forbin était parti pour son expé-

dition d'Angleterre, Du Guay-Trouin avait obtenu du roi d'armer à Brest pour une entreprise dont il gardait soigneusement le secret. Il s'agissait d'aller attendre aux Açores la riche flotte portugaise qui venait annuellement du Brésil. L'armement de Du Guay-Trouin se composait du *Lys* et du *Saint-Michel*, de 74 canons chacun, de l'*Achille*, de 66, de la *Dauphine*, de 56, du *Jason*, de 54, de la *Gloire*, de 40, de l'*Amazone*, de 36 et de l'*Astrée* de 22. Les commandans étaient M. de Géraldin, le chevalier de Courserac, MM. de La Jaille, de Miniac, le chevalier de Nesmond, le chevalier de Goyon, MM. de Courserac l'aîné et de Kerguelen. Du Guay-Trouin, noblement superstitieux comme tous les grands hommes de mer, ne séparait point sa fortune de ses vieux compagnons de gloire, ses capitaines et ses vaisseaux. Il joignit à cette escadre une corvette de construction anglaise de 8 canons, qu'il confia à un jeune homme de ses parens pour servir de découverte, et une frégate de Saint-Malo de 30 canons qui devait venir le retrouver.

De son côté, le roi de Portugal avait fait diriger une escadre de 7 vaisseaux vers les Açores pour protéger la flotte du Brésil. Du Guay-Trouin, l'ayant appris en mer, passa au large de ces îles pour n'être point vu, et alla établir sa croisière à quinze lieues dans l'ouest. Il avait envoyé sa corvette faire le tour des Açores. Elle lui rapporta que l'escadre ennemie se composait de 3 navires portugais, 3 anglais et 1 hollandais, un des portugais à trois ponts, et tous les autres depuis 50 jusqu'à 70 canons, et qu'elle courait des bords au large, à l'ouest du fort de la Terceire. Au bout de trois mois, rien n'avait paru. Du Guay-Trouin eût été fort inquiet, si la corvette que tous les quinze jours il envoyait en observation ne lui eût assuré que les ennemis étaient toujours dans la même position. Enfin un soir, on aperçut un vaisseau venant de l'ouest et faisant voile vers les Açores. On lui donna la chasse, mais malheureusement il s'échappa pendant la nuit. Il était bien probable que ce navire informerait les Portugais de la croisière de l'escadre française, et que ceux-ci expédieraient un bâtiment d'avis à la flotte du Brésil pour lui faire changer sa route. De plus les vivres et l'eau commençaient à manquer. Du Guay-Trouin conçut alors un de ces hardis projets qui lui étaient habituels. Il résolut d'aller attaquer la flotte ennemie, qui devait être abondamment pourvue, de s'approvisionner en la capturant et de revenir ensuite reprendre sa croisière. Si par male-chance la flotte du Brésil passait pendant cette absence, il paierait toujours ses frais d'armement avec les canons de bronze que les Portugais avaient en grand nombre à leur bord. Seulement, s'écartant dans cette circonstance de ses principes de ne jamais assembler de conseil quand il est question de combattre,

il réunit ses capitaines. — « Ç'a été, dit-il dans ses *Mémoires*, la première fois de ma vie, et ce fut la dernière. » On lui donna précisément l'avis qu'il redoutait. Ses officiers et ses équipages, qui faisaient la guerre pour s'enrichir, ne se souciaient pas, en combattant les Portugais, d'échanger de l'or contre du plomb. D'ailleurs, lui disait-on, si la flotte du Brésil ne venait pas, il serait toujours temps d'aller se dédommager sur la flotte de guerre. C'était là ce dont doutait Du Guay-Trouin; il n'avait pas tort. En effet, quand au bout de quelques jours, qui lui parurent des siècles, il eut mis à la voile et fut arrivé devant les Açores, l'ennemi avait disparu. Afin d'avoir quelques éclaircissemens et de se ravitailler, Du Guay-Trouin, ayant passé entre les îles de Vigo et de Saint-George, choisit cette dernière pour y faire une descente. Il envoya ses canots opérer une fausse attaque du côté de la ville pendant que le comte d'Arguien, son capitaine en second, débarquait heureusement avec 500 hommes et les chaloupes. Il fut bientôt maître de Saint-George, où on lui apprit que les Portugais étaient partis, mais que la flotte du Brésil n'était point encore passée.

Bien que ce retard fût étrange, Du Guay-Trouin résolut de retourner à sa croisière. Il pressait avec la plus grande activité l'embarquement des futailles qu'il avait fait remplir d'eau, lorsqu'une tempête se déclara. Il fallut appareiller à la hâte sans avoir le temps de s'approvisionner. Du Guay-Trouin, désespéré, mais n'abandonnant point son projet, signala Vigo à l'escadre comme point de ralliement, comptant y prendre l'eau nécessaire et revenir. Tant de courage, d'activité et de généreuse persévérance ne fut point couronné de succès. Les vaisseaux de l'escadre, battus de la tempête et pressés par la soif, allèrent atterrir où ils purent; Du Guay-Trouin, avec le *Lys*, arriva seul à Vigo. Ce fut pour y apprendre l'entier renversement de ses espérances. La flotte du Brésil avait mouillé à Lisbonne et dans les ports voisins. Cet armement inutile avait causé de grandes pertes aux armateurs et compromis la propre fortune de Du Guay-Trouin et celle de son frère.

III.

Ainsi, bien que conduites par Forbin et Du Guay-Trouin, les deux dernières expéditions que l'on eût tentées sur une grande échelle avaient échoué. La marine de course perdait son prestige, et avec son prestige la plus réelle peut-être de ses forces, car, moitié militaire, moitié commerciale, elle ne vivait, ne se recrutait que par le crédit, et ce crédit flottait naturellement au gré de ses succès et de

ses revers. Elle ne devait pas être plus heureuse pendant les années suivantes. Elle allait avoir encore de beaux faits d'armes, mais rares, isolés, et sans ce résultat matériel, l'argent, qui était la première condition de son existence. Elle ne fit plus en Europe que marcher à un complet épuisement. Ses derniers succès lui vinrent d'Amérique, et elle les dut à « l'infatigable commodore Du Guay-Trouin, » comme l'appellent les Anglais, à l'illustre marin qui conservait seul toute sa confiance, et qui ne cessa, jusqu'à la fin de la guerre, de se consacrer entièrement à elle.

En 1710, un capitaine de vaisseau, M. Du Clerc, avait tenté avec quelques bâtimens une expédition infructueuse contre Rio-Janeiro. Des 1,000 hommes qu'il avait emmenés, 400 avaient été tués dans l'attaque; lui-même, après s'être rendu, avait été massacré contre le droit des gens, et les 600 autres, faits prisonniers, étaient depuis ce temps en butte aux plus mauvais traitemens. Du Guay-Trouin, excité par le désir de les venger et la perspective du riche butin qu'on pourrait recueillir à Rio-Janeiro, la colonie alors la plus florissante du Brésil, médita de renouveler l'expédition de Du Clerc. La tentative était cependant devenue plus difficile. Le roi de Portugal en effet, pour éviter à l'avenir de pareils coups de main, avait fait augmenter les fortifications de Rio-Janeiro, et y avait envoyé 4 vaisseaux de 56 à 74 canons, 3 frégates de 40 chargées de munitions et d'artillerie, et 5 régimens d'élite sous le commandement de dom Gaspard d'Acosta. Ce n'était point là un obstacle capable d'arrêter Du Guay-Trouin. Il n'en mûrit son dessein qu'avec plus de soin et dans le plus grand secret. Nous allons voir, par la manière dont il forma son armement, comment s'obtenaient et se faisaient ces traités de compte à demi avec le roi pour la guerre de course.

A ces dernières années de Louis XIV, où tous les liens moraux s'étaient relâchés par suite d'une longue servilité, la corruption, pour être cachée, n'en était pas moins profonde. Ce n'était qu'avec une patience à toute épreuve, une grande dextérité et de nombreux sacrifices que les armateurs parvenaient à servir leur pays. Le roi n'en savait rien, et y eût remédié, s'il l'eût su; mais le difficile était d'arriver jusqu'à lui. Du Guay-Trouin commença par s'ouvrir à trois anciens amis qui déjà l'avaient aidé de leur bourse, et parmi lesquels était M. de Coulange, contrôleur-général de la maison du roi; puis il leur adjoignit trois riches négocians de Saint-Malo. Il leur fit alors un état des vaisseaux, des officiers, des troupes, des équipages, des vivres nécessaires. Cet armement, non compris les salaires payables au retour, devait monter à 1,200,000 livres. Ceci fait et convenu, M. de Coulange alla solliciter le ministre, tandis que Du Guay-

Trouin faisait des démarches auprès du comte de Toulouse. Pontchartrain par prédilection pour ce genre de guerre, le grand-amiral par l'estime où il tenait Du Guay-Trouin, mais tous deux surtout par l'espérance du gain, s'intéressèrent dans l'entreprise et en parlèrent au roi, qui consentit à prêter ses troupes et ses vaisseaux.

Il fallait agir secrètement pour ne point éveiller l'attention des ennemis par de grands préparatifs. Aussi Du Guay-Trouin partagea-t-il l'armement entre différens ports. La plus grande partie cependant s'en fit à Brest. Il y équipa le *Lys* et le *Magnanime*, de 74 canons, le *Brillant*, l'*Achille* et le *Glorieux*, de 66, la frégate l'*Argonaute*, de 46, l'*Amazone* et la *Bellone*, de 36, — la *Bellone* disposée en galiote avec deux gros mortiers, — l'*Astrée*, de 22, et la *Concorde*, de 20. Les commandans étaient le chevalier de Goyon, le chevalier de Courserac, le chevalier de Beauve, M. de La Jaille, le chevalier Du Bois de La Motte, MM. de Kerguelen, de Chenais, Le Jer, de Royon et de Pradel. Ces trois derniers, par une autre singularité, se trouvaient être parens des principaux directeurs de l'armement. A Rochefort, M. de La Moinerie-Miniac arma le *Fidèle*, de 60 canons, sous le prétexte d'une course ordinaire, et M. de La Marc-Danican l'*Aigle*, frégate de 40, pour les îles de l'Amérique. Deux galiotes avec deux mortiers chacune se préparèrent sous main à La Rochelle. A Dunkerque, M. de La Cité-Danican arma pour le nord le vaisseau de 56 canons le *Mars*. Deux bâtimens enfin, le *Chancelier*, de 44, monté par M. Danicau du Rochet, et la *Glorieuse*, de 30, par M. de La Perche, furent préparés à Saint-Malo.

Ces divers armemens étaient presque terminés au bout de deux mois, quand Du Guay-Trouin apprit qu'une flotte anglaise de 20 vaisseaux allait venir le bloquer à Brest. Il partit immédiatement pour La Rochelle, qu'il avait donnée comme point de rassemblement à sa flotte, et l'y rallia. Deux jours après son départ de Brest, la flotte anglaise avait effectivement paru. Dès que Du Guay-Trouin eut ses bâtimens, il fit voile pour l'Amérique. Il relâcha un jour aux îles du Cap-Vert, à Saint-Laurent, où il prit de l'eau, et détermina pour chacun, dans un simulacre de débarquement, la place qu'il aurait à tenir. Le 11 août 1711, il passait la ligne, et le 11 septembre s'estimait sur les côtes du Brésil. L'on jeta la sonde et l'on trouva fond, mais l'on n'apercevait point la terre. Malgré les approches de la nuit, qu'une brume très épaisse rendait encore plus obscure, Du Guay-Trouin profita de la brise qui fraîchissait pour continuer résolûment sa route. Il regardait comme de la plus grande importance pour forcer le goulet d'y arriver à l'improviste. Le lendemain, il était à l'entrée; mais, à sa grande surprise, loin de saisir l'ennemi

au dépourvu, il vit les garnisons des forts éveillées, et la flotte portugaise, composée de 3 vaisseaux et de 2 frégates, en travers de la rade. Il apprit plus tard que le roi d'Angleterre, ayant eu vent de son expédition, avait envoyé un paquebot à Lisbonne, et que le roi de Portugal, n'ayant pas de navire disponible, avait dirigé ce même paquebot sur le Brésil. Favorisé dans sa traversée, il était arrivé quinze jours avant la flotte française. Du Guay-Trouin se consola vite d'un contre-temps qu'il pouvait réparer par son courage. Il donna aussitôt l'ordre à M. de Courserac, qui connaissait un peu l'entrée, de prendre la tête de la ligne avec le *Magnanime*. MM. de Goyon et de Beauve le suivaient. Du Guay-Trouin se mit au centre avec le *Lys*. Après lui venaient MM. de La Jaille, de La Moinerie-Miniac et les autres capitaines de l'escadre. De la position qu'il occupait, Du Guay-Trouin dominait ainsi son escadre et la tenait sous son regard. Le goulet de Rio-Janeiro, très resserré et d'un grand quart de lieue moins large que celui de Brest, était défendu des deux côtés : à droite, en s'avançant vers l'intérieur, par le fort Sainte-Croix, de 48 gros canons, par une batterie de 8 pièces et par le fort Notre-Dame-de-bon-Voyage, situé sur une presqu'île et garni de 16 canons; à gauche, vis-à-vis du fort Sainte-Croix, par le fort Saint-Jean et par deux batteries de 48 pièces, enfin par les forts de Villegagnon, de 20 pièces, en face du fort de Notre-Dame-de-bon-Voyage. Au milieu du goulet, un gros rocher obligeait les navires à passer à portée de fusil des forts. L'escadre, conduite avec habileté par M. de Courserac, soutint avec sang-froid le feu des forts, y riposta de son mieux, puis, les laissant derrière elle, pénétra dans la rade. Les vaisseaux portugais n'osèrent tenir, et, après avoir échangé quelques bordées avec leurs adversaires, allèrent s'échouer sous les batteries de la ville.

La rade de Rio-Janeiro est une des plus belles du monde. La ville est bâtie au fond, en amphithéâtre sur trois montagnes qui la commandent. Ce sont, à partir de la gauche, la montagne des Jésuites, celle de l'Évêque et celle des Bénédictins. Ces trois montagnes étaient reliées entre elles par un grand nombre de batteries et de forts, parmi lesquels ceux de Saint-Sébastien, de 14 pièces, de Saint-Jacques, de 12, de Sainte-Aloysie, de 8. Le bas de la cité était défendu par des redans dont les feux se croisaient, et au pied des Bénédictins par le fort de la Miséricorde, de 18 pièces, qui s'avançait dans la mer. Du côté de la terre, la ville était protégée par un large fossé et un camp retranché où se tenaient 12 ou 15,000 Portugais et noirs. Enfin devant Rio-Janeiro, en face des Bénédictins et dans une formidable position d'avant-garde, est l'île aux Chèvres, sur laquelle était un fort à quatre bastions. Cette île, une

fois prise, devenait pour l'ennemi un pied-à-terre et un point d'appui. C'est ce que Du Guay-Trouin comprit aussitôt. Profitant de l'intimidation qu'avait produite son combat du matin, à peine entré dans la rade, il envoya 500 hommes sous la conduite du chevalier de Goyon pour s'emparer de l'île aux Chèvres. Ces braves gens se mirent à l'eau jusqu'à la ceinture pour débarquer plus vite, et aux cris de *vive le roi* culbutèrent les Portugais avec tant de rapidité que ceux-ci n'eurent même pas le temps d'enclouer leurs canons. Ils se jetèrent dans des barques et gagnèrent Rio-Janeiro, où, dans leur effroi, ils coulèrent sous le fort de la Miséricorde plusieurs navires marchands, et firent sauter leurs trois vaisseaux de guerre. Du Guay-Trouin, utilisant sans retard la position qu'il avait conquise, ordonna à MM. de La Ruffinière, de Kerguelen et Éliau d'y établir des batteries de canons et de mortiers. Il les fit soutenir en même temps par un nombreux corps de troupes que commandait le marquis de Saint-Simon, lieutenant de vaisseau.

L'attaque par mer était assurée; il fallait maintenant investir la ville par terre. Le 14 septembre, 1,500 hommes débarquèrent sous la protection des frégates l'*Amazone*, l'*Aigle*, l'*Astrée* et la *Concorde* hors de portée du canon de la montagne des Bénédictins. Le débarquement se fit sans obstacle. Du Guay-Trouin partagea immédiatement sa petite armée en trois brigades de trois bataillons chacune. Il garda pour lui, avec M. de Beauve sous ses ordres, une de ces brigades, à laquelle il adjoignit une compagnie de 60 caporaux choisis dans toute la troupe et un certain nombre de gardes de la marine et de volontaires se recrutant chaque jour parmi les plus braves. Il donna les deux autres brigades à MM. de Goyon et de Courserac. Il débarqua aussi 4 petits mortiers portatifs et 20 gros pierriers de fonte pour s'en faire une artillerie de campagne. La brigade de M. de Courserac s'établit sur une hauteur qui regarde la ville, et M. de Goyon un peu plus loin; Du Guay-Trouin se plaça entre les deux. Il formait ainsi un demi-cercle autour de Rio-Janeiro, et gardait ses communications avec la mer et ses vaisseaux. Il eût désiré s'étendre plus loin; mais il dut y renoncer, quelques troupes qu'il avait envoyées à la poursuite des Portugais ayant été arrêtées court par les marais et les broussailles. Après avoir installé son camp, il traça ses parallèles avec activité. Les soldats étaient remplis d'ardeur et de gaîté. Sous ce riant climat, abondant en fruits et en rafraîchissemens de toute espèce, ils se remettaient des fatigues de la traversée. En quelques jours, 500 scorbutiques avaient recouvré leurs forces. Ils avaient d'ailleurs un grand mépris pour les nègres et les Portugais, qui ne les attaquaient point. Ceux-ci au contraire sentaient l'hésitation et le découragement les

gagner. Les rapides avantages remportés par les Français avaient frappé les ennemis de stupeur. Ils avaient espéré que Du Guay-Trouin viendrait les chercher dans leurs retranchemens, ils comptaient en avoir aussi bon marché que de Du Clerc; mais, voyant qu'il se contentait de presser les travaux de siége et que bientôt il ouvrirait la tranchée, ils se reprenaient à trembler. Les noirs, assez bien disciplinés, mais ayant plus de courage que de fidélité, pouvaient trahir d'un moment à l'autre. Aussi les principaux habitans abandonnaient la ville et se retiraient dans les montagnes avec leurs richesses et leur famille.

Dom Gaspard d'Acosta voulut faire une sortie pour remonter le moral de ses troupes. Il marcha en effet avec 1,500 hommes à l'attaque de la colline qu'occupait le chevalier de Courserac; il fut arrêté à moitié chemin par une maison crénelée que gardaient une quarantaine de matelots. Un combat acharné s'engagea. Du Guay-Trouin, mettant les troupes sous les armes, fit peser de tout son poids la brigade de M. de Courserac sur les assaillans; puis, ordonnant à 200 travailleurs de gagner le revers de la colline, il les jeta au milieu d'eux en flanc et en queue au moment où ils battaient en retraite. Cette diversion causa le plus grand mal aux Portugais, qui rentrèrent dans Rio-Janeiro plus découragés que jamais. Tandis que Du Guay-Trouin remportait ce succès, MM. de Beauve et de Blois, qu'il avait chargés de construire une batterie de 10 canons sur une presqu'île qui prenait à revers une partie des retranchemens des Bénédictins, l'avertirent que la batterie était prête. M. de La Ruffinière lui fit dire également qu'il avait sur l'île aux Chèvres 5 mortiers et 18 pièces de canon de 24, et qu'il ouvrirait le feu au premier ordre. Tout était donc disposé pour une action décisive; mais auparavant Du Guay-Trouin envoya sommer dom Francisco de Castro de rendre la ville et d'accorder une éclatante réparation pour les mauvais traitemens qu'on avait fait subir à Du Clerc et à ses compagnons. Le gouverneur répondit que la justice avait fait chercher les assassins du capitaine français sans les pouvoir trouver, et, quant à la ville, qu'elle lui avait été confiée, et qu'il la défendrait jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il n'y avait plus à hésiter. Du Guay-Trouin se prépara pour l'assaut. Le 19 et le 20 septembre, toutes les batteries jouèrent à la fois, et le 20 au soir la brèche était praticable en plusieurs endroits. La principale attaque devait être donnée du côté de la mer contre les Bénédictins; mais, pour qu'elle réussît, il fallait y jeter d'un seul coup un grand nombre de troupes. C'était difficile, parce que les embarcations des vaisseaux seraient forcées de faire plusieurs voyages, et que les premiers débarqués ne seraient pas suffisamment soutenus. Pour ob-

vier à ces inconvéniens et pour aider le feu de l'île aux Chèvres, Du Guay-Trouin depuis deux jours avait fait mouiller les vaisseaux le *Mars* et le *Diamant* entre cette île et la terre. Il eut alors une idée ingénieuse. Cinq navires marchands portugais étaient ancrés près de la ville; il résolut de s'en emparer pendant la nuit, d'en faire un entrepôt pour ses troupes de débarquement et de les lancer en bloc le lendemain matin contre les Bénédictins. L'assaut se trouvait ainsi différé d'une nuit; mais cela importait peu, si le succès en était mieux assuré.

En conséquence Du Guay-Trouin fit cesser le feu le 20 au soir. Il n'y avait plus qu'une chose à craindre : c'était que les Portugais n'entravassent l'opération. Pendant toute la journée, qui avait été lourde et d'une accablante chaleur, un orage avait menacé, et il était possible qu'il éclatât durant la nuit. Dans cette prévision, Du Guay-Trouin, craignant qu'à la lueur des éclairs les Portugais n'aperçussent ses chaloupes et ne tirassent dessus, avait fait pointer de jour tous ses canons, et le feu ne devait commencer que lorsque lui-même, de la batterie où il serait placé, en donnerait le signal. Il ne s'était pas trompé. Pendant la nuit, l'orage éclata dans toute sa violence; les Portugais aperçurent les chaloupes et tirèrent. Dès alors l'artillerie de Du Guay-Trouin gronda sur toute la ligne, et d'abord on lui répondit de la ville avec acharnement. Peu à peu cependant, tandis que le feu des Français continuait aussi nourri qu'au début, celui des assiégés allait en se ralentissant. Aux premières lueurs du jour, il avait entièrement cessé. Du Guay-Trouin se disposait à l'assaut, les troupes étaient prêtes, elles allaient marcher, quand M. de La Salle, lieutenant de Du Clerc et fait prisonnier en même temps que lui, sortit en courant des retranchemens ennemis, et vint dire à Du Guay-Trouin que Rio-Janeiro était abandonné. Cette nuit terrible, où les roulemens du tonnerre s'étaient mêlés aux fracas de l'artillerie, avait porté ses fruits. — Les noirs avaient déserté; les Portugais, découragés, avaient quitté leurs batteries; la population, épouvantée, s'attendant au point du jour à toutes les horreurs de l'assaut, s'était enfuie avec ses effets les plus précieux. Il ne restait plus à Du Guay-Trouin qu'à prendre paisiblement possession de sa conquête; mais les soldats attendaient l'assaut depuis trente-six heures, ils étaient enivrés par ce combat de nuit, leur imagination échauffée ne rêvait depuis deux jours que le pillage. Quand ils entrèrent dans les rues désertes de Rio-Janeiro, ils se débandèrent, et rien ne put les retenir. Guidés par les compagnons de Du Clerc, échappés cette nuit de leurs prisons, et qui avaient de si longues souffrances à venger, ils se livrèrent à tous les excès qui rendaient les flibustiers célèbres. Ils enfoncèrent les portes

des maisons, pillant au hasard, se gorgeant de butin; puis, possédés de cette manie de destruction qui saisit l'homme dans l'ivresse des passions, ils jetèrent les meubles par les fenêtres, répandirent le vin dans les rues, et souillèrent dans la fange les plus riches étoffes.

Du matin au soir, toute l'armée fut occupée à transporter le butin sur la flotte. Il y avait d'ailleurs lieu de se presser. Dom Gaspard d'Acosta était parvenu à rallier ses troupes, et, campé à une lieue dans la montagne, attendait d'un instant à l'autre l'armée des mines, commandée par Antoine d'Albuquerque, général de grande réputation. La position de Du Guay-Trouin dans une place ouverte et sans approvisionnemens pouvait devenir critique. Il prit vite son parti, et envoya sommer dom Gaspard d'Acosta de racheter Rio-Janeiro, menaçant, s'il refusait, de réduire la ville en cendres. En même temps, pour l'intimider, il fit brûler à une lieue de distance toutes les maisons de campagne. D'Acosta proposa 600,000 cruzades; mais il fallait, disait-il, quelques jours pour faire revenir l'or transporté fort loin dans l'intérieur. C'était une défaite. Cette nuit-là même, Du Guay-Trouin, qui comprit que la vigueur seule pouvait le sauver, fit marcher ses troupes, et le lendemain matin se trouva en ligne devant les Portugais. D'Acosta, surpris, renouvela ses propositions, déclarant qu'il ne pouvait donner une somme plus forte, et laissant Du Guay-Trouin, s'il ne se contentait pas de cette rançon, libre de brûler la ville. Seulement il ajoutait de sa poche 10,000 cruzades, s'engageait à un prompt paiement, à fournir 500 caisses de sucre avec les bestiaux dont l'armée pouvait avoir besoin, et livrait enfin comme otages douze de ses principaux officiers. A peine ces conditions étaient-elles acceptées qu'Antoine d'Albuquerque survint avec 3,000 hommes de troupes réglées. Il avait fait la plus grande diligence, amenant sa cavalerie à marches forcées et ses fantassins en croupe. Cet incident était fâcheux. Les Portugais pouvaient rompre un traité qu'ils se sentiraient de force à ne pas exécuter. L'attitude de Du Guay-Trouin le sauva, les deux généraux n'osèrent rien tenter contre lui. Tout se fit comme il avait été dit. Un bâtiment de commerce partit pour la mer du sud, chargé de toutes les denrées qui ne pouvaient trouver leur débit en Europe. Le butin fut embarqué, le paiement s'opéra intégralement, et le 4 novembre 1711 la ville de Rio-Janeiro fut remise aux Portugais. Du Guay-Trouin garda seulement les forts du goulet pour assurer sa sortie. Enfin le 12 il fit voile pour la France. Après avoir été retardé par les vents contraires et avoir laissé le navire de commerce chargé pour les mers du sud sous la conduite de l'*Aigle*, il passa la ligne le 20 décembre, et arriva aux Açores le 29 janvier 1712. Là,

il fut assailli par une violente tempête; l'escadre entière fut dispersée et en danger de périr. Du Guay-Trouin se tint lui-même six heures au gouvernail du *Lys* pour l'empêcher de venir en travers; ses voiles furent emportées, ses chaînes de haubans brisées, son grand mât rompu entre les deux ponts. Pendant la nuit, le *Lys*, dont les trois pompes jouaient à la fois, fut dans une situation si grave qu'il fit des signaux d'incommodité en tirant des coups de canon et en mettant des feux à ses haubans. Aucun navire ne put lui répondre excepté la frégate l'*Argonaute*, commandée par le chevalier Du Bois de La Motte, qui parvint à s'en approcher, prête à lui porter secours en cas de besoin. Le lendemain, ayant voulu rejoindre trois de ses vaisseaux qui étaient sous le vent, Du Guay-Trouin se dirigea vers eux; mais une lame énorme plongea le *Lys* sous l'eau jusqu'au grand mât. L'effort qu'il eut à faire pour se relever le fit craquer dans toute sa membrure, et chacun se crut à son dernier moment. L'orage apaisé, Du Guay-Trouin rejoignit cependant l'*Argonaute*, la *Bellone*, l'*Amazone* et l'*Astrée*, et mit plusieurs fois en travers avec eux pour attendre le reste de l'escadre; mais, ne la voyant pas venir, il se décida enfin à faire voile pour Brest, où il arriva le 12 février.

L'*Achille* et le *Glorieux* y mouillèrent deux jours après. Le *Mars* arriva démâté à La Corogne, et de là se rendit à Port-Louis. L'*Aigle*, coulant bas d'eau, gagna Cayenne avec son bateau de commerce et fut abandonné. Quant au *Fidèle* et au *Magnanime*, qui portaient 60,000 livres en or, commandés par La Moinerie-Miniac et le chevalier de Courserac, on n'en entendit plus parler. Ils avaient péri dans la tourmente. Malgré ces pertes, l'expédition rapporta encore 100 pour 100 aux armateurs. Une immense popularité s'attacha au nom de Du Guay-Trouin, et son voyage de Brest à Versailles fut un véritable triomphe. Le roi l'accueillit bien et lui assigna une pension de 20,000 livres sur l'ordre de Saint-Louis. Cependant, quelle que fût sa joie du succès, Du Guay-Trouin ne se consola point de la perte de La Moinerie-Miniac et de Courserac, ses vieux compagnons de gloire. A partir de cette époque, il ne servit plus : sa santé, brisée par tant de fatigues et de combats, ne devait point se rétablir; il ne cessa pourtant d'aimer la marine et de l'aider de ses conseils et de son expérience. Au mois d'août 1715, à Versailles, le roi, l'ayant aperçu au milieu de la foule des courtisans, fit quelques pas de son côté et lui annonça qu'il lui donnait la cornette. Du Guay-Trouin accepta comme toujours avec reconnaissance cette faveur un peu tardive; mais il s'aperçut avec douleur que le vieux roi s'affaiblissait sensiblement. Il resta auprès de lui, à Versailles, jusqu'au moment de sa mort, puis il prit la poste pour aller, comme

il le dit dans ses *Mémoires*, pleurer dans un coin reculé de sa province le maître qu'il avait toujours servi avec une respectueuse tendresse et le plus modeste dévoûment.

Louis XIV mourait fatigué de gloire, de grandeurs et de revers. La marine, qu'il avait créée, disparaissait avec lui. On peut dire qu'elle avait suivi toutes les phases de son long règne. Elle avait grandi jusqu'à la paix de Nimègue, — œuvre d'une intelligente politique, d'économie et de constans efforts; mais une marine est le luxe d'une nation, et coûte cher. Quand les finances furent obérées, quand le poids de la guerre à soutenir contre l'Europe fut devenu énorme, elle partagea, malgré ses victoires, l'affaiblissement commun, et sa splendeur, comme celle du trône, s'obscurcit à la paix de Ryswick. Alors elle tomba entre les mains d'un ministre qui la négligea, puis d'un ministre incapable et jaloux qui la perdit par ignorance et par calcul. La marine de course sortit tout armée de ses débris, et ce fut à la fois un événement heureux et malheureux. La nouvelle marine ruina le commerce des ennemis, fournit de l'argent à son pays; mais elle fut cause que nos grands vaisseaux pourrirent dans les ports sans emploi et sans armement, que notre matériel naval fut vendu à l'encan, que la construction s'arrêta sur les chantiers, la fabrication dans les arsenaux. Elle laissa dans l'ombre et inutiles nos meilleurs marins, et compromit les traditions de cette grande guerre qu'avaient faite Tourville, Duquesne et d'Estrées. Elle eut de beaux combats isolés, mais ne parut point devant les flottes ennemies, dont la présence suffisait à lui fermer les chemins. Elle s'en alla enfin d'épuisement, faute d'argent, faute de matériaux, après avoir usé les quelques grands hommes qui voulurent bien l'illustrer. En disparaissant, elle s'anéantit tout entière, et ne laissa subsister que le souvenir de cette autre marine qui avait été si instruite, si vaillante et si glorieuse. Ce souvenir, c'était assez : pour que les belles institutions revivent, il suffit qu'elles aient existé, et dans ce cas le passé est pour elles la garantie de l'avenir.

HENRI RIVIÈRE.

AHMED

SECONDE PARTIE (1).

IV.

Le temps avait marché; sept ou huit années de ma vie s'étaient dépensées bien ou mal en travaux de tout genre, quand le printemps de 1867 arriva, et l'exposition universelle avec lui. Quoique les hommes de notre siècle oublient plus vite qu'ils n'apprennent, on se rappelle encore assurément ces énormes échantillons de l'Égypte ancienne et moderne qui s'élevèrent comme par magie dans un angle du Champ de Mars. Le nouveau vice-roi, devenu souverain à peu près indépendant sous le titre de *khédive*, semblait courir au-devant de l'Europe avec ses états dans la main. Un musée dans un temple représentait l'antiquité, un pavillon richement décoré dans le style arabe figurait le moyen âge, un okel de marchands et d'artisans peignait au vif les mœurs d'aujourd'hui. Les armes du Soudan, les dépouilles d'animaux monstrueux, les parfums, les poisons, les plantes médicinales, nous transportaient d'emblée sous le tropique; les poteries de Siout et d'Assouan, les filigranes, les tissus de soie et d'or, nous invitaient à toucher du doigt une civilisation étrange. Toutes les races soumises au vice-roi étaient personnifiées par des individus choisis avec soin; on coudoyait le fellah, on se rangeait devant les Bédouins du désert de Libye sur leurs beaux dromadaires blancs. Cet étalage somptueux parlait à

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

l'esprit comme aux yeux; il exprimait une idée politique. A mesure que l'Égypte s'affranchit de la Porte, elle se rapproche de nous, elle entre peu à peu dans le concert occidental, elle aspire à se faire classer parmi les annexes de l'Europe. Quelques balles de coton jumel modestement exposées dans un coin et quelques sacs de blé rappelaient les services que cette terre privilégiée nous a rendus en divers temps.

Un de mes vieux amis organisait cette vaste exhibition avec tous les hommes spéciaux que l'Égypte et la France avaient pu fournir. J'allais le voir souvent, presque tous les jours, et je me sentais gagné par la fascination des choses égyptiennes. J'ai perdu bien des heures à voyager en esprit sur une grande carte modelée qui représentait au naturel la terre des pharaons. Je repensai souvent au pauvre Ahmed, et à la sommation qu'il m'avait faite un mois avant de mourir. Pourquoi avais-je laissé passer l'âge des longues courses et des travaux aventureux sans visiter le peuple le plus intéressant de l'Afrique? On vit au jour le jour, on croit qu'on aura temps pour tout, on s'abuse sur la longueur de la vie, et un matin, quand le désir de voir et d'apprendre revient vous talonner, on s'aperçoit qu'on n'est plus assez jeune pour courir au loin, ni assez libre pour quitter la maison sans que le cœur vous saigne.

Mais l'Égypte est-elle si loin, et faut-il s'imposer un exil de longue durée pour la visiter à loisir? Le train rapide vous porte à Marseille en seize heures; les bateaux-poste des Messageries ont mis Alexandrie à six jours de Marseille. D'Alexandrie au Caire, la distance est à peu près la même que de Paris à Rouen, et les chemins de fer égyptiens, dit-on, valent presque les nôtres. Tout calculé, il n'y a qu'une semaine entre la capitale de Louis XIV et celle de Saladin. La facilité du voyage aiguisa tellement mon désir que le 29 décembre 1867 j'arrivais avec deux amis au port de la Joliette, et nous nous installions sur le *Péluse*, beau bâtiment bien aménagé, admirablement commandé, et qui marche! Les âniers du Caire le connaissent de réputation. « Bon bourricot, mylord, disent-ils; vite comme *Péluse!* »

Le ciel était d'un bleu sans tache, la mer paraissait calme, une faible brise du nord-ouest soufflait exprès pour nous. Lorsque j'eus installé mon bagage dans une cabine de quatre lits qu'on m'avait gracieusement octroyée pour moi seul, j'oubliai un instant tout ce que je laissais en arrière, et je me livrai sans réserve au charme poignant de l'inconnu. Ce n'était pas l'Égypte d'Osiris et d'Isis, la patrie des monumens énormes et des hiéroglyphes mystérieux qui tenait ma curiosité en éveil : on a tant écrit là-dessus! Ce n'était même pas l'Égypte pittoresque, que Gérome, Berchère et Belly nous

font toucher du doigt en plein Paris. J'étais chargé d'une mission ingrate en apparence, mais admirablement accommodée à mes goûts les plus chers : étudier les ressources du sol et les moyens d'en tirer un meilleur parti. Un caprice de la destinée m'envoyait au pays d'Ahmed pour esquisser en théorie ce que le pauvre enfant, mort trop tôt, rêvait de démontrer par la pratique. Une sorte de superstition me faisait penser par momens que j'étais son exécuteur testamentaire, que j'avais sa tâche à accomplir dans la mesure de mes moyens, et cette tâche me semblait la plus belle du monde : servir l'Europe en éclairant un coin de l'Afrique, travailler au progrès dans un pays dont l'histoire n'est qu'une longue décadence, soulager les maux du fellah, surexciter les forces productives d'un sol riche entre tous et pourtant misérable, collaborer avec le plus illustre et le plus bienfaisant des fleuves, le vieux Nil!

A peine est-on sorti de ce nouveau port de Marseille, qui ressemble à une boîte de nouvel an pleine de joujoux à vapeur, que la magie du paysage vous saisit et vous cloue en place. Ces côtes nues, ces îles dépouillées qui feraient un tableau sinistre en Angleterre ou en Norvége, composent une harmonie riante avec le ciel et l'eau du midi. On n'imagine rien de plus aimable que l'aspect de ces roches grises qui se découpent en fins profils sur un bleu pur. Pays unique, climat à part; ce n'est pas plus la France que la Grèce ou l'Italie : c'est la Méditerranée.

Tandis que j'admirais le coucher du soleil comme si je ne l'avais jamais vu de ma vie, un passager de l'avant, étendu sur son bagage, m'interpelle à brûle-pourpoint :

— N'est-ce pas, monsieur, que c'est crânement beau?

— Oui, c'est beau.

— Eh bien! je dis pourtant que ça n'est pas encore aussi beau qu'une idée.

Je le regarde avec attention, sa figure ne paraît pas sotte. — Vous avez donc une idée, mon ami?

— Oui, monsieur, et je m'en vais au Caire pour l'exploiter.

— Peut-on savoir?

— Ils n'ont pas de cafés chantans, les malheureux!

Animal, va! Je lui tourne le dos, et je l'entends qui dit dans sa barbe : Il paraît que celui-là n'est pas pour la civilisation.

La cloche du dîner réunit pour la permière fois tous les passagers de l'arrière, et la connaissance se fit entre nous tant bien que mal. Notre président de plein droit était le commandant du navire, M. Joret, lieutenant de vaisseau. J'ai rencontré peu d'hommes plus discrets, plus réservés, plus absorbés par le commandement, qui n'est pas une petite affaire. On le voyait soir et matin sur sa passe-

relle, on l'apercevait aux repas; un jour, par grand hasard, je pus le joindre et le faire causer dans un petit cabinet d'étude qu'il avait sur le pont, et je suis encore émerveillé de la somme d'idées justes, originales et fortes que ce galant homme gardait habituellement pour lui seul. J'imagine que ces exilés volontaires de la marine impériale ont presque tous un fonds de nostalgie dans le cœur. Le parti qu'ils ont pris en passant du militaire au civil est à coup sûr le plus sensé du monde; il est beau de régner à trente ans sur un transport de premier ordre qui file douze et treize nœuds; il est bon d'échanger contre un appointement raisonnable la maigre solde de l'officier; la nouvelle carrière est plus sage, plus réglée, plus conforme aux sentimens d'un père de famille, mais il y manque quelque chose. Quoi donc? Eh! l'imprévu, l'*alea*, la gloriole, l'avancement! Si l'*Annuaire* éveille une douce gaîté chez les hommes de naissance et d'éducation bourgeoise, la lecture de ce petit livre ou la rencontre d'une grosse épaulette peut attrister un jeune officier démissionnaire. « Au diable le commerce! Je serais capitaine de frégate aujourd'hui. »

A la droite du commandant siégeait M. Voisin, en Égypte Voisin-Bey, directeur-général des travaux de l'isthme de Suez. Le premier mot qu'il nous adressa fut une gracieuse invitation dont vous verrez les suites. Après lui venaient deux Anglaises... sans Anglais, — l'une un peu mûre et imperceptiblement desséchée par les langueurs du célibat, l'autre aussi belle, aussi blanche, aussi éthérée qu'une Anglaise de vingt ans sait l'être, pour la perdition des cœurs, quand elle veut s'en donner la peine. Elle s'appelait miss Thornton sur la feuille des passagers, et sa compagne la nommait Grace. Évoquez tous vos souvenirs de *keepsake*, rassemblez dans un même sujet toutes les perfections que les artistes d'outre-Manche ont réparties sur onze mille vierges, la noblesse du port, la taille souple et ronde, la bouche en fleur, les dents étincelantes, les yeux couleur de ciel, petit pied, main mignonne, une charge de cheveux châtains sur un front de la sérénité la plus angélique, un air de pétulance, de sagesse, de bonté, certaine solidité du menton qui trahissait pourtant la vigueur du caractère, et tout cela fondu dans je ne sais quelle harmonie suave dont le cœur était pénétré. Quand vous aurez tout combiné pour le mieux, je dois vous avertir que votre imagination, si puissante qu'elle soit, demeurera encore à mille lieues en-deçà de la réalité. Grace était supérieure aux autres femmes autant que la femme, *generally speaking*, est supérieure à l'homme; on pouvait mesurer la même distance entre elle et son sexe qu'entre son sexe et le nôtre, ce qui mettait deux infinis bien comptés entre miss Thornton et son futur mari. Et j'ai failli passer sous silence un mé-

rite fort apprécié à bord du *Péluse :* elle était bonne personne, et elle s'exprimait correctement en français. On ne tarda guère à connaître le but et les circonstances de son voyage. Orpheline et sans dot, elle avait été recueillie par la famille d'un riche négociant, M. Longman. Longman fils, de Windcastle, membre du Yachting-Club, parcourait la Méditerranée avec sa jeune femme, et miss Helena Longman, après avoir passé les fêtes de Noël en compagnie des vieux parens, allait rejoindre son frère à bord du *Butterfly,* dans le port d'Alexandrie, pour courir l'Orient en famille. Elle avait emmené sa jeune amie, comme on conduit un enfant au spectacle.

Tout naturellement nous nous demandions si Grace achèverait ce long voyage, et si les hommes lui permettraient de rentrer au pays natal. Il y avait bien des chances pour qu'un petit être si rare et si prodigieux fût intercepté à mi-route par quelque honnête homme de mari. Cette probabilité fut l'objet de deux ou trois allusions discrètes qui ne parurent pas effaroucher miss Longman. La vieille demoiselle n'était ni sotte ni prude; elle laissait entendre, et même clairement, que, le mariage étant le but de la jeunesse et le commencement de la vie complète, elle s'estimerait heureuse d'établir sa jeune amie. Grace semblait partager cet avis, et sous la grêle de complimens dont elle était criblée, elle étudiait sans trouble et sans coquetterie les trop rares célibataires qui faisaient partie de sa cour.

Nous n'étions guère plus de cinquante passagers, à toutes places, et dans le nombre on comptait fort peu de touristes. Ce n'est pas à la veille du jour de l'an qu'un voyageur abandonne famille et patrie pour le plaisir de changer d'air. Parmi nos campagnons des premières et des secondes, il y avait beaucoup d'employés au service de l'Égypte ou de Français établis en Orient pour affaires; on les reconnaissait au bonnet rouge, à ce fameux tarbouch qui paraît inutile et même un peu ridicule jusqu'au jour où l'on ne peut plus s'en passer. Cinq ou six Arabes d'Algérie étaient campés à l'avant du bateau; ils s'en allaient en pèlerinage à La Mecque, et cinq fois par jour ils priaient, baisant la terre, au milieu des matelots qui balayaient le pont.

Le soir de notre embarquement, après dîner, comme je risquais une cigarette à l'avant, je tombai dans un groupe de Français et d'Italiens qui babillaient autour de la machine. Ces messieurs, pour la plupart, semblaient connaître à fond la ville d'Alexandrie, et, quoiqu'ils eussent le tort de parler tous à la fois, ma curiosité crut trouver une occasion de s'instruire.

— Moi, disait l'un, je me demande pourquoi les Juifs ont déménagé de l'Égypte pour chercher au diable vert une autre terre pro-

mise. Le pays de cocagne, c'est Alexandrie; je ne suis véritablement chez moi que là. Ce que j'ai fait d'affaires pendant la crise du coton n'est pas croyable : il suffisait d'être présent pour gagner des cent et des mille. Pas un sou d'impôt à fournir; payer l'impôt, c'est bon pour les fellahs. Le loyer même est une fiction légale. Je prends une maison de mille talaris à un propriétaire arabe. La première fois qu'il vient toucher son terme, je lui réponds : « Tu m'ennuies, moricaud; va-t'en voir chez le consul si j'y suis. » C'est qu'il y va, le malheureux! Il entame un procès dont il lui faut, comme de raison, payer les frais à l'avance. Cela dure six mois, un an, je ne sais trop; mais la veille du jour où je craignais d'être condamné, je passe la main à un Belge qui me donne cent louis de *bonne sortie*, et le procès est nul, la juridiction change; c'est devant le consul de Belgique qu'il faut recommencer la plainte et la dépense. Les consuls, qui sont établis pour protéger leurs nationaux, ne peuvent pas les condamner sans y mettre des formes; on a toujours le temps de faire le plongeon, et le Belge, averti, sous-loue la baraque à un Grec, qui la cède à un Italien, qui la repasse à un Allemand. Or, comme nous avons dix-sept consulats dans la ville, vous pensez si l'Arabe est volé; bonne affaire!

— C'est bien fait! ces animaux-là ne sont bons qu'à nous donner leur argent. Croiriez-vous qu'un matin leur espèce de police a voulu m'imposer le balayage de mon trottoir?

— Vous n'avez pas invoqué les capitulations?

— Ah! mais si. Tous les étrangers sont chez eux en Égypte, et nous le faisons voir, morbleu! quand on nous pousse. Je fonde une maison de trente-et-un, avec quelques petites dames à l'appui. Nous rassemblons une clientèle de premier choix, deux comtes grecs, trois princes valaques, un Allemand de distinction qui a tiré sur le roi de Prusse en personne dans l'avenue de Lichtenthal. Ne voilà-t-il pas que les argousins du vice-roi me font des avanies sous prétexte que deux ou trois décavés s'étaient recommandés à saint Revolver!

— C'est un outrage à la religion! Votre consul...

— Soyez tranquille, mon consul a fait son devoir.

— Et quelle indemnité?...

— Ne m'en parlez pas! Par malheur, ou plutôt par étourderie, j'ai oublié de demander cent mille écus : on m'en aurait donné dix mille!

— Moi, dit un autre, je les ai eus, les dix mille écus. J'avais sollicité et obtenu la permission d'établir un rang de cabanes pour les baigneurs sur une côte un peu trop ventilée. Une bourrasque arrive et casse tout. J'intente une action contre le gouvernement égyptien,

qui m'avait induit en dépense sans m'avertir de ce danger. Le consul m'a soutenu, il le devait, et j'ai mis trente mille francs dans ma caisse!

— Moi, je connais un homme qui a eu quatre mille livres sterling pour avoir proposé une affaire dont le gouvernement n'avait pas voulu.

— On ne lui devait rien.

— Comment! Il se dérange, il quitte sa famille, sa position, une très haute position, il fait six jours de traversée, il mange la cuisine de l'hôtel d'Orient pendant trois semaines, et ça ne vaudrait pas quatre mille livres sterling!

— S'il occupait une haute position, rien à dire. Je connais en revanche un pauvre cordonnier à qui l'on doit trente-deux francs pour fournitures, et son consul renonce à le faire solder.

— Parbleu! lorsqu'un consul a des millions à réclamer, comment se dérangerait-il pour une paire de bottes? Du reste le gouvernement ne paie personne depuis six mois.

— Si, si!

— Non, non!

— Vous ne savez ce que vous dites.

— Ni vous non plus.

— Les caisses de l'état regorgent.

— Elles sont vides, Constantinople a tout pris. Je connais la servante de la femme d'un portefaix qui a embarqué un milliard en or à l'adresse de Fuad-Pacha.

— Et moi je puis nommer la maîtresse d'un Juif à qui le ministre des finances demandait vingt mille francs contre un billet de six cent mille.

— En sont-ils là?

— Parfaitement; on vend les diamans du harem.

— Qu'est-ce que vous chantez? ils viennent de commander pour dix millions de femmes en Géorgie! Quand on veut de l'argent, on en trouve. Les maires de village sont riches, et quelques coups de bâton sur la plante des pieds...

— La bastonnade est abolie.

— Allons donc! Depuis quand?

— Depuis Saïd-Pacha.

— Ce bourreau?

— Ce grand cœur! Si vous parlez d'un bourreau, vous voulez dire Abbas.

— Quel monstre!

— Quel justicier! Une femme fellah vient se plaindre d'un soldat qui lui avait pris pour un centime de lait caillé. Abbas interroge le

soldat, il nie. « Qu'on lui ouvre l'estomac! » On ouvre à l'instant même; le lait caillé s'y trouvait.

— Et si par aventure il ne s'y était pas trouvé?

— Abbas aurait fait pendre la femme.

— Aurait-il ressuscité le soldat?

— Malheureusement, chers amis, l'histoire est de pure invention.

— Qu'en savez-vous?

— C'est moi qui l'ai fabriquée.

— Je le crois, puisque vous le dites. Il n'en est pas moins vrai qu'Abbas-Pacha, dès l'âge de seize ans, empoisonnait le defterdar avec des bonbons.

— Quel defterdar?

— Celui qui faisait ferrer ses valets d'écurie quand ils avaient mal ferré ses chevaux.

— Légende sur légende!

— Est-ce une légende aussi, l'histoire de l'inspecteur des raffineries qui fait arracher toutes les dents des petits fellahs lorsqu'on les prend à mordre au sucre?

— C'est un conte à l'usage de l'exportation. On en invente tous les jours un demi-cent sur la place des Consuls. Il faut bien tuer le temps, et tous les vice-rois y passent à tour de rôle depuis le grand Mohammed-Ali.

— Qui, grand?

— Mais Mohammed-Ali, je suppose.

— Ce cavas, ce gendarme, qui ne savait pas lire à quarante-deux ans!

— Moi, je l'admirerais, rien que pour avoir appris ses lettres à cet âge.

Lorsqu'ils se furent bien querellés sur l'histoire contemporaine, dont ils ne savaient mot, ils s'occupèrent des principaux Européens qui avaient élu domicile en Égypte. Les consuls-généraux, les députés de la nation et jusqu'aux simples commerçans furent exaltés et dépréciés tour à tour avec une incroyable ardeur. Le même homme était un génie pour les uns, une simple brute aux yeux des autres, saint Vincent de Paul par-ci, Cartouche par-là.

— Il a volé!

— C'est lui qu'on a volé!

— Où a-t-il trouvé ses millions?

— Vous ne savez donc pas qu'il est au-dessous de ses affaires?

Et tout cela était affirmé, démenti, juré d'un air de conviction qui eût mis la magistrature en déroute. Un des beaux diseurs de la

bande nous amusa pendant plus d'un quart d'heure aux dépens de l'isthme de Suez. Il avait l'accent provençal et la langue admirablement bien pendue.

— L'isthme, dit-il, quel isthme? La boutique de M. de Lesseps? *Tè!* ce n'est pas un isthme, ça, c'est une souricière à prendre les capitaux des imbéciles; mais nous autres d'Alexandrie, on ne nous rase pas comme on veut! Pas une piastre ne sortira de nos poches tant que nous n'aurons pas vu les trois-mâts circuler vent arrière entre Suez et Port-Saïd. Ils sont là-bas cinquante ou soixante amateurs qui déjeunent le matin, dînent le soir, se couchent la nuit, et boivent du vin de Champagne à la santé des bonnes gens d'Europe. Quand ils n'ont plus le sou, M. de Lesseps prend une pioche d'or massif, il fait semblant d'inaugurer quelque chose, et crac! cent millions qui leur tombent du ciel. On ne saura jamais le compte des milliards qu'ils ont mangés sans rien faire.

Je me permis d'objecter timidement que plus d'un voyageur avait vu les travaux.

— Vu? reprit-il avec une furie bouffonne, vu?... Mais dès que vous arrivez, ils vous grisent, et sait-on seulement ce qu'on voit quand on est gris? Ils vous promènent en bateau sur une espèce de rigole où l'on verse trois gorgées d'eau qu'on fait venir exprès du Caire, et qui servent tout le long du voyage, grâce à un système d'écluses où le diable perdrait la carte. C'est la même eau qui vous mène et qui vous ramène, et, pour cacher le mécanisme, ils ont planté de distance en distance des tuyaux de fer creux surmontés de palmes vertes : tout homme un peu naïf ou simplement ému jurerait qu'il voit des palmiers; on y suspend même des dattes! Voulez-vous qu'on vous montre aussi des travailleurs, des campemens, des villages, vous n'avez qu'à le dire, tout est prêt. A chaque étape, vous rencontrez une brigade d'ouvriers, la pelle en main, un demi-cent de tentes et même une demi-douzaine de maisons qui se démontent à volonté. Tout ça vous accompagne au long de la route, monsieur. Vous débarquez, vous admirez, vous entrez dans une maison très proprette, vous buvez bouteille en cassant une croûte; mais à peine avez-vous tourné le dos que le village et le chantier filent par la traverse et s'en vont vous attendre à la prochaine station : voilà! Tous les Français s'y laissent prendre, même le prince Napoléon, qui passe pour malin parmi les sénateurs. Une idée nationale! une spéculation nationale! et surtout le vin national! La tête tourne. Sir Henry Bulwer, un Anglais, — je déteste les Anglais, mais je les estime quand par hasard ils ont le sens commun, — celui-là s'était muni d'un couteau; il fit une entaille au chalet où M. de Lesseps lui avait offert le premier déjeuner, et tout le long de

l'isthme il retrouva son entaille. Ces mylords portent le vin comme pas un Marseillais, c'est connu. Et au dernier banquet, lorsqu'il dit bonsoir à la compagnie, M. de Lesseps et les autres comptaient sur un petit compliment. Pas si bête! « Messieurs, fit-il, j'ai l'honneur de vous faire observer que, si les diplomates ont une langue, c'est pour se taire. » Ils ont eu beau le chatouiller pour le faire rire, voilà tout le *gratias* qu'ils en ont obtenu !

Un murmure de sympathie appuya cette tirade, et quelques boutiquiers d'Alexandrie enchérirent sur l'orateur.

O l'étrange racaille ! Et faut-il que l'Orient nous juge sur de pareils échantillons ! Je me rappelai malgré moi qu'un jour, à Scutari, comme je me promenais seul sur la rive asiatique du Bosphore, mon attention fut attirée par un long rouleau de choses mortes, brisées, corrompues, à moitié détruites, que le flot apportait, reprenait et abandonnait enfin. Cette épave sans forme, sans couleur et sans nom ne ressemble-t-elle pas un peu à l'émigration de rebuts humains qu'un courant invisible pousse à l'est de la Méditerranée?

J'ai su depuis que plusieurs nations de l'Europe étaient représentées sur la place d'Alexandrie par des maisons aussi considérées que considérables. La Grèce y tient le premier rang, puis l'Italie, puis nous; mais dans une colonie si terriblement bigarrée, où l'intrigue, la calomnie et la vantardise ont créé comme une langue à part, que le voyageur a de peine à saisir un atome de vrai! Selon qu'il frappe à une porte ou à une autre, il devient optimiste, pessimiste, sceptique. Pas un fait, pas un homme, sur qui l'opinion soit d'accord ; l'unanimité est introuvable, la certitude impossible. Et comme tout sentiment, juste ou non, devient fatalement excessif dans ce foyer de passions ardentes, on s'explique la contradiction scandaleuse de tous les témoignages publiés sur l'Égypte.

Ce soir-là même, dans le groupe versicolore où je m'étais fourvoyé, je fis sans préméditation une expérience instructive. A propos des malheureux Algériens qui dormaient sur le pont, je m'informai si le rhamadan ne commençait pas bientôt, car j'avais toujours cru que le carême des croyans préludait au pèlerinage. Cinq ou six voix s'élevèrent en même temps pour me répondre.

— Le rhamadan, il y a bel âge qu'il est fini.

— Il n'est pas commencé !

— Eh ! j'étais encore à Alexandrie !

— Je vous dis qu'il arrive en mars !

— En juillet !

— En octobre !

Au plus fort du débat, un homme d'un certain âge, qui se pro-

menait seul en fumant, s'arrêta près de nous, montra du doigt un croissant subtil qui se découpait dans le ciel, et nous dit : Voici de quoi vous mettre d'accord, c'est la lune du rhamadan qui se lève. Le beïram tombera le 25 janvier.

Cela dit, il reprit tranquillement sa promenade; mais les citoyens d'Alexandrie ne se tinrent pas pour battus. L'un dit : — Pourquoi serait-ce la lune du rhamadan plutôt qu'une autre? Son nom n'est pas écrit sur sa figure.

Un autre ajouta : Je le connais ce bonnet rouge, c'est un photographe de Toulon qui a fait de mauvaises affaires.

— Vous vous trompez, c'est un dentiste d'Aix qui achetait des femmes pour Saïd.

— Allons donc! Je l'ai connu lorsqu'il bourrait la pipe d'Abbas-Pacha!

Renseignemens pris, l'homme à la lune était M. Gastinel, directeur du jardin d'acclimatation du Caire, professeur de chimie et de pharmacie, et l'un des savans les plus modestes et les meilleurs que j'aie connus. Le vice-roi l'a élevé au rang de bey l'été dernier.

V.

Après une excellente nuit, tous les passagers de l'arrière se retrouvent sur la dunette à huit heures. La mer est calme, on entre dans les bouches de Bonifacio. Un groupe s'est formé autour de miss Grace et de son amie. La jeune fille est fraîche comme la rosée du matin, ses joues, fouettées par la brise, se colorent d'un sang jeune et généreux, ses yeux étincellent. Il faut bien que la mer soit l'élément naturel du peuple anglais : voilà une enfant qui navigue pour la première fois de sa vie; non-seulement elle ne sera pas incommodée une minute, mais elle n'a pas même le souci du danger. Lorsque je vins me mêler à sa cour, on raisonnait sur le naufrage de la *Sémillante*, cette malheureuse frégate dont le tombeau se trouvait précisément sous nos pieds. Ces souvenirs donnent à penser aux plus braves. Un officier d'infanterie de marine avouait que la bouée de sauvetage suspendue au chevet de son lit l'avait d'abord empêché de dormir. — Moi, dit miss Grace, il me semble que je saurais toujours me tirer d'affaire à la nage. Vous dites que la *Sémillante* avait perdu son gouvernail, et que d'ailleurs elle était un peu vieille pour se défendre contre la mer; mais il y avait à bord des passagers jeunes et vigoureux : on se débat, on gouverne à tour de bras jusqu'à la côte. Vous pouvez me jeter à la mer, je ne me noierai pas pour si peu.

La conversation, par une pente naturelle, tomba sur l'*Atlas*, ce mystérieux paquebot qui n'a jamais donné de ses nouvelles. Le second du *Péluse*, un joyeux Marseillais, rond comme une pomme, expliqua le sinistre. L'*Atlas* était parti comme nous, à la fin de décembre; la cale était encombrée de cartonnages, de bonbons, de tous ces articles délicats qui font un gros volume et pèsent peu, tandis qu'on avait entassé des rails sur le pont. Les bâtimens chargés ainsi n'ont qu'un équilibre instable; pour peu qu'un coup de mer déplace le centre de gravité, on chavire.

— J'entends bien, dit miss Grace; mais que personne n'ait su gagner la terre en nageant, voilà ce qui me passe.

On essaya de lui faire comprendre que les naufrages en pleine mer n'épargnent personne. — Voyons, mademoiselle, combien de temps pourriez-vous nager sans fatigue?

— Mais, monsieur, je ne sais pas : la fatigue m'est inconnue, comme la peur.

Elle disait ces énormités simplement, du ton le plus aisé, sans la moindre apparence de forfanterie. Jolie nature que cette enfant! lorsqu'on nous fit voir à bâbord la Madeleine et Caprera, je craignis un instant que miss Grace ne voulût gagner les îles à la nage. Quel feu! Elle envoyait des baisers à une petite maison blanche qu'on nous avait désignée comme la retraite de Garibaldi. — Il est presque en France, disait-elle. Heureux Français! remerciez-vous Dieu d'avoir mis un tel homme si près de vous?

— Il paraît que vous avez le cœur républicain, mademoiselle?

— Oh! non, je suis une loyale Anglaise, et je donnerais ma vie pour la reine; mais j'admire Garibaldi parce qu'il est le plus grand, le plus simple et le meilleur des hommes.

J'avais grand plaisir à la voir, et plus grand encore à l'entendre. Cependant la brise fraîchit, le ciel se couvrit de nuages, le *Péluse* se mit à danser, et, ma foi! je jugeai prudent de regagner ma chambre. Je m'y tins coi jusqu'à Messine, sans autre distraction que les visites du docteur et de mes amis. Le médecin du bord, M. Énault, me traitait par la honte. — Osez-vous rester là, me disait-il, lorsque nos deux Anglaises se promènent en riant sur le pont? Miss Grace a déjeuné d'un appétit charmant, et vous, un homme fort, vous sucez des quartiers d'orange!

Enfin la protection de Charybde et de Scylla permit aux plus souffrans de dîner devant Messine. C'était le 31 décembre à l'heure du soleil couchant. Le repas fut joyeux; on croyait le beau temps revenu. La côte de Sicile est riante : partout des parcs, des vergers, des villas, des cabanes pittoresques comme on en voit dans les rêves. L'Italie, plus abrupte et moins cultivée, montre par-ci par-là

un village implanté sur le roc en nid d'aigle; les voiles vont et viennent; le gaz s'allume ici sur les quais de Messine, là-bas dans les rues de Reggio. Tandis qu'on lève l'ancre, j'essaie un bout de promenade sur le pont, et je retombe dans les petits bourgeois d'Alexandrie. Encore une querelle, et une querelle polyglotte, où le français, le grec et l'italien se marient le plus désagréablement du monde.

— Je vous dis qu'il est pacha : Ahmed-Pacha!

— Non, Ahmed-Bey!

— Non, Ahmed-Effendi.

— Eh bien! non, il n'est pas même effendi; mais je vous accorde qu'il est hadji.

— Hadji, lui? Quelle bêtise! Il est Arménien.

— Il est catholique grec, et la preuve, c'est qu'il a donné cent mille piastres pour notre hôpital au temps du choléra.

— Pour ce que l'argent lui coûte! Le coton seul a mis dix millions dans sa poche en trois ans.

— C'est le blé!

— C'est la viande! Il n'a pas perdu une vache quand tous les bestiaux mouraient comme des mouches.

— Au fait, c'est peut-être un sorcier.

— On l'a dit. Personne ne sait d'où il vient.

— Est-ce qu'il n'a pas déterré le trésor des kalifes?

— Ou plutôt détroussé la caravane du Darfour?

— Vous ne savez rien de l'affaire : il a gagné son premier million dans le Soudan, comme Djellab, vous m'entendez? marchand de chair humaine!

— Je m'étais laissé dire qu'il avait simplement vendu la goutte aux soldats anglais en Crimée.

— Jamais, mon cher! Il est trop jeune. C'est un garçon de vingt-deux ans : calculez vous-même!

— Il en a bien cinquante au bas mot. Vous le confondez peut-être avec son fils.

— Quel fils? Il est garçon.

— Et même, soit dit entre nous, il a rempli un poste de confiance dans le harem du prince Halim.

— Je vous jure qu'il a douze enfans.

— Imbécile!

— *Birbante!*

— *Kérata!*

Le dégoût de la querelle, joint aux oscillations croissantes du navire, me conseilla de regagner ma cabine. Au moment où je me détachais de ce groupe braillard, l'homme à la lune, M. Gastinel, me

dit : — Si vous allez en Égypte, comme on le dit, pour étudier l'agriculture, ne manquez pas de voir M. Ahmed au Vieux-Caire. C'est un esprit supérieur, il a fait ses études en Europe, et il parle le français comme vous et moi.

J'ai honte de l'avouer, mais j'entendis à peine ce précieux conseil. Mon attention, pour le moment, n'était pas aux travaux de la terre. L'année 1867 expira sur le coup de minuit; quelques estomacs vigoureux baptisèrent 1868 au vin de Champagne; miss Grace se mit au piano, je crois même qu'on dansa des quadrilles dans un coin de la salle commune. Je ne veux pas me souvenir des trois jours qui ont suivi. La mer fut si mauvaise que les marins eux-mêmes en souffrirent plus d'une fois. Certain soir, au dîner, la grande table réunit trois convives en tout : les deux Anglaises et le commandant. Je vivais, si toutefois c'est vivre, dans une somnolence laborieuse, tracassé jour et nuit par les craquemens répétés du navire, et agité de rêvasseries absurdes. Tantôt je pensais à miss Grace, tantôt je revoyais Ahmed, mon ancien Ahmed de Brunoy, poussant la charrue en uniforme de pacha, la redingote plaquée d'or. Souvent même, quand le roulis bouleversait les porcelaines de ma toilette, les images se mariaient et se brouillaient dans mon cerveau. Ahmed offrait le bras à miss Grace et la menait en grande pompe à je ne sais quel autel fantastique où les dieux de l'ancienne Égypte trônaient sur des balles de coton, des boucauts de sucre et des gerbes de blé. Un soir que l'eau de ma cuvette était répandue dans la chambre, je rêvai que le navire s'entr'ouvrait. J'allais périr au plus profond des flots, quand mis Grace en sirène et Ahmed en triton vinrent à mon secours. L'un me prêtait l'épaule droite, l'autre m'offrait la gauche; mais une force invisible les séparait toujours malgré tous mes efforts, et, si loin que j'étendisse les bras, je ne pouvais unir mes deux sauveurs.

Malgré tout, le *Péluse* faisait bonne route, et nous filions nos douze ou treize nœuds vent arrière. La terre fut signalée le 4 janvier sur les neuf heures du matin; mais cette terre d'alluvion qui s'étale à fleur d'eau ne se voit bien qu'au dernier moment, quand on y touche. Est-ce le phare qui s'élève là-bas? ou la colonne dite de Pompée, ou simplement une cheminée d'usine? Mais nous avons franchi les passes, et nous voici dans le vieux port, le port du bon retour, comme disaient les Grecs, *Eunostos*. C'est une fourmilière de navires, toutes les marines du monde s'y disputent l'espace; toutefois le pavillon ottoman prime les autres. Nous mouillons au milieu de vingt-cinq ou trente vapeurs égyptiens ou turcs; on pourrait compter par centaines les embarcations vice-royales qui se croisent en tout sens. Le mouvement, la bigarrure des costumes, la

diversité infinie des types, nous causent un véritable éblouissement. Nos deux Anglaises cherchent en vain dans cette cohue de choses flottantes le petit yacht de M. Longman; mais le yacht nous a signalés, et bientôt un canot des plus corrects, battant pavillon britannique, vient accoster notre échelle de tribord. Un jeune Anglais de bonne mine, rose comme une fille entre deux favoris ardens, quitte le gouvernail, escalade le pont, embrasse miss Longman et serre les mains de Grace. Ces dames nous présentent le maître du *Butterfly*, et nous présentent à lui; on échange les poignées de main, les invitations se croisent en tout sens : venez dîner à bord du yacht; venez nous voir au Caire; nous comptons sur votre visite à Ismaïlia, dans l'isthme;... des projets, des promesses et des politesses à l'infini.

Une heure après, nous pataugions comme des bienheureux dans la boue d'Alexandrie. C'est une ville européenne, moins le pavé, et, comme il y pleut fréquemment en hiver, le terrain des rues se détrempe à un demi-pied de profondeur : vous marchez dans un je ne sais quoi qui a la couleur de l'encre et la consistance du beurre. A cela près, Alexandrie n'est ni laide ni désagréable, elle n'est que vulgaire. Beaucoup de grandes rues bien alignées, force maisons construites à la dernière mode; on dirait un faubourg de Marseille, si le panache d'un palmier ne se dressait par-ci par-là.

Population singulière s'il en fut, remuante, remuée, composite au plus haut point et mal fondue. Des cafés partout, cafés borgnes, cafés somptueux, cafés chantans, cafés tripots, cafés... comment dirai-je? On y débite l'amour en plein air, derrière un grand rideau qui s'ouvre pour inviter le consommateur et qui retombe pour le cacher. Le passager qui croyait importer ici la mode des Alcazars et des Eldorados marseillais n'a pas dû rire en voyant les affiches. Ici *la Rose de Saint-Flour*, là *Orphée aux Enfers*, les morceaux de *la Belle Hélène*, les airs de *la Grande-Duchesse;* on ne vend pas un verre d'eau-de-vie sans donner Offenbach par-dessus le marché. Quelques établissemens cultivent la chanson politique, et de quel style, dieux clémens! Il y a dans ce fumier la matière d'un livre. La musique remplit les rues; partout des chants baroques et des accompagnemens sans nom. Le jeu se vend au petit tas, comme à Paris les pommes gâtées. Un malheureux accroupi dans la boue a devant lui deux cartes et trois écus; un autre malheureux qui passe prend une carte, rafle les quinze francs et s'en va.

Nous étions recommandés à un riche négociant français qui achète les cotons égyptiens pour les envoyer à Mulhouse. Il nous reçut comme de vieux amis et nous fit admirablement les honneurs

de la ville. On a bientôt tout vu, la fameuse colonne, l'aiguille de Cléopâtre, le nouveau port, qui n'est pas achevé, les remparts en ruine. Il y a près d'Alexandrie une belle promenade le long du canal Mahmoudié : grandes villas, palais prétentieux, jardins qui sembleraient féeriques sans le luxe de poterie qui les encombre et les grilles Gandillot qui les terminent. La plus belle de ces propriétés est un ancien kiosque de Mohammed-Ali; on voit encore devant la porte principale, au bord du Mahmoudié, une petite rotonde pavée de marbre et ombragée de verdure. Le grand pacha y rendait la justice, dit-on. J'éprouve quelque difficulté à me représenter la scène, à moins pourtant que les plaideurs ne se soient tenus dans l'eau. Les barques vont et viennent sur le canal avec leurs grandes vergues sans fin; sur la rive opposée, on aperçoit quelques huttes de fellahs, trop conformes, hélas! au modèle qui m'avait été décrit par Ahmed.

Le jardin de Mohammed-Ali, qui appartient aujourd'hui à Nubar-Pacha, est, paraît-il, un des plus beaux de l'Égypte. Nous l'avons cru sans peine; c'est un enclos plein d'ombre, de fraîcheur et de parfums exquis. Toute la flore des tropiques y vit en joie, les pieds dans l'eau, la tête au soleil; mais la vue des appartemens refroidit notre admiration, quoique le sultan Abdul-Medjid les ait illustrés de sa présence. Tout cela est trop riche, trop neuf et trop européen surtout. Les tapis viennent de Londres, les lustres portent encore l'étiquette de Baccarat, et les papiers de tenture sont les plus élégans qui se fabriquent en Italie. C'est le progrès, je le sais bien, et pourtant je suis tenté de dire : Progrès, que me veux-tu? Nous sortons chargés de bouquets, car l'hospitalité orientale ne perd jamais ses droits, même en l'absence du maître, et nous allons rêver, comme Marius ou Chateaubriand, sur les ruines de l'Agricole.

Qu'est-ce que l'Agricole? Une grande société de culture et d'irrigation qui est morte avant de naître. Voici les magasins, voilà parmi les herbes, les chardons et les ricins quelques centaines de machines dont beaucoup n'ont pas même été déballées. Ruines de fer, les plus tristes, les moins pittoresques et les moins durables de toutes, les plus coûteuses aussi, car on parle de vingt-cinq millions perdus! Par qui? pourquoi? comment? Je le saurai sans doute un jour ou l'autre, mais ce spectacle m'assombrit un peu.

Heureusement voici la joie et la jeunesse en personne : c'est miss Grace cahotée dans une grande calèche de louage avec la famille Longman. « Vous ne savez pas? nous dit-elle, nous partons demain pour le Caire, une cange nous attend à Boulaq, et nous allons remonter le Nil. Mme Longman a une indigestion d'Alexandrie, c'est la patrie de l'ennui mortel; toutes ces dames passent leur vie à

s'habiller, à manger des confitures, à médire du prochain et à courir les consulats. Au Nil, au Nil! Assurément nous nous rencontrerons dix fois en route; je ne vous dis donc pas adieu. A bientôt. » Et les voilà tous repartis au grand galop de deux chevaux maigres; la calèche sautille sur la route mal aplanie, et les branches des caroubiers, qu'on n'émonde jamais, accrochent leurs chapeaux au passage.

Sur ce, notre aimable hôte nous ramène à l'hôtel et nous dit : Si vous avez des lettres à écrire, hâtez-vous; nous dînons à sept heures et vos couverts sont mis.

J'avais à peine écrit trois lignes que déjà un compatriote inconnu m'honorait de sa visite.

— Monsieur, je n'ai pas pu résister au désir...

— Très bien, très bien. En quoi puis-je vous être utile?

— C'est moi qui voudrais faire votre fortune.

— Grand merci, je suis acoquiné à ma misère, et je m'en trouve très bien.

— Mais refuseriez-vous de rendre un signalé service à l'Égypte? Le gouvernement de son altesse est un grand consommateur de charbon. Il paie le newcastle 50 fr. la tonne, rendu sous vergue au port d'Alexandrie. J'offre de prendre la fourniture à 40 francs, et, si vous m'aidez, je vous donne...

— Merci, monsieur, et brisons là; je n'entends rien au commerce.

— Je croyais cependant que vos études...

— Non, monsieur, et comme j'ai mon courrier à faire, serviteur!

L'homme s'éloigna en disant : — Si c'est ainsi qu'on reçoit les compatriotes!...

Je n'étais pas encore assis quand la porte s'ouvrit de nouveau. Un gros monsieur très doux n'avait pas pu résister au désir,... et d'ailleurs il pensait que sa qualité d'homme de lettres...

— Ah! mais parlez donc!

— Monsieur, je suis venu dans ce pays pour étudier en conscience la marche du gouvernement. Deux volumes sont le fruit d'un travail qui m'a coûté plusieurs années de recherches, deux volumes in-octavo, monsieur!

— Publiés?

— Inédits; mais, hélas! je dois vous dire en toute sincérité que mon jugement définitif n'est pas favorable à la famille de Méhémet-Ali. Je crains même que la publication de ces deux forts volumes n'indispose l'Europe contre une dynastie qui jouit encore de quelque faveur.

— Vous me faites frémir.

— Eh! monsieur, j'en frémis moi-même.

— J'en étais sûr, car au fond vous n'êtes pas méchant.

— Oh! pas du tout; mais un homme qui a travaillé, qui a mis plusieurs années de sa vie dans un livre...

— In-octavo... ne se résigne pas à jeter son ouvrage au feu sans qu'une compensation raisonnable...

— Vous m'avez compris.

— Parfaitement... — Si bien même que je lui montrais le chemin qu'il avait à prendre.

Il sortit d'un air aussi rogue que son premier abord avait été doucereux, et je l'entendis crier d'une voix de tonnerre : — Ce n'est pas de cette façon qu'on reçoit un confrère, monsieur!

Je le suivis avec le ferme propos de défendre ma porte; mais, tandis que je parlais au garçon de l'hôtel une voix mâle me cria : — Bien, mon cher! Vous avez eu cent fois raison de chasser ce vaurien qui pratique alternativement le chantage et la mendicité. Touchez là!

Je tendis la main sottement, et quand je m'aperçus de mon étourderie, le troisième larron était déjà à cheval sur une chaise, au milieu de ma chambre.

— Ah çà! dit-il, est-ce que par hasard vous ne me reconnaîtriez point?

Je m'excusai sur mon peu de mémoire. Il me donna son nom, un nom qui ne sonnait pas mal, mais que je n'avais entendu de la vie.

— Mon cher, nous nous sommes rencontrés cent fois à Paris... Vous n'avez pas changé, mon gaillard!

— Cependant...

— Vous aurez beau dire, je vous fais compliment de votre bonne mine, et je suis enchanté de vous offrir mes petits services dans ce pays biscornu.

— Trop de bonté. Vous êtes ici pour affaires?

— Moi, fi donc! Je suis venu chasser la sauvagine. C'est la terre promise, mon vieil ami. Pour un homme comme moi, qui tue sept bécassines sur huit à balle franche, il n'y a que l'Égypte au monde. Laissez-moi vous organiser une partie sur le lac Mariout, et vous m'en direz des nouvelles.

— C'est que je pars demain matin pour le Caire.

— Oh! qu'à cela ne tienne! Je m'attache à vos pas.

— Vous me comblez; mais j'ai deux amis, et...

— Ils ne seront pas de trop.

— Ils n'aiment pas la chasse, et d'ailleurs je ne suis pas venu pour mon plaisir. Certain travail...

— On me l'a dit. Eh bien! puisque vous vous mettez si cordia-

lement à mon service, je veux tenter l'épreuve de votre obligeance, tant pis, mon cher. Quoique mes revenus soient ceux d'un gentilhomme aisé, je vous déclare que bientôt la vie ne sera plus tenable ici pour un oisif. Ce qui coûtait un louis avant la crise américaine en vaut quatre ou cinq à présent. Or j'aime le pays, j'y suis bien vu, j'ai de l'activité, et, si vous me poussiez un peu, j'essaierais, oui, morbleu ! de faire quelque chose.

— Je ne vous pousse pas !

— Mais vous pouvez m'aider. Je ne viens pas ici pour vous emprunter de l'argent; faites-moi seulement la charité d'une parole. Obtenez qu'on m'accorde une autorisation quelconque par écrit. Qu'on me permette de fonder un journal, une petite banque d'escompte, une maison de jeu, un café, n'importe quoi.

— Est-ce que toutes ces industries ne sont pas libres?

— Oui, mais celui qui vole de ses propres ailes est tenu de réussir, tandis qu'un homme autorisé par le vice-roi peut échouer à plaisir, il tombe sur un lit de roses. Heureux ou malheureux, ses derrières sont assurés. Si je gagne, j'empoche; si je perds, je me retourne contre le gouvernement, je réclame une grosse indemnité, le consulat m'appuie, l'Égypte tremble et paie : il y a même profit à ne point réussir.

— Vous m'instruisez, monsieur : je connaissais un peu la chasse de la sauvagine; mais la chasse aux indemnités m'ouvre un horizon tout nouveau. Par malheur, mon crédit est nul, et je ne peux que vous souhaiter bonne chance. Vous avez assez d'esprit pour vous tirer d'affaire tout seul.

Oui, certes, il avait de l'esprit, et la preuve, c'est qu'il prit congé en souriant avec grâce, sans me tendre la main cette fois.

Je fermai ma porte à double tour, et grâce à cette précaution je manquai la visite de deux personnes que j'aurais vues avec plaisir. Les lettres expédiées, on s'habilla, et l'on courut chez M. Claude, notre nouvel ami, qui nous attendait à dîner. Les rues d'Alexandrie sont éclairées au gaz, mais les escaliers ne le sont pas encore. En arrivant au premier étage, je pris ma droite pour ma gauche, j'ouvris un magasin au lieu d'une antichambre, et le concierge, qui nous suivait la lampe en main, me trouva étalé de tout mon long sur une balle de coton. Je me relève un peu confus, mais non sans avoir lu sur une enveloppe de grosse toile les mots : Ahmed et Mansourah.

— Ah ! pour le coup, dis-je à M. Claude, je veux en avoir le cœur net. Vous avez un correspondant du nom d'Ahmed ?

— J'en ai plusieurs, c'est un nom très commun chez les musulmans, comme Pierre ou Joseph chez les chrétiens.

— Mais ce n'est pas un nom de famille.

— Il n'y a pas de noms de famille. Les homonymes se distinguent généralement par leur titre ou par un sobriquet.

— J'ai entendu parler d'un Ahmed très intelligent et très riche.

— Mon homme de Mansourah! On en dit le plus grand bien.

— Vous le connaissez?

— Par correspondance.

— Il écrit le français?

— Comme tous les Égyptiens de la classe élevée, à moins pourtant qu'il ne se serve d'un secrétaire, car ses lettres sont signées à la turque, par la simple apposition d'un cachet noirci.

Mme Claude entra là-dessus, nous nous mîmes à table, et la soirée s'écoula comme un instant. Jamais plus gai repas ne fut offert plus cordialement ni mieux assaisonné de bonne grâce. Notre premier dîner d'Égypte se trouva par le fait un dernier adieu à la France.

Sur le minuit, comme je rentrais à l'hôtel, le domestique me dit: Vous trouverez la clé sur votre porte et la bougie allumée; on vous attend.

— C'est trop fort! Qui m'attend?

— Un monsieur.

— Quel monsieur?

— Je ne sais pas, un de vos amis.

— Ah! parbleu! je vais lui prouver qu'il n'y a plus d'amis passé certaine heure.

J'entre comme un furieux, un grand diable barbu jusqu'aux sourcils se lève à mon approche et m'embrasse en disant: salam-alek!

Je lui réponds: animal!

Il éclate de rire. — Bravo, mon cher; vous avez bientôt pris les belles façons d'Alexandrie. Je méritais un meilleur accueil, car j'arrive exprès pour vous voir, et il y a dix années que je vous attends, soit dit sans reproche.

Je recule de deux pas, je reconnais la voix, les yeux, tout l'homme, et à mon tour je lui saute au cou. C'était Ahmed.

EDMOND ABOUT.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février 1869.

Nous n'en sommes plus, pour le moment, à l'émotion enfiévrée des coups de théâtre, toujours menaçans dans la politique. On les a longtemps attendus, on ne les attend plus, on cesse un peu de les craindre. Tandis qu'un vent favorable nous rapporte à travers la Méditerranée la réponse pacifique et résignée de la Grèce qui viendra clore un incident européen, nos affaires intérieures de leur côté entrent visiblement dans cette phase où tout reste indécis en présence d'une prochaine et solennelle manifestation du pays. Notre session législative marche avec une prudente et silencieuse lenteur. Elle a de la peine à se débrouiller et à s'animer jusqu'ici; on dirait qu'elle se ressent de la fatigue ou de l'incertitude d'une assemblée qui s'achemine mélancoliquement vers sa fin. Elle est ouverte depuis près d'un mois déjà, cette session appelée à être pour le corps législatif actuel une dernière occasion de faire son testament devant la France; qu'a-t-elle produit? Des travaux intérieurs nécessaires sans doute, méritoires assurément, mais toujours obscurs, et deux interpellations, deux journées de discussion publique, dont l'une pourrait bien s'appeler une petite journée des dupes, tant elle a ressemblé à une déconvenue parlementaire, à une fuite universelle terminant un combat mal engagé. Deux discussions rapides, incomplètes, peu décisives, caractéristiques encore cependant par ce qu'elles ont laissé entrevoir ou par ce qui leur a manqué, c'est donc le bulletin assez peu triomphant de cette campagne qui commence devant le pays, et sur laquelle le pays à son tour aura son mot à dire d'ici à quelques mois.

Les interpellations, comme toutes les choses de ce monde, ont leur destin. Les unes réussissent parce qu'elles viennent à propos, parce qu'elles répondent à une vive préoccupation d'opinion, parce qu'enfin, à défaut d'un autre intérêt, elles excitent tout au moins une certaine cu-

riosité; les autres n'ont qu'un médiocre succès, elles ne répondent à rien et ne conduisent à rien, elles passent sans résultat et sans bruit, comme des dialogues inutiles qui s'épuisent faute d'aliment, ou qui s'arrêtent toutes les fois qu'ils touchent au point intéressant. Par une contradiction bizarre, c'est l'interpellation du corps législatif sur les réunions publiques qui a le moins réussi, qui a été évasive, écourtée, pleine de banalité et de froideur, sauf une intervention incidente de M. Émile Ollivier, qui a vainement essayé de la relever et de l'animer; c'est au contraire l'interpellation du sénat sur la presse qui a eu de la vivacité, même de l'imprévu, et qui a eu en définitive le plus de retentissement. Le sujet était pourtant à peu près le même. Des deux côtés, il s'agissait de la politique du 19 janvier, des lois nouvelles qui en sont la réalisation, en un mot de cette expérience d'une semi-liberté laborieuse et précaire qui se poursuit aujourd'hui.

D'où vient cette différence de fortune entre les deux discussions? C'est que dans le corps législatif le débat était évidemment mal engagé. Puisque personne, parmi ceux qui interpellaient le gouvernement dans un intérêt conservateur, n'avouait la pensée de mettre en cause la loi nouvelle sur les réunions, et que d'un autre côté personne, pas plus l'opposition que tout autre parti, n'avait à défendre ce qui se dit dans ces réunions, la question tombait d'elle-même, ou, pour mieux dire, il n'y avait plus de question. Il n'y avait que de l'embarras pour tout le monde, pour ceux qui interpellaient sans rien demander, pour le gouvernement, qui avait à répondre sans savoir à qui parler, pour l'opposition elle-même, qui aurait pu se porter à la défense d'un droit, s'il eût été attaqué, mais qui n'avait pas à se faire la patronne des excentricités oratoires des clubs, — et le combat a fini faute de combattans. On n'en sait pas plus après qu'avant sur ces réunions populaires, sur leur rôle moral ou politique, sur ce qui leur est permis ou leur est défendu, si ce n'est que le gouvernement, armé d'une loi pour laquelle il professe un amour tout paternel, est parfaitement décidé à s'en servir, surtout quand il y trouvera son intérêt, ce dont on se doutait un peu. Ce dialogue entre l'honorable M. de Benoist, un député qui a des succès d'agriculteur dans la politique, et l'honorable garde des sceaux, M. Baroche, a manqué manifestement son but; il n'a pas même offert au gouvernement l'occasion de se poser en médiateur tout-puissant, promettant aux âmes craintives de continuer à les sauver des déchaînemens anarchiques, et garantissant les libertés nouvelles contre toute réaction. Tout bien examiné, on était d'accord ou l'on paraissait s'entendre pour ne pas aller plus loin, c'est-à-dire qu'on n'avait rien fait, et c'était bien le moins qu'on invoquât de toutes parts l'ordre du jour, cette providence des discussions inutiles. Le corps législatif n'a pas fait là une brillante entrée en campagne.

Au sénat, la chose est tout autre. Ici non plus sans doute, personne ne

se serait hasardé à mettre en cause la loi sur la presse, puisque l'empereur, dans son discours d'inauguration des chambres, a trouvé que tout était bien; mais de cette situation même, acceptée telle qu'elle est, avec ses inconvéniens et ses avantages, naissait une question bien autrement grave, bien autrement délicate. La loi sur la presse avait conduit tout droit, sans qu'on s'en doutât, à un problème de l'ordre constitutionnel touchant à l'organisation même des pouvoirs publics. Nous ne dissimulons pas qu'arrivés à ce point nos sénateurs se sont trouvés surpris et même un peu embarrassés de leur audace, en se souvenant qu'ils étaient eux-mêmes les gardiens de la constitution. M. Troplong n'a pas négligé les efforts pour arrêter au passage ces témérités de jeunesse; mais le mal était plus qu'à moitié fait, et on est allé jusqu'au bout, sans que la société, au surplus, en ait été autrement bouleversée.

Cette dernière discussion est bien certainement en effet une des plus curieuses, une des plus naïvement hardies qu'il y ait eu dans le sénat actuel depuis qu'il existe. Si on s'arrêtait uniquement à ce qui a été dit sur la presse, un des discours les plus remarquables serait sans nul doute celui d'un nouveau sénateur, M. le comte de Sartiges, qui, accoutumé par ses fonctions diplomatiques à vivre dans des pays libres, a puisé dans son expérience cette idée, que la liberté la plus étendue de discussion n'offre pas tous les périls qu'on redoute, que les journaux les plus extrêmes en viennent bien vite à s'user par leurs excès, que ce sont les persécutions qui font le plus souvent leur puissance; mais il faut aller droit au fond même de ce débat, à la moralité même telle que l'a dégagée M. de Maupas, le promoteur des dernières interpellations. La vérité est que, selon M. de Maupas, un des coopérateurs du 2 décembre, la situation nouvelle créée par les lois sur la presse et les réunions suppose un complément inévitable. La responsabilité ministérielle devient désormais une invincible nécessité, ne fût-ce que pour couvrir le souverain contre l'abus de toutes les libertés qui peuvent se déployer aujourd'hui sans avoir à demander le passeport du pouvoir discrétionnaire. Il faut abriter au plus vite la responsabilité du chef de l'état en lui donnant pour bouclier toutes les autres responsabilités. C'est une idée émise, il y a quelques années déjà, par M. de Persigny, le doctrinaire de l'empire, lorsque les discussions commençaient à s'animer. M. de Maupas l'a reprise pour son compte, et l'a soutenue l'autre jour avec la verve d'un autoritaire à demi converti. Comment s'est-il converti? comment l'impatient sénateur qui l'an dernier encore s'attachait au palladium de l'omnipotence administrative, et se montrait un des adversaires les plus résolus de la loi sur la presse, en vient-il aujourd'hui à doubler le pas dans la voie libérale, à placer le gouvernement sous le coup de cette logique qui le pousse l'épée dans les reins vers une des conditions les plus essentielles du régime parlementaire? Cela importe peu. Que ce soit

inconséquence chez l'homme, c'est une anomalie de plus, et voilà tout. Que M. de Maupas se débatte dans tous ces termes d'*homogénéité*, de *solidarité*, de *responsabilité* ministérielle, pour rester en règle avec la constitution, le fond est le même; la déduction irrésistible, c'est un ministère représentant une politique, lié par une intime communauté d'opinions, placé entre le souverain et le pays intervenant dans ses affaires par les chambres, par la presse. Si M. de Maupas n'a voulu que se donner le malicieux plaisir de mettre dans l'embarras M. Troplong, gardien juré de la constitution, M. Rouher, chargé de défendre la situation actuelle tant qu'elle n'est pas modifiée, il a réussi jusqu'à un certain point. Il a bien sûrement désolé M. le président du sénat, il a forcé M. le ministre d'état à le suivre sur un terrain défendu, à combattre des idées qu'il ne désavoue peut-être pas absolument lui-même dans le secret de sa pensée.

M. de Maupas et M. Rouher, combattant sur la question de l'établissement de la responsabilité ministérielle en plein sénat, devant M. Troplong, le spectacle était bizarre, et cette étonnante séance est faite pour laisser une double impression qui survit à cet éternel ordre du jour où vont aboutir toutes les interpellations. Elle révèle de plus d'une façon les luttes intimes de notre politique intérieure. M. Rouher, négligeant volontairement sans doute les côtés plus élevés de la question, rappelait l'autre jour que, si on avait été conduit à augmenter les franchises de la presse, c'est qu'on en était venu à reconnaître que, à tout prendre, le régime discrétionnaire était impuissant, qu'il ne supprimait rien, qu'il ne méritait pas sa réputation, et qu'il valait mieux voir en face la contradiction, même l'hostilité. Eh bien! on vient de reconnaître encore une fois ce que valent les restrictions, les prohibitions, quand elles s'appliquent aux affaires politiques, fût-ce à la discussion des principes du gouvernement. Est-ce que les sénatus-consultes protecteurs de la constitution ont rien empêché? Est-ce qu'un sénateur dont le dévoûment est à l'épreuve ne s'est pas cru le droit d'aborder ces délicats problèmes d'organisation constitutionnelle que nous ne pouvons, pour notre part, regarder que du dehors? Il aurait pu suivre une voie plus régulière, ce sénateur empressé à regagner le temps perdu, soit; il ne l'a pas suivie, et on l'a dit avec une parfaite raison, comment dérober à l'examen public ce que le sénat lui-même discute, ce qui est la préoccupation de tout le monde? Ce n'est pas tout. On a beau faire, les choses ont marché depuis quelque temps, et ce n'est pas seulement dans les discussions, c'est surtout dans les faits que s'attestent les changemens accomplis. Au fond, que signifie cette dernière séance du sénat interrogée de près? Elle prouve que personne n'est plus dans la donnée primitive des institutions actuelles, ni M. de Maupas en proposant une innovation considérable, ni le gouvernement, qui a donné l'exemple de se réformer lui-même en étendant le contrôle des chambres, en affranchissant la presse de la tu-

telle administrative, et de là viennent justement ces embarras intimes que M. Rouher avait de la peine l'autre jour à voiler de tout l'éclat de sa parole. C'est la lutte entre ce qui reste d'un régime d'omnipotence qui, en se modifiant par sa propre initiative, hésite encore, se défend sur certains points, et les exigences croissantes de l'opinion. C'est là ce qui apparaissait à travers les réticences, les aveux, les échappées de la dernière discussion du sénat, et c'est ce qui rend cette séance curieuse entre toutes.

Sait-on un exemple frappant, éloquent, de cette lutte intime entre l'esprit de la première période de l'empire et les nécessités croissantes d'une situation nouvelle? C'est ce qui arrive de l'administration de la ville de Paris, de cette administration qui, somme toute, est aujourd'hui en liquidation devant le corps législatif. M. Haussmann, c'est un type de l'omnipotence s'appliquant au gouvernement d'une ville, s'exerçant dans une sphère qui égale celle de certains états en Europe. M. le préfet de la Seine est peut-être le seul administrateur pour lequel il n'y ait point eu d'obstacles. La cour des comptes lui a fait quelquefois des observations, il ne les a pas écoutées. Son conseil municipal, composé d'hommes fort honorables assurément, nommé d'ailleurs sur ses propositions, était trop bien élevé et trop convaincu de la grandeur de ses desseins pour rien refuser à sa féconde activité. M. Haussmann est allé droit son chemin, démolissant et reconstruisant Paris, ouvrant des boulevards et des rues, abattant des montagnes, préparant la création de nouveaux cimetières, faisant en un mot sa ville à lui, sans s'inquiéter beaucoup des Parisiens, race nomade et frondeuse, toujours prête à quereller le pouvoir, sauf à se résigner aux merveilles qu'on lui destine; mais, pour accomplir de si grandioses entreprises, il fallait des ressources, et ces ressources, M. le préfet de la Seine se les est procurées tantôt d'une façon naturelle par des emprunts légalement autorisés, tantôt par des moyens ingénieux d'une étrange élasticité. Il a épuisé toutes les combinaisons, il a fait argent de tout, du présent et de l'avenir, de ce qu'il avait et de ce qu'il n'avait pas. Tant qu'on n'y regardait pas de près, tout allait bien encore. Le jour est arrivé cependant où l'opinion, devenue plus susceptible, s'est mise à interroger ces vastes opérations par lesquelles on l'émerveillait, à scruter les moyens par lesquels tant de choses étaient accomplies, et ce jour-là il a fallu s'arrêter, il a fallu liquider : résultat final, plus de 460 millions de déficit, dont 398 millions obtenus du Crédit foncier et constituant une dette que le corps législatif, saisi déjà l'an dernier de la question, est appelé aujourd'hui à régulariser par un vote un peu tardif.

Est-ce un emprunt déguisé qu'a fait réellement M. le préfet de la Seine sans demander l'autorisation qui lui aurait été nécessaire? Était-ce au contraire un prélèvement légitime et anticipé sur les ressources

annuelles de la ville pendant un certain laps de temps? C'est ce qui sera discuté dans quelques jours. On soutiendra, si nous ne nous trompons, que la consolidation des 398 millions si complaisamment avancés par le Crédit foncier ne constitue pas un emprunt au sens propre et légal du mot, que la ville de Paris ou le gérant de ses finances avait le droit d'étendre sur l'avenir cette part des charges du présent, que M. le préfet de la Seine a même été par le fait un grand décentralisateur en agissant avec une aussi hardie indépendance. On dira bien des choses encore; il n'est pas moins clair que, s'il n'y avait point un emprunt véritable déguisé sous cette ingénieuse combinaison des bons de délégation, on n'aurait pas recours aujourd'hui au corps législatif pour régulariser après coup ce qu'il n'avait pas autorisé. Il est bien plus évident encore que ce n'est pas là une affaire de simple juridiction administrative ou d'interprétation légale du mot d'emprunt, que c'est une question politique de premier ordre, se posant à propos de tout un ensemble de travaux irrégulièrement accomplis par la volonté autocratique d'un homme.

M. le préfet de la Seine a une justification souveraine dont on finit par abuser. Il se réfugie dans la magnificence de ses œuvres, il se fait un rempart de toutes les merveilles dont il a doté Paris. C'est, à proprement parler, la souveraineté du but transportée dans le domaine de l'édilité. Ce serait certainement une injustice de méconnaître la grandeur et l'utilité de quelques-uns de ces travaux, de même que ce serait une puérilité de contester l'énergique et opiniâtre capacité de cet infatigable révolutionnaire de la voirie parisienne; mais ce qui nous frappe dans tout cela, c'est l'absence totale du sentiment de la loi. L'administration actuelle de la ville de Paris, avec ces opérations tant attaquées, n'a fait, dira-t-on, que ce qui s'est pratiqué dans d'autres circonstances, à propos du rachat du péage des ponts, à propos du rachat du canal Saint-Martin, etc., ce qui est en usage dans une multitude d'autres grandes villes de France. C'est là précisément le mal invétéré que ce penchant des administrateurs à éluder les plus simples règles par des combinaisons plus ou moins ingénieuses, et si c'est plus sensible à Paris, c'est que ce dédain suprême de la loi s'y est manifesté dans de plus vastes proportions. Toutes ces questions parisiennes ont été serrées de près déjà plus d'une fois. M. Léon Say les a étudiées avec une pénétrante intelligence, et M. Augustin Cochin les résume aujourd'hui dans une brochure, *la Ville de Paris et le corps législatif*, œuvre d'un « Parisien renforcé » qui répète volontiers avec Montaigne : « Paris a mon cœur dès mon enfance; je l'aime tendrement et jusques à ses verrues et à ses taches. » Dans ces pages, il n'y a aucune injustice pour M. le préfet de la Seine, il y a de l'impartialité, de la sincérité, et en définitive l'auteur arrive sans effort à cette conclusion que M. Haussmann a fait certaine-

ment de grandes choses, mais qu'il en a fait aussi d'inutiles, en payant les unes et les autres très cher, qu'il a développé la prospérité de la ville, mais qu'il a grevé aussi pour longtemps les ressources municipales, qu'il a engagé l'avenir sans savoir ce que sera cet avenir, et que la cause de tout cela, c'est l'absence de contrôle. Or ce contrôle devenu nécessaire, où le placer? Le plus simple serait sans doute de rendre à Paris une organisation municipale régulière par l'élection. C'est justement ce qu'on ne veut pas sous l'influence de souvenirs et de considérations qui n'ont pas une égale valeur. On ne veut pas d'un Paris municipal ayant sous la main le gouvernement de la France. C'est alors que par un expédient nouveau on a imaginé de faire passer dans le domaine du corps législatif l'examen du budget extraordinaire de la ville de Paris en y joignant le budget de la ville de Lyon, qui est placée sous le même régime des commissions administratives, et qui sans cela resterait, comme on l'a dit, une exception dans l'exception.

Sera-ce un remède décisif? Puisqu'on ne veut pas replacer Paris dans les conditions d'un vrai régime municipal appuyé sur l'élection, l'intervention du corps législatif est indubitablement une amélioration, si ce contrôle supérieur est réellement organisé d'une façon efficace. C'est pourtant, on en conviendra, une combinaison singulière que celle qui place un préfet directement en face du corps législatif, et il serait plus étrange encore qu'un ensemble de faits qui a conduit à cette sorte de mise en tutelle de M. le préfet de la Seine eût pour dernier résultat de lui préparer une élévation nouvelle. On a parlé en effet, pour M. Haussmann, de la résurrection d'un ministère de Paris qui existait ni plus ni moins sous l'ancien régime. Ce serait probablement une très embarrassante complication, quoique nous ne méconnaissions pas la différence entre ce que pourrait être aujourd'hui un ministère de Paris et ce qu'il était autrefois. Dans tous les cas, c'est par une loi de l'époque consulaire que l'organisation préfectorale a été créée, c'est par une loi seulement qu'elle pourrait être réformée, et on y regardera à deux fois. Sans dépasser les termes de la proposition qui est en ce moment devant le corps législatif, la difficulté est déjà bien assez grande. Qu'on y prenne garde, c'est mettre en présence Paris et la province, représentée par le corps législatif, ce qui peut devenir une source d'épineux antagonismes. Et de plus que sera le contrôle supérieur d'un parlement qui pourra s'exercer sur le budget extraordinaire, et devra s'arrêter aux limites du budget ordinaire? Qu'est-ce que l'ordinaire et qu'est-ce que l'extraordinaire? Quoi de plus facile pour un homme comme M. Haussmann que d'échapper par ces distinctions à tout contrôle efficace? Si le contrôle n'est pas sévèrement et soigneusement organisé, il se pourrait en vérité que cet expédient imaginé dans un moment de crise ne fût pour un administrateur entreprenant qu'un moyen nouveau de donner carrière à son ac-

tivité. Jusqu'ici du moins, dans les termes sommaires où se présente la question, rien n'empêche M. le préfet de la Seine de décréter de son autorité propre une multitude de travaux qui échapperont nécessairement au corps législatif, et pour l'exécution desquels il saura bien se tirer d'affaire. Ou le contrôle sera étendu et précisé par la loi qui va être discutée, ou il sera illusoire; il laissera une liberté dont on usera dans l'avenir comme dans le passé, et le corps législatif verra retomber sur lui tardivement la responsabilité de ce qu'il n'aura pas autorisé. C'est tout juste comme dans la politique, et voilà pourquoi nous avions quelque raison de voir dans l'administration de M. Haussmann un spécimen particulier d'un régime qui ne s'harmonise plus avec les conditions nouvelles, de représenter M. le préfet de la Seine comme un de ces types d'omnipotence qui deviennent embarrassans quand on reprend le goût des garanties réelles, qui résument en eux-mêmes les contradictions, les difficultés d'une transition laborieuse. Sur ces affaires de la ville de Paris, en un mot, va se livrer certainement une sérieuse bataille politique. La question est de savoir à qui restera la victoire, aux habitudes traditionnelles de prépotence administrative ou à l'esprit renaissant de garantie et de libre contrôle?

La victoire, nous l'espérons encore, elle restera à l'esprit libéral, comme elle est en ce moment à la paix dans la politique extérieure, qui aurait elle-même échappé à bien des méprises, à bien des erreurs, par une intervention plus directe du pays. Aujourd'hui c'est la paix qui revient d'Orient. La Grèce paraît avoir adhéré purement et simplement aux propositions de la conférence réunie à Paris il y a quelques semaines. La conséquence sera que la Sublime-Porte, renouant les rapports diplomatiques qu'elle avait rompus, renverra d'ici à peu un représentant à Athènes, que l'ultimatum turc sera naturellement retiré, et que les relations des deux pays se trouveront par le fait rétablies dans les conditions anciennes. C'est une bourrasque que la paix européenne a traversée et où elle aurait pu assurément sombrer. Il ne faut pas croire en effet que cet esprit de conciliation dont l'Occident réuni s'est fait l'organe ait triomphé sans peine, qu'il n'ait rencontré ni difficulté ni résistance. Malheureusement en Orient tout est organisé pour une lutte qu'on peut ajourner encore, mais qu'on n'empêchera point, parce qu'elle est dans la nature des choses, parce que les élemens hostiles sont toujours prêts à se heurter. D'un côté, à Constantinople même, on n'en peut douter, il y avait un parti de la guerre représenté principalement dans les dernières crises par le ministre de la guerre, Namik-Pacha, et poussant à des mesures extrêmes. Il y a eu un instant, dit-on, où ce parti, servi par le jeune fils de Namik-Pacha, Djemil-Bey, premier chambellan du sultan, se croyait presque sûr de la victoire. Il s'agitait fort, menaçant la position du grand-vizir, Aali-Pacha, qui naturellement n'était pas disposé à

se séparer de la diplomatie occidentale pour brusquer aventureusement les choses. Ce parti de l'action précipitée a été vaincu, et c'est le secret de cette crise à la suite de laquelle, il y a quelques jours, Namik-Pacha quittait le ministère de la guerre, et son fils Djemil-Bey cessait d'être chambellan du sultan. D'un autre côté, l'ardeur belliqueuse n'était pas moins vive en Grèce. Le parti de la guerre comptait des représentans puissans, et il avait la popularité dans le pays. Fort de la surexcitation du sentiment national, il dominait dans le ministère au moment où les propositions de la conférence arrivaient à Athènes.

Le premier effet de cette mise en demeure adressée par la diplomatie européenne au gouvernement hellénique a été la dissolution du cabinet Bulgaris et le commencement d'une crise prolongée où toutes les combinaisons ont été essayées. Le jeune roi George ne s'est point hâté, il s'est entouré de conseils, il a réuni autour de lui quelques-uns des hommes considérables de la Grèce, M. Zaïmis, M. Christidès, M. Deligiorgis, etc. Ces conseils étaient l'image des sentimens agités du pays. Le souverain hellène se trouvait dans une position cruelle, placé qu'il était entre toutes les influences, entre la diplomatie, qui lui parlait de paix, et ceux qui se laissaient exalter par la passion publique au point de vouloir tout braver quand même, entre le danger d'attrister, de froisser le sentiment national par une résignation nécessaire, et l'évidente impossibilité de se lancer follement dans une guerre pour laquelle la Grèce n'était rien moins que prête. La diplomatie et surtout le représentant de la France, M. Baude, ont sûrement aidé à lever ces doutes et à faire prévaloir les conseils pacifiques. La sagesse l'a emporté, et après bien des tâtonnemens c'est M. Zaïmis qui s'est chargé, comme président du conseil, de personnifier dans le gouvernement la politique de la paix, de signer l'acte d'adhésion de la Grèce à la déclaration de la conférence. M. Zaïmis est le fils de l'un des chefs de la guerre de l'indépendance en 1821; il a fait lui-même partie de la députation envoyée, il y a quelques années, à Copenhague pour offrir la couronne hellénique au jeune prince danois qui est aujourd'hui le roi George. Sans avoir l'ascendant de M. Bulgaris, de M. Commondouros, il passe pour un homme habile et exercé. Il s'est donné pour collègues, entre autres, un officier distingué de l'armée, M. Charles Soutzo, un diplomate, M. Théodore Delyannis, l'ancien ministre de Grèce à Paris et le parent de M. Delyannis, ministre des affaires étrangères dans le dernier cabinet. C'est le ministère de la paix nécessaire, d'une paix qui n'offense en rien le patriotisme après tout, et qui n'aliène nullement l'avenir.

Diverses circonstances ont déterminé sans doute cette solution de la crise hellénique et la plus essentielle, en dehors des communications personnelles que le roi George a pu recevoir des principaux souverains de l'Occident, c'est une juste appréciation des faits, c'est un simple

coup d'œil jeté sur l'Europe, sur l'Orient. En Europe, il y a la volonté manifeste de prolonger autant que possible la durée de la paix. En Orient même, on ne peut se dissimuler que la situation s'est modifiée depuis quelque temps. Que dans les diverses régions orientales, dans la Roumanie, dans la Bulgarie, en Serbie, tout se soit disposé à une certaine heure pour engager la lutte, cela n'est pas douteux. On ne peut plus ignorer que M. Bratiano, quand il était premier ministre à Bucharest, se précipitait vers la guerre avec une sorte d'impatience aveugle, et il était si engagé dans cette voie qu'il ne savait plus comment revenir sur ses pas, qu'il eût été infailliblement entraîné à quelque tentative extrême. C'est alors que la Prusse, sur laquelle il se croyait quelque droit de compter, l'arrêtait subitement et le laissait tomber du ministère ou provoquait sa chute. Depuis ce moment, M. Bratiano n'a cessé d'entretenir l'agitation, il le pouvait d'autant mieux qu'il avait la majorité dans les chambres. Tout a un peu changé cependant. Le ministère Ghika, qui a succédé à M. Bratiano, s'est maintenu; il a redressé la politique roumaine en lui donnant une direction plus pacifique, et à la suite de quelques incidens où le rappel de la mission militaire française à Bucharest a joué un certain rôle, le ministère roumain vient d'être autorisé par le prince Charles à dissoudre la chambre. Les influences pacifiques ont retrouvé de l'empire en Roumanie. On ne pouvait méconnaître la force de ces circonstances à Athènes. On ne pouvait se lancer sans réflexion dans une lutte que l'Europe voyait d'un mauvais œil, où la Grèce n'aurait pas trouvé peut-être tous les alliés sur lesquels elle aurait pu compter dans d'autres momens. La paix est sortie de cette situation. La crise a été traversée pour aujourd'hui, et la conférence peut enregistrer son succès; mais il ne faut pas oublier aussi que cette crise n'est nullement accidentelle, qu'elle tient surtout à l'état informe où la Grèce a été placée, où elle ne peut vivre, et que l'Europe, responsable jusqu'à un certain point de cet état, ne s'en tirera pas toujours à si peu de frais.

Ce qui arrivera un jour ou l'autre de ces querelles d'Orient incessamment renouvelées, on ne peut certes le dire. Elles vont s'apaiser encore une fois pour un moment par la toute-puissance d'une bénigne médiation de la diplomatie occidentale. En attendant, et pour nous aider à ne pas trop nous endormir, voici qu'un autre bruit de tempête nous arrive d'Allemagne. La tempête, il est vrai, n'a rien de directement menaçant pour la paix de l'Europe, et peut-être n'est-elle pas même bien sérieuse, quoique le chef d'équipage ait donné le signal d'alarme; elle n'est pas moins un singulier symptôme. Pour parler plus clairement, de vives et retentissantes discussions viennent d'avoir lieu dans les chambres prussiennes, et elles ont été pour M. de Bismarck l'occasion d'une de ces sorties audacieuses comme il s'en permet quand il sent le besoin

de rallier son monde. M. de Bismarck a toujours des façons originales d'intervenir dans les débats parlementaires; il s'y comporte en major de cuirassiers qui cherche partout l'ennemi, frappant d'estoc et de taille. Il ne s'agissait pourtant ici ni de préparer un autre Sadowa, ni de passer d'un seul bond à travers la médiocre grille du Mein pour aller dévorer l'Allemagne du sud. Non, il s'agissait plus simplement de remporter une grande victoire sur l'ancien roi de Hanovre et sur l'ancien électeur de Hesse, de faire une charge à fond contre les « maisons d'Este et de Brabant, » contre les épouvantables « menées guelfes, » contre les deux petites cours réfugiées depuis 1866 à Hietzing et à Prague. Tranchons le mot, il s'agissait tout bonnement, pour le salut de la patrie allemande, de mettre la main sur les biens des deux princes dépossédés, et voilà pourquoi la tempête n'est pas bien sérieuse, voilà pourquoi il y a au premier coup d'œil une disproportion notoire entre le bruit qui s'est fait à Berlin et le sujet même de ces discussions. Il est trop visible qu'on n'a soulevé de si grandes questions, qu'on n'a mis en jeu tant de passions dans le parlement prussien, que pour couvrir une chose peu digne d'un gouvernement qui a beaucoup à se faire pardonner, — un simple acte de confiscation. Ni l'électeur de Hesse, que la Prusse aidait autrefois à pressurer ses sujets, ni le vieux roi de Hanovre lui-même, n'étaient faits pour exciter un souverain intérêt; on les transforme aujourd'hui en victimes dans un moment de colère. Quoi donc! M. de Bismarck ne se contente pas d'être l'heureux vainqueur de 1866, d'avoir absorbé en sept jours de guerre le royaume de Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau, la ville libre de Francfort; il faut encore que ceux qu'il a dépouillés se tiennent pour satisfaits, qu'ils ne disent rien, sous peine de se voir poursuivis jusque dans leur fortune privée par toutes les rigueurs de la guerre!

M. de Bismarck n'est point du tout un homme naïf. Lorsqu'au lendemain des événemens de 1866 il rendait leurs biens au roi George de Hanovre et à l'électeur de Hesse par des traités formels, il ne croyait pas sans doute avoir converti ces princes à la légitimité prussienne, il savait bien qu'il retrouverait en eux des prétendans. Il poursuivait simplement un but politique; il comptait tranquilliser la conscience de beaucoup de Hanovriens en désintéressant matériellement leur ancien souverain, et il espérait aussi faire plaisir aux Anglais, ces protecteurs traditionnels d'un roi qui par sa naissance restait encore pair d'Angleterre. Il n'a pas obtenu tout ce qu'il se promettait; il s'est bientôt repenti de ses largesses envers le roi George, à qui il avait assuré quelque seize millions de thalers. La chambre, qui n'avait approuvé ces libéralités qu'avec peine, et qui s'était repentie avant le ministre, la chambre était toute prête à retirer par voie de séquestre ce qu'on avait donné par un traité diplomatique; mais il fallait encore un motif. Le motif, il est tout

trouvé : c'est la raison d'état! Est-ce que les petites cours de Hietzing et de Prague ne sont pas depuis deux ans des foyers d'intrigues contre la Prusse? Est-ce que le roi George ne prononce pas des discours où il parle de la restauration guelfe, que la Providence doit infailliblement accomplir? Est-ce qu'il n'a pas eu une légion hanovrienne qui s'est promenée de l'Autriche en Suisse, de la Suisse en France, où elle est maintenant disséminée? Et l'électeur de Hesse, celui-là aussi conspire dangereusement. Il reçoit des tapis brodés par les dames de Cassel, et il a une chancellerie qui expédie des mémoires aux gouvernemens étrangers pour défendre ses droits en invoquant Grotius, Vattel, Bluntschli et Heffter! Une fois sur ce chemin, M. de Bismarck s'y est lancé avec sa crânerie ordinaire, éclaboussant un peu tout le monde, l'Autriche assez directement, la France d'une façon moins directe, quoique assez transparente encore, les particularistes, les républicains de Wurtemberg, les juristes, qui lui présentaient « l'objection judiciaire. » Armé de la raison de salut public, M. de Bismarck, comme il le dit, n'était pas homme à se laisser prendre « dans les mailles d'une simple objection juridique. » Il est même peut-être allé plus loin qu'il ne voulait, cédant à une irritabilité qu'il tient, dit-on, de ses dernières souffrances nerveuses, et aussi à l'impatience d'un politique qui, avec tout son ascendant, avec toute sa force, se sent néanmoins mal à l'aise au milieu de l'œuvre immense dont il a pris la redoutable responsabilité. Dans sa parole pittoresque et hautaine, il y a une irritation qui a de la peine à se contenir.

Le fait est que ces deux discours que M. de Bismarck a prononcés coup sur coup à l'appui de ses mesures de séquestre sont étranges, et on ne peut que s'émerveiller de l'art subtil et passionné avec lequel le premier ministre prussien lie ce qu'il appelle les « menées guelfes, » les démarches des princes dépossédés, à tout le mouvement européen. C'est évidemment par ces princes qu'ont été propagés tous les malentendus, tous les doutes sur l'innocence et les intentions pacifiques de la Prusse! C'est par eux qu'a été entretenue et envenimée cette situation de l'Europe, un moment si violente, et qui n'a été détendue que par le changement de ministère à Bucharest. On a ici l'explication du mot que prononçait M. de Bismarck il y a deux mois. Seulement c'est une autre énigme : si, comme nous le disions, M. Bratiano allait en avant sans regarder derrière lui, ce n'était pas sans doute pour complaire au roi de Hanovre et à l'électeur de Hesse, c'est qu'il se croyait autorisé par d'autres appuis, par d'autres relations mystérieuses, de sorte que, dans les confusions probablement calculées de sa logique, le tout-puissant ministre du roi Guillaume en laisse deviner plus qu'il n'en dit; mais ce qu'il y a de plus frappant en vérité dans les discours de M. de Bismarck, c'est l'emportement plein de mépris avec lequel il met la raison d'état et la force au-dessus de tout droit, c'est l'âpreté avec laquelle il se jette sur ces malheureux princes

dépossédés, et parle de « poursuivre ces reptiles jusque dans leurs repaires. » Il a de curieuses expressions, ce hardi vainqueur, pour justifier l'espionnage qu'il étend partout. « Là où la pourriture s'est mise, dit-il, foisonne une vie que l'on ne peut guère saisir avec des gants glacés. » Si des démagogues parlaient de cette manière à propos des royautés déchues, on trouverait qu'ils ne sont pas de trop bon goût, et qu'effectivement ils ont oublié de mettre « des gants glacés. » Que l'un des chefs du radicalisme prussien, M. Waldeck, dans un langage beaucoup plus modéré d'ailleurs, approuve le séquestre justement parce qu'il y voit un acte révolutionnaire, ce n'est pas surprenant encore. Il est un peu plus singulier que ce soit le premier ministre d'un roi de droit divin qui agisse ainsi, et qui offre de ces modèles de langage. De nos jours, ce sont les gouvernemens quelquefois qui instruisent les révolutionnaires, qui leur enseignent comment il faut agir, comment il faut parler, et les révolutionnaires pourraient en faire autant, ils auraient de la peine à faire mieux.

Les cortès constituantes viennent enfin d'être inaugurées à Madrid, et elles ont pu se réunir sans autre accident que quelques coups de fusil de réjouissance qui n'ont pas laissé de blesser plusieurs personnes. Au moment où l'assemblée espagnole s'est trouvée réunie, deux questions certes des plus graves, quoique préliminaires encore, se présentaient naturellement. La première, c'était le choix d'un président. Le candidat le plus désigné semblait être M. Olozaga, qu'on avait fait venir de Paris ; mais soit que M. Olozaga, par son attitude assez indécise, ait perdu de son influence, soit qu'il ait préféré revenir à Paris, il s'est effacé complétement. L'heureux élu a été M. Rivero, le chef du parti démocratique rallié à la monarchie, homme d'esprit et d'habileté, accoutumé d'ailleurs aux discussions des assemblées, où il figure depuis longtemps. Une question bien plus sérieuse encore, c'est la formation d'un gouvernement. Fera-t-on un directoire, un triumvirat? Se bornera-t-on à maintenir à peu près le gouvernement actuel avec quelques modifications ministérielles? C'est sur ce terrain que s'agitent aujourd'hui tous les antagonismes, et de guerre lasse il ne serait pas impossible qu'on ne finît par établir une sorte de commission de gouvernement où resteraient les chefs primitifs de la révolution, le général Serrano, le général Prim, l'amiral Topete, et sous la direction de laquelle s'organiserait un nouveau ministère. Et cela fait, la grande question restera encore; mais celle-là, l'assemblée de Madrid ne semble pas pressée de l'aborder, et c'est pourtant celle d'où dépend l'avenir libéral de l'Espagne.

CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

« J'étais un soir dans les coulisses de l'Opéra de Berlin pendant qu'on représentait le quatrième acte des *Huguenots*, et fus témoin du manége assurément très curieux auquel se livrait une fort célèbre et fort applaudie cantatrice du temps, pour se monter à la hauteur du fameux duo de Valentine avec Raoul. C'était, dans sa plus violente expression, l'extravagance du goût dramatique moderne. Elle s'animait, s'échauffait, se ruait au combat, n'y tenait plus. Ses cheveux, où la main d'un artiste coiffeur avait pourtant su répandre un beau désordre, ne lui semblaient point assez épars, elle y fourrageait avec délire, et par les gestes et les mouvemens extérieurs de la passion se préparait à la passion. L'instant venu, elle se précipita d'un bond sur la scène, dit le morceau avec un tel déchaînement de pathétique et de furie que l'orage de cette voix et de cette pantomime amena aussitôt dans la salle un immense tonnerre d'applaudissemens. A partir de ce soir-là, mon opinion fut fixée sur cette prétendue grande artiste, qui n'était au fond qu'une nature impuissante et froide, condamnée à tirer du dehors l'expression de ce qu'au dedans elle ne ressentait pas. Cette femme était pour moi la représentation vivante et complète de la musique de Meyerbeer, et en même temps de cette passion musicale dans le goût d'aujourd'hui dont on ne trouve, grâce à Dieu, aucune trace chez les classiques, ce qui fait qu'aux yeux de beaucoup d'imbéciles et de philistins nos classiques passent généralement pour des esprits frappés de sécheresse. » Ces paroles d'un très ingénieux et très docte amateur allemand dont nous n'avons point à discuter la justesse en ce qui touche l'art de Meyerbeer nous revenaient à la mémoire au sujet de Mlle Hisson. C'était aussi pendant le quatrième acte des *Huguenots*, et tout en assistant à ces débuts si judicieusement différés, — que dans l'intérêt même de cette jeune femme il eût mieux valu retarder encore, — nous déplorions ce luxe de voix et de gestes, cette incessante frénésie, cet effort continu vers un effet qui ne se produit pas et ne saurait se produire, puisque toute cette grande émotion n'est qu'au dehors, et qu'au dedans la vraie intelligence et la vraie flamme font défaut. L'art au théâtre n'est point de montrer une passion qu'on ne ressent pas, il s'agit au contraire d'avoir en soi plus de passion qu'on n'en laisse voir. Une cantatrice dont le rapide passage sur la scène de l'Opéra ne fut pas sans gloire, la Cruvelli, avait de ces intempérances : on la voyait avec regret se dépenser à tout propos, se monter la tête en pure perte, et, comme on dit, se battre les flancs; mais la Cruvelli était une artiste, et même alors qu'elle outre-passait la situation, au plus fort de ses excès de pantomime, sa voix splendide et superbe ne succombait pas.

Mlle Hisson est une Cruvelli manquée; tout est désordre et soubresauts dans sa façon de dire. A des audaces que la situation n'indiquait nullement vont succéder de fâcheuses défaillances aux momens les plus dramatiques. Cette voix, sur laquelle aux premiers jours on s'était si fort émerveillé, semblerait aussi s'être effacée. Le médium ne porte pas, les notes élevées, mieux sonnantes, mais mal appuyées, tendent toujours à hausser le ton. Dans le grand duo avec Marcel, elle prend un demi-ton trop haut la belle phrase à la Mozart, et partant l'effet reste nul. Ce qui caractérise, je ne dirai pas le talent, mais la façon d'être de Mlle Hisson, c'est une sorte d'incapacité de se modérer : excès de voix, de gestes, de prononciation, dans les nasales surtout. Elle force les traits, souligne les mots. On dit : il faut qu'elle travaille. Oui, certes, mais il faut d'abord aussi qu'elle se calme. Du reste, aucun souci du personnage, aucune préoccupation de ce que pourrait bien être, en dehors de la ritournelle qu'on débite, ce caractère de Valentine si puissamment conçu, si nuancé, auquel il faut du commencement à la fin appartenir corps et âme, et qui ne se compose pas seulement de deux duos et d'un trio, comme paraît trop le croire Mlle Hisson, qui d'ailleurs ne fait guère en ceci que suivre l'exemple de Mme Marie Sass. Si vous demandiez à Mlle Hisson pourquoi elle, qui jette à tout propos feu et flamme, laisse tant mollir son accentuation dans ce beau récitatif qui précède son duo avec Marcel, elle n'aurait probablement à vous donner d'autre raison que celle-ci : je n'y ai pas pensé, et c'est ce qu'il conviendrait aujourd'hui de reprocher très sérieusement à certains artistes de l'Opéra, aux mieux rentés surtout : ils n'y pensent pas. Il semble que pour eux devant le public tout soit dit quand ils ont, comme Mme Carvalho, enlevé leur cavatine, ou, comme M. Faure, bellement arrondi leur paraphrase. Quand Mme Carvalho arrive à cheval vers la fin du troisième acte, on croirait, à son air d'absolue indifférence, voir figurer une simple comparse, et pourtant ces quelques mesures qu'elle jette négligemment en chantant du coude selon une vieille habitude importée de l'Opéra-Comique, ces quelques mots qu'elle daigne à peine articuler, n'ayant point à s'y faire applaudir, contiennent toute la grandeur du drame qui va suivre. Supprimez-les, la scène de Raoul et de Valentine au quatrième acte n'a plus de raison d'être. Personne, pas plus le ténor Colin, qui les écoute, que Mme Carvalho, qui les prononce, n'a l'air de se douter de l'importance tragique de ces paroles. Raoul apprend que la femme que sur les apparences il a outrageusement repoussée, l'aimant et l'adorant, n'avait en rien démérité de son estime ni de son amour, et cet éclair qui devrait le foudroyer le laisse froid; il écoute cela *sans y penser*. Est-ce là, je le demande, prendre son élan vers le fameux duo, point culminant du chef-d'œuvre? Rien ne saurait empêcher un comédien, petit ou grand, d'être avec suite le personnage qu'il représente et de s'évertuer à « remplir » son rôle : ce mot dit tout. On nous trouvera peut-être bien sévère. Il

s'agirait pourtant de s'entendre et de savoir si les administrations, qui ne s'épargnent ni soins ni sacrifices, si le public, qui donne son argent, ont droit à ce que chacun fasse en conscience son métier. Exigera-t-on d'un artiste gorgé de faveurs et de richesses moins qu'on n'exige d'un ouvrier? Sera-ce trop que de réclamer du premier ce qu'on réclame du second : l'intelligence et la pratique honnête et complète de son affaire? Le malheur veut que les vérités de cette sorte ne soient pas exprimées assez souvent, assez haut; tout le monde les pense comme nous, mais la plupart du temps tout le monde se dit comme Hamlet : « Est-ce bien la peine? Et en supposant que ce soit bien ma conviction, qu'ai-je à faire de la mettre sur le papier! »

Un homme qu'à ce point de vue on regrettera longtemps est sorti naguère sans bruit ni fanfare de la troupe de l'Opéra, je veux parler de M. Obin. C'était un artiste, celui-là, et non un phraseur. On l'applaudissait moins, mais avec quel intérêt on le suivait, on l'écoutait, même alors que sa voix ne répondait plus à l'effort de son intelligence! Disons mieux, de ces défaillances de l'organe on s'apercevait à peine, entraîné qu'on était par cet art qu'il possédait de savoir toujours occuper la scène, et qu'il tenait de la tradition des maîtres. C'est pourquoi tous ceux qui, comme nous, aiment ce beau théâtre de l'Opéra, et souhaitent de le voir prospérer, regretteront l'absence de M. Obin en espérant qu'elle ne sera pas indéfinie : les artistes de cet ordre deviennent trop rares par le temps qui court pour qu'on les laisse s'éloigner à tout jamais. Il y a tel ouvrage du répertoire qu'on ne se figure pas sans M. Obin, le *Don Carlos* de Verdi par exemple. Qui ne se souvient de ce Philippe II, un portrait du Titien vivant et se mouvant? M. Obin n'avait pas seulement cette qualité supérieure de ne jamais désemparer, de maintenir d'un bout à l'autre de la pièce l'autorité de son personnage; il saisissait par ses côtés originaux la figure qu'on lui présentait, il avait le jeu indépendant, créateur, jamais *poncif* comme M. Faure dans *Guillaume Tell* et surtout dans *Hamlet*.

L'administration de l'Opéra, fatiguée de se livrer en pure perte au dressage des ténors étrangers, a trouvé sous sa main un jeune homme de bonne volonté, et, pour le moment du moins, s'en contente. M. Colin, qui, jouant Laerte dans *Hamlet*, s'était fait remarquer en chantant d'une voix charmante d'assez mauvaise musique, a été chargé inopinément du rôle de Raoul, et tout serait au mieux, si ce jeune ténor pouvait s'en tenir à la mesure de ses moyens et ne pas constamment forcer la note. Quand on commence par attaquer à plein gosier une romance de pure rêverie que Meyerbeer, pour en caractériser l'idéale expression, fait accompagner par la « viole d'amour, » on en vient tout naturellement à redoubler d'efforts et d'exagération dans le quatuor sans accompagnement du deuxième acte aussi bien que dans le septuor du troisième; puis, comme une pareille dépense de force entraîne une sensible altération de

l'organe, on arrive épuisé au grand duo du quatrième acte, et c'est avec un coup de collier désespéré qu'on enlève le sublime *andante* que la voix se refuse à chanter piano. Quelle idée avoir d'un chanteur qui, dans un de ces morceaux où quatre, cinq, six et sept voix doivent concerter ensemble, ne se propose qu'un seul but : forcer le son et faire par là que sa voix prédomine sur toutes les autres et les étouffe? C'est à ce beau système que le fameux trio des masques, dans *Don Juan,* doit son espèce de discrédit à l'Opéra. Mme Sass mettait dehors toute sa voix; de son côté, pour ne pas être en reste, Mme Gueymard surmenait la sienne, et M. Naudin, avec ses traditions d'école italienne, perdait sa peine à vouloir contenir et modérer cette dona Anna et cette Elvire résolues à renchérir à mort l'une sur l'autre, d'où il advint que ce fut le morceau qui périt. Dans le septuor des *Huguenots,* M. Colin renouvelle chaque soir la même indiscrétion : il force et ralentit outre mesure. Parlerai-je de son duo avec Valentine, chef-d'œuvre incomparable du chant dramatique moderne, où toutes les occasions viennent s'offrir au ténor de faire valoir une belle voix dans son expression la plus tendre et la plus pathétique, comme aussi dans ses plus violens éclats? Malheureusement l'art de nuancer est un secret que M. Colin ignore presqu'à l'égal de Mlle Julia Hisson. La chanteuse entame l'action avec sa furie intempestive, le ténor la suit sur son terrain; bientôt l'égarement de la passion amène l'égarement des voix, l'une chante trop haut, l'autre, toujours forçant, chante un quart de ton trop bas, et ce duo, point culminant de l'œuvre, finit par être aussi le point où se sont donné rendez-vous toutes les exagérations, toutes les inexpériences, tous les défauts de ce Raoul et de cette Valentine.

Le Théâtre-Lyrique continue de tâtonner en espérant toujours trouver sa veine. Au *Barbier de Séville,* au *Val d'Andorre,* a succédé *Iphigénie en Tauride,* puis sont venus *Rigoletto, le Brasseur de Preston,* aujourd'hui voici *Don Juan :* Rossini, Halévy et Gluck, Verdi, Adolphe Adam et Mozart, tous les goûts, tous les styles! Rien de mieux, à la condition qu'on s'arrangera de manière à donner à ces divers styles une exécution plus appropriée à leur caractère, à leur couleur, et qu'on sortira de l'à peu près; car si le public et la critique sont tenus à beaucoup d'indulgence vis-à-vis de ce qui débute et se débrouille, encore faut-il que les choses se coordonnent et que les vagissemens prennent fin. La période d'entrée en matière doit être close, il s'agit maintenant de montrer ce dont on est capable. L'insuffisance des moyens actuels ne saurait être mise en doute, et cette troupe n'a qu'à passer au second plan pour céder l'avant-scène à des sujets dont la personnalité s'affirme davantage. Nous ne demandons pas qu'on inaugure le règne des *étoiles,* si funeste partout ailleurs et qui fut la vraie ruine de l'administration précédente. Ce que nous voudrions surtout voir fonctionner là, c'est un ensemble militant,

progressif, ayant à sa tête quelqu'un de ces talens pleins de flamme comme en possédait dans ses beaux temps l'Académie royale de musique, comme en possède peut-être encore la jeune troupe de l'Académie impériale, et qui par intervalles se font jour dans ces représentations qu'on appelle à l'Opéra des lendemains.

M[lle] Orgeni, une des élèves préférées de M[me] Viardot, et dont on avait beaucoup parlé d'avance, vient de paraître dans la *Traviata*. Le premier soir, l'émotion de la cantatrice était telle que ceux qui l'avaient, comme nous, entendue en Allemagne chanter la Desdemona d'*Otello* ou la Valentine des *Huguenots*, ne la reconnaissaient plus. Que faut-il donc pour paralyser ainsi la voix d'une personne de talent et compromettre en un instant son avenir? Moins que rien, une robe mal attachée, le zèle indiscret d'un ami dont les applaudissemens partent trop tôt. Ce qu'on peut dire, c'est que cette première soirée, tout en n'étant pas heureuse, a périclité non par les fautes de la débutante, mais seulement par l'absence de ses moyens, dont la peur et je ne sais quelles mauvaises influences paraissaient lui ôter l'emploi. Trois jours plus tard, l'élève de M[me] Viardot s'est retrouvée à peu près elle-même. La voix de M[lle] Orgeni monte aisément, et cherche ses meilleurs effets dans les régions élevées du soprano. Cette voix, ce qui, aujourd'hui du moins, ne serait pas un grand éloge, se rapproche beaucoup de celle de M[lle] Hamackers, de l'Opéra, dont on remarquera, et cette fois en manière de compliment, que M[lle] Orgeni rappelle aussi quelque peu la physionomie. Les notes du médium sortent absolument voilées, inconvénient partout regrettable, mais plus fâcheux encore chez une cantatrice douée d'un tempérament dramatique. N'importe, malgré sa revanche très honorable du lendemain, notre opinion est qu'il faut attendre et laisser à cette Allemande trop émue le temps de reprendre ses esprits, de se faire à notre langue, à nos façons d'être et de nous costumer, et ne la juger définitivement que dans un rôle plus favorable au libre essor de sa nature, où les souvenirs de la Patti, de la Nilsson, ne viennent pas à chaque instant refroidir la bonne envie que le public aurait de l'encourager. Ajoutons que l'exécution du charmant ouvrage de Verdi au Théâtre-Lyrique ne mérite que des éloges. L'ensemble cette fois est excellent. Au rôle efféminé du jeune homme, à ce pathétique de *cocodès* transporté, on ne sait trop pourquoi, en pleine régence, et que Mario jouait en Cinq-Mars pour ne pas se couper la moustache, la voix du berger Monjauze, souvent ailleurs froide et transie, ne messied pas, et M. Lutz, un de ces comédiens de race qui partout, dans Mozart comme dans Halévy ou Verdi, se retrouvent à leur poste, prête au personnage de ce bon M. Duval un sérieux, une autorité, qui vous rappellent le don Luiz du *Festin de Pierre*.

Sur le *Rienzi* de M. Richard Wagner, qu'on monte activement, se concentrent en ce moment toutes les espérances du Théâtre-Lyrique. Il est naturellement fort question dans ce *Rienzi* de la république romaine. Si

je me fie à mes souvenirs de Dresde, la note d'un certain patriotisme y résonne avec âpreté sur la corde d'airain. Comme cet ouvrage appartient à la première manière de l'auteur et se rapporte à une période où M. Richard Wagner n'avait pas encore inventé son système, on a dit que c'était de la musique italienne. — Italienne, non, mais bien plutôt *italianissime*. Espérons que la censure à ce sujet ne se montrera pas trop susceptible, et laissera passer sans chicane quelques cris révolutionnaires de situation, dont jamais du reste ne s'est émue, en Allemagne, la police d'aucun pays.

Suivre les théâtres et en discourir est une tâche qui parfois peut sembler oiseuse à ceux-là mêmes qui par goût se la sont imposée. Quelle besogne en effet que de venir raconter au public que cette année M. Tamberlick n'est pas en voix, et qu'il a suffi de deux représentations, l'une de la *Sonnambula*, l'autre du *Barbier*, pour faire tourner en complainte parisienne la légende dorée au procédé américain de la tant célèbre Minnie Hauck! Aussi n'avons-nous jamais pu nous défendre d'un profond sentiment de respect et d'admiration pour cette critique sérieuse, éclairée et *spécialement* compétente qui solennellement se préoccupe en juillet de ce que le 11 décembre l'orchestre du Conservatoire a pris trop vite l'andante de la symphonie en *ut mineur*, et de ce que le 2 février les violons de Pasdeloup ont mis trop de furie dans l'attaque de la *polonaise* de *Struensée*. Et cependant ces choses en apparence très frivoles, et dont les esprits obstinément tendus vers les hauteurs, les intelligences qui ne désarment pas, prennent en pitié la minutie, tous ces détails ont leur importance dans le monde du théâtre. Ces observations d'un pédantisme si réjouissant, si elles n'ont pas sur le passé l'effet rétroactif que leurs naïfs auteurs s'imaginent, peuvent en définitive ne pas être absolument sans influence sur la manière dont les mêmes morceaux seront exécutés à l'avenir, si tant est toutefois qu'on les ait lues. D'ailleurs l'exécution dramatique et musicale d'une œuvre remarquable a bien aussi son intérêt, et quand il s'agit du *Poliuto* de Donizetti et que les interprètes sont Tamberlick et Mlle Krauss, on peut là-dessus insister à son aise. Tamberlick tient toujours en pleine possession ce beau rôle de Polyeucte qu'il a promené par toute l'Europe, et quoique sa voix ne soit plus ce que nous l'avons entendue, il le joue et le chante en maître. Quant à Mlle Krauss, je ne pense pas qu'il y ait eu au Théâtre-Italien une plus belle étude de l'héroïne cornélienne qu'elle représente. C'est de l'art pathétique, inspiré, du grand art. Si dans dona Anna comme dans Desdémone d'ineffaçables souvenirs se dressaient à côté d'elle, souvenirs qui d'ailleurs ne l'ont point écrasée, le rôle de Pauline lui appartient en propre. C'est là, dans le duo surtout, dans cet élancement de tout son être vers les « harpes angéliques, » qu'il faut aller l'entendre pour goûter la vraie émotion du drame lyrique. Le passage de Mlle Krauss au Théâtre-Italien marquera comme un exemple de ce que peut à la longue, sur le public

même le plus affolé de fanfreluches vocales, l'autorité de l'intelligence et du talent. A peine distinguée à ses débuts de quelques rares connaisseurs, elle a lentement, mais sûrement, à force de travail, conquis sa place, et cette place est au premier rang. Nul à présent ne songe à lui reprocher sa voix inégale, ingrate, fatiguée, comme il arrive aux cantatrices d'émotion, à la Frezzolini, par exemple, dont elle vous rappelle les accens dans cet admirable quatuor de *Rigoletto,* car cette voix, l'âme qui l'anime en soutient l'effort, en exalte l'expression, en colore le rayonnement.

A Viennoise, Viennoise et demie; après la Krauss voici venir la Murska; c'est le *Kärtnerthor* qui déborde. La Murska, Mlle de Murska, s'il vous plaît, une comtesse hongroise dont les Anglais se sont fait une idole, — choisissait l'autre soir la *Lucia* pour ses débuts sur la scène italienne; puis sont venues la *Linda,* la *Sonnambula,* la Gilda de *Rigoletto.* Ici, nous entrons en pleine fantaisie, c'est le règne du pur caprice et de la virtuosité à outrance; point de goût, point de style, une école buissonnière à travers tous les rhythmes, des *rallentando* inimaginables jusque dans les ensembles; les chanteurs, le chœur et l'orchestre suspendus pour laisser l'oiseau dégoiser ses trilles, le maniérisme substitué à toute règle, une sorte d'affectation ironique dans l'enjolivement de toutes choses, l'art d'une Schneider dans le gosier d'une cantatrice de race! Mais que tout cela est amusant et curieux, et quel charme n'ont pas ces effets de *mezza voce!* Devant un public d'autrefois, de pareilles exhibitions ne tiendraient pas une soirée. Nos pères, qui prenaient au sérieux les Pasta, les Sontag et les Malibran, auraient cru qu'on se moquait d'eux. Hélas! nous avons changé de régime; ce qu'on nous chante importe en somme assez peu, et la grande affaire est d'avoir une étoile qui danse à notre firmament. En voici donc encore une qui se lève, et des plus fantasques et des plus capricantes. Les malintentionnés osent répéter que la Murska n'a point de style; la belle critique vraiment! Est-ce que la Patti, la Nilsson, ont du style? Essayez de leur jeter à la tête ce reproche; elles y répondront l'une par un *staccato* bien battu, l'autre par une fusée chromatique, et tout le premier vous lèverez vos mains au ciel d'admiration et tournerez sur vous-même comme un derviche, sans vous demander si ce *staccato* est dans les règles et si cette fameuse gamme n'est pas ébréchée. Je n'ai point vu qu'à Vienne la Murska eût ce succès ébouriffant que nous lui faisons ou plutôt que Londres lui a fait, et que nous adoptons avec une complaisance qui jadis n'était pas dans nos mœurs. Chose neuve en effet que cette docilité moutonnière avec laquelle nous subissons aujourd'hui les influences, nous qui prétendions autrefois imposer nos goûts au monde entier! On dirait presque que jusqu'en ce point-là nous sommes asservis. Même dans ce métier de fabricateurs d'étoiles, nous ne sommes plus les premiers; on nous les envoie toutes faites d'Amérique, de Russie et d'Angleterre. A Vienne, si la Murska réussit

moins, c'est probablement qu'elle y est chez elle, sur son terrain, jouant, chantant et minaudant devant un public trop habitué à ce genre de délicatesse pour s'émouvoir de si peu. N'oublions pas que c'est dans la capitale de l'Autriche, au pays même de Haydn, de Mozart et de Beethoven, que cet affreux produit de notre dégénérescence, l'opérette-bouffe parisienne, trouve en ce moment son plus riche centre d'importation. Du reste, cette façon d'être toute de *chic,* ce ton *cascadeur* des Thérésa et des Silly étaient déjà représentés parmi nous d'assez longue date; d'autres les avaient mis à la mode dans les plus hautes régions de la société. Le Théâtre-Italien semblait rester en dehors du mouvement, il y fallait quelqu'un pour naturaliser ce bel art sur ses planches; Mlle de Murska sera cette nouvelle ambassadrice, et c'est là probablement ce qui fera sa gloire et sa fortune.

Je m'étonne que le Théâtre-Italien, avec la tête de troupe allemande dont il dispose, n'essaie pas de mettre à la scène divers ouvrages du grand répertoire de Beethoven et de Weber. Qui n'aimerait à entendre Mlle Krauss dans *Fidelio,* à lui voir jouer l'Agathe du *Freyschütz,* l'Églantine d'*Euryanthe*, en ayant pour lui faire vis à-vis Mlle de Murska, qui dans *Oberon* serait une Rezia très originale? On objectera peut-être qu'à la salle Ventadour les innovations de ce genre ne rendent pas ordinairement ce qu'elles coûtent. C'est possible, mais alors pourquoi perdre son temps à monter des ouvrages qu'on représente trois fois? Il ne m'est pas prouvé que l'*Oberon* de Weber, chanté comme il pourrait l'être aujourd'hui aux Italiens, ne fût pas, même au seul point de vue de la spéculation, une bonne entreprise, et cette expérience, de quelque façon qu'elle tournât, vaudrait à coup sûr toujours mieux que celle que nous voyons se renouveler chaque année avec un égal insuccès. Je ne voudrais pas médire du *Piccolino* de Mme de Grandval; il y a dans cette partition un savoir-faire assurément remarquable chez une femme. Si l'invention manque un peu, si les idées mélodiques ne dépassent guère un certain tracé, du moins doit-on applaudir à cette entente des voix et de l'orchestre qui dénote chez une personne du monde une connaissance très méritoire de l'art. Cela pourrait tout aussi bien être d'un prix de Rome, et ni M. Wintzweiler ni M. Rabuteau, les lauréats de la cantate de cette année, n'écrivent mieux la partition; ce qui n'empêchera pas le public de se demander ce que viennent faire ainsi sur l'affiche les ouvrages destinés, comme la *Contessina* ou *Piccolino,* à en disparaître le surlendemain. On arrive plein de bienveillance, on écoute, on applaudit comme dans un salon; puis, en sortant de là, chacun cherche, et toujours vainement, pour qui s'est jouée la comédie, car au fond, personne n'est content: auteurs, acteurs et directeurs, tout le monde en est pour ses frais, et cependant l'année suivante vous voyez inévitablement la même anecdote se reproduire.

Revenons à la Murska. J'entendais l'autre soir un des maîtres les plus

en renom dans ce grand art du chant italien se décourager à l'idée d'un pareil succès. Qu'y faire, si l'esprit du temps le veut ainsi? Se représente-t-on bien ce qu'il fallait jadis d'études et de facultés innées, de conditions spéciales, pour devenir une cantatrice dans le goût des Frezzolini, des Grisi? Je ne cite, on le voit, que les simples mortelles et ne veux point parler des olympiennes : les Pasta, les Sontag, les Malibran. Poser la voix, respecter la mesure, donner à chaque note sa valeur propre, tout cela nous semble bien simple et l'est en effet, puisque tout cela peut s'apprendre dans la première méthode de chant venue. C'est l'enfance de l'art, ou, pour mieux dire, l'art de l'enfance, et cependant hors de ces règles point de correction, et sans la correction point de chant. Nous ne sommes pas au bout, car la correction, à elle seule, ne constitue pas le talent, il y faut joindre encore l'âme et l'intelligence dramatiques; il faut, difficulté inouie et sous laquelle on a vu succomber les plus habiles, comprendre la situation, s'en emparer, la rendre dans son plein, et faire incessamment concorder l'entraînement de l'expression avec les règles fondamentales du rhythme et de l'intonation. La simple et méthodique observance des règles, incapable de jamais nous enlever, a du moins cela de bon qu'elle nous laisse écouter en repos, tandis que je ne connais rien de plus agaçant que l'enthousiasme qui détonne, la passion qui vocifère ou cette fantaisie extra-poétique et pathétique qui va ralentissant la mesure à tout propos et ne sait pas faire une gamme. Les règles sont là pour être suivies; c'est au dedans, non point au dehors de leur cercle, que l'élan dramatique comme le *brio* fantaisiste d'une cantatrice doivent se donner carrière. Au lieu de cela, que voyons-nous? Qu'est-ce, pour une Murska, que l'émission de la voix, la pureté, l'égalité du son? En quoi se préoccupe-t-elle de savoir si tel morceau est rendu par elle selon l'esprit et le mouvement du maître qui l'a conçu? Qu'importent à cette amazone et la musique en général et l'art du chant en particulier? Avant de lire et de se rendre compte de ce que c'est que le style, il s'agit d'épeler l'alphabet. La loi première est de se mouvoir, de marcher vite ou lentement; puis, si l'on sent en soi la vocation, on aborde la haute école, et, le travail aidant, on devient un gymnasiarque, un Léotard! Autrefois tel était le cours des choses. On commençait par apprendre à fond son affaire; ainsi le talent se formait, et de cet ensemble de qualités naturelles et acquises, de cette union, de cette harmonie de l'âme et du clavier vocal *bien tempéré*, comme dit le vieux Bach, se dégageaient peu à peu les grandes tendances esthétiques. — Mais de quoi vais-je parler là? Des tendances esthétiques à une époque où la fantaisie seule bat la mesure, où le chevrotement et le bêlement d'Agnelet sont en honneur sur les plus hautes scènes, où le *tempo rubato* tient lieu de tout! Des tendances esthétiques à une époque où le bon sens, le goût, le sentiment, sont si peu ménagés! A l'Opéra, aux Italiens, à l'Opéra-Comique, au Théâtre-Lyrique, partout où l'on chante, le *rallentando* règne

et gouverne. Dès qu'une période musicale s'annonce pour agir dramatiquement, aussitôt le chanteur prend ses aises, s'allonge et s'étale comme dans un sofa, ce qui, au point de vue de l'exécution, est déjà détestable, et théoriquement constitue une des erreurs les plus graves. Ce temps d'arrêt, venant là, distrait et fatigue le spectateur à un moment où toute son attention est sollicitée. J'en dirai autant de cette fausse manière d'accentuer. La bonne intonation, quoique rare, se trouve encore; mais l'art exquis de graduer, de nuancer, de renfler et de diminuer le son, qui le connaît, qui le possède? La Nilsson elle-même semble désapprendre ce don qui fut aux premiers jours son plus grand charme. Au lieu d'attaquer franchement le son, on s'y hausse, on s'y glisse au moyen d'une note intermédiaire. Les phrases simples n'existent plus. Il en est d'une mélodie comme de son mouvement; on pointe l'une, on ralentit l'autre au gré de la fantaisie. Jadis, pour gagner sa vie et s'enrichir à chanter des opéras, il fallait savoir quelque chose; en dehors du Théâtre-Italien, il n'y avait que l'Opéra et l'Opéra-Comique, et nul, sans une initiation musicale quelconque, n'arrivait à faire partie d'une de ces troupes. Aujourd'hui la musique est une denrée qui s'affiche et se vend à tous les coins de rue : on en tient aux Variétés, aux Bouffes-Parisiens, aux Folies-Dramatiques, à l'Alcazar. N'importe comment, tout le monde chante : des préparations, des études, c'était bon au temps où l'art passait pour une sorte d'aristocratie; mais à quoi servirait donc de se mettre en frais de travail et de nobles tendances à une époque où la vulgarisation surabonde? Existe-t-il une cantatrice plus habile à s'emparer des masses que Thérésa? En cite-t-on beaucoup qui, après avoir usé leur jeunesse à solfier dans les conservatoires, aient eu sur le dilettantisme de l'heure présente une influence pareille à celle qu'exerce Mlle Schneider? Tout se tient comme par un fil électrique. Partie d'en haut, la réaction a remonté ensuite de bas en haut. Quand les grands s'émancipent de toute règle, le menu peuple des coulisses a beau jeu de les imiter, insistant de plus en plus sur la charge, exagérant toujours, comme c'est son droit, et de cascade en cascade on en arrive ainsi jusqu'au duo de Chilpéric et Frédégonde, qui, ne nous flattons point, ne sera peut-être pas encore le dernier terme de cet abrutissement graduel de notre période. On dit : Cela n'a jamais cessé d'exister, et, si nous avons l'opérette bouffe, nos pères avaient, eux, la parodie, qui ne se gênait guère pour prendre par leurs petits côtés les grandes choses. Oui certes, mais la parodie s'en tenait à ridiculiser le chef-d'œuvre ayant cours et ne prétendait rien au-delà. La parodie localisait son jeu; ce que nous voyons au contraire, ce dont notre idiotisme s'amuse sans y prendre garde, est une contagion, une vraie peste, un art qui démoralise et qui souille! Il est certain que le duo de Chilpéric et Frédégonde doit singulièrement compromettre, près des gens habitués à fréquenter les scènes élevées, l'effet de la musique sérieuse qu'ils y entendent, et qu'il leur sera fort

difficile, au sortir de là, de traiter avec les égards qu'ils méritent Isabelle et Robert le Diable chantant leur scène du quatrième acte. J'en connais même à qui la figure funambulesque du grand légendaire des Folies-Dramatiques laissera de fâcheuses distractions lorsqu'ils retourneront à ces admirables *Récits mérovingiens* d'Augustin Thierry.

Cependant tout ceci n'est en somme que de l'esthétique, et l'on ne peut empêcher une génération de prendre son plaisir où elle le trouve. Donc, si on le veut absolument, tant pis pour le grand art; mais faut-il s'écrier aussi : tant pis pour la morale et pour les principes, quels qu'ils soient? Et ne peut-on, sans être Bossuet, ni le père Hyacinthe, ni M. Prudhomme, sentir se mêler à l'éclat de rire quelque arrière-pensée de tristesse bien navrante en écoutant une demoiselle dont la gorge ruisselle de pierreries chanter dans un théâtre populaire — où doivent pourtant se rencontrer d'honnêtes filles d'ouvriers — *les Conseils d'une mère à sa fille,* une complainte qui débute par ce vers dantesque auquel la musique et la pantomime de la virtuose prêtent un accent de gouaillerie indescriptible : « Ne mange pas le pain du déshonneur? » Cet art aujourd'hui envahit tout, et, je le répète, souille tout. Les plus à plaindre ne sont pas ceux qui le font, ce sont ceux qui l'encouragent de leur clientèle désœuvrée et portent là leur or et leur indifférence. Demandez ensuite à ce monde, hébété par de tels spectacles, de vous donner deux heures de son attention pour l'œuvre nouvelle d'un talent qui cherche à se faire jour! On crie par-dessus les toits qu'il ne se forme plus de musiciens! Et le public donc, où le trouvez-vous? Passe encore pour les chefs-d'œuvre consacrés; on y revient par habitude, par cette force d'impulsion que le temps, le succès, exercent sur nous à notre insu et parfois même malgré nous. Et c'est pourquoi les reprises réussissent tant à l'Opéra. Quant à l'initiative vraie et militante, qui la possède? Qui songe à remonter les courans malsains et fangeux, si ce n'est une légion peu nombreuse d'esprits aventureux, protagonistes convaincus des œuvres de Schumann et de Wagner, et dont le fanatisme irascible et la provoquante impatience s'expliquent très bien par le sentiment de nos misères et de nos hontes? A force d'ouïr parler des chansons de Thérésa, Rossini, vers ses derniers temps, s'était fait acheter la plus célèbre : *Rien n'est sacré pour un sapeur!* et l'avait ostensiblement placée à demeure sur le pupitre de son piano. Quand on le questionnait là-dessus, il vous répondait qu'il était en train d'étudier cet art, lequel pouvait bien aussi être la musique de l'avenir. Le cher grand maître ne se trompait pas; deux muses se disputent en effet l'avenir : celle qui a présidé à l'avénement de la *Grande-Duchesse,* de *la Périchole,* de *l'Œil crevé,* de *Chilpéric,* et celle qui nous a valu *Tanhäuser* et *Lohengrin.* L'extrême vulgarité d'une part, l'obscène et le trivial dans un art d'essence toute noble et qui comporte à peine la gaîté, — de l'autre un idéal arbitraire, cherchant à s'imposer dans la confusion, et pour remplir l'espace intermédiaire, pour combler le vide,

rien qu'un art d'occasion et d'imitation, sans souffle et sans vie, n'ayant en vue que le présent, qui déjà l'abandonne! Comment en un pareil état de choses hésiter un seul instant et ne pas courir vers l'idéal, fût-ce au travers des dissonances? F. DE LAGENEVAIS.

ESSAIS ET NOTICES.

La Chasse et le Paysan, par M. Honoré Sclafer; 1 vol. in-18.

La manie de protection de notre temps est devenue si grande qu'elle s'est étendue jusqu'aux bêtes. On exagère chaque jour pour les animaux de bonnes intentions qui tournent presque au ridicule. Jamais ce qui se dit, ce qui se lit, ce qui s'imprime sur cette matière n'a causé plus d'étonnement parmi les vrais campagnards. C'est donc un plaisir de signaler de temps à autre une protestation écrite par quelqu'un qui sache ce que c'est que l'agriculture et la chasse.

Le livre de M. Sclafer a justement ces qualités; c'est de plus un livre amusant. Les pages en respirent un sentiment vrai de la nature et un profond amour des lieux où s'est passée presque toute la vie de l'auteur. Il faut voir avec quelle verve M. Sclafer nous décrit les paysages du Bordelais, les champs, la mer, la fraîcheur des eaux unie à la fraîcheur des bois, et ces chasses sans nombre qui font de lui l'émule des plus habiles braconniers. M. Sclafer ose en faire l'aveu, il est braconnier dans l'âme; il méprise les battues, il estime peu les vains plaisirs de la chasse en plaine, il est insensible aux éclats de la voix des chiens dans la chasse au bois. Il est au contraire de ceux qui, familiers avec tous les détours de la forêt, savent placer un collet dans les coulées, qui, la nuit, à l'aide de panneaux, tentent des razzias dans la plaine, qui, au lever du jour, attendent le retour du lièvre sur la lisière des taillis, qui, postés sous la futaie au crépuscule, surprennent les ramiers et les corbeaux venant à la branchée. Disons-le en passant, bien en prend à M. Sclafer de n'être pas un pauvre diable : son livre est tout au moins une excitation au braconnage, non pas au braconnage sur le terrain d'autrui, qui est condamné par tout le monde, mais à la destruction du gibier en temps défendu ou à l'aide d'engins prohibés. La thèse que soutient l'auteur est celle-ci : laissez chasser le paysan, vous n'avez aucune raison valable pour le priver d'un droit qui, à mes yeux, est un droit naturel; laissez-le détruire comme il l'entend, et par tous les moyens dont il peut disposer, ce qu'il lui convient de détruire. Ne dites pas que l'on arrivera de la sorte à l'extermination complète du gibier. Si elle a lieu, elle tiendra à de tout autres causes.

Selon M. Sclafer, ce que l'on appelle vulgairement braconnage n'est qu'une cause très secondaire de la diminution du nombre des lièvres,

lapins, faisans et perdreaux. Il n'y a pas maintenant plus de braconniers qu'autrefois, bien au contraire; le métier est gâté. On est surveillé par les yeux jaloux des porteurs de permis de chasse, qui chaque année deviennent plus nombreux; on est traqué par les gardes champêtres et les gendarmes; les grands bois disparaissent, et avec eux les sûrs asiles. L'Allemagne et jusqu'à la Russie approvisionnent Paris de gibier, et font une rude concurrence au chasseur interlope. Pour peu que cela dure, le dernier braconnier ira rejoindre à l'Opéra le dernier brigand. En outre, quel que soit le nombre des braconniers de profession, des chasseurs au piége, il ne faut pas croire que leur tâche soit si facile, et qu'ils n'aient qu'à se baisser pour remplir leur sac. Il y a trois catégories de piéges, — collet, trébuchet et filet. Le premier, piége à toute proie, n'est autre chose qu'un licol auquel un nœud coulant permet de se refermer. Un peu de crin ou de laiton suffit pour faire un collet; mais, si l'engin n'est pas admirablement fabriqué, c'est peine perdue d'en attendre l'effet. Il faut, pour bien établir un collet, des mains habiles; il faut plus d'exercice encore et plus d'habileté pour le poser. Un jour, le lieu est mal choisi; un autre jour, on a placé l'engin trop bas ou on ne lui a pas donné une ouverture suffisante. Si le collet est mal dissimulé, le gibier s'en défie et se garde d'en approcher; s'il n'est point assez solidement attaché, l'animal l'entraîne avec lui, et fréquemment s'en débarrasse. Enfin, partout où s'est pris un lièvre, un lapin, aucun autre ne se prendra. Le trébuchet, piége d'adolescent, n'est guère profitable qu'en hiver, et les oiseaux sont bien affamés quand ils s'y risquent. Pour la chasse aux filets, elle exige un matériel coûteux, difficile à manier, et rapporte bien moins qu'on ne croit. M. Sclafer parle d'alliers de deux cents toises hissés chaque soir à grand'peine et abandonnés au bout de peu de temps parce qu'on n'y prenait que cinq grives par jour en moyenne pendant toute la durée du passage des grives. En résumé, M. Sclafer, habile, passionné, muni d'un armement considérable, agissant sans gêne sur le domaine paternel, garnissant les haies, les vignes, les bois de doubles étages de piéges, donne, d'après un registre dont il garantit l'exactitude, le relevé suivant de ses chasses annuelles : il n'a pris chaque automne (et nous avons peu de peine à le croire) que cinq ou six lièvres, vingt ou trente lapins, deux ou trois renards, autant de blaireaux ou de fouines et deux douzaines de perdrix. « Qu'un lièvre soit signalé dans un champ, ajoute-t-il, qui en aura, croyez-vous, plus tôt raison, ou du chasseur qui va à lui avec un chien et un fusil, ou du braconnier qui lui tend à la dérobée un lacet? Qu'il y ait une compagnie de perdreaux dans la vigne prochaine, lequel l'aura plus vitement dépêchée ou du fusil ou du collet? Je tiens, moi, que ce sera le fusil... »

Oui, certes, ce sera le fusil, et nous dirons même à ce propos que les perfectionnemens industriels peuvent être comptés parmi les plus notables causes de la diminution du gibier. En fait de chasse, il y a presque

autant de différence entre nos fusils à bascule et les vieux fusils à silex qu'entre ceux-ci et l'arc ou l'épieu des anciens. Sans compter l'avantage énorme de la rapidité multipliée du tir, on n'est plus arrêté par une ondée, par un orage, tandis qu'autrefois l'humidité seule rendait le mousquet inutile entre les mains de nos grands-pères. Or tout chasseur sait bien qu'aucun moment n'est pour lui plus propice qu'un temps de brouillard ou de pluie; mais encore faut-il que l'on puisse enflammer sa poudre.

Ce n'est pas là le seul grief que devraient reporter sur le progrès de l'industrie ceux qui se plaignent de la disparition du gibier. L'usage des chemins de fer a, comme on dit, rapproché les distances, et du mois de septembre au mois de février les trains sont remplis de voyageurs enflammés d'ardeur belliqueuse qui vont s'abattre sur la plaine et les bois. Tout autour de Paris et des villes les plus populeuses, il n'est presque plus de chasse qui ne soit louée, et chèrement louée, à de joyeuses compagnies de négocians, d'avocats, de notaires, de gens de bureau. Beaucoup de communes réservent même à ces sortes de locations le droit de chasse sur tout leur territoire; elles font bien, puisque de la sorte elles augmentent leurs revenus. Toujours est-il que ces bandes envahissantes agissent un peu comme en pays conquis: chevrettes, levrauts, poules faisanes, tout fait nombre, tout leur est bon. Là on ne connaît point la sollicitude attentive du chasseur propriétaire; jamais l'idée ne vient d'épargner ou de repeupler. Et puis, ne laissons point passer l'occasion de protester contre la réputation injustement faite au chasseur parisien, si maltraité par la caricature. Malgré de classiques plaisanteries, le chasseur de Paris en vaut un autre, et si au bout du compte la plaine Saint-Denis ne connaît plus de lièvres, c'est grâce à lui.

D'autres ennemis du gibier se multiplient dans des proportions inquiétantes pour nos plaisirs : tels sont la belette, le putois, l'herminette, la fouine et les divers oiseaux de proie. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la plupart sont protégés par la loi même de la chasse, car on ne peut guère détruire les petits mammifères carnassiers qu'à la tombée de la nuit et à l'affût, — double délit, comme chacun sait. Quant aux oiseaux de proie, voici qu'on les protége en les déclarant insectivores; c'est un point sur lequel nous allons revenir. Puis il y a les chats, doués d'une vue, d'un flair, d'une adresse, que rien n'égale. M. Sclafer n'estime pas à moins de dix millions le nombre des chats qui sont élevés dans les fermes, dans les hameaux, dans les habitations isolées. C'est beaucoup peut-être; mais il est certain qu'on doit leur reprocher de grands ravages. Avons-nous parlé des chiens errans, qui du soir jusqu'à l'aube relancent lièvres et lapins, renversent les nids, dévastent les couvées?

Est-ce tout? Non, certes, il faut compter encore les progrès de l'agriculture. « Les jachères n'existent plus, dit M. Sclafer; nul repos à la terre : partout le bruit du hoyau ou de la cerfouette; on bêche même les taillis, on sarcle même les prairies. Les mots pâtis, garigues, champeaux,

gâtines, ne se comprennent plus. Où pourrait se réfugier le gibier?... » Non-seulement on déboise, on défriche, mais on est parvenu à faire porter à la terre de doubles et de triples récoltes annuelles; que devient alors le couvert? Si du moins lièvres et perdreaux étaient tranquilles! mais jamais les champs ne se vident de travailleurs. La vigne même, que nos pères façonnaient deux fois l'an, est façonnée maintenant quatre fois, sans parler des soufrages. Or rien n'échappe à tant d'yeux clairvoyans. Il faut s'en réjouir, car la bonne culture importe bien plus que l'abondance du gibier; mais ce n'en est pas moins là une des causes les plus efficaces de dépeuplement. Le braconnage compte-t-il en regard de tout ce que nous venons d'énumérer?

Ce que nous disons du progrès agricole nous amène à notre second point, — les oiseaux. Sont-ils, oui ou non, les auxiliaires du cultivateur? On a beaucoup souffert, cette année surtout, des dégâts faits par les chenilles, ainsi que des ravages des hannetons et de leurs larves. De toutes parts on s'est ému, et avec raison; les sociétés d'agriculture ont délibéré, les journaux ont publié des articles, les préfets ont appelé les instituteurs à la rescousse; bref, par divers moyens, on est parvenu à détruire une grande quantité de hannetons et de vers blancs. Avec les chenilles, qui ont fait peut-être moins de bruit, mais qui n'ont pas causé des pertes moins réelles, on n'a pas été aussi heureux. De guerre lasse, on s'est avisé que les oiseaux pouvaient bien manger les insectes, et l'on est rapidement arrivé à cette conclusion : protégeons les oiseaux, qui détruisent nos ennemis. Depuis longtemps les gens sensibles avaient pour les oiseaux une tendresse proverbiale, toutefois la mode en déclinait un peu; mais cette tendresse, étayée sur des raisons d'utilité publique, a maintenant repris de plus belle. Il ne se passe plus de session législative sans qu'on ne prononce de graves plaidoyers pour les oiseaux, et nos prélats, surtout au Luxembourg, se sont emparés de ce thème qui prête à tous les mouvemens d'une éloquence pastorale.

L'été dernier, au palais de l'Industrie, à l'occasion d'une exposition d'insectes, les apôtres de la cause nouvelle se sont largement donné carrière. Parmi beaucoup de choses disparates, on avait placé là des collections d'oiseaux insectivores empaillés. C'étaient cette fois non plus les chasseurs, mais les cultivateurs qu'on prétendait intéresser, et l'un des exposans faisait des conférences explicatives sur la mission « d'auxiliaires » dont quelques-uns surtout pouvaient à bon droit passer pour étranges. Comme preuve à l'appui, l'on avait empli des bocaux de débris d'alimens recueillis dans les estomacs d'oiseaux de diverses espèces : pour les corbeaux choucas, les corbeaux noirs, les faucons cresserelles, les effraies, les hiboux brachiotes, les moyens-ducs, c'étaient des restes de hannetons et de vers blancs; pour la buse commune, des sauterelles, des grillons et des criquets. Nous ferons grâce aux oiseaux de nuit, contre

lesquels existe un préjugé fâcheux peut-être; mais nous réclamerons d'abord contre la protection qu'on nous demande pour les corbeaux. Sans doute ils sont insectivores, mais ils ne le sont guère qu'à certains momens de l'année et lorsqu'ils n'ont rien de mieux à faire. Nous avons vu des champs ensemencés en pois, en haricots, en vesces, ravagés par eux en peu d'heures; ils arrachent le blé déjà levé, ils abattent les noix, dévorent les raisins; l'hiver, pour chercher un abri, ils dégradent les couvertures des meules de telle façon que l'eau pénètre ensuite comme si ces couvertures n'existaient pas. La cresserelle et la buse sont les pires destructeurs des petits oiseaux insectivores qui nous sont tendrement recommandés. Il en est de même de la pie-grièche, du coucou, de l'émérillon, du faucon hobereau, dont on avait garni des vitrines en les qualifiant de destructeurs d'insectes. Quant au merle, au loriot et à quelques autres espèces pour lesquelles on sollicite tous nos soins, ils exercent dans les jardins de tels méfaits que nous redoutons à bon droit leur voisinage. Les appeler à notre secours, ce serait ressembler à ce jardinier de la fable dont un lièvre mangeait les choux, et qui crut sage de lancer la vénerie de son seigneur à travers carrés et plates-bandes : le lièvre fut pris; mais le jardin fut ravagé.

M. Sclafer classe sans hésiter ces diverses espèces parmi les animaux nuisibles; mais il va plus loin et ne fait pas grâce aux passereaux même. S'appuyant sur des observations personnelles et répétées, il les déclare tout au moins inutiles à l'agriculture. On compte sur eux pour faire la guerre aux plus dangereux ennemis des récoltes, aux chenilles et aux hannetons : ils mangent très peu de hannetons et ne mangent point de chenilles. M. Sclafer a fait soigneusement vider un grand nombre de petits oiseaux de toute sorte; pendant plusieurs années et dans toutes les saisons, il a examiné leur jabot à la loupe : jamais il n'y a reconnu la moindre trace de chenilles. En fait de nourriture animale, il n'y a découvert que des moucherons et parfois des lombrics. Or plusieurs écrivains estiment aujourd'hui le lombric pour un des plus précieux auxiliaires du cultivateur, « parce qu'il draine les couches du sol arable. » Sans contester cette assertion, nous dirions alors que le lombric mérite à son tour d'être protégé contre les oiseaux. Autre observation de M. Sclafer : il s'est servi d'appâts de toute sorte pour amorcer quantité de petits piéges; jamais il n'a pris un seul oiseau lorsqu'il a amorcé ses trébuchets avec des chenilles. Enfin tous les automnes, malgré les plumails et les drapeaux, sa figueraie était envahie par une nuée de passereaux, et ceux-ci, tout en dévorant les figues, n'ont jamais donné un coup de bec aux piérides qui à deux pas de là rongeaient les choux. La poule même et le canard, volatiles omnivores s'il en fut, refusent de toucher aux chenilles. D'ailleurs, à supposer que les petits oiseaux se nourrissent exclusivement de chenilles, de hannetons, de pucerons, d'insectes nuisibles, en extermi-

neraient-ils jamais la race? On a fait là-dessus des calculs qui, par l'exactitude des données, remettent en mémoire le cas de Chicaneau :

Ordonné qu'il sera fait rapport à la cour
Du foin que peut manger une poule en un jour.

L'hirondelle ne vit guère que de moucherons, et pourtant il existe encore assez de moucherons par le monde. Que l'on réfléchisse aux énormes proportions dans lesquelles se multiplient les insectes; prétendre que les oiseaux détruiraient individu par individu cette multitude, ce serait vouloir tarir la mer en y prenant l'eau goutte à goutte. En fait d'échenillage et de hannetonnage, il existe heureusement des procédés plus sûrs, et nous ajouterons moins onéreux. Si nous voulions dresser statistique contre statistique, nous rappellerions que cinquante couples de moineaux consomment par an sept hectolitres de blé, de quoi nourrir deux personnes. Nous nous contenterons de dire que les oiseaux qui pullulent dans le nord de l'Afrique y ont à peu près tout détruit, hormis les sauterelles.

On devine aisément que M. Sclafer n'est point un partisan de la loi sur la chasse; il en est au contraire l'un des adversaires déclarés. Parmi les raisons qu'il donne, il en est d'un peu singulières. Le paysan s'ennuie, dit-il, parce qu'on le prive du seul plaisir qui soit à sa portée, du seul délassement d'une vie laborieuse, et l'auteur n'est pas loin d'attribuer à cet état de choses la dépopulation des campagnes. C'est beaucoup dire. A nos yeux, l'argument le plus fort contre la législation sur la chasse, c'est qu'elle ne peut offrir une seule bonne raison en sa faveur. Aujourd'hui que ces questions doivent être de nouveau discutées, il y aurait lieu d'y réfléchir, et peut-être reviendrait-on au principe que M. Vivien et plus récemment M. Clavé ont posé dans la *Revue* même: il n'est pas besoin pour la chasse d'autre législation que celle qui régit la propriété; chacun doit être libre de chasser en tout temps chez soi et par tous les moyens qu'il lui plaît d'employer. Qu'on n'allègue pas l'intérêt de la conservation du gibier; ce prétendu intérêt nous touche peu en présence des maux qu'il entraîne, et nous venons de voir d'ailleurs que, si le gibier disparaît, cela tient à des causes qu'aucune législation ne saurait prévenir bien plus qu'à l'emploi de tel engin sévèrement prohibé. Laissez donc le cultivateur défendre sa terre à sa façon. Quant aux oiseaux, il serait bien désirable qu'on mît un terme à cette manie de protéger, sous prétexte qu'elle rend des services, la gent rapace qui pille les récoltes aux yeux du paysan désarmé. Les hommes de bon sens trouvent que celui qui a semé un champ ou un jardin est le meilleur juge.

EUG. LIÉBERT.

L. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIX[e] ANNÉE.

JANVIER — FÉVRIER 1869.

Livraison du 1[er] Janvier.

Histoire des Sciences. — I. — La Physique de Voltaire, par M. Edgar SAVENEY. 5

L'Israel des Alpes ou les vaudois du Piémont. — IV. — La captivité et la glorieuse rentrée, dernière partie, par M. HUDRY-MENOS. 41

La Serbie au xix[e] siècle. — III. — La fuite de Kara-George et l'avénement de Milosch Obrenovitch, par M. Saint-René TAILLANDIER. 82

Le Serment d'Hedwige, par M. Amédée ACHARD. 125

L'Église romaine et le premier empire. — 1800-1814. — XVIII. — Le Concile national, première partie, par M. le C[te] d'HAUSSONVILLE. 177

Histoire naturelle générale. — Origines des espèces animales et végétales. — II. — La Théorie de Darwin, par M. A. de QUATREFAGES, de l'Académie des Sciences. 208

Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 241

Revue dramatique. — *Séraphine,* de M. Victorien Sardou, par M. F. de LAGENEVAIS. 252

Essais et Notices. — Les Finances de la restauration, par M. Léonce de LAVERGNE, de l'Institut. 255

Les livres de science illustrée, par M. R. RADAU. 266

Livraison du 15 Janvier.

Un roi constitutionnel. — Léopold I[er], roi des Belges, par M. Émile de LAVELEYE. 273

Histoire des Sciences. — II. — L'Histoire naturelle de Voltaire, par M. Edgar SAVENEY. 302

Caractères et Portraits du temps. — Rossini, par M. Henri BLAZE DE BURY. 337

De l'authenticité des lettres de Mme de Maintenon a propos de publications nouvelles, par M. A. GEFFROY. 362
Un Moraliste néerlandais. — Jacob Cats et ses œuvres, par M. Albert RÉVILLE. 399
La Région du bas de la Loire. — II. — La Grande-Brière-Mottière et le pays de Retz. — Le tourbage et la culture, par M. A. AUDIGANNE. . . 429
Louis de Berquin. — 1523-1529. — La poursuite de l'hérésie, l'alliance du parlement et de la Sorbonne, par M. B. HAURÉAU, de l'Institut. . . . 454
Feu de paille, scène de la vie a la campagne, par M. Gustave Droz. 482
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 503
Revue dramatique. — Théatre-Français. — *Les Faux Ménages*, comédie de M. Édouard Pailleron, par M. Saint-René TAILLANDIER. 515

Livraison du 1er Février.

Le Christianisme et la Société française a propos du livre de M. Guizot, par M. Albert de BROGLIE, de l'Académie française. 529
L'abbé de Saint-Pierre et ses projets de réforme, par M. Léonce de LAVERGNE, de l'Institut. 557
Zioba, archives d'une famille vénitienne, par M. E.-D. FORGUES. 590
Impressions de voyage et d'art. — IV. — Souvenirs de Flandre et de Hollande. — Albert Cuyp et Paul Potter, par M. Émile MONTÉGUT. 617
L'Église romaine et le premier empire. — 1800-1814. — XIX. — Le concile national, seconde partie, par M. le Cte d'HAUSSONVILLE. 641
Madame de Rochefort, sa famille et ses amis, d'après des documens nouveaux. — I. — La comédie de société au xviiie siècle, par M. Louis de LOMÉNIE. 666
Les Cryptogames et les végétaux rudimentaires. — I. — Les Cryptogames utiles, par M. PAYEN, de l'Académie des Sciences. 708
Ahmed le fellah, première partie, par M. Edmond ABOUT. 725
L'Ile de la Réunion et la question coloniale, par M. Édouard HERVÉ. . . . 748
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 760
Essais et Notices. — *Pernette*, de M. de Laprade, par M. L. VITET, de l'Académie française. 781

Livraison du 15 Février.

La Révolution d'Espagne. — I. — L'Insurrection de 1868 et l'interrègne, par M. Charles de MAZADE. 785
La Serbie au xixe siècle. — IV. — Milosch Obrenovitch, prince des Serbes, par M. Saint-René TAILLANDIER. 815
Le royaume du Cambodge et le protectorat français, par M. L.-M. de CARNÉ. 852
L'Optique et les Arts, par M. Auguste LAUGEL. 880
Un Retour vers Byron a propos de nouvelles publications, par M. Louis ÉTIENNE. 906
L'Église romaine et le premier empire. — 1800-1814. — XX. — Le concile national, troisième partie, par M. le Cte d'HAUSSONVILLE. 942
Les Derniers Marins du règne de Louis XIV. — II. — La Marine de course. — Forbin et Du Guay-Trouin. — L'Expédition de Rio-Janeiro, par M. H. RIVIÈRE. 979
Ahmed le Fellah, seconde partie, par M. Edmond ABOUT. 1005
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 1025
Chronique Musicale, par M. F. de LAGENEVAIS. 1038
Essais et Notices. — La Chasse, par M. E. LIEBERT. 1049

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

32
39
29
54
32
93
45
29
57
90
17
41
66
08
25
48
69
81
785
815
852
880
906
942
979
005
025
038
049